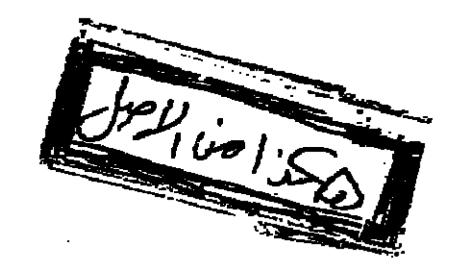




Supplément « Sans visa »

DERNIÈRE ÉDITION
BOURSE

Le Monde

15, rue Falguière, 75501 Paris Cedex 15

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY – DIRECTEUR : ANDRÉ FONTAINE

QUARANTE-SEPTIÈME ANNÉE – Nº 14242 – 5 F

SAMEDI 10 NOVEMBRE 1990

L'Albanie et les libertés

LE rapport présenté par M. Ramiz Alia devant le comité central de son parti, réuni mardi 6 et mercredi 7 novembre à Tirana, lève, en partie, les doutes qui étaient nés sur la volonté du numéro un albanais d'avancer sur la voie d'une relative démocratisation. L'écrivain Ismail Kadaré n'avait-il pas justifié sa décision de choisir l'exil en affirmant qu'après les premières réformes annoncées au printemps « la démocratisation s'est arrêtée brutalement » en Albanie ? On peut aujourd'hui se demander s'il n'était réellement plus en mesure de mener dans son propre pays le combat qui a longtemps été le sien en faveur des libertés.

La plupart des mesures de libéralisation énumérées par M. Alia avaient en effet été annoncées plus ou moins officiellement depuis le début de l'année. Non seulement le programme de réformes qui se dessinait paraissait en panne depuis plusieurs mois (en particulier depuis la « crise des ambassades » qui s'est soldée par la fuite de plusieurs milliers d'Albanais), mais il semblait de plus en plus évident qu'il se heurtait à des résistances apparemment suffisantes pour empêcher que des promesses on passe aux actes.

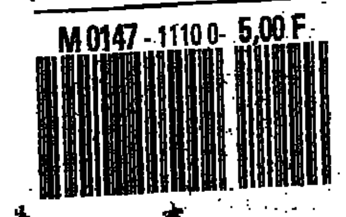
AUSSI bien certaines de ces promesses étaient-elles contraires à la Constitution et l'Albanie demeurait-elle par exemple le seul pays du monde – la Corée du Nord elle-même ayant commencé à assouplir sa position sur ce point – où l'ouverture des lieux de culte, musulmans ou chrétiens, demeurait rigoureusement interdite. « On ne peut empêcher personne de croire », vient de déclarer M. Ramiz Alia, qui, en bonne logique, précise cette fois que la Constitution sera amendée en conséquence. Elle le sera également pour que puisse entrer en pratique la nouvelle loi électorale qui, si elle ne va pas jusqu'à admettre le pluripartisme, autorise du moins la pluralité de candidatures entre lesquelles les électeurs pourront se prononcer à bulletin secret.

Le chef du PC albanais n'a fait aucun mystère des « vieilles mentalités conservatrices » qui freinent le changement. Mais il a été très ferme pour affirmer que le parti communiste ne saurait plus longtemps se substituer à l'Etat et que l'instauration en son sein d'« une véritable démocratie interne » était pour lui-même une question de survie.

IL est hors de doute que les troubles, parfois violents, qui se sont produits ces derniers mois dans plusieurs villes du pays ne laissaient le choix qu'entre un peu plus de libertés et si possible de bien-être d'une part, une répression plus brutale encore d'autre part. Mais cette dernière solution était-elle pensable à l'heure où, sous les yeux mêmes des Albanais, les régimes communistes les plus totalitaires s'effondrent dans toute l'Europe ?

Il est clair également que Tirana ne pouvait développer les ouvertures diplomatiques entamées dans de multiples directions sans mettre le régime hérité d'Enver Hodja un peu plus à l'unisson des normes exigées par la démocratie. Ce n'est nullement un hasard, en particulier, si le discours de M. Alia a été prononcé à quelques jours de l'ouverture à Paris du sommet de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe – au sein de laquelle l'Albanie demande à être admise comme membre à part entière.

M 0147 - 1110 0 - 5,00 F



L'envoi d'importants renforts américains dans le Golfe

M. Bush veut convaincre les Irakiens qu'il est prêt à recourir à la force

Pour la première fois depuis le début de la crise du Golfe, le président américain George Bush a clairement menacé l'Irak, jeudi 8 novembre, d'une action militaire offensive pour le contraindre à retirer son armée du Koweït.

Tout en continuant à affirmer privilégier un dénouement politique du conflit, le chef de la Maison Blanche a annoncé – pour convaincre Bagdad de sa détermination – l'envoi dans le Golfe de renforts – estimés à quelque cent mille hommes – visant à doter la coalition anti-irakienne d'une « option militaire offensive adéquate ». A Moscou, au terme de ses entretiens avec le secrétaire d'Etat américain, M. James Baker, le ministre soviétique des affaires étrangères, M. Edouard Chevardnadze, n'a pas exclu le recours à la force contre l'Irak tout en insistant pour que ce recours soit, le cas échéant, décidé par le Conseil de sécurité de l'ONU.

WASHINGTON

de notre correspondant

Après les paroles, les actes, mais des actes qui ne sont, au stade actuel, qu'une mise en demeure supplémentaire, une menace encore plus lourde : M. Bush a annoncé, jeudi 8 novembre, l'envoi dans le Golfe de renforts considérables, susceptibles d'offrir *« une option militaire offensive adéquate »* à la coalition de forces déployées autour de l'Irak.

Le président américain et les responsables du Pentagone ont refusé de « chiffrer » les nouveaux renforts, mais il s'agit clairement de forces massives (les estimations vont d'un peu plus de cent mille à deux cent mille hommes), qui viendront des Etats-Unis mais aussi d'Europe, où les effectifs américains opérationnels devraient avoir été réduits de près de moitié, tandis qu'au terme du déploiement, les deux tiers du corps des « marines » se trouveront dans le Golfe. Il s'agit donc là d'un effort logistique considérable.

JAN KRAUZE

Lire la suite page 3

Confidences d'otages

Le reportage de notre envoyé spécial à Bagdad, FRANCIS CORNU.

■ *« L'URSS n'exclut pas un recours à la force », par SOPHIE SHIHAB.*

■ *« La guerre des « plans de paix » fait rage aux Nations unies », par AFSANÉ BASSIR POUR.*

pages 3 et 4

La fiction Gorbatchev

Au moment où il arrive à Bonn, le président soviétique semble ne tenir son pouvoir que de la reconnaissance de ses interlocuteurs étrangers

par Daniel Vernet

M. Mikhaïl Gorbatchev est arrivé en RFA vendredi 9 novembre, un an jour pour jour après l'ouverture du mur de Berlin, pour y être fêté comme un des deux pères – avec le chancelier Kohl – de l'unité allemande.

C'est une tradition : les dirigeants soviétiques qui se piquent de réformes sont plus populaires à l'étranger que chez eux.

Déjà, dans les années 50-60, les Occidentaux avaient du mal à admettre que Khrouchtchev, avec ses tentatives de déstalinisation et ses velléités de coexistence pacifique, trouvait plus d'échos dans les capitales européennes ou aux Etats-Unis que dans la population russe qui, en dehors d'une intelligentsia intéressée mais sceptique, préférait retenir, pour s'en offusquer, les frasques regrettables du premier soviétique se déchaussant à l'ONU pour taper sur son pupitre.

M. Gorbatchev n'échappe pas à la règle : couvert d'éloges à l'extérieur, il fait l'objet dans son pays au mieux d'une indifférence polie, au pire du rejet méprisant que « ceux d'en bas » réservent à « ceux d'en haut », parce que ces derniers ne rêvent que de politique planétaire et paraissent insensibles aux soucis de la vie quotidienne.

Lire la suite page 6

L'opposition malade des « primaires »

L'Union pour la France a connu, jeudi 9 novembre, ses premières difficultés. RPR et UDF n'ont pas réussi à se mettre d'accord sur le projet de « primaires à la française » pour l'élection présidentielle, M. Giscard d'Estaing refusant l'application de cette procédure en cas d'élection anticipée. Les deux partis se contentent, pour l'heure, de confirmer leur volonté de « soutenir en toute hypothèse un candidat commun ».



Lire page 9 l'article de DANIEL CARTON et ANDRÉ PASSERON

15-20 ans, les pieds sur terre

V. – *Une nouvelle culture de banlieue*

Après avoir examiné successivement l'attitude des 15-20 ans par rapport au monde du travail (le Monde du 6 novembre), à l'engagement politique ou religieux (le Monde du 7), aux nouveaux modes de loisirs (le Monde du 8), aux questions sentimentales et sexuelles (le Monde du 9), Le Monde conclut son enquête sur les nouveaux modes de regroupement des jeunes aujourd'hui, notamment en milieu urbain, ceux qu'on retrouve majoritairement dans les manifestations de lycéens.

Fils de la banlieue, enfants d'immigrés, on les a traités un peu vite de « zoulous ». Comme des sauvages ou une génération venue d'une autre planète. C'était aller un peu vite en besogne. Ces jeunes dérangent peut-être, ils n'entendent pas se laisser oublier, ni étident pas se laisser oublier, ni étiquetier. Ils le clament en « rappant », l'écrivent en lettres graffitis. Ils rêvent d'être célèbres pour ne plus être exclus. Entrons dans l'univers du mouvement hip hop et de ses B Boys.

1970 et ses hippies, 1980 et ses punks... 1990, l'année du hip hop. Des jeunes en pantalons larges et casquettes de base-ball font leur entrée sur la scène médiatique dans la peau des « méchants » : les métros barriolés de tags, c'est eux ; les bagarres entre bandes (un mort à la Défense en juillet), encore eux.

Puis, on a parlé « culture ». Aérosols-artistes, rappeurs au Top 50, nouvelle mode branchée... Les uns mis à l'index, les autres portés aux nues. On en oubliait presque tous ces anonymes, rejetons de banlieues aussi anonymes, qui, de collèges en LEP, ont fait du hip-hop leur mode de vie et de ralliement quotidien.

Comme lors des précédentes vagues, musique (ici, le rap), look et philosophie se mêlent jusqu'à la confusion. Sur ce point, rien de nouveau sous le soleil : pour s'« éclater », les jeunes veulent écouter ce qui leur plaît, s'habiller comme ils l'entendent et vivre à leur guise. C'est à dire *différemment* de leurs aînés. Traditionnellement, leur mode traduit à la fois une révolte anti-parents (*« Vieux égale triste »*, disent-ils) et une revendication d'identité.

Cette fois pourtant, la crise d'adolescence se double d'un nouvel enjeu, social, lui : la place de la nouvelle génération d'enfants d'immigrés, noirs en particulier, bientôt rejoints par toute la cohorte des « mal-intégrés ». Enfants des banlieues doublement rejetés aux marges de la cité (parce que jeunes *et* parce que blacks ou beurs), ils cherchent leurs marques. Leur espoir : être acceptés tels qu'ils sont.

JUDITH RUEFF

Lire la suite page 12

Lycéens : renforts de la FEN et des étudiants

De la place de la Bastille aux Champs-Elysées : c'est finalement le trajet sur lequel se sont mis d'accord les deux « coordinations » lycéennes pour la manifestation nationale du lundi 12 novembre. Le mouvement des lycéens a reçu le soutien de la plupart des organisations d'enseignants, dont la Fédération de l'éducation nationale (FEN), de parents et d'étudiants. M. Lionel Jospin, ministre de l'éducation nationale, a rappelé, le 8 novembre, sa volonté d'engager rapidement le débat sur l'ensemble des problèmes soulevés par les lycéens.

lire page 11, l'article de GÉRARD COURTOIS et CHRISTINE GARIN

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 7 DH ; Tunisie, 650 m. ; Allemagne, 2,20 DM ; Autriche, 22 SCH ; Belgique, 33 FB ; Canada, 2,25 $ CAN ; Antilles-Réunion, 8 F ; Côte-d'Ivoire, 465 F CFA ; Danemark, 12 KRD ; Espagne, 175 PTA ; G.-B., 70 p. ; Grèce, 180 DR ; Irlande, 90 p. ; Italie, 2 000 L ; Luxembourg, 33 FL ; Norvège, 13 KRN ; Pays-Bas, 2,50 FL ; Portugal, 150 ESC ; Sénégal, 375 F CFA ; Suède, 14 KRS ; Suisse, 1,70 FS ; USA (NY), 2 $; USA (others), 2,25 $.

DÉBATS

Corse

Seul le contribuable votera

par Antoine Franzini

DANS l'état actuel du projet de loi pour la Corse, présenté par Pierre Joxe, et reconnaissant l'existence d'un *« peuple corse, composante du peuple français »*, les citoyens français qui pourront donner leur voix dans l'élection de l'Assemblée régionale corse en 1992 devront être domiciliés « réellement » dans l'île, ou *pouvoir justifier de cinq années de* contributions locales. Cette dernière condition introduit de curieux critères de sélection, qui s'opposent au principe du suffrage universel en vigueur sur le territoire français, fût-ce outre-mer.

On y voit en effet par exemple *qu'un père et sa fille de dix-neuf* ans, pratiquant de la même façon leur corsitude, leurs allées et venues dans l'île, appartenant de fait à la même communauté historique et culturelle, et donc, selon les termes du projet de loi, appartenant au même peuple, ne sont pas traités pareillement par la loi, dans l'hypothèse favorable où, *habitant hors de l'île, le père est* néanmoins dans le cas économique de payer une contribution locale.

En effet, outre quelques situations exceptionnelles, il est incontestable que c'est la propriété qui, massivement, ferait pour les Corses de l'extérieur le partage *entre ceux qui votent et ceux qui* ne votent pas. Et parmi les propriétaires, ceux justifiant de cinq années de contribution, ce qui exclut logiquement un Corse de *l'extérieur de moins de vingt-trois* ans.

Ces questions ne se posent évidemment pas si l'on considère que tous les citoyens n'appartiennent qu'au peuple français, puisque, comme tel, mon vote sera toujours requis dans une élection en France à quelque titre territorial, et que seul le choix de mon lieu de vote *est engagé dès lors que je suis une* partie du souverain français.

Elles se posent vivement au *contraire si l'on considère qu'il* existe un peuple corse, fût-il composante du peuple français. Car, ou bien le mot « peuple » n'a aucun sens ici – et en effet c'est bien là une des hypothèses, – ou bien tout membre du peuple corse doit participer *à ce vote selon le principe du* suffrage universel. Et il ne semble pas alors que les cinq années de contribution soient autre chose qu'une limitation du suffrage universel par le jeu de l'un des deux critères que nous évoquions, le critère économique ou le critère d'âge.

Une démarche courageuse

Ainsi nous voyons se dessiner trois approches, qui déterminent d'ailleurs les trois courants politiques actuellement présents dans l'île. En réalité, le courant nationaliste corse (FLNC, CCN, ANC) rejoint la logique du courant nationaliste français (politiciens « corses » et français confondus, de F. Giaccobi à J.-P. Chevènement) en rejetant une utilisation tiède du mot « peuple ». *« Un peuple, une nation, un Etat »*, disent-ils, non sans arguments. Et donc, soit *« le peuple corse n'existe pas »* (F. Giaccobi), soit *« le peuple corse a une consistance nationale »* (FLNC).

La démarche de Pierre Joxe et des « politiques réalistes » de nombreux partis (UDF, UPC, PS, certains communistes, quelques RPR) apparaît ainsi à la fois courageuse et *source de difficultés, peut-être* fécondes. La notion de peuple corse, composante ou non d'un autre peuple, si elle se conjugue avec le suffrage universel des membres *du peuple souverain, peut-elle* répondre aux critères de l'habita*tion, de l'âge ou de l'argent* ? A moins de juger la notion de peuple strictement folklorique et de laisser le souverain à la nation. On dirait alors « le peuple corse, composante de la nation française ». Mais que faire du peuple français ? Nous tournons en rond et nous en savons les effets.

La démarche de Pierre Joxe a *donc le mérite de tenter de sortir* de ce cercle vicieux, mais introduit des questions qu'il semble difficile de nier. Comment accepter le paradoxe selon lequel, dans une même famille de Corses de l'extérieur – père, mère, fils, fille, par exemple – *seul le contribuable votera parmi* ces quatre citoyens majeurs ? Peut-on appliquer à un peuple une définition strictement territoriale : tout Français habitant l'île fait par*tie du peuple corse*, tout Français quittant l'île plus de six mois par an *n'appartient plus au peuple* corse, jusqu'à ce qu'il y revienne plus de six mois par an ? Peut-on rompre avec le suffrage universel en établissant un vote censitaire ? *Ou doit-on laisser à tout membre* du peuple français le choix de se déterminer sur son appartenance au peuple corse, *« composante du peuple français »*, et se donner, *pour les Corses de l'extérieur*, les moyens nécessaires au bon fonctionnement du suffrage universel, tels par exemple ceux appliqués actuellement aux Français résidant hors du territoire français ?

Sans cette « continuité territoriale », le peuple corse, communauté historique et culturelle, comme dit le projet de loi, ne *deviendra-t-il pas un concept-illu*sion propre à appauvrir ladite communauté par les déchirements dont on perçoit peut-être déjà les premiers effets de surface dans le *mouvement nationaliste* ?

► *Antoine Franzini est médecin* à Paris.

Caucase

Espoir turc pour l'Arménie

par Jean Kéhayan

SI des mesures d'urgence ne sont pas prises pour casser le blocus destiné à mettre l'Arménie à genoux, des enfants et des vieillards vont mourir de faim et de froid cet hiver dans les régions *dévastées par le séisme de 1988* où rien ou presque n'a été reconstruit et dans les villages du Haut-Karabakh.

En Arménie, la population qui a voté pour les indépendantistes est consciente que les communistes préparent leur revanche. Lorsqu'il n'y aura plus d'énergie et plus rien à manger, on songera avec nostalgie à l'époque coloniale où le minimum vital existait. C'est le calcul des politiciens qui font le jeu de Moscou et qui encouragent tous les trafiquants chargés d'affamer le pays en organisant un marché noir et le sabotage à l'échelle de *toute une nation*.

Il n'est que de regarder une carte. Si l'Arménie veut sortir de l'orbite de Moscou, elle n'a qu'une issue, renouer les liens politiques et économiques avec Ankara. Déjà l'été dernier, le savon, la lessive et même les allumettes passaient par Kars pour alimenter Erevan, la capitale de type *tiers-mondiste où s'entassent* un million et demi de personnes, soit la moitié de la population totale du pays. *Réconciliation ne* signifie en rien révisionnisme. Au contraire, les Arméniens de la diaspora, tétanisés par le souvenir de la tragédie de 1915, ont tendance à penser que *rien ne pourra jamais arriver* de bon de l'Etat turc.

C'est que, dans la plupart des cas, *résignés à l'inéluctabilité du soviétisme*, ils ont oublié les droits considérables dont peut jouir une nation souveraine. Si demain l'Arménie confirmait sa marche vers l'indépendance, *elle disposerait* d'ambassadeurs dans le monde entier et de représentants à l'ONU.

La chaîne islamique

Jusqu'à hier, les revendications de reconnaisance du génocide *se sont* faites par personne interposée. Par personne, au sens littéral du terme. Les Soviétiques qui auraient dû jouer ce rôle ne voulaient pas fâcher le puissant Etat voisin.

Et les Européens se contentaient d'émettre des vœux pieux, en particulier *dans les périodes électorales*. A l'époque, l'ordre de Yalta régnait encore, et l'Arménie, même à son corps défendant, était du mauvais côté.

Aujourd'hui, les rapports géopolitiques ont changé. La Turquie n'a pas la moindre envie de déstabiliser un Azerbaïdjan qui a voté à 80 % pour les communistes. Par contre, elle a prouvé *dans la crise du Golfe* qu'elle était prête à rompre la chaîne islamique courant de Bagdad à Téhéran. Situation difficile et courageuse face à la montée des intégristes. *Mais c'eût été suicidaire que* de perdre l'aide inconditionnelle des Américains.

Qui plus est, la Turquie frappe à la porte de l'Europe. Protéger les *Arméniens et leur ouvrir* un accès vers le commerce international lui donnerait sans conteste un brevet de sympathie dans de nombreux pays. De plus, le désir de George Bush de *se représenter* aux élections donne encore plus de poids au lobby arménien de *Californie. Autant de faits* qui laissent à penser que le moment est mûr pour tenter un rapprochement diplomatique. En Arménie, l'opinion y est prête, persuadée que de bonnes relations seraient *le prélude* à l'ouverture d'un travail pour les historiens afin de procéder à ce Nuremberg d'Anatolie qui n'a jamais eu lieu parce que, dans leur hypocrisie, *les grandes puissances* n'y tenaient pas. La Turquie n'est pas au bout de ses peines pour trouver un semblant d'aura démocratique. C'est peut-être l'heure pour elle de faire un geste et de signer à sa façon l'écroulement *définitif* du communisme en sauvant une petite nation chrétienne considérée comme un ennemi héréditaire.

L'équipe au pouvoir à Erevan estime qu'on n'a ni ami ni ennemi pour toujours et, pour étayer sa thèse, *elle cite en exemple* l'Allemagne et la France qui construisent l'Europe de concert. Pouvait-on *imaginer* un tel bouleversement il y a trois générations ? Et ne peut-il servir de modèle à une réconciliation arméno-turque capable de créer dans cette partie du monde un exemple encore inédit de coexistence pacifique réelle ? Les Arméniens ont faim de justice et de pain. Quelle leçon de l'histoire si leur sauvetage passait par les diplomaties d'Ankara et d'Erevan.

► **Jean Kéhayan est journaliste et écrivain.**

TRAIT LIBRE



De Gaulle

La différence

par Pierre Lefranc

EN cette année anniversaire, *on a beaucoup écrit sur* Charles de Gaulle. Les louanges et les critiques se sont succédé dans les colonnes des publications, et l'ensemble se solde par la reconnaissance d'une stature d'homme d'Etat hors du commun.

Dans l'action de de Gaulle, il y a des coups de maître et des échecs, il y a de la rigueur mais *aussi du machiavélisme*. Dès lors, qu'est-ce qui fait qu'il a dominé son temps et dépassé ses contemporains illustres, quelle différence fondamentale *existe-t-il entre lui et ceux-là* ?

D'abord sa volonté de préserver son indépendance, de ne se soumettre *à la tutelle d'aucun* plan partisan, puis son analyse des situations, analyse qui se *défie des apparences et s'efforce* d'appréhender le fond des choses ; ensuite ses projections vers l'avenir, lesquelles, écartant l'effet immédiat, s'atta*chent aux conséquences lointaines*, mais enfin et surtout, semble-t-il, son détachement des biens matériels et des séductions du pouvoir.

De famille sans fortune, l'offi*cier élevé dans l'austérité* a des goûts simples qui ne changeront pas malgré son extraordinaire destin. Le nécessaire est suffisant, et la Boisserie, située dans *un département à l'écart* des vogues touristiques, n'est ni plus ni moins que la demeure d'un modeste bourgeois. Les importants droits d'auteur ali*menteront une fondation pour* petit handicapés ou faciliteront les installations des deux enfants. Pour autant il n'y aura pas de meubles précieux ou de moelleux tapis dans le salon qui restera éclairé par un globe de verre, et le service demeurera assuré par les deux mêmes dévouées servantes. Quant aux *délices du pouvoir, ils n'aveugleront* pas celui qui à deux reprises choisira de le quitter plutôt que d'en abuser.

C'est là le trait le plus frappant, celui qui marque la profonde différence de ce personnage dont on ne peut *méconnaître l'ambition. Il aspire* dès ses débuts à la plus grande destinée et pourtant se met en opposition avec sa hiérarchie ; il vise les plus hautes responsabilités et *prétend donner une* leçon au plus glorieux de ses chefs ; enfin il prend des risques inimaginables pour rester fidèle à son idée de la France et quand celle-ci se jette à ses pieds, il la quitte en claquant la porte.

Une distance volontaire

Près d'un quart de siècle plus tard, après avoir été suivi par la nation fidèlement et parfois *dans l'enthousiasme durant* onze années, à la suite d'une crise dont il sort gagnant, il *remet tout en cause* et se retire sans un mot d'adieu.

Chacun et chacune *savaient* qu'il n'occupait ses fonctions que pour servir et que le pouvoir *n'avait pas d'autre attrait pour* lui que d'orienter l'évolution dans le sens qu'il croyait le meilleur. Personne ne doutait que s'étant approché de la porte de *sortie à plusieurs reprises, il* était disposé à la franchir si le soutien national légitimement exprimé venait à lui manquer. A tout instant, il était prêt à rega*gner sa retraite*.

C'est ce détachement qui donne au personnage toute sa grandeur. *Quel est l'homme* politique des temps modernes ayant montré un semblable désintéressement ? Il n'y en a pas, et le prestige immense dont *jouit encore aujourd'hui* Charles de Gaulle, c'est à cette attitude qu'il le doit.

La solitude est son amie, écrit-il, pour décrire ses sentiments après son premier départ, mais il confesse aussi que sa sérénité n'exclut pas l'amertume. *De ce ressentiment hautain* l'orgueil blessé n'est pas absent, toutefois ce dernier ne *donne pas de mauvais conseils* et rien ne sera concédé sur l'essentiel pour accélérer un retour.

Après son second départ il m'a confié : *« Plus tard quand la confusion aura de nouveau tout envahi, on se souviendra de de Gaulle. »* Puis à propos des événements *en cours* : *« Je veux qu'on sache que je n'ai rien à voir avec ce qui se passe... Naturellement ils mettent ma photo partout. Je ne peux pas les en empêcher, mais il faut que nul n'ignore que de Gaulle n'a rien à voir là-dedans. »*

Telle était la distance prise volontairement quelques semaines avant sa mort.

Si quelque désaffection de la classe politique se développe dans le pays depuis plusieurs années alors que grandit la considération envers le fondateur de la Vᵉ République disparu *il y a vingt ans – presque une* génération –, n'est-ce pas précisément en raison de cette différence entre le spectacle des ambitions qui nous est donné et sa conception de l'engagement public qu'il a résumée ainsi le 30 juin 1955 : *« La politique, quand elle est un art et un service, non point une exploitation, c'est une action pour un idéal à travers des réalités. »*

► **Pierre Lefranc est ancien chef de cabinet du général de Gaulle.**

Le Monde

Édité par la SARL *le Monde*
Gérant : André Fontaine, directeur de la publication
Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)
Directeur de la rédaction :
Daniel Vernet
Administrateurs délégués :
Antoine Griset, Nelly Pierret
Rédacteurs en chef :
Bruno Frappat,
Jacques Amalric,
Jean-Marie Colombani,
Philippe Herreman,
Robert Solé

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE,
75501 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 49-60-30-10

Le Monde

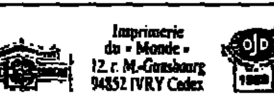
RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75501 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Télex : 206.806 F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 49-60-30-10
Télex : 261.311 F

Edité par la SARL *le Monde*
Durée de la société :
cent ans à compter du 10 décembre 1944
Capital social :
620 000 F
Principaux associés de la société :
Société civile « Les rédacteurs du *Monde* ».
« Association Hubert-Beuve-Méry »
Société anonyme des lecteurs du *Monde*
Le Monde-Entreprises,
M. André Fontaine, gérant.

Commission paritaire des journaux et publications, nᵒ 57 437
ISSN :0395-2037
Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 40-65-29-33

Imprimerie du « Monde »
12, r. M.-Gunsbourg
94852 IVRY Cedex





LA CRISE DU GOLFE

Les débats aux Nations unies et la tournée de M. Baker

La guerre des « plans de paix » fait rage

NEW-YORK

de notre correspondante

SK,3 Pendant que M. James Baker, le secrétaire d'Etat américain, sonde, du Caire à Moscou, la détermination des uns et des autres *dans leur engagement contre l'Irak*, une série de « plans de paix » circulent à New-York. Pour présenter leur éventuelle « résolution de guerre », les Américains – qui président le Conseil de sécurité – attendent, quant à eux, le retour de M. Baker à Washington.

Mais d'autres membres du Conseil n'ont pas attendu. Depuis plusieurs semaines déjà, quatre membres non alignés du Conseil (Cuba, Colombie, Malaisie et Yémen), *appelés les « enfants terribles »*, ont commencé à présenter des projets de résolution. Lundi, les diplomates proches des « Quatre » ont distribué à certains journalistes un projet de résolution qu'ils appellent leur « plan de paix ». *Ce* projet propose le retrait des troupes irakiennes du Koweït, *l'évacuation des forces étrangères* de la région, la libération des otages, l'installation de forces de paix de l'ONU et la médiation du secrétaire général entre l'Irak et un Koweït souverain.

Il demande aussi la levée des sanctions, l'assurance du Conseil que l'Irak ne sera pas agressé et l'instauration d'un lien entre la crise du Golfe et la question palestinienne. Pour « vendre » leur plan de paix, les « Quatre » ont choisi *une nouvelle technique* : au lieu de le présenter, comme d'habitude, aux membres du Conseil, ils l'ont envoyé dans plus de cent capitales. Ils ont ensuite consulté les différents groupes ainsi que les Européens non membres du Conseil et les ont invités à coparrainer leur projet. Ils ont, enfin, l'intention de présenter ce texte, avec l'appui de cinquante à soixante pays, au Conseil de sécurité.

« Voyez-vous, explique l'un des Quatre, pendant des années, les Cinq [membres permanents] se voyaient en cachette, préparaient *le texte et nous le présentaient tout* fait pour le vote ». « Eh bien, c'est à *nous de proposer des idées* en concertation avec les autres pays non membres du Conseil », se réjouissait un autre. Un diplomate occidental, membre du Conseil, décrivait ainsi la tactique des Quatre : « C'est charmant, insolite et inutile tant qu'il n'a pas été présenté au Conseil. Mais, par contre, le plan laisse de l'espace à Saddam Hussein, ce qui *n'est* pas mauvais. »

Mardi matin 7 novembre, un autre « plan de paix » – le texte des Quatre agrémenté d'amendements – s'est *mystérieusement* retrouvé sur les bureaux des journalistes. Le *texte est, en fait, tellement amendé* qu'il est aux antipodes du précédent. Les Quatre, furieux, ont déclaré : « C'est le travail des Saoudiens », lesquels n'ont pas démenti. Ce nouveau « plan de paix » demande également le retrait des troupes irakiennes et l'envoi d'une force de l'ONU, mais il « *réaffirme* » *l'article 51 de la* Charte, qui permet l'usage de la *force unilatérale... et autorise donc* la guerre.

Cette « guerre des résolutions » brouille le jeu diplomatique. Les *Américains – et surtout* les Britanniques – insistent sur le fait que l'article 51 leur permet déjà d'utiliser la force, tandis que les trois autres membres permanents du Conseil (France, Chine et URSS) n'accepteraient l'usage de la force que « dans le cadre du Conseil de sécurité », c'est-à-dire selon l'article 42. La petite guerre ainsi engagée à New-York montre que, si la coalition internationale contre l'Irak reste soudée sur le but à *atteindre – le retrait des troupes* irakiennes du Koweït, – les failles *s'élargissent quant aux moyens à* utiliser pour obliger Saddam Hus*sein à se retirer.*

AFSANÉ BASSIR POUR

Selon un sondage SOFRES-« Figaro »-TF 1

51 % des Français jugent un conflit armé inéluctable

Selon un sondage réalisé pour le Figaro et TF 1 par la SOFRES les 7 *et 8 novembre auprès d'un* échantillon de 800 personnes représentatif de *la population de plus de 18 ans*, 51 % des Français jugent inéluctable un conflit militaire *dans le Golfe (ils* étaient 61 % en septembre, 41 % en octobre). 52 % des personnes interrogées souhaiteraient que la France s'en tienne à l'écart, contre 45 % en septembre. 72 % souhaitent cependant *que* la France maintienne (63 %) ou renforce (9 %) son dispositif militaire *dans le Golfe.* 15 % sont partisans d'un désengagement militaire total de la France dans cette région.

A une très large majorité (76 %) les Français pensent *que* Paris doit maintenir sa position actuelle face à *M. Saddam Hussein.* 58 % *estiment* qu'il ne faut engager aucune négociation avant *le retrait des troupes* irakiennes du Koweït.

L'URSS n'exclut pas un recours à la force

MOSCOU

de notre envoyée spéciale

M. Mikhaïl Gorbatchev ne juge pas, ou ne juge plus, que l'usage de la force contre l'Irak est « *inacceptable* » comme il l'a déclaré le 29 octobre à Paris. Il ne l'a pas dit lui-même mais c'est ce qu'a indiqué en substance le secrétaire d'Etat James Baker reçu par le président soviétique pendant deux heures, jeudi 8 novembre, dans une résidence près de Moscou. Rendant compte brièvement des entretiens, Tass cite des propos du chef du Kremlin selon lesquels « *personne ne devrait compter sur des fissures dans la position coordonnée* » des membres du Conseil de sécurité. C'est peu explicite, mais les deux hommes qui représentent maintenant, chacun à sa manière, la politique soviétique dans le Golfe – son conseiller Evgueni Primakov et le ministre des affaires étrangères Edouard Chevardnadze – ont bien déclaré que ce recours à la force n'est pas totalement exclu.

Le premier a ajouté lors d'une réception mercredi au Kremlin que le président soviétique a été « *mal compris* » à ce sujet à Paris. Le second, tenant une conférence de presse avec M. Baker jeudi, a déclaré que l'URSS reste de loin favorable à une solution politique, mais que le recours à la force contre l'Irak « *ne pourrait probablement pas être exclu* ». « *Une situation pourrait se présenter qui, effectivement, exigerait une telle méthode, mais toute décision devrait être prise dans le cadre du Conseil de sécurité* », a-t-il ajouté. M. Baker qui a effectué une tournée au Proche-Orient, et la poursuit en Europe dans le but d'obtenir une caution internationale à une éventuelle offensive contre l'Irak avait à l'origine prévu de rencontrer seulement M. Chevardnadze. Mais des informations concordantes circulent toujours à Moscou parmi les diplomates et dans la presse indépendante sur les divergences sérieuses qui opposeraient M. Chevardnadze, un « *pro-américain* » au conseiller Primakov, un « *arabisant* » dont les deux récents voyages à Bagdad, effectués à la demande de Mikhaïl Gorbatchev, ont irrité l'administration américaine, tout en satisfaisant à Moscou le lobby militaro-industriel et les « *patriotes* » russes.

Accord sur trois principes

C'est ce qui a poussé M. Baker a vouloir entendre, de la bouche même de M. Gorbatchev, « *les idées de l'Union soviétique sur la façon dont nous devrions agir dans le futur* », a-t-il dit. Résumant, lors de la conférence de presse, ce qu'il a entendu, le secrétaire d'Etat a affirmé que l'accord soviéto-américain se fait sur « *trois principes* ». « *Premièrement, nous préférerions une solution pacifique et politique, mais nous ne pouvons exclure d'autres options. Deuxièmement, nous avons coopéré très effectivement depuis le 3 août et nous sommes déterminés à poursuivre cette coopération. Enfin, nous estimons des deux côtés que les résolutions du Conseil de sécurité doivent être totalement appliquées et qu'il ne peut y avoir de solution partielle.* »

M. Primakov n'assistait pas à l'entretien Baker-Gorbatchev, mais, dans une interview publiée mercredi par l'hebdomaire *Literatournaya Gazeta*, il donne un son de cloche tout différent sur la crise. Il affirme, notamment, « *comprendre la nécessité de ne pas diviser les forces qui se prononcent pour l'évacuation du Koweït* », tout en souhaitant que « *cela ne soit pas utilisé par ceux qui veulent garder leurs propres forces dans la région* ». Parlant de ses deux entretiens avec Saddam Hussein, les 5 et 28 octobre, il affirme que leur comparaison « *permet de conclure qu'une solution pacifique n'est pas sans perspective* ». Il a évoqué aussi le « *complexe de Massada* » dont souffrirait Saddam Hussein qui *craint, selon lui, d'être attaqué même* s'il évacuait le Koweït.

Il a parlé aussi des prétentions territoriales que nourrissent les voisins de l'Irak. Evoquant les vives réactions qu'a entraînées, notamment, dans les pays arabes modérés, l'appel fait à Paris par Mikhaïl Gorbatchev pour « *réactiver le facteur arabe* » dans la solution de la crise, le conseiller du président soviétique se déclare en accord avec le président Moubarak et le roi Fahd sur le fait que la tenue d'un nouveau sommet arabe n'est pas une « *panacée* ».

Mais il souligne que c'est seulement la « *majorité arithmétique* » des pays arabes qui a pris une position anti-irakienne et que dans les « *les larges masses* » *la situation présente une* image différente. Il se déclare cependant convaincu qu'il reste des possibilités d'action arabe en dehors du cadre de la Ligue arabe.

Les entretiens à Moscou de M. Baker, qui ont duré en tout treize heures, ont aussi porté sur le traité sur les forces conventionnelles en Europe, qui doit être signé en novembre par les membres de la Ligue et du pacte de Varsovie, les experts américains et soviétiques ayant continué jeudi à en négocier les dernières questions. Ces entretiens ont aussi porté sur les armes stratégiques à propos desquelles M. Chevardnadze a affirmé qu' « *qu'il ne sera sans doute pas possible de régler tous les problèmes les concernant lors de cette rencontre* ».

SOPHIE SHIHAB

Le nouveau déploiement américain

Le secrétaire à la défense, M. Dick Cheney, a fourni, jeudi soir 8 novembre, le détail des nouvelles unités américaines qui vont être envoyées en Arabie saoudite dans le cadre du renforcement de l'opération « Bouclier du désert ». Cent mille hommes au moins, selon les experts militaires, seraient concernés par ce nouveau déploiement, ce qui au total, avec les unités déjà sur place, porte à trois cent trente mille hommes l'ensemble des forces américaines dans le Golfe. « *Il n'y a pas de plafond à ce déploiement* », devait également souligner M. Cheney. Au plus fort de la guerre du Vietnam, en 1968, Washington engagea jusqu'à cinq cent quarante et un mille hommes sur le théâ tre des opérations.

Rappel de réservistes

Le nouveau déploiement américain dans le Golfe concerne :

– trois porte-avions et leurs groupes de bataille ainsi que le cuirassé USS *Missouri* ;

– *les troupes en provenance* d'Allemagne : les 1re et 3e divisions blindées, la 2e brigade de la 2e division blindée, le 2e régiment de cavalerie blindée et le 2e corps de commandement et de soutien ;

– les troupes en provenance des Etats-Unis : la 1re division d'infanterie mécanisée (actuellement en état d'alerte à Fort-Riley, Kansas) ; la 2e force expéditionnaire de « marines » et la 5e brigade expéditionnaire de « marines ». Le secrétaire à la défense a ajouté que l'US Air Force pourrait aussi participer à ce déploiement, mais n'a toutefois pas précisé quelles unités seraient concernées.

« *Il est clair que nous allons avoir besoin de rappeler de nouvelles unités de réservistes, et nous allons aussi devoir faire appel pour la première fois à des unités de la garde nationale* », a également expliqué M. Cheney. Dans ce cadre trois unités de la Garde nationale seront concernées : *les 48e et 256e brigades d'infanterie mécanisée et la 155e brigade blindée.*

Convaincre les Irakiens

Suite de la première page

Les deux cent trente mille soldats américains déjà présents sur place, et qui trouvent déjà le temps bien long, devront prendre leur mal en patience : ce sont des renforts qui arrivent, et pas la relève espérée. Ce nouveau déploiement prendra du temps, et de l'aveu même du secrétaire à la défense Dick Cheney, il ne sera pas terminé avant au moins « *le début de l'année prochaine* ».

Il y a donc tout lieu de penser que, même si ces renforts massifs sont explicitement destinés à fournir aux Etats-Unis une capacité offensive, ladite offensive n'est pas imminente. Pour des raisons techniques sans doute, mais aussi, selon toute apparence, politiques. *Le* président Bush n'a *toujours* pas vraiment réussi à convaincre ses *concitoyens ni le Congrès* de la nécessité d'entrer en guerre contre *l'Irak, et certains de ses partenaires* essentiels au sein de la coalition internationale semblent encore estimer qu'il est urgent d'attendre, même s'il ne s'agit pas d'attendre indéfiniment.

Ainsi, le président égyptien Hosni Moubarak, dans une interview publiée jeudi par le *New York Times*, estime que la coalition devrait attendre « *au moins deux ou trois mois de plus* » avant de déterminer si les sanctions économiques sont de nature à faire céder l'Irak. Ce délai correspond à peu près à la durée du déploiement des renforts américains, et lorsqu'on a demandé jeudi au président Bush ce qu'il pensait de la remarque de son homologue égyptien, il a eu cette réponse : « *Nous sommes en complète harmonie, mais j'espère que les sanctions donneront un résultat d'ici deux mois.* »

Ce délai supplémentaire pourrait aussi permettre de persuader M. Gorbatchev de la nécessité d'un recours aux armes. En dépit des récentes déclarations de M. Chevardnadze, selon lequel « *l'usage de la force ne peut être exclu* », le président du PC soviétique semble cultiver une certaine ambiguïté. *Ainsi M. Bush a-t-il retardé à plusieurs reprises sa conférence de presse, jeudi après-midi, pour pouvoir* obtenir par téléphone un compte-rendu des entretiens de son secrétaire d'Etat, James Baker, à Moscou.



Il en a conclu, du moins selon ses déclarations à la presse, que les Etats-Unis et l'URSS sont « *sur la même longueur d'onde* », pour ce qui est des objectifs poursuivis, mais, a ajouté M. Bush, « *je ne peux pas vous dire ce que sera la position soviétique sur l'usage de la force. Vous savez, je ne pense pas qu'on leur ait demandé d'envoyer des forces* ».

Bénédiction du Conseil de sécurité

Egalement interrogé pour savoir si les résolutions prises jusqu'à présent par le Conseil de sécurité de l'ONU conféraient aux Etats-Unis l'autorité de recourir aux armes pour les faire appliquer, M. Bush a répondu par l'affirmative. Mais il aussi insisté sur l'intérêt qu'il y avait eu jusqu'à présent à « *avoir le monde totalement de notre côté, grâce à l'action de l'ONU* ». Ce qui signifie clairement que les Etats-Unis préféreraient obtenir la bénédiction explicite du Conseil de sécurité avant d'agir, et cela demandera des efforts diplomatiques supplémentaires, c'est-à-dire, là encore, du temps.

Si spectaculaire qu'il puisse paraître, l'envoi de puissants renforts américains dans le Golfe pourrait donc presque être interprété comme une manière d'offrir à M. Saddam Hussein sinon un répit de quelques mois, du moins un délai de réflexion supplémentaire. « *Si ce mouvement de forces le convainc de la nécessité de reculer alors tant mieux* », a d'ailleurs déclaré jeudi le président Bush. Et lorsque, dès qu'il eut fini de lire la déclaration annonçant le déploiement de nouvelles troupes, la doyenne du corps de presse de la Maison Blanche, Helen Thomas, remarqua abruptement : « *Cela donne l'impression que vous allez faire la guerre* », M. Bush répondit de manière tout à fait classique : « *J'aimerais beaucoup qu'une solution pacifique soit trouvée à cette question.* »

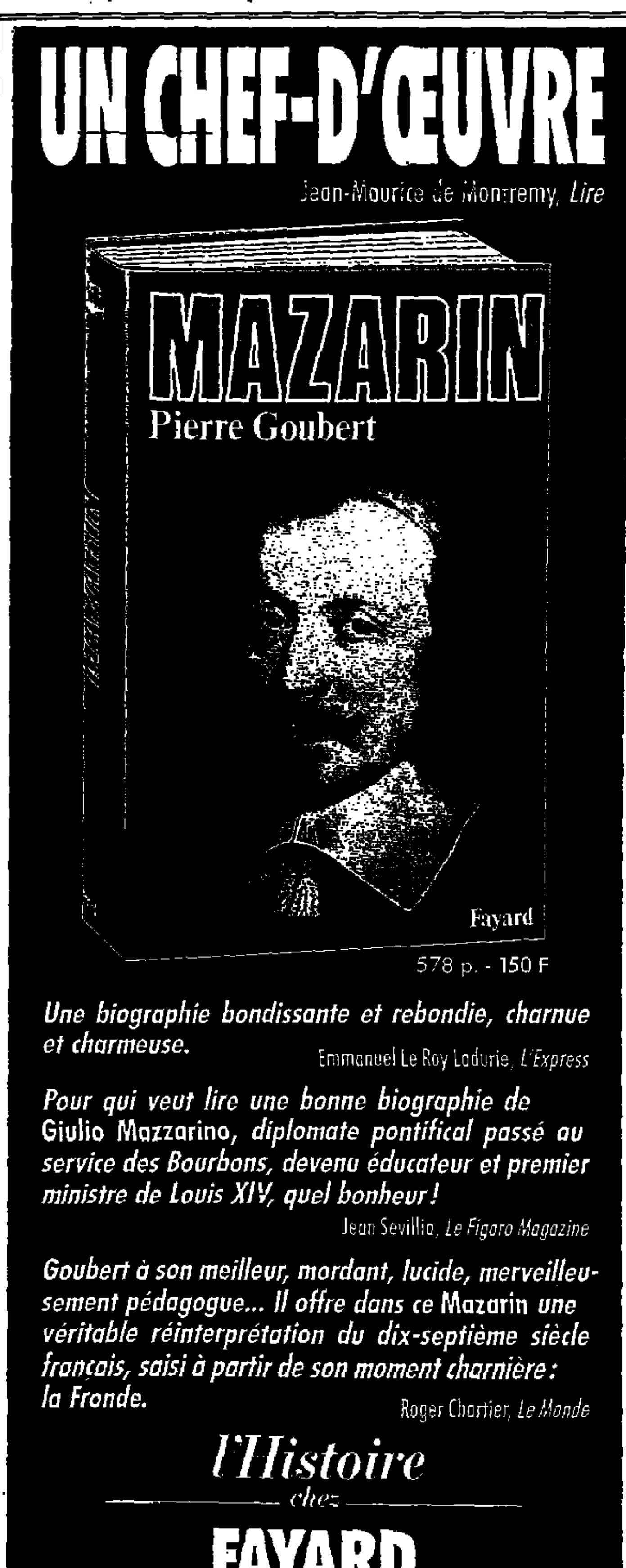
Une décision déjà évoquée

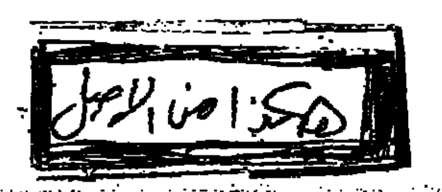
Et cette fois, oubliant la bruyante rhétorique utilisée alors qu'il battait les estrades avant les élections de mardi dernier, le président américain s'est abstenu de toute variation sur le thème Saddam Hussein-Hitler.

Fondamentalement, la politique des Etats-Unis paraît en fait rester la même, et à vrai dire l'envoi de renforts annoncé jeudi n'est que la réalisation dans les faits d'une décision déjà évoquée il y a plusieurs semaines par le secrétaire à la défense : les responsables américains ont tout fait, ces derniers temps, pour multiplier les effets d'annonce, comme autant de coups de semonce à l'Irak. Simplement, cette fois, la menace est devenue encore plus concrète, encore plus crédible. Et, au cas où Saddam Hussein s'obstinerait à ne pas comprendre qu'il a affaire à beaucoup plus fort que lui, la guerre est devenue, à moyen terme, encore plus inévitable.

Les Etats-Unis ne pourront pas maintenir indéfiniment et sans résultat un contingent de près de 400 000 hommes dans le désert. La mise est trop forte, et M. Bush, même s'il n'est pas encore décidé à avancer, ne peut plus guère reculer. La décision repose à présent sur les épaules du président irakien. « *Espérons*, a dit M. Bush à la fin de sa conférence de presse, *qu'il retrouvera ses sens, et fera demain ce qu'il aurait dû faire depuis des semaines.* »

JAN KRAUZE





LA CRISE DU GOLFE

Le Japon n'enverra pas de militaires à l'étranger

Le Parti libéral démocrate (PLD) et l'opposition japonaise se sont mis d'accord, jeudi 8 novembre, pour abandonner le projet de loi controversé sur l'envoi de militaires nippons à l'étranger, a-t-on appris de source parlementaire à Tokyo.

Mis au point pour répondre aux critiques américaines, reprochant au Japon sa faible participation aux efforts internationaux déployés dans le Golfe, ce projet prévoyait la possibilité de dépêcher hors de l'archipel, pour la première fois depuis la guerre, des membres des forces d'autodéfense, dans le cadre d'efforts internationaux de défense de la paix.

Le retrait de ce projet – qui avait été à la fois critiqué par une majorité de l'opinion nippone et par les pays voisins du Japon – intervient au lendemain de la visite à Bagdad de M. Yasuhiro Nakasone. L'ancien premier ministre, qui avait ramené avec lui soixante-dix-sept otages japonais, avait exprimé sa *« compréhension »* à l'égard de la position de M. Saddam Hussein.

L'infléchissement chinois

D'autre part, tandis que le ministre chinois des affaires étrangères, M. Qian Qichen, réaffirmait à Ryad la *« nécessité »* d'un retrait inconditionnel des troupes irakiennes du Koweït, le premier ministre de Pékin a encouragé la communauté internationale à poursuivre ses efforts de règlement pacifique de la crise *« tant que subsistera une lueur d'espoir »*. Cité par *le Quotidien du peuple*, M. Li Peng n'a pas formellement exclu le recours aux armes, confirmant ainsi l'infléchissement de son pays, qui se disait, voilà peu encore, opposé à toute solution militaire.

Enfin, le roi Fahd d'Arabie a déclaré jeudi que son pays souhaitait obtenir la garantie que l'Irak ne lancera pas de nouvelles attaques au cas où il se retirerait du Koweït. Il a réaffirmé qu'il n'accepterait rien de moins qu'un retrait total et inconditionnel de *l'armée irakienne du Koweït*, le rétablissement du gouvernement légitime de l'émirat et *« des garanties internationales* [que Bagdad] *ne répètera pas de telles agressions »*. – *(AFP, Reuter.)*

Confidences d'otages

La déprime et la colère de ceux qui restent

BAGDAD

de notre envoyé spécial

Il vient tout juste d'arriver du Koweït. Costume-cravate, attaché-case, cet homme d'apparence fort calme ne tarde pas à manifester son trouble. Au bout de deux minutes seulement de conversation – à mots couverts, par crainte des micros et des nombreux agents de la sécurité qui hantent l'hôtel, – il est en nage. Il transpire de peur et de colère. Il reconnaît volontiers ce double stress, et deux de ses amis qui ont gagné Bagdad quelques jours avant lui reconnaissent : *« Nous sommes tous, après trois mois, usés nerveusement. »*

« Un jour – prochain j'espère, – je pourrai raconter ce que j'ai vu. Il le faut : c'est effrayant, terrorisant au sens propre du terme », dit-il en soulignant qu'il n'est pas, tant s'en faut, dans le pire des cas, celui de ces Britanniques ou Américains recherchés pour être conduits sur des sites stratégiques et obligés de *« vivre comme des rats »*. N'étant pas de l'une de ces nationalités à *« haut risque »*, cet *« Occidental »* – seule identité qu'il accepte de donner – a eu une certaine liberté pour se déplacer au Koweït, et c'est pourquoi il a *« beaucoup vu »*, par exemple *« des pillards en uniforme se tirer dessus pour leur butin »*. Mais il ne veut pas trop en dire afin de ne pas être repéré et de ne pas mettre les Irakiens sur la piste de ceux avec qui il est toujours en relation au Koweït.

Sentiments contradictoires

Avec ses amis, il précise qu'une très relative normalisation s'est produite durant les dernières semaines au Koweït, dans la mesure où l'on peut à nouveau trouver des légumes frais et un approvisionnement de base – même des boîtes de bière venant de Jordanie et portant une date de fabrication toute récente... L'alimentation en eau et en électricité a été rétablie, et le téléphone fonctionne pour les communications locales. Mais les arrestations et le pillage *« systématiques »* continuent.

Malgré une atmosphère *« quasiment insupportable »*, il s'apprête à retourner au Koweït. Par *« honnêteté »*, il donne pour première raison celle de ne pas vouloir se résoudre à *« abandonner aux Irakiens »* sa maison et ses biens alors qu'il s'était fait une vie – *« confortable »* – dans l'émirat depuis de longues années. Ses *amis, qui, eux, désirent partir définitivement* et attendent une hypothétique autorisation de quitter Bagdad, savent qu'ils ont tout perdu, car, dès qu'un logement est laissé inhabité pendant quelques heures, il est vidé puis, souvent, incendié. Deuxième raison : *« Le devoir de marquer une solidarité avec les Koweïtiens et les étrangers qui demeurent là-bas »*. Et il ajoute : *« J'enrage à l'idée que l'on puisse céder. » « S'il* [M. Saddam Hussein] *s'en tire, le monde devra avoir honte. Je peux y laisser ma peau mais, chaque nuit, j'espère entendre l'arrivée des bombardiers alliés. »*

A Bagdad, où tout paraît presque normal, on retrouve à peu près ces mêmes sentiments mitigés parmi les otages occidentaux qui restent dans la capitale irakienne après le départ de tous les Français et les libérations en série qui viennent d'être accordées à près de cent cinquante personnes, à l'occasion notamment des visites de MM. Yasushito Nakasone et Willy Brandt, anciens chefs de gouvernement japonais et allemand.

La plupart de ceux qui sont actuellement laissés pour compte admettent avoir ressenti un *« choc »* ou *« un bon coup de déprime »* à l'annonce du « cadeau » très particulier offert à la France. On s'efforce de faire bonne figure même si persiste le soupçon de quelques tractations secrètes, bien que les Irakiens aient parlé de *« geste unilatéral »* et que le gouvernement français ait nié avoir effectué la moindre *« démarche »*. *« Il y a eu au moins*, dit un Américain, *cette contrepartie qui satisfait les Irakiens : l'évacuation immédiate de l'ambassade de France au Koweït ; ce ne peut être une simple coïncidence. » « En tout cas, aucune personnalité française n'a accepté de venir à Bagdad »*, constate un Anglais qui dénonce le séjour de M. Nakasone et celui de M. Brandt.

Quelle que soit l'amertume, on essaie de ne pas donner aux dirigeants irakiens le spectacle de dissensions au sein du camp occidental. Toutefois, un Irlandais ne peut s'empêcher de protester en déclarant : *« La solidarité a été brisée par tous ces derniers événements. J'ai hâte de m'en aller mais je méprise vraiment ces politiciens qui se succèdent pour obtenir des libérations au compte-gouttes. »* Cependant, avec un sourire ironique, il reconnaît *« Ce n'est pas simple... Car je regrette qu'une délégation parlementaire irlandaise soit repartie sans aucun résultat pour nous... »*

Guy, un solide ingénieur belge, dit se *« réjouir »* pour *« chaque otage qui s'en va »*, alors qu'il avoue avoir eu *« un petit coup au moral »* au moment de l'évacuation des Français. Il veut rentrer et ne plus jamais remettre les pieds en Irak alors que son camarade Edmond – qui aimerait que la *« Communauté européenne fasse réellement bloc »* – affirme *« hésiter »*, là encore par *« solidarité »*, mais aussi *« par intérêt »*.

« Il m'est difficile, confie Edmond, *de laisser réduire à néant le fruit d'un travail de plusieurs années. J'ai conquis ici tout un marché. Si on me permet d'aller revoir ma famille puis de revenir, j'en serai très heureux. »* Tandis que, pour passer le temps, Edmond mitonne des « petits plats » pour ses compagnons, Guy écrit des lettres de protestation. Au gouvernement belge, il reproche de n'avoir *« presque rien fait »* pour ses ressortissants retenus en otage et leurs familles, si ce n'est d'avoir envoyé des masques à gaz...

Il souligne la difficulté de vivre *« vingt-quatre heures sur vingt-quatre avec le spectre de la guerre »*, avec *« des insomnies et un stress permanents »*. Il a aussi adressé une lettre à M. Jacques Delors, dénonçant *« l'unité factice de l'Europe des Douze »* en dépit des résolutions d'apparente fermeté prises récemment à Rome, où il avait été convenu de décourager les initiatives telles que celle de M. Brandt.

« Les critiques à l'encontre des gouvernements sont générales. Dans tous les groupes d'otages, déclare un diplomate européen. *Cela est compréhensible quand on connaît un tel sort. Les réactions sont contradictoires, immanquablement. On dit que son gouvernement pourrait faire davantage tout en reconnaissant qu'il n'est pas question de s'abaisser devant le régime irakien, qui – bien sûr – table sur de pareilles critiques pour essayer d'ébranler le front des Occidentaux. »*

Les Italiens – dont certains « occupent » leur ambassade – n'échappent pas à ces contradictions, de même que les Britanniques ; à cette différence près que ces derniers nourrissent moins d'illusions que les autres Européens. Ils n'ignorent pas l'intransigeance de Mme Thatcher ; ils savent qu'ils sont, avec les *Américains*, la principale cible de la politique *« barbare »* du président Saddam Hussein et qu'ils seront – comme les Américains – les derniers à *partir*.

L'ambassade de Grande-Bretagne a pris l'aspect d'un bastion. Sur l'impeccable gazon de la résidence – qui fut celle du haut commissaire au temps de la présence britannique en Irak – a été dressé un camp de toile où sont réfugiés, depuis le mois d'août, soixante-cinq sujets de Sa Majesté menacés de servir de « boucliers humains » sur les sites stratégiques. Même atmosphère de résistance à l'ambassade des Etats-Unis, où les diplomates, comme leurs collègues britanniques, se préoccupent surtout des otages envoyés sur les fameux sites.

Des conditions de vie dramatiques

Une centaine d'Américains et *trois cents Britanniques sont*, au secret, dispersés dans quarante ou cinquante installations diverses (usines, bases de missiles, barrages, etc.) et, maintenant, la majorité d'entre eux logent non plus à proximité mais à l'intérieur même de celles-ci. Selon plusieurs témoignages, les conditions de vie se sont considérablement dégradées bien que les autorités irakiennes persistent à affirmer que ces *« invités spéciaux »* (les autres sont de simples invités) sont *« très convenablement traités »*.

« Certaines de ces installations sont éminemment dangereuses même en temps de paix », dit un diplomate. De nombreux otages sont exposés en permanence au bruit des machines, à la chaleur le jour, au froid la nuit. La nourriture est rare et sommaire, l'hygiène déplorable. De plus en plus d'accidents de santé commencent à être signalés, des troubles digestifs *notamment, sans parler de l'état* moral...

Le courrier est très irrégulier et a tendance à circuler en sens unique. Celui qui est adressé par les familles aux otages est fréquemment intercepté tandis que celui envoyé par ces derniers est contrôlé de telle sorte que, voici quelques jours, l'un d'entre eux a dû faire savoir par un message clandestin qu'il ne fallait pas tenir compte de sa précédente lettre où il était écrit que *« tout allait bien »*.

C'est aussi cette expression qu'a employée le 4 novembre un Américain dans un premier reportage réalisé par la télévision irakienne sur l'un des sites. Le document, intitulé *« Nouvelles des invités »*, se voulait très rassurant mais les traits tirés de cet homme, son visage sombre, faisaient comprendre qu'il parlait sous la contrainte, démentant son propos.

FRANCIS CORNU

Bagdad menace de réduire en cendres la péninsule Arabique

Les dirigeants irakiens jugent la guerre imminente et menacent, en cas d'attaque contre leur pays, de réduire en cendres toute la péninsule Arabique à l'exception des lieux saints. *« La mère de toutes les batailles est plus proche que jamais »*, écrivait ainsi, jeudi 8 novembre, le quotidien gouvernemental *El Djoumhouriya* dans ce qui apparaît comme l'une des menaces les plus violentes lancées par Bagdad depuis le début de la crise.

« Si le feu de l'agression est déclenché contre l'Irak, les flammes recouvriront tout, seront partout et brûleront tout dans toutes les directions (...) Il ne restera que des cendres. Le pétrole qu'ils rêvent de contrôler ne sera plus qu'une mer de feu », selon le journal, pour lequel : *« Rien ne sera épargné des flammes sauf la maison d'Allah* [la Grande Mosquée de La Mecque] *et le tombeau du prophète d'Allah* [à Médine] ». Dans le même temps, on apprenait de source militaire à Bagdad que le président Saddam Hussein avait limogé le chef d'état-major de l'armée de terre et l'avait remplacé par le chef de la garde présidentielle – troupe d'élite de l'armée irakienne, – le général Hussein Rachid. Le limogeage du général Abdel Karim el Khazradji est intervenu il y a trois semaines, a-t-on précisé de même source.

Avant sa promotion, le général Rachid était chef d'état-major adjoint chargé de la garde présidentielle. Il est considéré en Irak comme un héros national depuis avril 1988, date à laquelle il dirigeait les forces irakiennes qui chassèrent les Iraniens de la presqu'île méridionale de Fao. Cette bataille avait marqué le début d'un vaste repli de l'Iran, qui devait aboutir au cessez-le-feu quatre mois plus tard. – *(Reuter.)*

« Le Monde Dossiers et documents » de novembre

Le pétrole sous le choc

Il a suffi qu'en août dernier l'Irak décide d'envahir le Koweït pour faire planer la menace d'un nouveau choc pétrolier : une fois encore, une crise politique au Moyen-Orient dégénère et menace l'économie mondiale de récession.

Toutefois, si l'invasion du Koweït a poussé les prix du brut à des niveaux records, cela n'a fait probablement qu'avancer de quelques années une crise prévisible.

En effet, après la brutalité des chocs de 1973 et de 1979, les pays consommateurs avaient réagi : des économies d'énergie avaient été réalisées un peu partout en Occident et de nouvelles énergies concurrentes du pétrole avaient été développées.

Ces nouvelles habitudes n'ont d'ailleurs pas totalement disparu et les économies de ces pays sont moins dépendantes du pétrole aujourd'hui qu'avant 1973. Mais elles le sont plus qu'il y a cinq ans, la vigilance s'étant relâchée devant la chute des prix, tant du côté de la demande que du côté de l'offre. Tout était prêt pour une mauvaise surprise...

Quatre pages d'articles récents, de cartes, de graphiques pour comprendre et analyser ce troisième choc.

Deuxième dossier : les violences racistes et la loi

Le racisme, l'antisémitisme, reviennent encore et toujours à la « une » des journaux. En huit pages, « le Monde Dossiers et documents » rappelle des faits, des principes et les dispositions législatives qui permettent de réagir. Bien sûr, les textes de lois sont avant tout répressifs et ils ne peuvent suffire à lutter contre la haine raciale. Bien sûr, tout n'est pas du ressort de la justice, mais encore faut-il connaître cette armature sur laquelle repose le système français, sa force comme ses lacunes.

Les lois de 1972 et 1990 sont commentées et discutées. Des éditoriaux, des articles de réflexion, des reportages, des comptes rendus et des dessins de Plantu tracent le paysage de la violence quotidienne, du racisme ordinaire, de l'antisémitisme banalisé, de la peur de l'immigré.

▶ En vente chez tous les marchands de journaux : 12 pages, 8 francs.

PROCHE-ORIENT

ISRAËL : le long de la frontière jordanienne

Un officier tué par un commando qui tentait de s'infiltrer

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Un nouvel accrochage à la frontière jordanienne est venu confirmer, jeudi 8 novembre, toutes les inquiétudes israéliennes quant au contrôle que le roi Hussein exercerait sur ses propres troupes. Car, à en croire les premières indications données par les enquêteurs israéliens, les cinq hommes qui ont tenté à l'aube de s'infiltrer au nord de Jéricho, en Cisjordanie, appartenaient à une unité de la police jordanienne.

« Une fois de plus, la preuve a été faite que la Jordanie n'arrive plus à empêcher les infiltrations sur notre territoire », a déclaré le ministre de la défense, M. Moshe Arens, cependant que le chef de l'état-major, le général Dan Shomron, soulignait une évolution pour le moins dangereuse pour Israël : *« On en est au point où ceux qui sont chargés de lutter contre les infiltrations se lancent eux-mêmes dans des tentatives d'infiltration »*.

Un échange de coups de feu a eu lieu vers 4 heures du matin, lorsqu'une patrouille de l'armée a repéré le commando : le chef de la patrouille, un capitaine de réserve, a été tué ainsi que l'un des membres du commando – les quatre autres ont été faits prisonniers *(nos dernières éditions du 9 novembre)*. La surveillance accrue de ces 380 kilomètres de frontière avec la Jordanie fait partie de l'état d'alerte avancé décrété dans les forces israéliennes depuis le début de la crise du Golfe.

Les prises de position du souverain dans ce conflit ainsi que la mobilisation d'une bonne partie de la population du royaume font craindre aux Israéliens que cette frontière devienne particulièrement « chaude ». Elle pourrait le devenir un peu plus encore si M. Saddam Hussein décidait de provoquer Israël, par le biais d'une de ces infiltrations, afin de créer une diversion.

Il s'agit de la sixième tentative d'infiltration sur le front de l'Est depuis le début de l'année. Les cinq hommes portaient des couteaux, des armes de poing et des chargeurs de mitraillette, ce qui laisse penser qu'un réseau de sympathisants en Cisjordanie devait compléter leur armement. Toujours selon les premiers éléments de l'enquête, ils n'appartenaient à aucune organisation connue. La mention *« Allah Akbar »* (Dieu est grand), gravée sur certaines de leurs armes, indique qu'il pourrait s'agir d'islamistes venus commettre un attentat à Jérusalem un mois après la tuerie de l'esplanade des Mosquées (le 8 octobre).

A cette occasion, et alors que l'Intifada entrait vendredi dans son trente-sixième mois, la police avait déployé un dispositif de quelque 2 000 hommes à Jérusalem et isolé la ville sainte de la Cisjordanie.

ALAIN FRACHON

AFRIQUE

En marge de la crise entre Paris et Rabat

Le Maroc défend sa cause devant la commission des droits de l'homme de l'ONU

Le ministre français des affaires étrangères, M. Roland Dumas, se trouvait vendredi 9 novembre au Maroc pour tenter de désamorcer la crise ouverte entre Paris et Rabat à la suite, notamment, de la publication du livre de Gilles Perrault *Notre ami le roi*.

M. Dumas devait déjeuner avec son homologue marocain, M. Abdel Latif Filali, avant d'être reçu en audience par le roi Hassan II pour discuter des *« questions d'intérêt commun et des problèmes éventuels qui pourraient exister entre les deux pays »*.

Mme Danielle Mitterrand, présidente de la Fondation France-Libertés, qui avait annulé son voyage dans les camps de réfugiés sahraouis de Tindouf, a reçu, jeudi matin à Paris, l'épouse du chef du Front Polisario, Mme Abdelaziz, actuellement *« en visite privée »* en France.

GENÈVE

de notre correspondante

Le comité des droits de l'homme de l'ONU (saisi en permanence par des sources diverses, dont les principales sont les organisations non gouvernementales (ONG), au sujet des exactions commises dans différents pays) a examiné, les 7 et 8 novembre, le rapport du gouvernement du Maroc.

Tout en rappelant que *« le roi est le protecteur des droits et libertés des citoyens, groupes sociaux et collectivités (...), le guide suprême de la nation, le commandeur des croyants et garant du respect de l'Islam et de la Constitution »*, les auteurs du rapport, forts de l'existence légale de trois associations de défense des droits de l'homme dans leur pays, se sont posés en défenseurs de la démocratie, de la liberté de conscience et d'expression.

Les experts du comité ont demandé des éclaircissements à la délégation du Maroc à propos, notamment, de la centaine de disparus dont fait état le groupe de travail de l'ONU. Selon M. Ali Atmani, président de la Cour suprême du Maroc, les « disparus » ne seraient que des bédouins se déplaçant constamment en fonction des postes d'eau du désert et ne pouvant pas être identifiés. Concernant la détention de l'épouse et des enfants de M. Mohammed Oufkir, M. Atmani a précisé que *« les conditions juridiques »* de cette détention étaient *« laissées à l'appréciation de Sa Majesté le roi »*. Il a néanmoins assuré que la délégation marocaine allait attirer l'attention de son gouvernement *« sur l'intérêt du comité sur cette délicate question »*.

Quant aux personnes internées après l'attentat de 1971 contre le roi, la délégation a fini par promettre de procéder à une enquête à ce sujet, *« pour en avoir le cœur net »*. Selon des organisations de défense des droits de l'homme, les prisonniers militaires du camp de Tazmamart sont gardés au secret jusqu'à leur mort, dans des cachots sans air ni lumière. L'examen du rapport marocain devrait se poursuivre soit en avril, à New-York, soit en juillet, à Genève.

ISABELLE VICHNIAC

ASIE

INDE

M. Chandra Shekhar a été nommé premier ministre

NEW-DELHI
de notre correspondant

Après avoir sollicité les représentants de trois formations politiques, le chef de l'Etat indien s'est résolu, vendredi 9 novembre, à demander à M. Chandra Shekhar, chef de file des dissidents du parti de M. V. P. Singh, ancien premier ministre, de former le nouveau gouvernement. M. Chandra Shekhar devait prêter serment dès samedi.

Tour à tour reçus par M. Venkarataman, MM. Rajiv Gandhi, président du Congrès-I, et L. K. Advani, dirigeant du BJP (Bharatiya Janata Party, hindouiste de droite), et les chefs des partis de gauche (communistes), s'étaient récusés. Entre-temps, M. Chandra Shekhar avait fait acte de candidature, arguant du soutien de 280 députés, soit plus que la majorité absolue (262) des membres de l'Assemblée.

Le président a tenté de convaincre *M. Gandhi, chef du parti le plus* nombreux, d'exercer directement le pouvoir ou de former un gouvernement de coalition. Le Congrès-I s'en tient à sa position initiale de soutenir M. Chandra Shekhar sans participation ministérielle. En désespoir de cause, M. Venkataraman s'est evertué à obtenir l'assurance que M. Gandhi soutiendrait le nouveau gouvernement pendant au moins deux ans. Ce dernier s'est contenté de répondre, selon le *Times of India*, qu'il « s'efforcerait d'assurer le maintien en fonction du *gouvernement pendant une année* ou à peu près, jusqu'à ce qu'une situation complètement normale soit restaurée dans le pays ».

Le BJP et les partis communistes, qui s'étaient ligués lors des élections de novembre 1989 contre le Congrès, ont critiqué ce « mariage de convenance » entre MM. Chandra Shekhar et Gandhi.

L. Z.

L'appel tardif du destin

NEW-DELHI
de notre correspondant

*C'est un condottiere, un tempé*rament. Sur la scène politique où, *pour exister, chaque acteur doit* sacrifier au théâtral, il n'a pas *besoin de forcer son person*nage : Sadanand Singh Chandra *Shekhar a, naturellement, le sens* du tragique. En quarante ans de *vie publique, il a mené bien des* combats sans jamais goûter à la *victoire. Il est, comme on dit,* « bourré de talent », et des gens *illustres lui avaient promis un* grand destin. Pourtant, bizarrement, *il a manqué pas mal d'oc*casions.

Socialiste à vingt ans, il s'acquit alors une réputation de « rebelle ». Mais il n'a rien d'un naïf et ses révoltes, les années passant, sont devenues des intrigues. Avec sa haute silhouette ascétique, sa barbe poivre et sel, son regard terrible dans un visage de Méphisto, Chandra Shekhar tranche dans le paysage politique indien, dominé par des politiciens à l'allure un peu molle de notables. Il y a chez lui comme une fureur rentrée, et son sourire est toujours à la limite du sardonique. *Il n'a pas, contraire*ment à Rajiv Gandhi, une once *d'occidentalisation.*

Le nouveau premier ministre est né le 1er juillet 1927 dans un petit village du district de Ballia, dans l'Etat d'Uttar-Pradesh. Comme son prédécesseur, il appartient aux hautes castes. Etudiant à l'université d'Allahabad, il est diplômé de sciences politiques. Militant, il quitte rapidement le Parti du congrès, pour le Praja socialist Party (PSP), dont il est le secrétaire général pour l'Uttar-Pradesh, de 1955 à 1957. Elu au Rajya Sabha (la Chambre des Etats du Parlement) en 1962, il rejoint le congrès en 1964. Admirateur



d'Indira Gandhi quand celle-ci décide d'abolir les « *privy purses* » (la liste civile des Maharadjahs) et de nationaliser des pans entiers de l'industrie indienne, il se range à ses côtés lors d'une scission du parti de Nehru. Devenu le chef de file des « jeunes Turcs » du congrès, il mène l'attaque, à l'intérieur du parti, contre l'emprise des « barons », dont Indira Gandhi voulait se débarrasser. En 1967, il est récompensé par le poste de secrétaire général du groupe parlementaire.

Les routes de la misère

Au Parlement, *il fustige la « mai*son des Birla », puissante dynastie *d'industriels. Il se situe alors dans* la tradition du socialisme de Nehru *et son « gourou » est Jayaprakash* Narayan, « JP », « gandhien » *fameux qui va bien vite s'opposer* à Indira Gandhi, entraînant dans son sillage Chandra Shekhar. Rénovateur et partisan d'une politique de justice sociale, il exprime ses idées dans le journal *Young India*, et bientôt se heurte à l'autoritarisme grandissant du chef du congrès. De fidèle, il est devenu contestataire. Contre la volonté d'Indira Gandhi il est élu, en 1972, au sein des instances dirigeantes du parti. Le 25 juin 1975, Mme Gandhi proclame l'état d'urgence, baillonne l'opposition et impose sa poigne de fer au congrès.

Le lendemain, Chandra Shekhar, *toujours parlementaire, est jeté en* prison, où il rejoint « JP ». Cette *expérience fut l'une « des plus enrichissantes »* de sa vie et il en *tirera plus tard un livre,* sorte de recueil de ses idées politiques, *« Dynamique du changement social »*. En 1977, à la levée de *l'état d'urgence, il est libéré et* prend la tête de l'opposition. Le *parti Janata est alors créé, il en* devient président. L'expérience du *gouvernement Janata s'achève en* décembre 1979, par le retour de *Mme Gandhi au pouvoir.* A la recherche, explique-t-il, d'une *autre forme d'expression politi*que, et soucieux de retrouver *l'Inde « vraie »*, il entame, à partir de janvier 1983, sa « longue *marche* » : 4 200 kilomètres à pied, du cap Comorin à Delhi, avec cinquante compagnons, sur les traces du Mahatma Gandhi.

Six mois de voyage à travers les routes et les villages de poussière, *à la rencontre de la « misère » de* plus de 500 millions d'Indiens. *L'accueil du « marathon man » aux* pieds bandés est souvent triom*phal, l'expérience est unique, enri*chissante, dans tous les sens du *terme. Les fonds récoltés doivent* servir à ouvrir des centres d'édu*cation sociale à travers le pays,* mais ceux-ci ne verront guère le jour. Qu'importe : bien que battu lors des élections générales de *1984 (il perd son siège de député* conquis en 1977), il est l'un des *rares hommes de l'opposition qui* peut se flatter d'avoir une dimen*sion nationale.*

Aussi, lorsque les « années Rajiv » s'achèvent, à l'occasion des élections générales de novembre 1989, il croit son heure venue. *Son parti, le Janata, fusionne avec* le Lok Dal, pour donner naissance *au Janata Dal. Le Parti du congrès* est de nouveau écarté du pouvoir et la question du premier ministre se pose. Les arbitrages sont difficiles : finalement, Chandra Shekhar se range derrière la candidature de M. Devi Lal mais, dans un coup de théâtre, celui-ci se désiste au profit de M. V. P. Singh. M. Chandra Shekhar est floué. Dès lors, il refuse toute responsabilité *ministérielle et va mener un com*bat politique patient, tantôt à *visage découvert, tantôt dans la* coulisse, avec un seul objectif : déstabiliser le premier ministre.

Quant l'échéance enfin se précise, il n'hésite pas à s'allier avec Devi Lal et Rajiv Gandhi. Cet homme de convictions et de volonté est-il prêt à tous les compromis ? Solitaire, il souffre de ne *pas avoir été reconnu* et souvent compris, mais il cultive ce côté *atypique. « Vieux gauchiste »*, comme il aime à le dire, il a mis beaucoup d'eau dans son socialisme d'antan et cultive l'amitié d'hommes d'affaires richissimes et pas toujours vertueux. Il s'est fait aussi le parangon des manœuvres politiciennes, brouillant ainsi l'image que l'on avait de lui.

LAURENT ZECCHINI

EUROPE

ITALIE : les rebondissements de l'affaire « Gladio »

Le président de la République est cité comme témoin

Au moment même où le président du conseil, M. Giulio Andreotti, *s'apprêtait à fournir des* explications sur l'affaire « Gladio » et les activités passées et présentes d'une structure de renseignement et d'action armée clandestine *pilotée par* l'OTAN, le SHAPE et la CIA, un juge d'instruction de Venise, M. Felice *Casson*, citait jeudi 8 novembre comme témoin le président de la République en personne, M. Francesco Cossiga.

ROME

de notre correspondant

L'incroyable nouvelle est tombée sur les téléscripteurs jeudi 8 novembre à 19 h 08. Dans l'hémicycle sénatorial, bondé comme jamais pour entendre les explications promises au pays par M. Giulio Andreotti sur la mystérieuse affaire «Gladio», ce fut comme un coup de tonnerre. *«Non ?... Mais ce n'est pas possible ! Enfin voyons, un simple magistrat ne peut pas citer à comparaître le président de la République.»*

Le sénateur Gargani, président démocrate-chrétien (DC) de la commission justice, ne pouvait y croire. Un journaliste lui montra le laconique communiqué émanant du palais du Quirinal, résidence officielle du chef de l'Etat. *« Le président de la République est convoqué par le juge d'instruction de Venise Felice Casson pour témoigner en sa qualité de chef de l'Etat, à propos de l'enquête pénale en cours sur l'attentat de Peteano et à propos d'autres faits de subversion de l'ordre constitutionnel. La notification du juge en question est à l'étude, il lui sera fourni réponse.»*

Ainsi la «bombe Gladio» – que le président du conseil venait tout juste de s'évertuer à désamorcer au fil d'un long discours de facture historique – se retrouve-t-elle politiquement et dangereusement réarmée. *« A ma connaissance*, a fait savoir un membre du Conseil supérieur de la magistrature (CSM), dont M. Cossiga est de par sa fonction président de droit, *c'est la première fois qu'un chef d'État italien en exercice est ainsi convoqué.»* Et de quelle manière ! C'est tout simplement par l'intermédiaire de la police de Venise, et d'un motard venu lui apporter la convocation du «petit juge» au palais, que le président a appris qu'il était cité à comparaître.

Dans le cadre d'un accord avec l'OTAN

Procédé un peu cavalier sans doute, mais tout à fait régulier, et que les sénateurs de la DC jugeaient tour à tour dans la soirée *«stalinien, provocateur, irresponsable, honteux»*, voire carrément *« mafieux »*. Une heure après le communiqué officiel, le ministre de la justice, M. Giuliano Vassalli, socialiste, faisait à son tour connaître que le chef de l'État ayant *« promptement informé le gouvernement »*, celui-ci allait *« mettre la question à l'étude »*. Le ministre a toutefois tenu à souligner *«les évidentes anomalies procédurales de la communication du juge»*.

M. Francesco Cossiga, qui aime à se définir avant tout comme un ancien professeur de droit constitutionnel, est un vétéran de la Démocratie chrétienne. Premier ministre à deux reprises (1979 et 1980), sept fois titulaire d'un maroquin ministériel dans des cabinets toujours dominés par son parti, *« il Professore »* (soixante-trois ans) fut élu président de la République en juin 1985. Son septennat se termine en principe en 1992. Ce ne sont pas, semble-t-il, ses activités à la tête de l'État qui sont visées par le juge Casson, mais sa responsabilité passée – en tant que sous-secrétaire à la défense – entre 1966 et 1969, période au cours de laquelle M. Cossiga, selon ses propres dires, avait en quelque sorte rédigé le *« code de bonne conduite »* de l'opération «Gladio».

Ce «code», à en croire le discours tant attendu du chef du gouvernement au Sénat, a toujours été respecté. Aucune illégalité, aucun complot contre l'État et la démocratie en Italie *ne sont à mettre au compte de* l'organisation secrète «Gladio», a en *substance affirmé M. Andreotti.* Pour l'essentiel, le président du conseil a confirmé ses déclarations écrites précédentes et répété que l'opération fut montée à l'époque de la guerre froide dans le cadre d'un accord avec l'OTAN *(le Monde* du 7 novembre). Il a également révélé le nombre des «gladiateurs» : *«six cent vingt-deux, dont la moitié environ a aujourd'hui plus de soixante ans»*. Recrutés *«sur la base de critères précis, relatifs notamment, à leur fidélité aux institutions républicaines»*, les agents de l'opération *«étaient périodiquement soumis à des contrôles»*. Répartis, pour l'essentiel, dans les régions *«les plus exposées à un risque d'invasion»* dans le nord de l'Italie, les «gladiateurs», selon le président du conseil, n'avaient donc rien à voir *«avec l'ordre intérieur et la sécurité publique»*.

Le financement de l'opération

«Si quelqu'un avait utilisé cette structure à des fins différentes de celles strictement défensives, a néanmoins précisé M. Andreotti, *il ne trouverait aucune couverture de la part du gouvernement et je n'hésiterais pas un seul instant à dénoncer et à poursuivre une quelconque déviation.»* Peu disert sur le financement de toute l'opération – le comité de surveillance des services secrets sera informé, a-t-il promis. – le chef du gouvernement est en revanche revenu sur l'*« équivoque »* qu'il avait lui-même fait naître, le 3 août dernier, en affirmant, à huis clos, à la commission parlementaire sur les attentats, que le *réseau parallèle en question*, dont la réalité était peu à peu mise au jour par le juge Casson, *n'existait plus* depuis 1972. *« On m'avait informé que les dépôts d'armes* [qui avaient été mis à la disposition de «Gladio» à partir de 1963] *avaient été récupérés* (127 conteneurs sur 139) *à partir de cette année-là.»* D'où la confusion entre désarmement et cessation d'activité...

Pour prouver sa bonne foi, *«dissiper les ombres et toutes les suspicions»*, le président du conseil, qui rejette *a priori* la création d'une commission d'enquête parlementaire réclamée avec insistance par l'opposition et une partie de la coalition majoritaire, a finalement pris deux décisions. D'abord remettre à la commission spéciale de surveillance des services secrets – qui n'avait jamais été informée de «Gladio» avant août 1989 – la liste complète des personnes concernées *par* cette opération. Cette dernière devra bien entendu demeurer *confidentielle*, les membres de la commission étant liés par *le secret*.

M. Andreotti a ensuite confirmé que son gouvernement *« a pris l'initiative de déposer sur la table de l'OTAN, à Bruxelles, une révision de la situation européenne pour déterminer comment et avec quelles procédures, l'organisation pourrait, comme nous le croyons, se révéler à elle-même dépassée»*.

PATRICE CLAUDE

Embarras en Belgique

Le ministre de la défense ordonne l'ouverture d'une enquête

BRUXELLES

de notre correspondant

Le ministre de la défense, M. Guy Coëme, a demandé, jeudi 8 *novembre*, l'ouverture d'une enquête sur la ramification belge *du réseau « Gladio », ramification* dont il ignorait l'existence depuis son entrée en fonction, il y a plus de deux ans.

D'après ses premières informations, ce réseau s'est créé à la fin des années 50 au sein des services de renseignement et de la sûreté de l'État et comportait, *comme dans d'autres pays*, des plans de sabotage en cas de nécessité.

«En Belgique, depuis, me dit-on, le début des années 70, cette activité [de sabotage] *a été totalement supprimée»*, a assuré M. Coëme, selon lequel il n'y aurait pas eu non plus dans le *royaume de dépôts d'armes* ou de munitions. Mais le ministre est troublé *par le fait qu'une réunion* de ce qu'il appelle une *« coordination »* des différents *réseaux nationaux* a eu lieu à Bruxelles pas plus tard qu'à la fin du mois d'octobre et que la Belgique en assume la *«présidence tournante»* pour deux ans...

Malgré la tendance des autorités à minimiser l'affaire, le lièvre *levé à Rome n'a pas fini de faire* parler à Bruxelles dans la mesure où un rapprochement *est tentant* avec les *« tueurs fous du Brabant »* qui furent responsables de la mort d'une vingtaine de personnes au milieu des années 80, notamment en ouvrant le feu sur les clients de grandes surfaces commerciales de la banlieue de Bruxelles.

La découverte de « Gladio » va relancer ces spéculations. Les milieux de l'OTAN à *Bruxelles* restent très prudents et peu loquaces, admettant toutefois que cette affaire arrive à un bien mauvais moment, dans la mesure où l'organisation cherche à se redéfinir et à donner d'elle une nouvelle image à la faveur de la détente avec l'Est.

J. DE LA G.

Un « petit juge » indépendant et cabochard

ROME

de notre correspondant

«Un dur, un cabochard, ce petit juge», disent de Felice Casson les policiers de Vénétie. *«Il n'a aucun contact dans les palazzi* (les palais du pouvoir), *aucune relation ou affiliation politique connue»*, sauf, dit-on, un lointain flirt étudiant avec l'extrême gauche. Visage un peu mou, grosses lunettes cerclées, cheveux mi-longs, une allure juvénile et fragile, démentie par un regard sévère, tendu, sur une lippe perpétuellement boudeuse. Voilà l'homme dont l'acharnement a fini par mettre sur la place publique une opération dont le secret était gardé depuis plus de trente ans.

Felice Casson, trente-six ans, fils de pêcheurs vénitiens, juge d'instruction depuis 1980, parle peu. Il n'a jamais accordé la moindre interview. En 1982, il hérite d'une affaire bizarre. Quelques années plus tôt, à Peteano dans le Frioul, trois carabiniers, attirés par un coup de fil anonyme, inspectent une petite Fiat 500 qui paraît abandonnée. L'un d'eux tire la poignée du capot et c'est l'explosion. La voiture était bourrée de dynamite : trois morts.

Le juge Casson reprend l'enquête, interroge des militants fascistes emprisonnés, d'anciens agents des services secrets. Il convoque d'anciens militaires, des cadres du renseignement en activité et finit par approcher de la vérité. *En décembre 1989*, il «cuisine» dans son bureau un ex-grand «ponte» *du SISMI (services* de renseignement militaires), le général *Pasquale Notarnicola*. Ces messieurs règlent leurs comptes. Felice Casson apprend que peu après l'attentat de Peteano, l'amiral Fulvio Martini, actuel patron du SISMI, s'est rendu dans la région pour récupérer un stock d'explosifs. Cette fois, il y est. C'est alors qu'il écrit à M. Andreotti pour demander l'autorisation d'inspecter quelques documents dans les coffres du fort Braschi, siège du SISMI. Permission accordée huit mois plus tard.

Depuis septembre, on estime que ce «petit juge» a entendu une bonne vingtaine de «gladiateurs». On sait, par des fuites venues du fort Braschi, qu'il détient désormais la liste complète des membres de l'organisation. Il a convoqué plusieurs anciens ministres de la défense et entendu en confession quelques ex-présidents du conseil. Maintenant, il «veut» le président de la République.

P. C.

La fiction Gorbatchev

Suite de la première page

Dans un réflexe qu'on nommerait ici «poujadiste», la majorité des Soviétiques pensent que M. Gorbatchev voyage trop à l'étranger – il n'est pas le seul à encourir ce reproche, car les «commis-voyageurs de la perestroïka» se multiplient dans toutes les capitales occidentales – alors qu'il serait mieux inspiré en s'occupant des conditions de vie de *ses concitoyens, en constante détérioration.* Le président soviétique peut *bien rétorquer que ces visites internationales* ne sont pas gratuites et *qu'il les utilise de plus en plus pour* quémander une aide des pays riches, il ne convainc pas. Et sa cote dans les sondages d'opinion, nouvelle spécialité moscovite, est au plus bas.

La politique allemande de Khrouchtchev et de M. Gorbatchev offre aussi d'intéressantes comparaisons, mais le parallèle entre les deux secrétaires généraux ne peut être poussé plus loin. Une des causes – parmi d'autres – de la révolution de palais qui entraîna la chute de Khrouchtchev en 1964 réside très certainement dans les appels du pied qu'il fit à l'époque en direction de Bonn. L'évolution de la diplomatie de Moscou était alors bien timide comparée à ce qui a été accepté depuis. Malgré *les mises en garde des conservateurs* et la grogne de l'armée, M. Gorbatchev *a bradé «le premier Etat socialiste en terre allemande»* sans que *son poste soit pour autant mis en* question.

L'abandon des vieux staliniens qui dirigeaient la RDA jusqu'en octobre 1989, *l'acceptation de la réunification* allemande après la chute du mur de Berlin et le feu vert donné à l'appartenance de la nouvelle Allemagne à l'alliance atlantique étaient pour M. Gorbatchev les éléments d'un pari qu'il est encore loin d'avoir gagné. Il serait abusif d'affirmer que l'URSS a vendu ses positions en Allemagne pour un plat de lentilles.

Les doutes ne portent pas sur le montant de la contrepartie attendue de Bonn et d'ailleurs, en termes économiques, financiers et techniques, mais sur la capacité des Soviétiques à en tirer parti ; autrement dit, sur l'efficacité de cette aide dans la course de vitesse qui s'est engagée avec la «tiers-mondisation» de l'URSS.

Les tergiversations autour de la réforme économique, le scepticisme des auteurs mêmes des plans les plus radicaux de passage au marché, les résistances de la bureaucratie, laissent mal augurer de l'avenir. Deux *organisations du régime restent* solides le KGB, – bien que la statue *de Dzerjinski, son fondateur, ait été* déboulonnée de la place portant son *nom à Moscou – et l'armée*, grâce à ses régiments d'élite, malgré les *désertions et la déficience des équipements*. Les droits de l'homme ne *sont plus bafoués comme ils l'étaient* encore sous Brejnev, Andropov ou *Tchernenko. L'explosion de liberté* d'expression a provoqué un foisonne*ment de journaux, revues, mouvements* politiques, inconnu jusqu'alors. *Mais l'ensemble du tissu social* et institutionnel est en déliquescence ; *dans le Parti communiste*, naguère ossature de la société, c'est la débandade. Les instruments traditionnels de gouvernement ne répondent plus. L'anarchie s'installe et le chaos menace.

« Une Haute-Volta avec des fusées »

Depuis 1985, M. Gorbatchev a *passé le plus clair de son temps à* accroître ses pouvoirs à un point tel qu'il *en détient théoriquement plus* que Staline lui-même, si l'on en croit l'historien, *spécialiste de l'URSS*, Michel Heller. Il a tous les pouvoirs, mais n'a plus d'autorité. *La vie politique* ressemble à un théâtre où des ombres s'agitent sans avoir aucune prise sur la réalité. Moscou décrète, mais les Républiques se gèrent tant bien que mal sans se soucier des oukases du pouvoir central.

M. Gorbatchev ne semble plus tenir son existence politique que de sa stature internationale, de la reconnaissance de ses pairs occidentaux comme de son prix Nobel de la paix. Mais les Soviétiques, eux, n'en ont cure, qui réclament du pain, des *changements* concrets, une vie meilleure, après cinq ans de discours *aussi lénifiants qu'inefficaces sur la* perestroïka. Il est tout à fait compré*hensible que les dirigeants* occidentaux tiennent à maintenir au Kremlin un interlocuteur privilégié, dont les mérites en politique étrangère ne sont pas minces, sans qui, par exemple, l'Europe n'aurait pas son visage d'aujourd'hui, même s'il n'est pas le seul inspirateur des révolutions tranquilles de l'automne dernier.

Il n'en reste pas moins que ces dirigeants seraient bien avisés de mesurer le côté fragile et artificiel du pouvoir gorbatchévien, de se méfier de la fiction qu'ils entretiennent eux-mêmes, par crainte – justifiée – de ce qu'il pourrait advenir sans lui.

Naguère, l'URSS existait sur la scène internationale en s'opposant aux Etats-Unis. Elle essaie aujourd'hui de garder un rôle en «collant» à la politique américaine. La crise du Golfe en est une illustration parfaite, comme le sommet d'Helsinki entre MM. Bush et Gorbatchev, en septembre dernier, a *montré combien* les Américains avaient besoin de *conforter, fût-ce artificiellement*, le dirigeant soviétique dans son statut d'interlocuteur valable. *Président* d'un pays qui mérite plus que jamais son surnom de «Haute-Volta avec des fusées», Mikhaïl Gorbatchev n'a d'autre influence que celle que veulent bien lui concéder ses partenaires *étrangers*. Dans une Union soviétique en voie de décomposition, les vrais centres de *pouvoir risquent de* plus en plus d'être ailleurs qu'au Kremlin.

DANIEL VERNET

□ **Tickets de rationnement à Moscou.** – Le maire de Moscou, M. Gavriil Popov, a annoncé que des tickets de rationnement seront *distribués aux Moscovites dès le* 1er décembre, a indiqué, jeudi *8 novembre, le quotidien progressiste Moskovskii Komsomolets*. Selon ce *journal, le maire* a précisé que ces tickets porteront sur un total mensuel de 31 roubles (18,6 dollars) par habitant. *Komsomolskaïa Pravda indique de son côté que*, muni de ces tickets, chaque Moscovite aura notamment droit à *1,5* kilogramme de viande, 200 grammes de beurre, 500 grammes de farine. Ces produits alimentaires sont pratiquement introuvables dans les magasins d'Etat. Actuellement seul le sucre et les cigarettes sont rationnés. – *(AFP.)*

□ **L'auteur des coups de feu sur la place Rouge inculpé.** – Alexandre Chmonov, trente-huit ans, un serrurier au chômage, auteur des deux coups de feu sur la place Rouge, mercredi 7 novembre, a été présenté, *le 8 novembre, devant le procureur* général adjoint. Il a été inculpé de *tentative d'acte terroriste*. Selon le KGB, les deux coups de feu ne *visaient personne* en particulier, *et* ont été tirés en l'air. Alexandre Chmonov sera soumis à un examen psychiatrique. – *(AFP, AP.)*

La rencontre entre M. Kohl et M. Mazowiecki

Le traité confirmant la frontière germano-polonaise sera signé avant la fin novembre

La corbeille de la *mariée* n'était finalement pas si vilaine. Au soir de sa rencontre avec le chancelier Kohl, jeudi 8 novembre, dans la ville frontalière de *Francfort-sur-l'Oder (ex-RDA)*, le premier ministre polonais, M. Tadeusz Mazowiecki, pouvait s'estimer satisfait : il a obtenu l'accord de Bonn pour que le *traité fixant la frontière entre* les deux pays soit signé avant la fin du mois.

FRANCFORT-SUR-L'ODER

de notre envoyé spécial

Le traité devrait être paraphé par les ministres des affaires étrangères des deux pays à Varsovie avant l'élection présidentielle polonaise du 25 novembre, *selon le* porte-parole polonais. Bonn sou*haitait jusque-là un strict parallé*lisme entre cet accord et celui, en *cours de négociation, sur* le cadre général des relations germano-polonaises. Ce parallélisme sera respecté dans la procédure de ratification, qui devrait avoir lieu fin février ou début mars.

Au cours de la rencontre, la partie allemande s'est largement efforcée de faire preuve de bonne *volonté. Il y a très exactement un* an, la première visite effectuée en *Pologne par le chancelier Kohl*, qui avait coïncidé avec la chute du *mur de Berlin, le 9 novembre*, avait marqué la relance des rela*tions entre les deux pays*. Depuis, la marche forcée vers la réunification allemande, scellée le 3 octobre, rendait utile que l'on fasse le point. La nouvelle Allemagne suscite des craintes dans l'opinion polonaise qui redoute de voir se réveiller un vieil expansionnisme. La minorité allemande, spéciale*ment en Silésie*, s'est beaucoup agitée ces derniers mois, avec l'appui *actif des associations de réfugiés de* l'ancienne RFA, dont les représentants au Bundestag ont voté contre le traité «2 + 4».

Pour le gouvernement polonais, les répercussions économiques de *la réunification* sont encore plus gênantes. La Pologne n'a pas beaucoup d'illusions à se faire sur les investissements allemands à attendre ces prochaines années, leurs voisins étant occupés par la reconstruction de l'ex-RDA. Avec la disparition de celle-ci, elle a perdu un important partenaire économique. Et elle redoute de voir se fermer sa frontière avec la nouvelle Allemagne, qui est aussi, désormais, celle de la Communauté européenne.

Un chancelier plein de bonne volonté

Le chancelier Kohl s'est efforcé, du moins au cours de la conférence de presse qui clôturait la rencontre, de dissiper une partie de ces craintes. Il n'a pas été question de la revendication des Allemands de Pologne d'inscrire dans le traité le droit à la double nationalité. Mais ni sur la question de l'aide économique ni sur celle de l'ouverture des frontières le chancelier n'était en mesure de faire beaucoup de promesses. Il a rappelé qu'il était favorable au développement d'une coopération inter-frontalière dont les communes et les autorités régionales devaient être les maîtres d'œuvre.

M. Kohl a rappelé que son gouvernement soutiendrait la négociation rapide entre la Pologne et la CEE d'un traité d'association, en estimant cependant que l'ouverture du dossier sur l'élargissement de la Communauté était prématurée. Il a souligné avec insistance qu'il était de ceux qui estimaient nécessaire, auparavant, de parvenir à une union politique plus approfondie entre les membres de la CEE.

Le chancelier a eu toutes les peines du monde, sur la question de l'ouverture des *frontières*, à faire comprendre aux journalistes locaux qui l'interrogeaient sur la suppression des visas que l'appartenance à la Communauté impliquait pour l'Allemagne des devoirs et une limitation de ses propres compétences. Il a rappelé que des négociations étaient en cours avec les gouvernements français et du Benelux, signataires avec la RFA de l'accord de Schengen. Cet accord, *qui prévoit la liberté de* circulation des personnes, impose aux Etats signataires de parvenir à une attitude commune sur la question des visas pour les Polonais *d'ici à la fin de l'année*.

HENRI DE BRESSON

□ **POLOGNE : M. Geremek démissionne de la présidence du groupe parlementaire de Solidarité.** – M. Bronislaw Geremek a démissionné, jeudi 8 novembre, de la présidence du groupe parlementaire de Solidarité, lequel est profondément divisé entre partisans de M. Lech Walesa et du premier ministre, M. Tadeusz Mazowiecki, candidats rivaux à l'élection présidentielle du 25 novembre. Les parlementaires ont élu à sa place M. Mieczyslaw Gil, quarante-six ans, député de Nowa Huta, près de Cracovie, qui soutient la candidature de M. Walesa. – *(AFP.)*

PUBLICATION JUDICIAIRE

ADDITIF à la publication du 23 décembre 1989.

Le jugement rendu le 24 octobre 1989, qui a déclaré l'absence de Mme Renée-Georgette PIRARD, a fixé à deux mois le délai de publication des extraits de jugement.

Me *Leila DENIA*, avocat à la Cour, 11 *bis*, rue Ampère, 75017 Paris.



EUROPE

BULGARIE

Il y a un an, la chute du « tsar » de Sofia

Le 10 novembre 1989, au lendemain de la chute du mur de Berlin, le « tsar bulgare » tombait à son tour. Todor Jivkov, l'homme qui vénérait tant Moscou qu'il avait proposé à Khrouchtchev de *faire de la Bulgarie* la seizième République soviétique, se terre aujourd'hui dans la villa de sa petite-fille Evguenia, au pied du mont Vitocha, dans la banlieue huppée de Sofia, où il vit en résidence surveillée et se présente comme la victime d'une machination diabolique.

Lâché par ses pairs au cours d'un règlement de comptes feutré au bureau politique du PC bulgare le 9 novembre 1989, le vieux Todor Jivkov, qui était alors, à soixante-dix-huit ans, le doyen du camp socialiste, fut contraint le lendemain d'abandonner le pouvoir qu'il monopolisait depuis trente-cinq ans. Lui qui, dans sa dernière interview quelques mois plus tôt, se sentait assez fort pour assurer, entre deux éclats de rire sardoniques, qu'il pouvait rester au pouvoir jusqu'à l'âge de quatre-vingt-quinze ans... *« La veille du 10 novembre, j'ai fait des adieux bouleversants à mon fils. »* Voilà ce que dit l'actuel premier ministre, M. Andreï Loukanov, lorsqu'il *raconte* les préparatifs de la journée qui fit basculer Todor Jivkov. Pour lui, en effet, l'ancien dictateur avait envisagé le recours à la force et à l'armée pour faire échouer le complot.

Mais à Sofia comme ailleurs, bien que plus lentement, le scénario original *a dérapé et ce qui devait* être une transition en douceur vers le « paradis » du socialisme réformateur a tourné au cauchemar. Les explosions de joie des jeunes Bulgares après la chute du « tsar » haï furent de courte durée : un an après, les Bulgares fuient leur pays qui n'est plus qu'une gigantesque pénurie, le gouvernement est paralysé et les anciens amis de Todor Jivkov se *débattent désespérément pour retenir* une parcelle de pouvoir, inexorablement grignoté par une opposition pourtant inexpérimentée et hésitante.

Que pense Todor Jivkov de ce triste spectacle ? En dehors de sa petite-fille, il ne voit personne, ce dont, dit-elle, il *souffre beaucoup*... Lorsque, en septembre, un photographe de presse a été autorisé à lui rendre visite, l'ex-dictateur lui a tendu une note d'une main tremblante pour se plaindre que l'enquête ouverte contre lui était *« conduite par certaines forces politiques, contrairement à la législation nationale et internationale, dans le but de monter un procès politique pour me discréditer »*.

Une détention de courte durée

Pourtant, la justice bulgare ne fait pas montre d'un acharnement inhumain à l'égard de M. Jivkov, accusé d'abus de pouvoir, de détournement de fonds publics et d'incitation à la haine raciale, à la suite de sa politique *d'assimilation forcée* de la minorité turque. Arrêté le 18 janvier dernier, il n'aura pas souffert trop longtemps de la détention puisqu'on l'hospitalisa deux semaines plus tard. Là, il devait rester six mois dans ce que l'on décrivait, dans la bonne société sofiote, comme une *véritable suite, où il disposait de son* propre cuisinier et d'un téléviseur devant lequel on l'entendait parfois rire aux éclats.

Pendant ce temps, la population *apprenait au gré des « fuites »* la vingtaine de résidences privées, les comptes en banque en devises, les frasques des rejetons. Le 12 juillet, Todor Jivkov, qui est veuf, fut placé en résidence surveillée chez sa petite-fille de vingt-cinq ans, et demanda une protection policière *renforcée*.

C'est que, en haut lieu, par peur des éclaboussures, on ne tenait guère à ce que le « vieux » se mît à parler, ce à quoi le conviait l'Assemblée *nationale. Une intervention publi*que de Todor Jivkov, plaida le journal du parti, *Douma*, ne ferait qu'aggraver *« le stress de la nation »*. Jivkov lui-même, après avoir fait savoir qu'il souhaitait *« dire la vérité devant la nation bulgare »*, finit par se ranger à cet avis et décida une fois pour toutes, *fin juillet, qu'il* ne s'expliquerait au Parlement que si son procès était abandonné. De son procès, qui serait le premier d'un leader déchu de l'ancienne Europe socialiste, on ne parle plus beaucoup. Comme Erich Honecker, Todor Jivkov emportera peut-être *ses secrets dans sa tombe*.

Le successeur de Todor Jivkov, Petar Mladenov, qui fut son fidèle ministre des affaires étrangères pendant dix-huit ans avant de le trahir, n'a pas fait long feu, acculé à la démission au mois de juillet sous la pression de la rue. Un autre de ses fidèles, *le général Dobri Djourov*, ancien ministre de la défense, que le parti se plaisait à prétendre populaire en lui attribuant un rôle-clé dans l'éviction de Jivkov, a été exclu il y a deux mois de la direction du Parti. L'homme de l'ancienne équipe du Politburo qui avait jusqu'ici *le mieux tiré son épingle du* jeu, Andreï Loukanov, ancien ministre du commerce extérieur devenu chef du gouvernement, se trouve aujourd'hui sur le fil du rasoir et pourrait bien ne plus être premier ministre la semaine prochaine.

SYLVIE KAUFFMANN

GRANDE-BRETAGNE : élections partielles

Nouveaux revers pour Mme Thatcher

LONDRES

de notre correspondant

Les travaillistes ont remporté, jeudi 8 novembre, deux élections partielles, *dans des conditions qui* ajoutent encore à la morosité actuelle des conservateurs. L'une des circonscriptions était gagnée d'avance pour le Labour, mais l'autre avait été tenue par les Tories jusqu'en 1987.

A Bradford, le candidat conservateur arrive en troisième position derrière le travailliste et le libéral-démocrate. *Il s'agit donc d'un véri*table effondrement du vote tory dans cette circonscription du nord de l'Angleterre, qui normalement oscille entre les deux grands partis. M. Terry Rooney (travailliste) a obtenu 18 619 voix, M. David Ward (libéral-démocrate) 9 105, et M. Joy Atkin (conservateur) 6 048.

Avec 800 voix, le Parti islamique, *nouvellement créé*, ne fait pas vraiment une percée à Bradford, alors que les musulmans de la ville avaient été particulièrement actifs au début de l'affaire Rushdie en organisant un autodafé des *Versets sataniques* sous l'œil des caméras de télévision. Il semble que le vote musulman, très important dans cette ville qui compte une importante population immigrée travaillant dans l'industrie textile, aille encore en priorité aux travaillistes.

La victoire de M. Joe Benton à Bootle, une circonscription proche de Liverpool *totalement acquise* aux travaillistes, est sans surprise. L'ampleur de son avance sur son concurrent conservateur peut cependant donner à réfléchir. M. Benton a obtenu 22 052 voix contre 2 587 à ce dernier.

DOMINIQUE DHOMBRES

AMÉRIQUES

GUATEMALA : l'élection présidentielle du 11 novembre

Un grand absent, l'ancien dictateur Rios Montt

Les électeurs guatémaltèques *auront l'embarras du choix pour* désigner dimanche 11 novembre leur nouveau président de la République. Mais leur candidat préféré, le général Efrain Rios Montt, n'a pas obtenu l'autorisation de se présenter et demande *le report du scrutin pour forcer le* tribunal supérieur électoral à prendre une décision en sa faveur. Etant donné le nombre élevé de candidats, une douzaine, il est probable, quelle que soit la décision des autorités électorales, qu'un *deuxième* tour sera nécessaire, le 6 janvier, pour choisir le successeur de l'actuel président, le démocrate-chrétien Vinicio Cerezo.

GUATEMALA

de notre correspondant en Amérique centrale

Le général Rios Montt a décidé de *poursuivre sa guérilla judiciaire* contre la décision de la Cour constitutionnelle, qui a invoqué l'article 186 de la Charte fondamentale pour l'empêcher de se présenter aux élections. Cet article, introduit dans la Constitution entrée en vigueur en *janvier 1986 après seize ans de dic*tature militaire, écarte de la présidence de la République tous ceux qui seraient arrivés au pouvoir par la force. C'est le cas du général Rios Montt, qui a dirigé le Guatemala pendant seize mois, de mars 1982 à août 1983, avant d'être renversé par un autre militaire.

« L'ordre avec Rios Montt »... Depuis plus d'un an, cette inscription a fait son apparition : écrite maladroitement sur des murs ou imprimée sur les panneaux des nombreux comités d'appui à ce général peu orthodoxe. Même s'il a troqué depuis longtemps l'uniforme vert olive pour des costumes bien taillés, le général Rios Montt reste un fervent *partisan de la discipline mili*taire et de l'ordre moral qui, affirme-t-il, sont indispensables pour sortir la société guatémaltèque de la prostration et de la violence.

La Bible, qu'il a toujours sur lui et cite régulièrement, est l'instrument privilégié de sa croisade contre la perversion des valeurs et la corruption de la classe politique traditionnelle, les deux principaux thèmes de sa campagne. Car cet ancien catholique fervent s'est transformé en prédicateur fanatique d'une secte évangélique originaire des Etats-Unis : l'Eglise du Verbe. Son discours simple, parfois simpliste, touche le peuple parce qu'il évoque les besoins de *sécurité et de justice dans un pays où* la violence politique a fait des dizaines de milliers de morts au *cours des trente dernières années*.

Des candidats bien falots

Sa campagne, comme celle des autres candidats, a sans doute été moins efficace dans les zones rurales où la *majorité des Indiens* – près de 60 % des 9 millions de Guatémaltèques – vit dans des conditions épouvantables et a payé un prix très élevé pour avoir soutenu la guérilla, aujourd'hui en perte de vitesse. C'est le président Rios Montt qui, en 1982 et 1983, appliquant une stratégie contre-insurrectionnelle efficace, mais aussi très meurtrière, fondée sur le principe des « hameaux stratégiques », avait détruit systématiquement les villages situés dans les zones d'influence des guérilleros.

C'est également lui qui avait créé des « tribunaux spéciaux » qui se réunissaient en secret pour condamner à mort les détenus soupçonnés d'être des insurgés. L'exécution d'une douzaine de jeunes gens, quelques jours avant la visite du pape Jean-Paul II, qui avait demandé leur grâce, allait *provoquer des tensions très fortes* entre l'Eglise et le gouvernement dans ce pays où les protestants ne *cessent de gagner du terrain (le frère* du général prédicateur est évêque !)

Echaudé par une longue série de mauvaises expériences, les paysans des hauts plateaux essaient de ne pas prendre parti dans la bataille électorale, qui se déroule surtout en ville, au sein de la population blanche et métisse, celle des *Ladinos* (moins de 3,3 millions d'électeurs sont inscrits). Comment expliquer, alors, que le général Rios Montt soit malgré tout *populaire dans les campagnes ? Sans* doute parce que la plupart des principaux candidats, malgré leurs énormes moyens financiers, *paraissent* bien falots à côté de ce Don Quichotte au regard intense.

Les deux favoris étaient déjà candidats aux élections précédentes, en novembre 1985. Au deuxième tour, M. Jorge Carpio, qui dirige un des deux plus grands quotidiens du pays, *El Grafico*, avait obtenu 31 % des suffrages exprimés contre 68 % à M. Cerezo. Les derniers sondages lui accordent *un peu plus de 20 %* des intentions de vote. Loin devant M. Jorge Serrano (Mouvement d'action solidaire, *MAS*) et le maire de la capitale, M. Alvaro Arzu (Parti pour l'avancement national, PAN). Ces trois candidats représentent des organisations de droite et du centre-droit.

*Le candidat de la démocratie-chré*tienne, M. Alfonso Cabrera, actuellement hospitalisé aux Etats-Unis, *recueillerait* moins de *10 %* des intentions de vote, confirmant ainsi la perte de popularité du parti de l'actuel président, M. Cerezo, qui n'a pas réussi en cinq ans à enrayer la violence ni à limiter le pouvoir des militaires et de l'oligarchie. En prenant ses fonctions en janvier 1986, M. Cerezo avait reconnu qu'il aurait *« tout au plus 70 % du pouvoir »* à la fin de son mandat. Deux tentatives *de coup d'Etat militaire en 1988 et* 1989 sont venues lui rappeler que cet objectif, modeste, restait malgré tout excessif au Guatemala.

BERTRAND DE LA GRANGE

A TRAVERS LE MONDE

VIETNAM

La France prête à réhabiliter d'anciens bâtiments publics

Paris est prêt à participer à la réhabilitation de bâtiments publics datant de l'époque française à Hanoï (Grand Théâtre, Bibliothèque nationale, université), a annoncé jeudi 8 novembre le ministre français de la culture, M. Jack Lang, recevant son homologue vietnamien, M. Tran Hoan. *« Tous les intellectuels et artistes vietnamiens qui souhaitent visiter la France sont les bienvenus »*, a déclaré à cette occasion M. Lang, qui a été invité à se rendre à Hanoï.

D'autre part, le comité de soutien aux anciens travailleurs et tirailleurs vietnamiens en France a lancé un appel pour que les quelques milliers de survivants au Vietnam reçoivent une modeste pension. Ce comité, rappelle que les anciens travailleurs vietnamiens *restés en France touchent une* retraite et demande que ceux qui sont retournés chez eux puissent en faire de même.

□ ***Washington confirme son opposition à la vente d'Airbus à Hanoï.*** – Le département d'Etat a confirmé jeudi 8 novembre son opposition à toute réexportation de composants d'Airbus d'origine américaine vers le Vietnam, conformément à l'embargo *« total » appliqué par* les Etats-Unis contre ce pays. (Voir *le Monde* du 3 novembre). – *(AFP.)*

CANADA

Visite de M. Fabius au Québec

Le président de l'Assemblée *nationale*, M. Laurent Fabius, a effectué au Canada, du 6 au 8 novembre, une visite officielle à l'invitation de son homologue du Québec. A Ottawa, capitale fédé*rale que tout responsable français* ne pouvait négliger, avant de se rendre au Québec, sans créer un incident diplomatique, M. Fabius a rencontré, mercredi, M. Brian Mulroney, le premier ministre le plus impopulaire que le Canada ait jamais eu (15 % des intentions de vote actuellement), notamment en raison de l'échec de ses tentatives pour ramener le Québec dans le giron constitutionnel du Canada. M. Fabius, accompagné d'une *délégation de neuf députés s'est* ensuite entretenu à Québec avec le premier ministre, M. Robert Bourassa et le chef du Parti québécois (souverainiste), M. Jacques Parizeau. M. Fabius, reconnaissant l'ampleur du problème constitutionnel a conclu devant les députés québécois : *« Quelle que soit la voie qu'en définitive vous choisirez, nous serons à vos côtés »* avant d'ajouter que ce voyage n'avait d'autre ambition que de *« braquer un coup de projecteur sur l'amitié existant entre les parlementaires québécois et français qui travaillent à l'unisson »*. La commission de coopération interparlementaire franco-québécoise vient de fêter son dixième anniversaire. – *(Corresp.)*

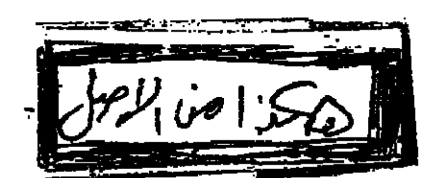
EN BREF

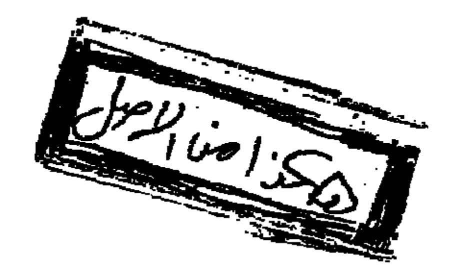
□ **AFRIQUE DU SUD : nette victoire électorale du Parti national à Randburg.** – Selon le président Frederik De Klerk, la victoire du Parti national (NP, au pouvoir) *lors de l'élection partielle*, mercredi 7 novembre, à Randburg (nord de Johannesburg), constitue *« un très bon résultat »* pour sa politique de réforme. Le candidat du NP a obtenu près de neuf mille voix d'avance sur celui du Parti conservateur (CP, extrême droite). *Par ailleurs, à Durban, un haut res*ponsable du Parti communiste, Mac Maharaj, emprisonné le 25 juillet, a été libéré sous caution, jeudi. Accusé de *« complot »* contre le gouvernement, M. Maharaj et sept coaccusés comparaîtront en justice le 15 janvier. – *(AFP.)*

□ **ALGÉRIE : un journaliste français indésirable à Alger.** – Un journaliste français, M. Alain Raymond, responsable de la rubrique scientifique à l'Agence France-Presse, a été retenu pendant plus de cinq heures à son arrivée, mercredi 7 novembre, à l'aéroport d'Alger. Muni d'un visa touristique, M. Raymond, qui devait effectuer, en groupe, une randonnée chamelière dans le Tassili des Ajjers, a *été interpellé par la police* et contraint d'attendre, sans explication ni interrogatoire, avant d'être remis dans un avion à destination de Paris.

□ **LESOTHO : le fils de Moshoeshoe II proclamé roi.** – Le prince Mohato Seeisa, fils aîné du roi Moshoeshoe II, déposé mardi 6 novembre par la junte militaire, a été proclamé roi par l'assemblée *des chefs traditionnels, a annoncé* jeudi la radio de l'Etat. Le conseil militaire devrait prochainement ratifier l'élection du prince Mohata. Celui-ci, pas plus que son père, ne disposera des pouvoirs législatifs ou exécutifs, « confisqués » par la junte, au pouvoir depuis 1986. – *(AFP.)*

□ ***M. Rocard à Singapour et au Japon.*** – M. Michel Rocard a quitté Paris jeudi 8 novembre pour une visite de deux jours à Singapour. Le premier ministre français *est accompagné du ministre* du commerce extérieur, M. Jean-Marie Rausch, du ministre délégué aux affaires étrangères, Mme Edwige Avice, et du secrétaire d'Etat à la défense, M. Gérard Renom. Il se rendra ensuite au Japon, où il représentera la France au couronnement *de l'empereur Akihito et* s'entretiendra avec M. Kaifu, son homologue nippon.





POLITIQUE

Les tentatives d'organisation de l'UPF

Les « primaires » de l'opposition sont compromises par la rivalité entre MM. Chirac et Giscard d'Estaing

Cinq mois à peine après sa création, l'Union pour la France (UPF) connaît de sérieuses turbulences. Malgré trois heures et demie de discussions, son bureau politique, convoqué jeudi 8 novembre au siège de l'UDF, n'est pas parvenu à s'accorder sur l'organisation des élections « primaires » pour la désignation d'un candidat commun à la *prochaine élection présidentielle*, notamment dans l'hypothèse où *celle-ci serait anticipée*. Première conséquence de ce désaccord : la convention nationale qui devait ratifier la charte des « primaires », en présence de quatre mille élus locaux et nationaux, le 14 novembre au Zénith, à Paris, est reportée *sine die*. Malgré les apparences sauvegardées par la publication d'un communiqué commun affirmant encore *« la volonté de soutenir en toute hypothèse un candidat commun à l'élection présidentielle »*, le fossé semble s'être profondément creusé entre les deux formations de l'opposition. En réalité, les ambitions présidentielles de MM. Jacques Chirac et Valéry Giscard d'Estaing semblent bel et bien avoir réactivé la *« guerre froide »* entre les deux hommes.

La grande fête de l'union n'aura donc pas lieu. Quatre mille invitations, conjointement signées par MM. Chirac et Giscard d'Estaing, venaient d'être lancées ; la grande salle du *Zénith* était réservée ; la télévision était de la partie avec la programmation d'une « Marche du siècle » prévue sur place par FR 3.

Depuis plus d'un an, le projet *était sur le métier* ; deux *fois* par mois, une commission mixte RPR-UDF s'y penchait, tout était prêt pour parapher en grande pompe la charte miraculeuse des « primaires à la française ». La droite – c'était juré – ne connaîtrait plus les rivalités qui lui avaient été fatales en *1981* et *1988*. *La* « rancune », pour le coup, était vraiment jetée à la rivière. Une « ère nouvelle » allait décidément commencer.

Tout ce bel échafaudage s'est lamentablement effondré cette semaine, sous les secousses déclenchées par un seul tout petit article, l'article 21, l'avant-dernier de la fameuse charte, prévoyant le même *jour, dans toutes les régions*, le déroulement de primaires en cas d'élection présidentielle anticipée. Mardi, tandis que le bureau politique du RPR approuvait à l'unanimité ce document, M. Giscard d'Estaing, informé en son conseil régional d'Auvergne par M. Alain Madelin, opposait son veto à ce pénultième article. Saura-t-on jamais qui a tort, qui a raison ?

Les giscardiens ont poussé les hauts cris, affirmant découvrir au dernier moment l'existence de cet article. Ils ont multiplié les *démonstrations pour* attester que dans tous les cas de figure d'une élection présidentielle anticipée, eu égard aux *dispositions* constitutionnelles du calendrier et au *« délai de décence »* qu'il faudrait peut-être bien, alors, respecter, de telles primaires précipitées seraient *« in-or-ga-ni-sa-bles »*. L'ancien président de la République a décroché lui-même son téléphone, mardi soir, pour signifier ce désaccord à M. Chirac, lequel en serait tombé des nues.

Ambiance crispée

Pour le RPR, en effet, les objections de M. Giscard d'Estaing ne sont pas recevables. *Il* rappelle que le premier projet de charte du 5 juin 1989, élaboré par M. Charles Pasqua et cosigné par des membres de l'UDF, dont *M. Gérard Longuet, secrétaire* général du PR, comportait déjà cette clause. Ils affirment, eux, que l'organisation de « primaires » anticipées est tout à fait réalisable dans les délais impartis.

Tous ces arguments, et bien d'autres, ont été échangés au cours de la réunion du bureau politique de l'UPF, jeudi, au siège de l'UDF, *précédée par des conclaves séparés* des deux délégations qui allaient présenter chacune un front soudé. De l'avis général, cette longue réunion ne fut pas des plus agréables. *Un véritable bras de fer*, selon certains, un affrontement direct entre les deux chefs, selon d'autres ; en tout cas, pour tous, une ambiance crispée, qu'ils avaient cru ne plus jamais revoir. Il y avait ce qui était dit et, surtout, ce qui n'était pas dit.

Pour les délégués du RPR, il ne faisait aucun doute que M. Giscard d'Estaing, qui n'avait jamais montré un réel enthousiasme pour ces « primaires », avait saisi la première occasion de les remettre en cause : ce sondage du *Nouvel Observateur* (*le Monde* du *9 novembre*), publié *jeudi* mais connu en début de semaine, démontrant que si M. Giscard d'Estaing est le meilleur candidat aux yeux de l'ensemble du corps électoral, M. Chirac le précéderait dans le choix des sympathisants de l'opposition. Cette enquête confirme *aussi que* les partisans du RPR sont plus aptes à se mobiliser (26 %) que ceux de l'UDF (14 %). Bref, que la règle des « primaires » favoriserait le maire de Paris.

Au cours de la réunion commune, M. Chirac a convenu que, *« certes, sur les modalités, on peut discuter, mais pas sur les principes ». « Quelle que soit la date de l'élection, un candidat commun doit être désigné par l'opposition*, a-t-il dit. *C'est un engagement formel. Nos électeurs ne comprendraient pas que l'on ait oublié l'éventualité d'une élection anticipée. Ce ne serait pas sérieux. »* Pour le président du RPR, la création de l'UPF et l'organisation des « primaires » sont les deux *éléments indissociables* de la nouvelle opposition. *« Si l'on coupe une jambe*, a-t-il conclu, *on ne peut plus avancer. »*

Menaces pour les législatives

Chacun a reproché à l'autre de vouloir faire le coup de force, parfois même avec des arguments *homothétiques*. Désireux, malgré tout, de maintenir la convocation du Zénith, ne serait-ce que pour minimiser l'impact auprès de l'opinion, les responsables de l'UDF n'ont pas voulu céder à ce qu'ils ont appelé carrément de *« l'intimidation »*. Ils ont, de nouveau, fait valoir *que dans leur esprit, cette* organisation des « primaires » n'est qu'une conséquence de l'acceptation de l'UPF ; que les organiser dans la précipitation serait non seulement *« infaisable »*, mais contraire à *« l'esprit »* d'un système qui implique large consultation, et maturation.

En aparté, enfin, chacun, de ce côté, se demandait si le RPR n'avait point la tentation de jouer *« son va-tout »* dans le but d'imposer une logique de *« primaires »* généralisées dès les prochaines *élections* législatives. *« Chiche ! »* semblait d'ailleurs penser M. Frank Borotra, député *(RPR)* des Yvelines, quand, dans le débat, il a lancé cette phrase en guise de menace : *« Si vous ne voulez pas faire de « primaires » quand cela ne vous arrange pas, nous, nous sommes prêts à organiser cinq cent soixante-dix-sept « primaires » pour les législatives ! »*

Pour tenter de sauver les apparences ou maintenir les illusions, *MM. François Bayrou et Nicolas* Sarkozy ont lu sans réelle conviction, à l'issue de cette éprouvante réunion, un communiqué promettant *« que les modalités les plus appropriées »* seront définies *« pour rechercher les adaptations possibles du système des primaires »* en cas d'élections anticipées. On ne pouvait être plus vague et plus imprécis pour enregistrer un constat de carence.

Quelle sera, maintenant, la durée, la dureté et la portée de cette rupture ? Chacun, pour l'heure, se dit disposé à reprendre les négociations, certifiant, à l'instar de M. Bayrou, l'une des chevilles ouvrières de l'UPF, qu'en aucun cas il ne saurait s'agir de *rivalités de personnes, mais, simplement*, d'accommodements techniques. Une intreprétation trop lénifiante pour être vraiment convaincante.

A *petites causes, grands effets*. Ces quelques lignes de l'article 21 ne formeront-elles pas, en définitive, la goutte d'acide qui minera à nouveau l'union naissante de l'opposition ?

Ce bras de fer entre les deux candidats potentiels de l'opposition à l'Elysée – *puisqu'il s'agit bien de* cela – fait ressurgir dans le ciel de la droite le nuage toxique de la division, des arrière-pensées, de la mauvaise foi qui empoisonna tout *le monde en 1981 et 1988*. Le coup porté à l'organisation méticuleuse et laborieuse des « primaires » montre que, pour celles-ci, un minimum de bonne foi s'impose à tous. L'union est *peut-être « un combat »*, comme disaient les communistes au temps du programme commun de la gauche, *mais tous* les coups sont-ils permis ? Peut-on admettre que les constructions les plus élaborées seront désormais soumises aux vents tournants des sondages ?

Au moment où, sur le plan parlementaire, l'opposition semblait réussir à rassembler presque toutes *ses énergies pour combattre le gouvernement* dans le débat budgétaire et en prévision de la censure sur la contribution sociale généralisée ; au moment, aussi, où l'Union pour la France commençait à bénéficier d'un préjugé très favorable auprès d'un électorat de droite farouchement unioniste, cette embardée parisienne ne peut avoir sur l'opinion que des effets délétères.

De surcroît, évoquer déjà publiquement, comme il est fait, l'hypothèse d'une élection présidentielle anticipée, parier sur un événement aléatoire dont chacun comprend *bien la portée apparaît à tout le* moins comme morbide et inconvenant.

DANIEL CARTON et ANDRÉ PASSERON

La procédure électorale imaginée

Dans la dernière mouture de la charte élaborée par la commission mixte RPR-UDF pour organiser les primaires de l'opposition, le corps électoral était constitué de deux collèges. Celui des électeurs devait rassembler non seulement les adhérents des formations de l'opposition, *mais aussi* les personnes inscrites sur les listes électorales qui auraient déclaré souscrire aux objectifs de la charte.

Le deuxième collège était composé d'élus : députés, sénateurs, *députés européens*, conseillers régionaux, membres des assemblées territoriales des territoires d'outre-mer, conseillers généraux, conseillers de Paris, maires, conseillers *municipaux des communes* de trois mille cinq cents habitants et plus, conseillers d'arrondissement de Paris, Lyon et Marseille, et les membres du *Conseil supérieur des Français de* l'étranger *« adhérant aux formations politiques signataires de la charte ou déclarant souscrire à l'objectif poursuivi par elle. »*

L'article 2 de la charte précise que, pour préparer les élections *primaires*, il est institué un comité national, formé en nombre égal de membres désignés par les deux formations signataires. Une *structure comparable était prévue* dans les départements, les cantons et les communes de trois mille cinq cents habitants et plus. Les comités départementaux *avaient notamment pour mission* d'actualiser chaque année à la date du 1er octobre la liste des élus habilités à voter.

Les élections primaires devaient avoir lieu *« au moins treize semaines avant la date constitutionnellement prévue pour le premier tour des élections présidentielles »*, à des dates différentes selon les secteurs électoraux. Une commission de centralisation et de contrôle, composée de neuf personnalités choisies *« d'un commun accord »* par le RPR et l'UDF, devait procéder à la récapitulation des résultats dans chacun des dix secteurs électoraux, dont les limites seraient arrêtées sept mois au plus tard avant l'élection présidentielle.

Une convention *nationale* devait ensuite *réunir* les élus et les porteurs de mandats issus du collège des électeurs. Pour ces derniers, le nombre de mandats était égal au nombre de suffrages exprimés. En revanche, chaque élu devait bénéficier de quarante *mandats. Cette convention* devait avoir pour objectif de départager les deux candidats arrivés en tête lors des élections primaires.

La procédure accélérée, qui a provoqué le désaccord entre le RPR et *l'UDF*, était *définie* par l'article 21 de la charte. Dans sa *dernière version*, cet article était ainsi rédigé : *« En cas d'élections présidentielles anticipées, le Comité national fixe une date pour les élections primaires présidentielles, commune à l'ensemble des secteurs électoraux. Les candidatures sont reçues et publiées par la commission de centralisation et de contrôle jusqu'à l'avant-veille du jour prévu pour les élections primaires présidentielles. La convention nationale a lieu dans les huit jours qui suivent les élections primaires présidentielles. »*

La loi et la pratique

L'article 7 de la Constitution explique que, en cas de vacance de la présidence de la République pour quelque cause que ce soit, *le premier tour du scrutin* présidentiel doit avoir lieu, sauf cas de force majeure constaté par le Conseil constitutionnel, *« vingt jours au moins et trente-cinq jours au plus »* après l'ouverture de cette vacance.

La pratique veut que *le choix* de la date précise, dans ce créneau, soit fait par un décret en conseil des ministres, donc par accord entre le premier ministre et le président du Sénat, assurant l'intérim du président de la République. De plus, l'article 3 de la loi organique, précisant les conditions de l'élection présidentielle, indique que les déclarations de candidatures doivent être envoyées au Conseil constitutionnel *dix-huit jours au moins* avant le premier tour.

C'est dire que les candidats n'ont, au pis, que deux jours, au mieux, que dix-sept, après la constatation de la vacance de la présidence, pour décider de se lancer dans la course et pour récolter les cinq cents signatures d'élus *locaux qui doivent les par*rainer.

POINT DE VUE : le débat sur la CSG

Je voterai la censure

par Christine Boutin

CONTRAIREMENT à beaucoup d'hommes politiques de l'opposition, j'estime que ce qui détermine un vote ne peut pas être un calcul politicien mais, au contraire, le résultat d'une analyse de fond.

Or il m'apparaît à l'évidence que la CSG, au-delà des techniques fiscales ou parafiscales dont elle s'entoure, est une véritable bombe à retardement pour la politique familiale de la France, et cela pour trois raisons :

1°) Les ressources de la branche « famille », qui sont excédentaires, ne sont pas affectées aux diverses prestations familiales, mais bien au contraire ponctionnées en faveur des *autres* régions. La création d'un nouvel impôt aurait dû être *l'occasion* d'affecter les ressources de la Caisse nationale des *allocations* familiales (CNAF) à la seule politique familiale, *clarifiant* ainsi le jeu des responsabilités entre les différents régimes, ce qui est l'essence d'une réflexion libérale et responsable.

2°) La politique familiale ne dépendra plus d'une cotisation, *mais d'un impôt*, la CSG. La pression fiscale devenant excessivement lourde, grande sera la tentation de réduire ce nouvel impôt, frappant ainsi de plein fouet la *politique familiale qui en dépendra*. Comment la France peut-elle hypothéquer ainsi son avenir ? La politique familiale est une exigence nationale.

3°) La CSG, affectée sans plus de précision à la CNAF pour 75 %, était l'occasion d'un grand débat sur les prestations familiales. Ce débat n'a pas eu lieu. A ma connaissance, aucune des « grandes consciences de l'opposition » ne s'est *préoccupée* de donner le moindre commencement de réflexion à cette question ! Décidément, la famille n'intéresse pas ces messieurs, mais s'intéressent-ils même à l'avenir ?

► **Christine Boutin est député UDC des Yvelines.**

EN BREF

□ ***Un fabiusien élu premier secrétaire de la fédération socialiste de La Martinique.*** – M. Jean Crusol, chef de file du courant fabiusien à La Martinique, a été élu, jeudi 8 novembre, premier secrétaire de la fédération socialiste de ce département. M. Crusol remplace un jospiniste, M. Michel Yoyo, réélu en mars dernier grâce à l'alliance des jospinistes et des rocardiens, mais qui, confronté à des problèmes de santé, *selon le nouveau* premier secrétaire, souhaite *« souffler un peu »*.

□ **PRÉCISION.** – Dans nos premières éditions du 9 novembre, une coupe malencontreuse a tronqué la réaction de A Cuncolta Naziunalista – la principale organisation nationaliste – au projet de loi de M. Pierre Joxe relatif au nouveau statut de la Corse. A Cuncolta juge notamment que *« le peuple corse (...) ne saurait être réduit à un sous-peuple « composante » d'un autre peuple »*. Il s'agit d'une allusion à la formule *« composante du peuple français »* ajoutée, lors du conseil des ministres du mercredi 31 octobre, à la définition du *« peuple corse »* que donne le projet *de loi*.

La préparation du « projet » socialiste

M. Delors invite le PS à défendre le « modèle européen de société »

Le groupe de travail chargé, *sous la direction de M. Michel* Charzat, de préparer et d'animer l'élaboration par le Parti socialiste d'un nouveau « projet », a entendu, jeudi 8 novembre, à Paris, M. Jacques Delors, président de la Commission de Bruxelles, qui a mis en avant la défense d'un *« modèle européen de société »*, largement influencé, selon lui, par les conceptions *social-démocrates*. La convention qui doit ouvrir le débat au sein du PS se réunira les 1er et 2 décembre.

M. Delors propose à ses camarades socialistes « sa » synthèse du *socialisme d'aujourd'hui et de* demain. Tout en soulignant que *« la construction européenne est un projet collectif parmi d'autres »*, que *« ce n'est pas le seul »* et qu'*« il ne faut pas trop lui demander »*, le président de la Commission de Bruxelles n'en estime pas moins qu'il appartient aux socialistes de prendre en charge ce dessein, parce qu'il porte la marque de leurs idées. *« Il existe un modèle européen de société »*, a-t-il expliqué jeudi, modèle caractérisé, d'abord, par la *« mixité »* du rôle de la puissance publique et du secteur privé, mixité partout acceptée ou revendiquée, mis à part, naturellement, l' *« expérience »* tentée en Grande-Bretagne par Mme Thatcher pour en *sortir*.

La deuxième caractéristique de ce « modèle » ressortit, selon M. Delors, à la volonté générale d'*« intégrer »* et de *« responsabiliser »* les acteurs économiques et sociaux, notamment les syndicats, *dont* il estime que la conscience des problèmes et l'organisation ont progressé, ces dernières années, au niveau européen. Il voit, enfin, dans la *« solidarité institutionnalisée »* le troisième trait distinctif des sociétés européennes. A ses yeux, ce modèle porte l'empreinte de *« l'inspiration social-démocrate »*, qui a été attaquée, au cours des vingt dernières années, par le *« courant libertaire »* auquel se rattache Mme Thatcher, et par le *« courant communautaire et autogestionnaire »*, issu de mai 1968 en France.

Souveraineté et influence

Il convient, aujourd'hui, selon M. Delors, que les socialistes s'émancipent de cette double critique, comme de la contradiction qu'apportent à leurs idées les sociétés récemment sorties du communisme. Que celles-ci se précipitent vers le marché, avec l'ardeur de *« curés défroqués »* pour d'autres désordres, ne doit pas donner à croire aux socialistes que le capitalisme serait *« victorieux pour toujours »*. M. Delors estime que les socialistes européens – notamment les Français, si l'on en croit le texte d'invitation au débat rédigé par M. Charzat (*le Monde* du 26 septembre) – évoluent vers l'idée de *« société ouverte »*, c'est-à-dire d'une société *« plus respectueuse du capital naturel et plus respecteuse des différences »* que ne le permettent les strictes lois du capitalisme.

Connaissant l'attention portée par M. Charzat et par ses amis du courant Socialisme et République, mais pas seulement par eux, au problème *de l'identité spécifique* de la France dans l'ensemble européen, M. Delors a insisté sur l'idée que *« les Français rêvent toujours de voir leur pays jouer un rôle universel »* et que ce rôle, à ses yeux, passe par l'*« influence »* qu'ils peuvent exercer au travers de la construction européenne. Il propose aux socialistes d'adopter une équation à plusieurs inconnues : *« échanger de la souveraineté contre de l'influence »*.

Pour M. Delors, *« la marche vers une politique étrangère commune est le poumon de la relance de la construction européenne »*, opérée à l'intiative de M. François Mitterrand il y a cinq ans. Aussi Mme *Marisol Touraine*, membre du cabinet du premier ministre, a-t-elle observé que, dans le débat « souveraineté ou influence », la France, dans la crise du Golfe, avait opté pour une *politique* de puissance indépendante, plutôt que pour la recherche – peut-être vaine en la circonstance – d'une action commune européenne. M. Delors ne pouvait qu'en convenir. Il en conclut que, pour affirmer son influence, *« la France a un atout provisoire, sa politique de défense »*, et qu'*« il faudra bien qu'elle le mette sur la table un jour »*.

PATRICK JARREAU



POLITIQUE

La préparation du vingt-septième congrès du PCF

Les « refondateurs » communistes de Seine-Saint-Denis demandent l'élaboration d'un autre projet de résolution

Ils étaient deux cents à la fin du mois de septembre, ils sont aujourd'hui trois cent cinquante-quatre, encouragés dans leur initiative par cent onze sympathisants, parmi lesquels quatre-vingts anciens militants.

A l'approche du vingt-septième congrès du PCF, la houle «refondatrice» grossit, en Seine-Saint-Denis, où plusieurs élus locaux du PCF, emmenés par un ancien ministre, M. Jack Ralite, et par trois des sept députés communistes du département, MM. François Asensi, Jean-Pierre Brard et Marcelin Berthelot, avaient lancé, il y a deux mois, un appel refusant *«l'alternative de la dissidence ou du silence»* (*le Monde* du 19 septembre).

Non seulement cet appel a suscité l'adhésion de nouveaux militants, venus pour la plupart des quatre communes de Saint-Denis, Montreuil, Aubervilliers et Sevran, mais ses inspirateurs ont sollicité et obtenu le ralliement de cent onze anciens adhérents ou sympathisants à partir d'un autre texte que nous publions ci-dessous.

Evitant d'entrer dans la polémique ouverte par le retrait de M. Charles Fiterman de la commission chargée d'organiser la discussion préparatoire au congrès, ce nouvel appel se veut œcuménique en mettant en avant la nécessité de considérer comme un objectif, et non comme un illusoire postulat, *«l'unité du parti»*. Ses auteurs cherchent ainsi à étayer solidement leur demande principale : la mise en chantier d'un autre projet de résolution, le texte soumis par le comité central à la discussion des militants n'étant pas jugé *«à la hauteur»* de l'enjeu.

Au passage, ces «refondateurs» soulignent que la meilleure façon de travailler à la reconstruction d'une *«gauche moderne, initiatrice et porteuse de valeurs mettant l'homme et la femme au centre de tout»* consisterait, pour le PCF, à ne pas simplement *«dire non à ce qui ne va pas»* mais à proposer aussi *«une alternative»*, ce qui rejoint la critique exprimée le 5 novembre dans *l'Humanité* par un autre contestataire, M. Félix Damette, selon lequel le PCF se borne désormais à tenir le rôle de *«la mouche du coche social»*.

Plusieurs universitaires membres du PCF apparaissent dans la liste des nouveaux signataires de l'appel ainsi complété, notamment Mme Francine Demichel, présidente de l'université de Paris-VIII, qui figurait sur la liste du PCF aux dernières élections européennes, et M. Claude Frioux, ancien président de l'université de Vincennes. Ce texte porte aussi les signatures d'un ancien correspondant de *l'Humanité* à Cuba, M. Régis Huleux, de l'écrivain Dominique Grandmont, du dessinateur Daniel Karman, etc.

Dans la liste des quatre-vingts anciens adhérents du PCF, on trouve, en particulier, le nom de M. Jean-Pierre Le Pavec, directeur du festival de musique de Saint-Denis, et dans celle des trente et un «non communistes» les noms de membres de professions libérales, cadres, employés, enseignants et ouvriers.

A. R.

Le texte de l'appel

« Quatre grandes questions »

Le texte de l'appel lancé par ces trois cent cinquante-quatre militants communistes de Seine-Saint-Denis et approuvé par cent onze sympathisants est le suivant :

«D'importantes questions nous préoccupent, comme beaucoup de nos concitoyens.

»Ainsi, la situation internationale. Son évolution au Nord et au Sud mérite un profond examen écartant toute vision unilatérale accrochée au passé et visant à saisir le sens réel des mutations qu'elle connaît. Cela implique des comportements politiques novateurs pour notre parti.

»Aussi, l'avenirdu socialisme. La critique radicale et le rejet des formes qu'il a connus jusqu'ici doivent conduire à l'élaboration d'un programme fondamental pour un socialisme d'aujourd'hui.

»Encore, le besoin d'une perspective politique. C'est là une immense attente populaire. Dire non à ce qui ne va pas exige tout autant et dans un même mouvement un oui à une alternative qui permette à la France d'être elle-même dans une Europe réconciliée et dans un monde pacifique et juste pour tous. Là se trouvent les raisons et les motifs de construire une gauche moderne, initiatrice et porteuse de valeurs mettant l'homme et la femme au centre de tout et au-delà un rassemblement où chacun puisse donner beaucoup, tout en restant soi.

»Enfin, le Parti communiste français. Il a besoin – c'est son devoir et sa raison d'être – s'il veut contribuer dans notre société en mutation à dessiner et construire un mieux réel, d'innover profondément dans ses règles de vie intérieure, de se tourner résolument vers toutes les forces du travail et de la création et d'en définir les dimensions et les moyens. Ce qui réclame des initiatives proches et concrètes.

»Ce sont, nous semble-t-il, les quatre grandes questions dont les communistes, à l'écoute attentive de tous et en amitié enrichissante avec leur voisinage, ont besoin de débattre à l'occasion du vingt-septième congrès.

»Or, le projet de résolution actuel n'est pas à la hauteur des réponses qu'appellent ces exigences humaines, sociales, économiques, politiques, culturelles, éthiques.

»C'est pourquoi nous demandons que le vingt-septième congrès élabore une autre résolution qui prenne en compte la diversité des expériences, des réflexions, des patrimoines militants communistes, une autre résolution qui fasse vraiment sienne le sens de nos préoccupations, une autre résolution qui considère l'unité du parti non comme un préalable mais comme un résultat.

»Tels sont, parce que nous voulons être efficaces, entendus, constructifs et rassembleurs, notre espoir et notre détermination.»

► «Appel 93», BP 247, 93205 Saint-Denis Cedex.

A l'Assemblée nationale

Les crédits des affaires étrangères et européennes sont adoptés grâce aux voix centristes

L'Assemblée nationale a adopté, jeudi 8 novembre, par 332 voix contre 238, le budget des affaires étrangères et des affaires européennes présenté par M. Roland Dumas. Outre les députés socialistes et les députés centristes, qui ont voté pour ces crédits, sept députés UDF (MM. Caro, d'Harcourt, Kœhl, Mestre, Reymann, Seitlinger et Mme Louise Moreau) ont voté pour, ainsi que deux députés RPR, MM. de Lipkowski et de Bénouville. Quatorze des vingt non-inscrits ont voté les crédits de M. Dumas. L'UDF, le RPR et le groupe communiste ont voté contre.

M. Roland Dumas a évoqué, à l'occasion de la présentation de son budget, la situation *«bloquée»* dans la péninsule Arabo-Persique. Selon le ministre, les risques d'affrontement demeurent tant que M. Saddam Hussein ne retire pas ses troupes du Koweït et que les otages ne sont pas libérés. *«Chacun comprend que céder à la violence de l'agresseur serait ouvrir la porte à d'autres désordres et à d'autres conflits»*, a souligné M. Dumas.

Après avoir rappelé l'attitude de la France depuis l'invasion du Koweït, le ministre a insisté sur le fait que le gouvernement français exigera l'application des décisions de l'ONU dans toute leur étendue, mais en s'en tenant strictement aux limites fixées par le Conseil de sécurité. M. Dumas a précisé qu'il appartient au Conseil de sécurité, *«seul, de modifier, de compléter ou de clarifier»* ses décisions. Il a rappelé, en évoquant le Liban et *«la guerre qui semble vouloir opposer sans fin Israéliens et Palestiniens»*, que *«la force ne fait pas le droit»*.

Quant aux otages français récemment libérés, M. Dumas a vigoureusement contesté toutes les insinuations à propos d'un accord ou de négociations avec le gouvernement irakien. *«Aucun mandat n'a été donné*, a-t-il affirmé. *Aucune tractation n'a été conduite par le gouvernement, ni sur un mandat du gouvernement. Ce gouvernement a les mains propres !»*

Le président de la commission des affaires étrangères, M. Michel Vauzelle, a affirmé que les Européens ne doivent pas rester figés par la crise du Golfe. *«Ce n'est pas le risque de guerre*, a-t-il dit, *qui doit retarder le moment où nous ferons à l'égard de nos amis arabes le geste politique qui leur sera utile comme à nous.»* Au contraire, selon lui *«l'accumulation d'armes et de soldats dans le Golfe rend plus urgent de dégager des perspectives de paix et de coopération : de même que l'idée de confédération européenne a été un signe adressé par M. Mitterrand aux peuples de l'Est, de même, l'idée d'une confédération méditerranéenne peut être une source d'espoir dans cette région»*.

«L'événement le plus important depuis 1945»

S'agissant du dossier européen, M. Dumas a estimé que la Conférence sur la coopération et la sécurité en Europe (CSCE), qui se tiendra à Paris du 19 au 21 novembre et qui y réunira trente-quatre chefs d'Etat et de gouvernement, *«constituera l'événement international le plus important depuis 1945»*. *«Il va consacrer solennellement*, a-t-il expliqué, *les mutations de l'Europe et les changements intervenus dans les relations Est-Ouest.»* Le ministre a expliqué que ce sommet va aboutir à des décisions qui engageront l'avenir : sur la réduction des forces conventionnelles en Europe, sur les institutions permanentes de la CSCE, sur la coopération en Europe. Quant à l'avenir de la Communauté européenne, il passe, selon M. Dumas, par l'union politique.

Dans la soirée, Mme Elisabeth Guigou a reconnu que le débat sur le budget des affaires européennes avait quelque chose d' *«irréel»* si l'on mettait en balance sa modicité avec l'importance du chantier, qu'elle a présenté comme l'un des plus *«vastes et plus ambitieux»* du gouvernement. Pour donner la mesure de sa tâche, le ministre délégué aux affaires européennes a précisé qu'il faut désormais *«prendre en compte les évolutions de l'ensemble du continent européen, et ne plus séparer artificiellement l'Europe de l'Ouest des pays de l'Est»*.

Mme Guigou a rappelé que certains dossiers, comme la fiscalité ou les transports, ne sont pas encore totalement réglés. Elle a affirmé *«le souci des autorités françaises de faire progresser l'Europe sociale»*.

PIERRE SERVENT

□ **Treize candidats à la succession de M. Médecin au poste de conseiller général des Alpes-Maritimes.** – Treize candidats s'affronteront à Nice, les 25 novembre et 2 décembre, à l'occasion de l'élection cantonale partielle visant à pourvoir le poste de conseiller général des Alpes-Maritimes rendu vacant par la démission de M. Jacques Médecin. Parmi les candidats figure Mme Geneviève Médecin-Assemat, la sœur cadette de M. Médecin, soutenue par le RPR et le CNI. L'UDF, le Front national et le CDS présenteront leurs propres candidats, ainsi que la FNI (dissidence du CNI). La majorité présidentielle et le PCF auront également leurs propres candidats. Trois écologistes sont également sur les rangs, ainsi que deux sans étiquette et un ancien candidat du Mouvement des démocrates européens (div. d.) à la mairie de Nice en 1983.

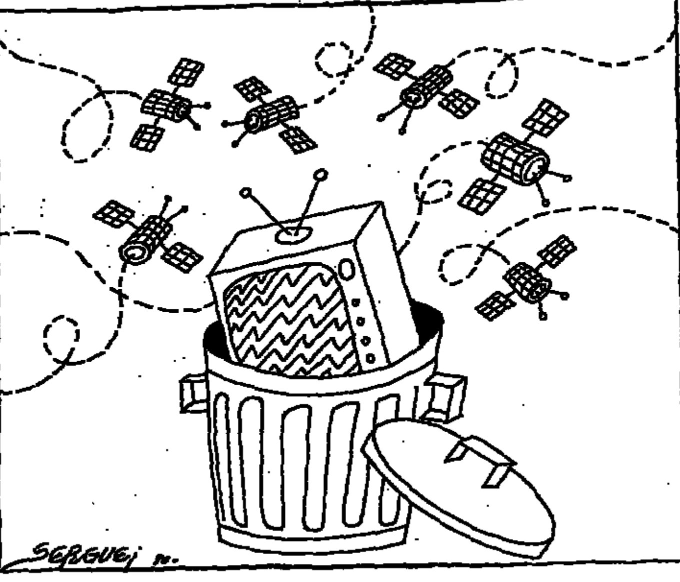
□ **Un député non inscrit rectifie son vote sur le regroupement des élections.** – M. Elie Hoarau, député (non inscrit) de la Réunion, a demandé à M. Laurent Fabius, président de l'Assemblée nationale, jeudi 8 novembre, de faire rectifier son vote sur le regroupement des élections cantonales et régionales. M. Hoarau indique qu'il souhaitait voter pour ce texte et que c'est *«par erreur»* que son vote a été comptabilisé, mercredi, parmi les votes «contre» (*le Monde* du 9 novembre). Seize des vingt députés non inscrits ont donc voté en faveur du projet de loi.

COMMUNICATION

La télévision par satellite prend un nouveau retard

Les béquilles de TDF 1

Le gouvernement va recevoir dans les jours qui viennent les rapports demandés à M. Gérard Eymery, sur la sécurisation possible des satellites de télévision directe TDF1-TDF2, et sur la génération de satellites appelée à leur succéder. Après une gestion provisoire de la pénurie, il faudra faire un choix entre des satellites encore à lancer.




Sur les douze tubes émetteurs à ondes progressives qui équipent les deux satellites TDF1 et TDF2, quatre sont en panne (*le Monde* des 14-15 octobre). Et si cette *série noire* n'implique pas que les huit tubes restants rendent rapidement l'âme à leur tour, nul ne peut plus écarter cette hypothèse d'un revers de main.

Cet échec technique ternit l'image des constructeurs, et sonne sans doute le glas des satellites à forte puissance ; il va peser sur les comptes de l'entreprise exploitante, Télédiffusion de France, qui provisionne déjà exceptionnellement 300 millions de francs en 1990, et pourrait perdre jusqu'à 1,4 milliard de francs (le prix de TDF2, l'Etat ayant déjà pris en charge les 2 milliards de TDF1...).

Il douche enfin l'enthousiasme, pourtant tout relatif, des pionniers français de la télévision directe par satellite, Canal Plus, Canal J, Sports 2/3, la SEPT, Euromusique et Antenne 2, choisis par le CSA pour diffuser sur ces satellites. Et par voie de conséquence, il freine le développement des nouvelles normes de télévision D2 MAC dont TDF1 et TDF2 se voulait l'étendard.

Gérer la pénurie de tubes

Comment limiter la casse ? Telle est en substance la question posée à M. Gérard Eymery. Il lui faut à la fois proposer des «béquilles» pour les deux satellites et ouvrir des perspectives de continuité à moyen terme sans lesquelles personne ne se lancera dans l'exploitation de services commerciaux.

Il n'y a pas de bonne solution technique au premier problème, la location par exemple de canaux de secours sur des satellites déjà lancés. Car les Astra, Eutelsat ou Olympus sont soit trop éloignés de la position orbitale des satellites français, soit déjà complets ou trop coûteux. A supposer même qu'à la suite de sa fusion avec Sky TV, le satellite britannique BSB se révèle disponible, il semble peu adaptable à cette mission de secours. Quant à l'allemand TV Sat 2, il est affecté à des chaînes allemandes, et ne serait rendu libre que si l'Allemagne abandonnait la norme D2 Mac, ce qui va à l'encontre du but recherché.

Le réalisme impose donc de gérer au mieux les huit tubes restants pour disposer le plus longtemps possible de cinq canaux sur TDF1-TDF2. C'est le CSA qui détient en partie les clés de cette gestion de pénurie : lui seul peut remettre à plat le système d'autorisation et fixer les priorités entre chaînes. Canal Plus, élément moteur de tout le système puisqu'il contrôle à la fois des programmes attractifs et la filière technique pour les recevoir (antennes et décodeurs), a d'ores et déjà menacé d'arrêter son effort s'il n'obtient pas une telle priorité sous forme d'un droit de préemption systématique sur les tubes encore valides. Reste à savoir si les autres passagers des satellites accepteront cette condition.

Un tel raccommodage ne saurait durer éternellement ; le rapport Eymery devrait donc aussi tracer des pistes à moyen terme. Faut-il ajouter des canaux à la position orbitale de 19° ouest, celle de TDF1, TDF2 et du satellite allemand identique TV Sat 2 ? Ou faut-il déplacer TDF1 et TDF2 vers une autre position où l'on saura trouver des capacités nouvelles ? Le lancement d'un satellite spécifique, onéreux, ne pourrait techniquement intervenir avant la fin de 1993. Deux systèmes en projet ou en construction sont donc les choix les plus vraisemblables.

A partir de début 1992, les satellites français Télécom 2, dont les derniers exemplaires pourraient être modifiés pour mieux s'adapter à des missions de télévision, doivent être lancés. Au prix de quelques semaines de «dérive» spatiale, TDF1 et TDF2 pourraient s'en rapprocher, à 7° ouest, créant ainsi un pôle attractif de satellites francophones. L'opération comporte toutefois des risques et le carburant consommé réduirait légèrement la durée de vie des satellites. Elle ne serait donc menée qu'en cas de besoin, après le lancement de Télécom 2.

Europesat, un système de plusieurs satellites projeté par l'organisation européenne Eutelsat pour l'horizon 1996, est l'autre possibilité étudiée. Encore faudrait-il convaincre les Etats participants d'adopter une position orbitale différente des 29° est initialement prévus.

Les opérateurs gardent les pieds sur terre

En attendant d'être fixés sur les options du gouvernement, les acteurs de la télévision spatiale révisent leurs stratégies. Côté industriel, il faudra sans doute adapter décodeurs et antennes à de nouvelles bandes de fréquences, ce qui entraînerait un surcoût. Côté consommateur, l'avalanche de mauvaises nouvelles ne peut qu'encourager l'attentisme. Les opérateurs sont donc incités eux aussi à la prudence.

La SEPT et Euromusique n'ont jamais fait mystère, avant même les pannes, de leur ardent désir de *fréquences hertziennes* ; Antenne 2 n'a pas choisi d'aller sur TDF1, et demande à la fois crédits et garanties pour jouer le jeu. Sports 2/3, société qui a attendu de longs mois sa simple existence juridique, ne peut envisager de se lancer sans filet de sécurité. Canal J, tout en maintenant sa date de lancement le 8 décembre, ne proposera à cette date que trois heures de programmes «nouveaux», attendant le printemps pour un lancement complet. Et, contrainte de réviser en baisse ses prévisions, la chaîne payante pour les jeunes accentue ses demandes auprès du CSA pour obtenir des émetteurs plus puissants à Paris et une meilleure couverture hertzienne du territoire.

Bref, incertains de trouver en l'air une solution à leurs problèmes, les opérateurs veulent garder les pieds sur terre... Et plus de dix ans après la décision politique de son lancement, *TDF1* ne cesse d'être un casse-tête pour le pouvoir.

MICHEL COLONNA D'ISTRIA

Les rapports entre *télévisions* et centrales publicitaires

Le premier faux pas de la nouvelle Cinq

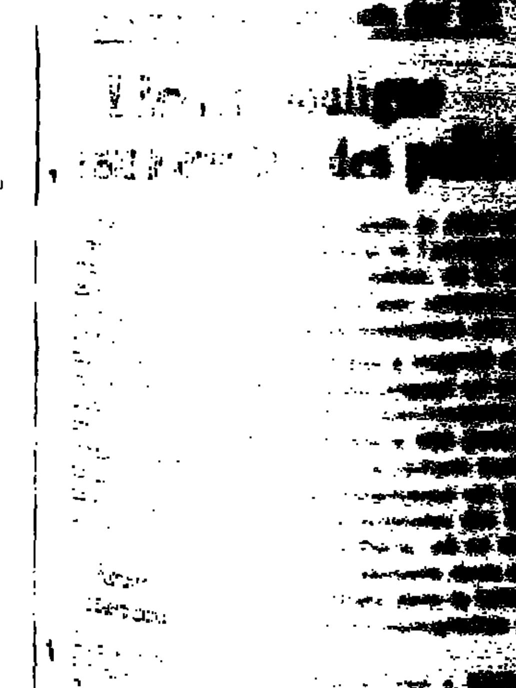
«Il n'y a pas eu un franc, pas un centime d'engagement de quiconque, ni d'Hachette vers les frères Gross, ni des frères Gross vers Hachette» : c'est en ces termes que M. Yves Sabouret s'est employé, jeudi 8 novembre, à calmer la polémique sur les conditions de nomination de M. Pascal Josèphe à la direction de la Cinq. Le président de la chaîne espère ainsi convaincre le Conseil supérieur de l'audiovisuel, la classe politique et l'ensemble de ses concurrents que sa télévision n'aura aucun lien privilégié avec Carat, la première centrale d'achat d'espaces publicitaires (*le Monde* du 8 novembre).

L'affaire a en effet provoqué une vive émotion dans les milieux de l'audiovisuel et, en particulier, au CSA. Le Conseil s'est félicité trop rapidement de la nomination avant d'avoir lu le communiqué de la Cinq qui précisait, le 6 novembre, que M. Josèphe conservait certaines fonctions au sein du groupe Carat. Or les «sages» ne plaisantent pas avec le problème des centrales d'achat. Le CSA estime que l'existence de ce type d'intermédiaire sur le marché publicitaire compromet l'équilibre économique des chaînes et peut affecter leur indépendance éditoriale. Il souhaite vivement que les télévisions s'unissent pour combattre l'abus de position dominante de certaines centrales et que les pouvoirs publics interviennent pour remettre de l'ordre dans le marché.

Une position que le CSA a tenu à réaffirmer dès le 7 novembre en prévenant M. Josèphe et le groupe Hachette que l'existence de liens entre le nouveau directeur de la Cinq et le groupe Carat était inacceptable. Quelques heures plus tard, M. Josèphe précisait à la presse que son maintien à la tête d'une des filiales du groupe Carat était seulement provisoire (*le Monde* du 9 novembre). M. Sabouret expliquait en privé que le communiqué du 6 octobre était *«une erreur»*. MM. Francis et Gilbert Gross s'empressaient, quant à eux, de faire savoir dans les chaînes qu'ils n'étaient pas satisfaits du départ de M. Josèphe pour la Cinq et que les relations avec cette dernière n'étaient plus au beau fixe.

Malgré cette série de démentis, le CSA estime qu'il s'agit là du premier faux pas de la nouvelle Cinq. Le Conseil sait bien que le transfert de M. Josèphe n'a pu être obtenu sans d'âpres négociations entre Hachette et le groupe des frères Gross. MM. Jean-Luc Lagardère et Yves Sabouret ont affirmé aux «sages» qu'ils avaient résisté aux pressions commerciales de la centrale d'achat. Mais, par maladresse ou non, l'affaire est désormais sur la place publique et incite le CSA à redoubler de vigilance sur les rapports entre télévisions et acheteurs d'espaces publicitaires.

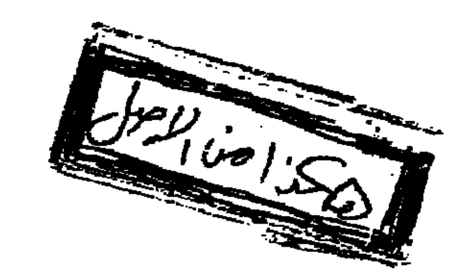
JEAN-FRANÇOIS LACAN



EN BREF

□ ***Courrier international* : l'actualité mondiale à partir des grands journaux étrangers.** – Paru le 8 novembre, l'hebdomadaire *Courrier international* (32 pages, 15 F) offre une traduction sélective des articles, des enquêtes et des analyses parus dans les plus importants des 5 500 quotidiens et des milliers de périodiques édités de par le monde. Privilégiant l'approche économique, cet hebdomadaire conçu par des journalistes et hiérarchisé selon un découpage par continents et secteurs (*«Amériques, Europes, Affaires»*, etc.) est illustré par des graphiques, des tableaux et des dessins. Tiré à 50 000 exemplaires, *Courrier international* vise une clientèle de cadres, de dirigeants et de professions libérales *«qui veulent voir les grandes tendances de l'actualité internationale»* et devrait être équilibré en vendant 25 000 exemplaires. Lancé avec 20 millions de francs, son capital est détenu par les fondateurs (34 %), une filiale de la Société générale de Belgique (33 %) et Berlys (33 %), la société de Pierre Bergé, PDG de Yves Saint Laurent et président de l'Opéra de Paris.

□ **M. Pierre de Plas devient vice-président du réseau mondial de TBWA.** – M. Pierre de Plas, qui a quitté récemment son poste de vice-président du groupe publicitaire Eurocom (Havas), a rejoint TBWA. Nommé président-directeur général de TBWA-France, il devient également vice-président du réseau mondial de TBWA et devrait être prochainement porté à la présidence de la centrale d'achat d'espace Eurospace, créée à parité par TBWA et Carat espace, la société de MM. Gilbert et Francis Gross. Le groupe publicitaire européen TBWA, créé il y a une vingtaine d'années par quatre personnes – un Américain, M. Bill Tragos ; un Français, M. Claude Bonnange ; un Suisse, M. Uli Wiesendanger et un Italien, M. Paolo Arjoldi, – va désormais s'appeler TBWA-de Plas.



Avant la manifestation nationale du 12 novembre

La FEN se joint au mouvement des lycéens

Répétition générale et dernier échauffement avant la grande marche du 12 novembre. Les lycéens ont à nouveau manifesté, jeudi 8 novembre, dans de nombreuses villes de province. Les cortèges ont été particulièrement importants à Toulouse et à Brest, ainsi que dans la région Champagne-Ardenne. Mais les lycéens étaient aussi 6 000 à Rennes, 3 000 à Lyon, 1 000 à Bayonne.

A Paris, environ 2 000 élèves s'étaient donné rendez-vous place de la Bastille pour gagner l'Assemblée nationale. Un certain nombre de lycées parisiens, peu impliqués jusque-là, étaient présents « par solidarité », notamment Charlemagne, Turgot, Jacques-Decour, Edgar-Quinet, Victor-Hugo et Sophie-Germain. Divers incidents et quelques mouvements de panique provoqués par une centaine de jeunes qui marchaient en tête ont obligé les organisateurs, débordés, à demander la dissolution du cortège à mi-parcours. Mais le froid, la peur de bagarres ou « le ras-le-bol de cette manif nulle » avaient déjà eu raison d'une bonne moitié des manifestants.

[redacted]

Surmontant leurs divergences, les deux coordinations lycéennes ont fini par se mettre d'accord sur un parcours commun pour la marche du 12 novembre : Bastille-Champs Elysée . Elles devaient se rencontrer, vendredi 9 novembre, pour préparer la manifestation et organiser les délégations qui seront envoyées à l'Elysée, à l'Assemblée nationale et au ministère de l'éducation nationale. Chacun ayant fait un pas vers l'autre, l'honneur est sauf des deux côtés : la FIDL a abandonné son idée de cortège vers les Invalides tandis que la coordination animée principalement par la Jeunesses communistes et les Trotskystes a finalement laisser tomber l'idée d'une marche sur l'Elysée. Les deux coordinations, qui n'ont toujours pas de plateforme commune de revendications même si leurs points de vue convergent sur bien des points, n'ont pas pour le moment, prévu d'actions pour l'après 12 novembre.

Le fait que les deux coordinations aient surmonté leurs divergences, au moins sur le trajet de la manifestation du 12 novembre, devrait conforter le soutien apporté au mouvement lycéen par la plupart des organisations d'enseignants, de parents d'élèves et d'étudiants. Après le SNES (professeurs de lycée), le SNEP (éducation physique), le SGEN-CFDT et les parents de la FCPE, ce sont les enseignants du syndicat national des lycées et collèges (SNLC-FO), les universitaires du SNESup, les étudiants de l'UNEF-Indépendante et démocratique (proche des socialistes) et de l'UNEF-Solidarité étudiante (proche des communistes) qui ont exprimé leur solidarité avec le mouvement lycéen et appelé à manifester lundi prochain. De même pour le Parti communiste français et la CGT. Plus prudente, la Fédération des parents d'élèves de l'enseignement publi (PEEP) « reconnaît le caractère justifié des revendications lycéennes », mais estime qu'elles ne trouveront pas leur solution dans des manifestations de rue.

La Fédération de l'éducation nationale (FEN) vient, elle aussi, d'apporter un soutien spectaculaire à la manifestation du 12 novembre et, au-delà, à la plate-forme revendicative de la coordination animée par la Fédération indépendante et démocratique lycéenne (FIDL). Avec les parents de la FCPE et les étudiants de l'UNEF-ID, la FEN a publié, jeudi 8 novembre, un appel intitulé : « *Nous marchons avec les lycéens* », qui propose trois séries de mesures pour sortir de la crise actuelle.

Les trois organisations estiment tout d'abord que, pour atteindre les objectifs ambitieux de la loi d'orientation, il faut « *modifier les programmes et les contenus, mettre en place des cycles adaptés à tous les niveaux, moderniser et adapter les baccalauréats, traiter des rythmes de vie et des horaires, organiser le soutien* ». Cela suppose, à leurs yeux, une « *professionnalisation des métiers d'enseignants et la modification, dans ce sens, des concours et des contenus de formation* ». D'autre part l'appel demande que les lycées deviennent « *de véritables lieux de vie* » et qu'une journée de reflexion sur ce thème soit organisée dès ce mois-ci dans chaque lycée. Enfin les trois signataires souhaitent voir appliquer concrètement la loi d'orientation de 1989 en définissant les droits et les obligations des lycéens. Pour cela, des textes réglementaires doivent organiser « *les droits d'information, d'expression, de réunion et d'association* » des élèves. Ils proposent notamment que chaque lycée soit doté d'une enveloppe de 30 000 francs pour assurer la formation des futurs délégués des élèves.

« La matière d'une discussion se précise »

Ces propositions, comme le souhait explicite de la plupart des organisations d'enseignants et de parents de rompre le cycle des manifestations, vont dans le sens du large débat souhaité par le ministre de l'éducation nationale. M. Jospin a en effet précisé, jeudi 8 novembre, les « *pistes de travail sur lesquelles on peut avancer, sans doute après le 12 novembre* ». « *La matière d'une discussion se précise* » sur de nombreux points, a souligné le ministre. Il a notamment évoqué les thèmes de la vie lycéenne (droits et obligations, conseils de délégués etc.), des méthodes pédagogiques (organisation du temps scolaire, aide pédagogique), des conditions matérielles et de sécurité (rénovation des établissements, modernisation des équipements, aide sociale), ou encore des conditions d'encadrement et d'animation des lycées (recrutement, formation etc.).

« *Enfin*, a insisté M. Jospin, *il est clair qu'un travail de réflexion et de propositions sur l'évolution du lycée doit être conduit rapidement en tenant compte des préoccupations exprimées par les lycéens* ». Ce débat doit être engagé au niveau de l'établissement, des académies mais aussi au niveau national dans la cadre du Conseil supérieur de l'éducation, « *les lycéens étant naturellement entendus et associés aux discussions nationales* ». Reste, pour le ministre, à trouver des interlocuteurs lycéens représentatifs de ce mouvement multiforme et encore peu organisé.

G. C et CH. G.

A Toulouse, dix mille jeunes manifestants ont bloqué des voies ferrées

TOULOUSE

de notre correspondant

Entre dix et quinze mille lycéens, jeudi 8 novembre, dans les rues de Toulouse : la mobilisation n'a pas faibli, bien au contraire, les lycées de la ville ayant reçu de prompts renforts de toute l'académie de Midi-Pyrénées. La contestation conserve son caractère apparemment spontané et s'accroche, dans une sorte d'exaltation contenue, aux revendications des premiers jours : « *Des sous, des profs, du travail...* »

Mais jeudi, les jeunes Toulousains descendus sur le pavé ont aussi bloqué les voies ferrées pour obtenir de la SNCF qu'elle mette à leur disposition un train gratuit pour aller à la « *grande manif* » du lundi 12 novembre à Paris. Peine à demi perdue : la société nationale leur offre un millier de places à 200 francs le billet. Il y a gros à parier qu'ils seront tout de même nombreux à faire le voyage pour rejoindre la coordination parisienne proche des Jeunesses communistes et de l'extrême gauche, qu'ils estiment plus représentative des régions.

A Toulouse, les revendications lycéennes sont encouragées par l'engagement local du ministre de l'éducation nationale, M. Lionel Jospin, élu de Haute-Garonne, choisi par les socialistes pour mener la bataille des élections régionales en 1992. La grogne des jeunes scolaires puise aussi des arguments dans la situation de certains lycées de l'agglomération toulousaine qui souffrent de locaux vétustes ou exigus, malgré la mise en chantier d'un nouvel établissement qui offrira des formations aux métiers de la communication.

Une région privilégiée

Dans l'entourage du ministre, on ne cache pas qu'il manque au moins un lycée à Toulouse. Pour le reste, la région Midi-Pyrénées fait plutôt figure de privilégiée. 93 % des classes ont moins de trente-cinq élèves. Le conseil régional, dont le président est M. Marc Censi (UDF), a fait un effort important pour la remise en état, voire la construction de nouveaux locaux, dans les établissements existants.

Difficile, dans ces conditions, de cerner l'origine du malaise, surtout quand des manifestants, comme ceux du lycée de Colomiers, exemple de modernisme architectural, arguent que la cantine n'offre pas tout l'espace souhaité. Solidarité avec Paris ? Défoulement collectif ? Le recteur de l'académie de Toulouse, M. Jean-Claude Mestre, préfère voir dans ce bourgeonnement automnal le malaise, l'angoisse d'une génération « *née dans la crise et élevée dans cette seule perspective* ».

GÉRARD VALLÈS

A Brest, un défilé sans les étudiants

BREST

de notre correspondant

Douze mille lycéens ont manifesté, jeudi 8 novembre à Brest, soit plus des deux-tiers des effectifs des lycées (publics et privés) de la ville, qui comptent 17 000 scolaires. Le mouvement a pris de l'ampleur : mardi 6 novembre, ils étaient déjà 8 000 dans la rue, mais depuis la contestation a gagné les sept établissements catholiques de la ville.

En revanche, le mot d'ordre d'appel à la manifestation lancé par les syndicats étudiants n'a pas reçu d'écho sur le campus. Seulement une centaine d'étudiants se sont joints au cortège du jeudi 8 novembre. Les représentants des lycéens devaient être reçus vendredi par le maire, M. Pierre Maille (PS), à qui ils devaient remettre un cahier de doléances. Des délégués se rendront à la manifestation du 12 à Paris. Regroupant 2000 lycéens, un autre défilé a eu lieu également jeudi à Quimper.

G. S.

Lors d'une réunion avec les directeurs des RG

M. Pierre Joxe souligne le « besoin de sérénité » des policiers

M. Pierre Joxe a réuni, jeudi 8 novembre, près de deux cents commissaires des renseignements généraux, place Beauvau, afin de faire une mise au point après la série de révélations faites par la presse sur certaines méthodes de ce service – écoutes téléphoniques administratives, détournement de courrier d'un parti politique et divers dérapages de plusieurs inspecteurs chargés de surveiller le pasteur Doucé avant sa disparition, le 19 juillet dernier.

Poursuivre la modernisation

Devant ses interlocuteurs, les directeurs départementaux et les représentants des services de la direction centrale et de ceux de la préfecture de police de Paris, le ministre de l'intérieur a souligné qu'aujourd'hui « *les policiers avaient besoin de sérénité* » dans leur travail après la mise en cause de leur service et l'annonce, par le ministre lui-même, de la création prochaine d'une commission de contrôle parlementaire sur les RG.

Le ministre a rappelé que, dès 1988, il avait engagé un audit sur le rôle et le fonctionnement des RG, audit qui a déjà permis d'entreprendre un certain nombre de réformes, notamment sur la redéfinition des missions des RG, par exemple à Paris, où ce service a obtenu ces derniers mois d'importants résultats dans la lutte contre le travail et l'immigration clandestins.

M. Pierre Joxe a déclaré qu'il poursuivrait cette réforme de modernisation dans le « *respect du droit, de la loi, des règles déontologiques* », tout en rappelant la « *nécessité d'un contrôle hiérarchique* » sur le corps des RG.

« Sérieux, discipliné, digne d'une totale confiance »

Les excellentes notes de l'inspecteur Dufourg

L'un des personnages-clés de l'affaire Doucé, l'inspecteur Jean-Marc Dufourg aurait-il trompé son monde, notamment sa hiérarchie ? Suspendu de ses fonctions depuis le 2 octobre et appelé à comparaître devant un conseil de discipline, le 19 novembre, pour avoir tenté de recruter avec violence un indicateur chargé d'infiltrer l'entourage du pasteur Doucé peu avant la disparition de celui-ci le 19 juillet dernier, l'inspecteur du groupe des enquêtes réservées des renseignements généraux s'est vu, tout au long de sa carrière, tresser des lauriers par ses chefs.

Ces derniers n'ont pas ménagé les éloges à l'égard de cet inspecteur-cow-boy, ce qui en dit long sur la valeur du contrôle hiérarchique dans la police. Ses notes administratives n'ont eu de cesse d'augmenter, passant de 11,50 sur 20 en 1979 à 18 en 1986. Son passé à la direction centrale des RG a laissé d'excellents souvenirs, comme en témoigne cette appréciation rédigée en 1988 : « *M. Dufourg est un collaborateur de grande valeur (...). Intelligent et habile, très motivé, il travaille efficacement et rend des rapports complets et soignés. Il est très disponible, possède une grande faculté d'adaptation et prend sa mission au sérieux. Il paraît digne d'une entière confiance.* »

La confiance de ses supérieurs deviendra « *totale* » en 1989 après sa mutation à la préfecture de police de Paris : « *Sérieux, discipliné, disponible et dynamique, il prend ses missions à cœur et donne entière satisfaction. Conscient de ses responsabilités, il se conforme strictement et avec le meilleur esprit aux impératifs du service. C'est un fonctionnaire de grande valeur.* »

D. L. G.

MÉDECINE

Bien que jugé « satisfaisant » par l'entourage de M. Evin

Le rapport du Conseil économique et social formule des critiques sur la réforme hospitalière

Après avoir été examiné, mercredi 7 novembre, par la section des affaires sociales du Conseil économique et social, l'avant-projet d'avis sur la réforme hospitalière de M. Claude Evin, ministre de la santé, présenté par le professeur Adolphe Steg, devrait être soumis les 13 et 14 novembre à l'assemblée plénière du CES (*le Monde* du 28 septembre). Parallèlement, le projet de réforme hospitalière était soumis pour avis au Conseil supérieur des hôpitaux et au Conseil supérieur de la fonction publique hospitalière.

« *Un rapport satisfaisant. Globalement, le Conseil économique et social a fait parfaitement son travail d'analyse, de critique et de proposition.* » Dans l'entourage de M. Claude Evin, ministre des affaires sociales, on ne cachait pas, mercredi 7 novembre, une grande satisfaction après la lecture du rapport présenté par le professeur Steg devant le CES. On estimait que, sauf surprise de dernière minute, le gouvernement serait en mesure de présenter un texte définitif du projet de loi au Conseil d'Etat, puis au conseil des ministres, « *dès le début décembre* ». Si tout va bien, ajoutait-on, le texte de la réforme hospitalière sera donc déposé au Parlement avant la fin de la présente session, de manière à être discuté lors de la suivante, au printemps.

Tout en nuances, le rapport du professeur Steg est un bon complément au projet de loi élaboré par M. Claude Evin. La plupart des critiques qu'il formule – et elles sont nombreuses – sont souvent justifiées et, dans la plupart des cas, accompagnées de contre-propositions. Même s'il dit partager les objectifs de cette réforme – « *assurer la réorganisation et la rationalisation de l'offre de soins ; améliorer les structures et les modalités de gestion et de fonctionnement des établissements hospitaliers, dont l'autonomie doit être accrue ; valoriser le rôle du personnel soignant* », – le professeur Steg n'en regrette pas moins le caractère « *souvent très ambigu* » du texte.

Il se « *félicite* » que le texte étende les droits du malade à la communication des informations contenues dans le dossier médical. En revanche, « *compte tenu de l'importance que prennent et que prendront dans l'avenir les alternatives à l'hospitalisation* », ces dernières devraient figurer, ajoute le professeur Steg, parmi les missions de l'ensemble des établissements de soins.

Le rapport du CES approuve les principes de la planification sanitaire mais reste très réservé sur les procédures. « *La planification sanitaire telle qu'elle ressort du projet de loi apparaît surtout*, écrit le professeur Steg, *comme une programmation quantitative de l'offre de soins fondée sur la gestion de l'existant* », tandis que « *dans une perspective plus dynamique, il conviendrait de planifier – par pathologie – plutôt les services rendus à la population que les moyens de les réaliser* ».

Le rapporteur approuve la création du comité technique d'établissement, du conseil de service et du collège des soins infirmiers. En revanche, il se montre plus critique sur les nouveaux statuts des départements hospitaliers et des unités fonctionnelles. Il craint en particulier que ne « *surgissent des conflits de compétence et de responsabilité médicale.* » Au total, on se disait prêt dans l'entourage du ministre de la santé « *à tenir le plus grand compte de ces avis* » et même à intégrer certaines des propositions formulées par le professeur Steg dans le texte de loi.

FRANCK NOUCHI

CIRCULATION

Cent cinquante-six morts sur les routes de la Toussaint

Cent cinquante-six personnes ont été tuées sur les routes pendant le « pont » de la Toussaint, l'un des plus meurtriers de l'année, selon les chiffres du secrétariat d'Etat aux transports routiers et fluviaux. Du 31 octobre au 5 novembre, 3 712 personnes ont été blessées.

Selon le secrétariat d'Etat, le nombre des morts est en diminution, avec une moyenne de 26 tués par jour cette année contre 34 tués par jour en 1989 et 28 en 1988. L'an dernier, 203 personnes avaient été tuées et 4 801 autres blessées.

SOCIÉTÉ



Une nouvelle culture de banlieue

Suite de la première page

Albert, vingt ans, [illegible] sur [illegible], jeune [illegible] regard [illegible] à la [illegible]. Passe la main dans ses cheveux soigneusement [illegible] en arrière. Lâche enfin un commentaire sur ce terme « de villes » : « *Comme on l'ai presque l'air comme tout le monde* » (Presque ? Peut-être la peau. Noire. Trop noire ?) Standing d'employé de banque oblige. Albert n'est vraiment lui-même qu'en dehors des heures de bureau, quand il [illegible] ses grosses baskets, se coiffe au carré et [illegible], [illegible] ses premiers de rap. Et ses rêves, qu'il partage avec quatre frères dans une HLM de Bobigny.

Côté cité, Albert devient Heims. Parce qu'« *Albert, c'est ringard* » et que Jesse Heims, il [illegible] Himes. Et Albert-Heims est un fou du grand Chester, maître noir du polar américain. Albert aime écrire des textes plus que des tags. D'ailleurs le tag, péché de jeunesse, c'est fini pour lui. « *C'était grisant. Dans ma ville, tout le monde me connaissait. Mais j'étais dans le vice. Vraiment crasse.* » Les bonbeurs de la cité ont même passé un accord avec la municipalité de Bobigny : arrêt des dégradations contre un vrai mur pour peindre des fresques et une salle de concert. La trêve dure toujours.

Albert ne regrette rien. Il a gardé des souvenirs de courses-poursuites et « *des amis, des vrais* ». Il est passé à autre chose : le rap. Sur un fond de boîte à rythmes, il mélange chants grégoriens et paroles sur Martin Luther King... « *Je cherche à émouvoir les gens* », explique-t-il, laconique. Puis, enthousiaste : « *Être célèbre, ça, ça me plairait vraiment.* » Mais Albert-le-lucide l'emporte sur Heims-le-visionnaire : « *Aujourd'hui, c'est dur d'être une star.* »

Pas facile d'être tout simplement un B Boy (prononcez à l'américaine). Ces B Boys que, sans trop savoir, on a appelés « Zoulous ». « *Zoulou ? Qu'est-ce que ça veut dire ? Ça n'existe pas ! Chez nous il y a des B Boys ou Home-Boys, et des Fly Girls, c'est tout* », [illegible] Candy, reine française de la Zulu Nation [illegible]. Une connaisseuse, même si son association ne représente qu'une des nombreuses facettes du mouvement hip hop. Le *move*, comme disent tous ceux qui s'y retrouvent.

Le *move* : un mouvement, une mouvance ou tout simplement une façon de bouger ? Une nébuleuse, plus qu'une organisation. S'y mêlent les bandes – Black Dragons et autres Requins Juniors – qui ont défrayé la chronique estivale, les taggers – ces fous de signatures (*voir notre encadré*), les graffiteurs, peintres des murs de la ville et tout ce qui « rappe » : D. J. (disc-jockeys), danseurs (-euses), auteurs et voix... Dans le *move* aussi les puristes non violents s'opposent aux émules de l'afrocentrisme, petits-enfants des Black Panthers. Des uns aux autres le spectre est large et l'amalgame facile. Comme, jadis, le jeune voyou ne pouvait être qu'un blouson noir, tout jeune délinquant est devenu aujourd'hui un zoulou.

Blacks, Blancs, beurs

Hasard ou fatalité ? « *Dès que le phénomène des bandes réapparaît on entend dire « ça a toujours existé ». Pour moi c'est une façon de se rassurer qui est symptomatique d'une peur de la société vis-à-vis de ses jeunes* », Françoise Tétard, historienne spécialiste des mythiques blousons noirs, refuse toute comparaison hâtive. Mais, constate-t-elle, les bandes naissent du fossé qui sépare la jeunesse (ou du moins une partie de celle-ci) du reste de la société qui la repousse. A preuve le halo des médias sur ces nouveaux ennemis publics n'a pas été moindre en 1990 qu'en 1959.

En fait, le hip hop est avant tout une culture urbaine et un mode de vie des jeunes de la banlieue. Les enfants des travailleurs africains et antillais – fortement représentés – s'y mélangent aux beurs et aux Blancs de toutes origines. « *Parce qu'ici le ghetto est social, et non racial* », assène « Texaco », d'Ablon dans le Val-de-Marne. Les garçons y sont beaucoup plus présents que les filles et les (rares) groupes de rappeuses se plaignent d'un machisme omniprésent.

Ceux d'Argenteuil y croisent ceux du Kremlin-Bicêtre. Les gars du Nord – de Lille à la Seine-Saint-Denis, avec les 93 NTM, – côtoient les enfants du sud de Paris – ceux de la Longue posse, dans le Val-de-Marne et l'Essonne – jusqu'à Marseille. Le « mouvement » a son décor, la cité. Sa musique, le rap. Son langage, le tag. Et déjà presque dix ans d'histoire sur le sol français (*lire par ailleurs*).

Pourtant, on n'a jamais autant parlé d'eux. Certains s'en inquiètent. « *Les requins guettent* », titre à la « une » le fanzine *Get Busy* (« Secouez-vous »). Mais le gros des troupes hip hop se réjouit de ce début de notoriété, tant est forte la fierté d'être enfin sortis de l'ombre. « Mode Two », graffiteur-vedette des 93 NTM, voit les choses différemment : « *Nous, on essaie de vivre dans les trous de la société, entre ses règles. Nous sommes sur le fil du rasoir, il faut y rester.* » Rester entre marginalité et reconnaissance sociale. Balancement permanent des B Boys entre volonté de rébellion et soif de réussite.

Le mélange est inédit. Il a donné sa dynamique au mouvement. Et son goût caractéristique pour l'ostentatoire. La frime comme arme révolutionnaire... Elisabeth D., journaliste d'*Actuel*, l'annonçait dès 1980, de retour des bas-fonds endiablés du Bronx et d'Harlem : « *La révolte s'est tout simplement tranformée. Il ne s'agit plus de démolir la société, mais de la défier.* » Défi du rappeur sur scène, invitant les concurrents à le surpasser. Défi du tagueur qui choque les « bourges » et nargue la RATP en coloriant rames et entrepôts.

Olivier Masclet, étudiant à l'Ecole des hautes études en sciences sociales, a travaillé avec ces jeunes pendant un an. Il parle d'une « *survalorisation destinée à combler un déficit social* ». Certains – les plus « paumés » – rejoignent la bande : elle leur offre un refuge qu'ils désespèrent de trouver ailleurs. Elle les accueille, eux qui se sentent rejetés de partout. Pour cette minorité, puisque la police judiciaire ne dénombre qu'une douzaine de grandes bandes organisées en région parisienne (soit un millier d'individus), le défi prend alors des formes violentes. On se bat pour un territoire, une fille, une insulte.

Je rappe donc je suis

Mais le plus souvent, le goût des (petites) provocations l'emporte. Noms de groupes évocateurs – « Suprême nique ta mère », « Terroristes de l'art » ou « Bad Boys Crew » – aptes à faire grincer quelques dents. Médaillons aux couleurs de l'Afrique – noir, vert, rouge – dans une France à majorité blanche. « *Lorsque les B Boys portent de l'or, des médaillons africains, des vêtements qui choquent, c'est pour montrer qu'ils sont quelque chose* » : constat lucide d'« Akhénaton », le porte-parole et rappeur d'un groupe marseillais considéré comme l'un des meilleurs de l'Hexagone. Son nom ? IAM. Lire : Je suis.

Revendication existentielle qui fera sourire. Pour ces jeunes, elle a une signification au quotidien : pouvoir être fier de ce que l'on est et d'où l'on vient. Leurs racines de banlieue, méprisées dans les beaux quartiers, ils en font leurs lettres de noblesse. Sur ce point, ils rejoignent de nombreux élus de la région parisienne, las de l'image désastreuse de leur banlieue. Cela donne, par exemple, le groupe IZB, au nom en forme de tiroir à double fond : « Incredible Zulu Boys » ou « Intégration des zones banlieusardes »... Ces enfants de la cité vivent l'injustice et l'exclusion plus que d'autres. « *Il y a des choses qu'on ne peut pas comprendre si on n'est pas dedans*, déplore « Texaco ». *Pour savoir par exemple ce que veut dire se faire contrôler dix fois par jour dans le métro, il faut l'avoir vécu...* »

Ces petites humiliations au jour le jour les affectent plus qu'à leur tour. Plus encore que le racisme agressif, l'hypocrisie les blesse. Avec un BEP ou un bac technique pour seul bagage, le chômage et la précarité les atteignent de plein fouet. Le modèle des aînés – « *trimer toute une vie pour un HLM* » – est un repoussoir plus qu'un idéal. Eux-mêmes vivent en rupture avec leurs parents, immigrés les plus récents (Maliens, Sénégalais, Antillais), qui ne rêvent que de retour au pays. Ils viennent de familles de « déplacés » : c'est peut-être, à en croire Françoise Tétard, ce qui les rapproche le plus de leurs « ancêtres » blousons noirs, fils de l'exode rural des années 60. Les jeunes aujourd'hui ne songent qu'à rester sur le sol qui est maintenant le leur. Même si leur imaginaire s'envole parfois du côté d'une mythique Amérique, terre de tous les mélanges réussis, croient-ils.

Car la société française les déçoit et les inquiète à la fois. Ils la contestent à leur manière. Première cible : le racisme. Leur façon de militer contre, c'est encore et toujours le rap. Cela donne *Pour toi le beur*, chant d'amitié et de révolte du rappeur métis Lionel D. à ses frères de « galère ». D'autres s'acharnent contre un univers de béton et de grisaille, une planète qui fout le camp (que de textes écolos !), des magouilles politiciennes (un rap sur l'amnistie, un autre sur Carpentras), dont ils sentent confusément qu'ils font les frais.

Mais tous savent qu'« *ensemble* », unis, ils seront plus forts pour se faire leur place au soleil. « *Le move, c'est comme une famille.* » KAEC est à la tête des BMC (Briser les maîtres du crime !), une petite équipe de graffiteurs de Saint-Denis. Solidarité et amitié y ont force de loi.

« *Chez nous, pour aider un copain, on est prêt à tout lâcher.* » Le sentiment d'appartenance au *move* se vit par cercles concentriques : d'abord la bande de copains d'une même cité, partageant souvenirs d'enfance et premiers tags ; puis la posse, le groupe uni par une passion commune – rapper, peindre des graffitis ou les deux, – avec son chef (le manager) et son réseau ; enfin le mouvement hip hop, cœur américain et branche européenne, mais aussi japonaise et australienne. Bref, une véritable petite société parallèle, en marge de l'« autre ». Toute autre forme d'organisation sociale – partis politiques, associations de tout poil (et même SOS-Racisme) – les laisssent de marbre. Trop loin de « leur » monde.

La société établie attire malgré tout

Paradoxalement, la société établie attire, malgré toutes les critiques. Car, pour changer le monde, encore faut-il pouvoir dire son mot. C'est pourquoi la réussite sociale est une autre valeur, et non des moindres, promue par le *move*. « *Nous, c'est tout le contraire du No Future décadent des punks*, explique « Dee Nasty ». *Ça serait plutôt : on vient de rien, mais on va essayer de faire quelque chose.* » S'en sortir par le talent et surtout le travail, tel est le credo. Un exemple ? C'est la reine Candy conseillant à ses troupes « *d'apprendre l'orthographe au lieu de tagailler inutilement* ». « *Je suis plus fière d'un B Boy qui réussit son bac que d'un qui fait une fresque* », assène-t-elle, annonçant maternellement les exploits de « ses » petits : « *Cette année, 48 ont eu leur bac sur 60 !* »

Aussi investis qu'ils soient dans le mouvement, beaucoup de jeunes considèrent comme une folie l'idée d'arrêter leurs études, porteuses de tant d'espoir. « *L'intérêt de cette catégorie de jeunes pour l'école est très fort* », confirme Olivier Masclet, de l'université Paris-VIII qui consacre une section à l'étude de la culture hip hop. Ajoutant : « *Ils sont très conscients du fait que l'intégration passe par là.* »

Car cette « Nouvelle génération active » (du nom d'un groupe de Meaux) se veut avant tout « *positive* ». Elle fustige les bandes violentes, la « *racaille* », ceux qui ne savent ou ne veulent rien faire, les « *galériens* ». Voici ce que dit un rap *Clair et Net* (1) de Lionel D., pour entraîner les jeunes loin de la tentation du désespoir : « *J'ai trop perdu de temps et toi aussi, il faudrait se remuer ; Ne dis pas le contraire, c'est vrai, il nous faut décider ; Décider, se bouger, s'activer ; Oui, tous ensemble, on se ressemble (...).* » Quant à la Criminal posse, un groupe de la banlieue sud, elle trouvait son nom « *trop agressif* ». Elle l'a changé pour SLEO, Structure lyrique d'expression orale. Beaucoup plus présentable et tellement plus constructif...

JUDITH RUEFF

(1) Album *Y'a pas de problème*. 1990, CBS.

FIN

Le rap, une musique venue du ghetto

Né aux Etats-Unis à la fin des années 70 (mais conçu bien avant sur un terreau jamaïquain), le hiphop combine de nouvelles formes d'expression : le rap, une « musique sans musiciens » à base de sons déjà enregistrés et de textes parlés-rythmés comme des litanies ; et les graffitis.

Son discours allie agressivité, provocation, fierté noire et « flambe ». Texte fondateur : *The Message*, premier rap engagé, lancé en 1982 aux Etats-Unis par le D.J. Grandmaster Flash. Un cri de rage contre la pourriture du ghetto. Par ailleurs, un autre maître du rap, Afrika Bambaataa, crée la *Zulu Nation* pour promouvoir ses thèses non violentes, antiracistes et anti-drogues.

La « Zulu Nation » s'installe en France

Cette nouvelle culture musicale arrive en France en 1983. C'est la première vague : smurf et breakdance. Elle retombe rapidement. Traversée du désert : « *Il fallait aller chercher les disques à Londres* », se souvient « Dee Nasty », vieux routier et encore parmi les meilleurs D.J. de la place de Paris. Trois ans plus tard, come-back. Concerts, soirées, émissions de radio. La *Zulu Nation* s'installe en France, regroupant une centaine de membres autour de trois rois et deux reines, sacrés par le fondateur *himself*.

On commence à « rapper » en français : la cité remplace le ghetto, la solidarité entre banlieues se substitue à celle de la race. Les petits groupes prolifèrent – un par cage d'escalier ou presque, – les plus talentueux font leur trou. Ils réussissent à sortir en disque la première compilation de rap *made in France* : Rappattitude.

2 novembre 1990 : les sulfureux Public Enemy passent pour la deuxième fois en concert au Zénith, à l'initiative des B-Boys français d'IZB. En première partie : Lionel D. fait danser la foule sur des paroles bien de chez nous. Les maisons de disques courent après le train qu'elles ont manqué. Certains graffiteurs exposent en galerie. Bref, le *move* se porte si bien qu'il est en passe d'être « récupéré ».

J. R.



Les « tagueurs » ou le retour à l'ère des tribus

Un trait, deux courbes et trois gribouillis. La pointe rouge du gros feutre a glissé sur la banquette bleue du métro dans un de ces légers crissements, tout juste perceptibles, qui dégagent un vague parfum [illegible] donneraient presque la chair de poule. Sans doute est-il d'ailleurs frissonné, cet adolescent tout en jambes et en bras qui a imaginé son « marqueur », fermé son cartable de collégien et filé avant la fermeture automatique des portes, abandonnant derrière lui ses hiéroglyphes indéchiffrables aux usagers mécontents.

Sur le quai, il a nargué les contrôleurs de la RATP restés dans le wagon. Il les a regardés partir, excité et inquiet comme un voleur de poules face aux gardes champêtres d'antan. Sur la dernière voiture, un bandeau défilait, lettres jaunes et blanches sur fond bleu : « *Graffitis : 5,5 millions de francs pour nettoyer les trains de cette ligne. Ensemble, protégeons le bien public !* »

Graffitis ? Pour la RATP et pour les non-initiés, sans doute. Mais certainement pas pour des milliers de jeunes qui barbouillent Paris et sa banlieue. Dans leur jargon, ces inscriptions gribouillées à la [illegible] comme autant d'autographes de stars sont des « tags », des « signatures » qui permettent à tel ou tel jeune de faire connaître son surnom (« Mambo », « Boa », « Rage »...). Au contraire, le « graffiti » (ou graf) est un dessin qui part d'une démarche plus artistique et nécessite un certain travail. Ce sont ces fresques multicolores qui ornent parfois les murs des usines désaffectées.

Né au début des années 70 aux Etats-Unis et arrivé en France quinze ans plus tard, sur fond de musique rap, le phénomène compte chaque jour de nouveaux adeptes. Certains *tags* disparaissent aussi vite qu'ils sont apparus. D'autres survivent, garantissant à leur auteur respect et célébrité dans un milieu où tout le monde se connaît (au moins à Paris).

Qui sont-ils, ces Lucky Luke de la bombe de peinture qui dégainent plus vite que leur ombre ? Un spécialiste notera bien qu'ils ont fréquemment le bout des ongles et le fond des poches tachés d'encre, qu'ils portent souvent des baskets et parfois de petits sacs à dos. Mais on ne saurait dresser un portrait-type du « tagueur ».

Les Picasso du marqueur

Gavroche de grande banlieue ou collégien des faubourgs, Parisien « branché » ou étudiant facétieux, il a entre douze et vingt-cinq ans, raffole de rap, rêve des Etats-Unis mais ne déteste pas Paris. Il est en quête d'identité et de sensations. Ecrire son surnom ou celui de son groupe (*THC, Vandales, En Puissance, 93 NTM*...) sur un plan de métro c'est choquer le bourgeois qui passe et entrer au Top 50 des Picasso du marqueur.

Chaque jour l'éventail s'élargit un peu plus encore, depuis les gamins de Mantes-la-Jolie qui sévissent dans les cités de leur quartier jusqu'aux noctambules qui se risquent à pénétrer dans le métro en pleine nuit. Une aventure toujours risquée – le graffiti est un délit – mais excitante, que l'un d'eux résume en une délicieuse « *montée d'adrénaline* ».

Car ce drôle de jeu pimenté par la peur du gendarme ou du témoin gênant, tient aussi de la sensation forte à tarif réduit du grand frisson pour 50 ou 60 francs, prix moyen des gros marqueurs ou des bombes de peinture. « *C'est une performance, une sorte de mission impossible* », assure André, lycéen de dix-neuf ans. « *Dans ces moments-là, tu perds ta tête, c'est une jouissance totale. Tu éjacules sur les murs !* », assure l'un de ses amis, avant d'ajouter : « *Le grand kif* (plaisir), *ce serait de taguer un commissariat !* »

L'essentiel est donc de provoquer et de s'afficher en lettres stylisées (les lettres parisiennes sont réputées plus lisibles que les new-yorkaises), comme une manière d'exister, un moyen de marquer son territoire. Alain Vulbeau, chercheur à l'Institut de l'enfance et de la famille, dans une étude sur ce phénomène (1), le qualifie de « *pétition illisible* » ou d'« *émeute silencieuse* ». « *C'est un retour à l'ère des tribus. Les hommes préhistoriques eux-aussi taguaient dans les cavernes. On revient aux sources.* »

« SIB » a vingt et un ans, une casquette bleue et des baskets neuves. Né dans le Queens, à New-York, de parents français, il arbore une barbiche à la Trotski et revendique le statut de « décorateur graffiste ». Il dit avoir renoncé aux *tags*, mais reste solidaire de ses amis « Mambo » ou « Rage » qui continuent, dit-il, à « *massacrer* » Paris : « *C'est notre ville, on peut en faire ce que l'on veut. Nous ne sommes ni des voyous ni des marginaux. Je veux devenir peintre. Le tag, c'est beau, coloré, vivant et spontané. Le rêve serait que tout le monde en fasse. Quant à ceux qui nous critiquent, qu'ils réfléchissent un peu. En agissant ainsi, on leur montre que l'on n'est pas des zombies comme eux. On existe, nous !* »

PHILIPPE BROUSSARD

(1) « Du tag au tag », par Alain Vulbeau. Institut de l'enfance et de la famille, 3, rue Coq-Héron, 75001 Paris.

SOCIÉTÉ

RELIGIONS

Le cardinal Decourtray ayant renoncé à un nouveau mandat

Mgr Joseph Duval est élu à la tête de l'épiscopat français

Mgr Joseph Duval, archevêque de Rouen, a été élu, mercredi 7 novembre, président de la conférence des évêques de France. Le cardinal Decourtray, président depuis 1987, rééligible, avait annoncé qu'il refusait un second mandat de trois ans. Ouvrant l'assemblée plénière annuelle des évêques, à Lourdes, vendredi 9 novembre, l'archevêque de Lyon a expliqué qu'il devait faire face à un *« accroissement continu de* [ses] *responsabilités romaines et nationales »* et souhaitait se consacrer plus pleinement à la vie de son diocèse. Mgr Emile Marcus, évêque de Nantes, a été élu vice-président de la conférence des évêques, poste qu'occupait Mgr Duval depuis 1987.

LOURDES

de notre envoyé spécial

« Est-ce être pacifiste que de vouloir faire tout ce qui est compatible avec le respect de la dignité humaine et de la justice pour éviter le drame d'une guerre? Est-ce être belliciste que de vouloir, d'une manière effective et forte, le respect des exigences les plus élémentaires et les plus naturelles de la justice? » Le cardinal Decourtray, pour avoir été trop repris sur le sens des mots qu'il emploie, a voulu, vendredi matin à Lourdes, en ouvrant publiquement l'assemblée plénière des évêques, mettre clairement les points sur les i de sa dernière intervention publique concernant la crise du Golfe, en tant que président de la conférence des évêques de France (1). *« Il y a certains mots désuets – comme honneur – qu'il faut regarder à deux fois avant d'employer »,* expliquait, la veille, en coulisse, l'archevêque de Lyon. *« Je ferai désormais attention: Chat échaudé craint l'eau froide. »* Voilà pour la mise au point.

Surprenant ses pairs, et même ses proches, le cardinal Decourtray avait annoncé mardi, à l'ouverture des travaux à huis clos des évêques, qu'il refusait l'éventualité d'un second mandat. C'est la première fois qu'un président n'est pas prorogé dans ses fonctions. Avant d'être président, le cardinal avait déjà été vice-président pendant six ans.

« Il n'y a pas lieu de chercher quelque explication subtile à ma décision », précise l'archevêque de Lyon. *La multiplicité de mes tâches entre Rome, où je participe à quatre dicastères, Lyon et la conférence épiscopale, était trop importante. »* Seul à avoir été tenu au courant, le cardinal Lustiger aurait tenté de persuader le chef de l'épiscopat de ne pas abandonner sa tâche. Certains, en revanche, rappelant que son élection avait été plutôt difficile il y a trois ans, laissent entendre que, *« contesté çà et là »,* l'archevêque de Lyon avait des raisons de ne pas se représenter.

De son côté, Mgr Joseph Duval, archevêque de Rouen, vice-président de la conférence épiscopale depuis 1987, a été élu au troisième tour de scrutin, à la majorité des deux tiers, tandis que Mgr Emile Marcus, évêque de Nantes, délégué au dernier synode sur la formation des prêtres, a été élu vice-président après quatre tours de scrutin.

JEAN-MICHEL DUMAY

(1) *« Entre la guerre et le déshonneur, mieux vaut encore la guerre »,* avait déclaré Mgr Decourtray. (*Le Monde* du 3 novembre).

[*Né le 11 octobre 1928* à Chenex (Haute-Savoie), Mgr Joseph Duval a suivi ses études à la faculté de droit de Paris, au grand séminaire d'Annecy et à l'université grégorienne à Rome. Licencié en droit et en droit canonique, il a été ordonné prêtre en 1952. Après avoir été professeur de droit canonique et de théologie morale, puis supérieur du grand séminaire d'Annecy, il est nommé, en juillet 1974, évêque auxiliaire du cardinal Paul Gouyon, archevêque de Rennes. Il devient archevêque coadjuteur de l'archevêque de Rouen en 1978, archevêque en 1981 et vice-président de la conférence des évêques de France en 1987.]

[Né le 29 juin 1930 à Neuilly-Plaisance (Seine-et-Marne), Mgr Emile Marcus a été ordonné prêtre en 1957. Docteur en théologie, il devient membre, en 1958, de la Compagnie des prêtres de Saint-Sulpice et entame une longue carrière d'enseignant : il est professeur au séminaire de Rodez, supérieur du séminaire de la Mission de France, du séminaire Saint-Sulpice, du séminaire de l'Institut catholique de Paris. Il est nommé évêque auxiliaire de Paris en 1977 et évêque de Nantes en 1982.]

Un juriste discret

C'est un homme réputé secret que viennent d'élire à leur tête les évêques de France. Le plus silencieux d'entre eux, dit-on. Archevêque de Rouen depuis 1981, vice-président de la conférence épiscopale depuis trois ans, Mgr Joseph Duval était resté dans l'ombre du cardinal Decourtray. Tout au plus est-il intervenu, avant l'été, pour commenter l'affaire « sentimentale » du Bec-Hellouin qui, dans son diocèse, avait conduit à l'éloignement d'un Père-abbé de monastère et de la supérieure du couvent voisin.

Mais le silence de ce Haut-Savoyard de soixante-deux ans, grand, mince, cheveux blancs et yeux bleus, n'est probablement que le reflet d'une grande rigueur, celle du juriste qu'il est de formation et de pratique. Mgr Duval est membre du comité canonique de l'Eglise de France. Aussi, lorsqu'il parle, est-il direct et précis. Ses pairs ont pu juger de la fermeté avec laquelle il dirige les débats et se fait respecter, tout en faisant preuve de diplomatie.

Ce sens de l'organisation, de la droiture, allié à une certaine prudence – que d'autres lui reprochent, – le neveu du célèbre cardinal d'Alger (du même nom), l'a déjà exercé alors qu'il avait en main des sujets délicats : prêtres mariés, catéchisme, ou des dossiers plutôt techniques comme la restructuration des paroisses, qui sera débattue en assemblée plénière ces jours-ci et sur laquelle il a travaillé en tant que président du groupe épiscopal pour les communautés chrétiennes.

Malgré son économie de propos, il a le sens des contacts. On reconnaît à ce fils de cultivateurs un respect des personnes et, ancien responsable du secrétariat pour l'unité des chrétiens, une réelle ouverture œcuménique. Entre l'ombre épiscopale et les feux de rampe médiatiques, entre le souci personnel de discrétion et la voix nécessaire à l'Eglise de France, Mgr Duval reste, pour le public, un chef à découvrir.

J.-M. DY.

L'impossible cumul

par Henri Tincq

LA décision du cardinal Decourtray n'a surpris que ceux qui ignorent la faiblesse des ressources de l'Eglise de France et la surcharge créée par le cumul des deux mandats d'archevêque d'un grand diocèse et de président de conférence épiscopale, accru de responsabilités romaines. En leur temps, les cardinaux Marty (Paris) et Etchegaray (Marseille) l'avaient fait, mais dans un tout autre contexte, notamment médiatique. Toutes proportions gardées, on connaît les difficultés qu'éprouve le maire d'une très grande ville à exercer en même temps la fonction de premier ministre.

Si les qualités personnelles de Mgr Decourtray ne sont pas mises en doute, la multitude de sollicitations – celles des médias parmi d'autres – l'a conduit, dans la période récente, à multiplier les improvisations et les faux pas. Ceux-ci ont pu agacer une partie du corps épiscopal. A Lyon même, ville réputée peu bavarde, sa popularité a subi une certaine érosion, liée à la dispersion de son activité et à ses éclats médiatiques.

En trois ans à la tête de la hiérarchie épiscopale, le cardinal Decourtray a fait sensation par ses déclarations, aussi fortes que déformées et contestées, sur le film de Scorsese, la pilule abortive, le sida, la *« connivence »* de l'Eglise de France hier avec le marxisme, récemment encore sur la justification morale d'une guerre dans le Golfe.

Mais, au-delà des soubresauts et des caricatures (comme celle de «Père fouettard» en 1988 à l'*Heure de vérité*), on n'oubliera pas ses engagements répétés contre toute forme d'exclusion et de racisme, ses appels à la responsabilité des laïcs, y compris des femmes, dans l'Eglise, sa main toujours tendue, au grand dam des intégristes et de l'extrême droite, aux autres confessions, juive et musulmane.

Il a calmé les passions au moment du procès Barbie, ouvert ses archives pour faire la lumière sur l'affaire Touvier, clamé son *« désarroi »* quand M. Waldheim fut reçu par le pape, joué un rôle-clé dans le dénouement de l'affaire du carmel d'Auschwitz. Mgr Decourtray s'est rendu au Liban, a visité les prisons lyonnaises et les Minguettes, soutenu une grève de la faim de jeunes beurs et polémiqué avec M. Pasqua sur le sort des immigrés.

Dans une Eglise inquiète, bruyante de contestations, où il s'est employé sans succès à raisonner le turbulent Mgr Gaillot, le départ du cardinal Decourtray révèle au grand jour la crise de fonctionnement de la conférence épiscopale. Ce n'est plus elle qui, collégialement, fixe le cap. Elle ne publie plus les textes qui hier faisaient référence, sur les rapports entre la foi et la politique, sur les nouveaux modes de vie, la guerre et la paix, etc. Les commissions s'estiment dessaisies. Les projets de réforme de structures, lourdes et inadaptées, sont rapidement abandonnés et les assemblées annuelles à Lourdes sont jugées ennuyeuses par les évêques eux-mêmes.

Aujourd'hui, l'absence d'un cardinal archevêque d'un grand siège à la tête de la conférence épiscopale française peut être une source de nouveaux dysfonctionnements. Elle semble pour le moment confirmer le choix d'un profil bas.

JUSTICE

La mort d'un jeune tétraplégique

Interdit de parole

Le « bip » de l'appareil d'assistance respiratoire de Patrick Crombet, tétraplégique, ne troublera pas une seconde fois la huitième chambre correctionnelle du tribunal de Lille. Plus aucune infirmière ne poussera son lit roulant à travers la salle d'audience. Son avocat l'a annoncé mercredi 7 novembre, *« le spectacle n'aura pas lieu, le rideau est tombé ».*

Le 30 octobre, Patrick Crombet, vingt et un ans avait tenu à assister aux débats. Partie civile au procès intenté au sous-brigadier Alain Joyez pour *« blessures involontaires »,* il voulait pouvoir donner sa version des faits, raconter dans quelles conditions la balle tirée par ce policier s'était logée dans sa moëlle épinière. Cela se passait le 1er juillet 1988, vers 3 heures 30 du matin, sur le parking de la cité scientifique de Villeneuve d'Ascq.

Les riverains avaient averti la police que trois jeunes gens s'apprêtaient à voler une voiture. Patrick Combret était assis au volant de la Golf, tandis qu'un de ses amis démontait l'anti-vol. Il faisait nuit. Lorsque le policier avait sorti son arme, l'un d'eux avait réussi à s'enfuir, et les deux autres avaient résisté. Le sous-brigadier affirmait que le coup était parti accidentellement, pendant le corps à corps, mais Patrick était formel : il prenait déjà la fuite lorsqu'il avait été touché.

Le refus du parquet

Ce récit, Patrick Crombet était décidé à le faire. *« Depuis deux ans, il vivait pour ça »,* affirmera son avocat, Me Eric Dupond-Moretti. Sa mère avait d'ailleurs demandé l'aide du tribunal mais s'était heurté au refus du parquet. *« Procéduralement, la présence de M. Crombet n'est pas requise,* avait répondu le procureur-adjoint, M. Serge Dintroz. *Mais il peut, s'il le souhaite effectivement, assister à l'audience. Toutefois sa démarche sera une démarche volontaire. Il devra donc en supporter les éventuelles conséquences. »*

La famille s'était donc débrouillée seule. Amené à l'audience sur son lit à roulettes, relié aux appareils d'assistance et de contrôle, le jeune homme avait écouté en silence. De temps en temps, l'infirmière avait du intervenir, routine des soins... Puis le moment venu, Patrick a souhaité prendre la parole. Comme n'importe quelle partie civile dans n'importe quel procès. *« Ce spectacle n'a pas lieu d'être en audience publique »,* a simplement répondu le président M. Dominique Couturier. La mère de Patrick a protesté, Me Dupond-Moretti également. Mais sans résultat. Le lit est resté dans son coin. Patrick s'est mis à pleurer.

Seule Mme Crombet pourra raconter les derniers jours de son fils. De retour chez lui, il a demandé à ce qu'elle débranche tous les appareils. Mais elle a refusé. Alors Patrick a cessé de s'alimenter, sachant que dans son état, il ne tiendrait pas bien longtemps.

Patrick Crombet est mort mercredi 7 novembre, à 10 heures 30. Le Parquet a demandé l'ouverture d'une information judiciaire pour *« recherche des causes de la mort ».* La famille, elle, envisage de porter plainte contre le président Couturier pour *« discrimination tenant à handicap ».* Quant au sous-brigadier Joyez, le jugement le concernant devrait être rendu le 30 novembre. Vingt jours après l'enterrement de Patrick.

NATHANIEL HERZBERG

L'affaire des fausses factures de Nancy

La cour d'appel de Colmar annule la procédure visant le maire de Toul et deux autres inculpés

NANCY

de notre correspondante

MM. Jacques Gossot, maire RPR de Toul (Meurthe-et-Moselle), Gérard Bouthier, ancien secrétaire général de la chambre de commerce et d'industrie, et Gérard Malgras, patron d'une société de peinture dans la banlieue nancéienne, ne sont plus inculpés dans le dossier des fausses factures de Nancy.

En décidant, jeudi 8 novembre, d'expurger du dossier un certain nombre de pièces estimant que la procédure était entachée de nullités, la cour d'appel de Colmar a fait disparaître du dossier des fausses factures de Nancy les charges pesant contre trois des vingt-sept personnes inculpées dans cette affaire. M. Jacques Gossot, maire RPR de Toul qui avait été lui-même inculpé, le 15 décembre 1989, de corruption active et passive de citoyens chargés d'un ministère public, de recel et complicité d'abus de biens sociaux et placé sous mandat de dépôt par M. Gilbert Thiel, juge d'instruction à Nancy (*le Monde* des 17 et 18 décembre 1989) se trouve, de ce fait, hors de cause.

« Je n'ai jamais été inculpé, je n'ai jamais été incarcéré, je n'ai jamais passé d'aveux », a, ainsi, pu déclarer, jeudi, l'élu toulois qui, a repris possession de son poste de maire et retournera dans la foulée siéger au conseil général, même si cela provoque quelques grincements de dents.

La chambre d'accusation de la cour d'appel de Colmar présidée par M. Adolhe Wagner n'a pas suivi les réquisitions de l'avocat général, Mme Monique Albertini, qui estimait valide la procédure suivie par le juge d'instruction nancéien, à l'encontre de M. Gossot. La cour a décidé d'annuler la procédure à compter du 9 mars 1988, date à laquelle apparaissait dans un procès-verbal d'interrogatoire le nom de l'officier de police judiciaire.

La cour d'appel de Colmar qui s'est alignée sur la position de la Cour de cassation a considéré que les actes concernant M. Jacques Gossot avaient été effectués par un juge incompétent. Cette annulation va jusqu'au 13 décembre 1989. Elle vaut également pour deux autres personnes qui avaient formé des pourvois en cassation, MM. Bouthier et Malgras. Cette décision qui, selon certains avocats, témoigne de la volonté de la juridiction alsacienne de reprendre l'instruction à partir du début de l'annulation, risque toutefois de poser certains problèmes pratiques. Les actes concernant tous les autres inculpés sont en effet considérés, à ce jour, comme valides. Mais, en aucun cas, ils ne pourraient être opposés aux trois anciens inculpés qui sont censés n'avoir jamais figuré dans le dossier.

L'entrepreneur toulois, André Gusaï, considéré comme le maillon essentiel de ce dossier, qui porte sur 20 millions de francs de fausses factures, n'a pas caché son intention de renouveler ses déclarations si la justice était amenée à nouveau à l'entendre. *« Je répéterai tout point par point,* a-t-il confié, *si un juge me convoque, personne ne peut m'empêcher de dire la vérité et personne ne pourra m'interdire de parler. »*

MONIQUE RAUX

A la cour d'appel de Grenoble

La condamnation de deux policiers violents

GRENOBLE

correspondance

La cour d'appel de Grenoble a rendu jeudi 8 novembre un arrêt confirmant la culpabilité de deux policiers poursuivis pour coups et blessures volontaires sur un étudiant. Elle les a condamnés à des peines de prison de trois mois avec sursis et un mois avec sursis sans inscription sur le casier judiciaire. En première instance, le tribunal correctionnel de Valence avait condamné le brigadier de police Noël Marracini, quarante-quatre ans, à six mois de prison avec sursis et Jean-Christophe Rosa, vingt-deux ans, policier auxiliaire, à quatre mois de prison avec sursis.

Il était reproché aux deux policiers d'avoir, à Valence, le 28 février 1989, à l'occasion d'un contrôle d'identité, forcé un étudiant valentinois de vingt et un ans, Philippe Damez, à monter dans le coffre du véhicule de police, pour le conduire au poste. Contrôlé à 4 heures du matin, dans la rue, le jeune homme n'avait pas ses papiers d'identité et n'avait pu présenter que son carnet de chèques. Le camarade qui l'accompagnait n'avait pas eu de problèmes, car il était, lui, muni de ses papiers.

Lors de l'audience, Philippe Damez avait indiqué qu'il avait, en plus des premières brutalités, été victime de coups à son arrivée devant le commissariat après que les policiers l'eurent extrait du coffre en le tirant par ses vêtements. Ayant subi un test positif d'alcoolémie, le jeune étudiant avait été placé en garde à vue jusqu'à 10 heures du matin puis, dès sa mise en liberté, s'était rendu à l'hôpital. Les médecins diagnostiquèrent une rupture des ligaments du genou pour laquelle il dut subir une intervention chirurgicale. Ils constatèrent également une fissure du tympan et des hématomes au visage. L'enquête de l'inspection générale de la police nationale avait confirmé les violences.

MICHÈLE DREVET

□ **Nouveau rejet de la demande de mise en liberté de M. Jean Chouraqui.** – M. Jean Chouraqui, le propriétaire de trois cliniques marseillaises inculpé le 27 janvier, de complicité dans l'assassinat, le 11 mai 1988, de Léonce Mout, gérant de la Polyclinique-Nord, et écroué depuis cette date, restera en prison : la chambre d'accusation de la cour d'appel d'Aix-en-Provence a rejeté, jeudi 8 novembre, une nouvelle demande de mise en liberté. La chambre d'accusation avait examiné à huis clos, mardi 6 novembre, pendant deux heures, l'ordonnance de Mme Chantal Gaudino, juge d'instruction, se prononçant pour le maintien en détention du prévenu, qui, depuis son incarcération, ne cesse de clamer son innocence. Les magistrats se sont accordés quarante-huit heures de délai avant de rendre leur arrêt, dont les attendus n'ont pas été rendus publics.

DÉFENSE

Avant 1994

L'armée de terre devra dissoudre trente-cinq régiments

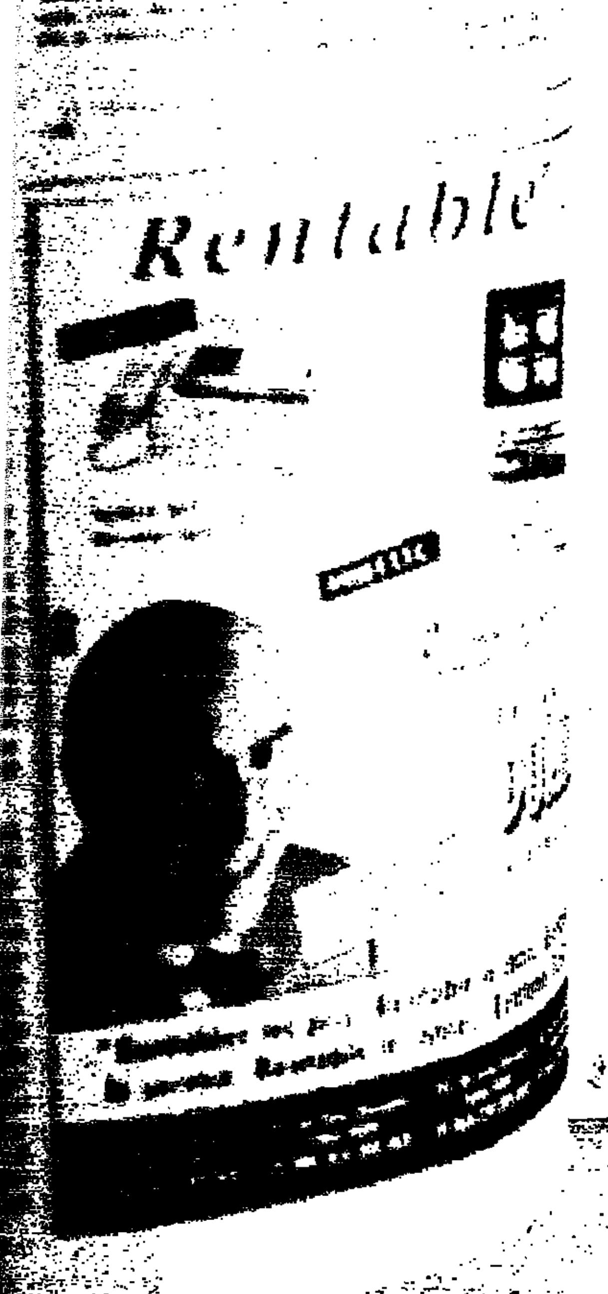
D'ici à 1994, l'armée de terre française devra dissoudre *trente-cinq régiments* dans le cadre de la réduction de son « format » décidée par le gouvernement, si l'on en croit les rapports de deux députés, MM. François Fillon (RPR, Sarthe) et François Hollande (PS, Corrèze), respectivement membres de la commission de la défense et de la commission des finances au Palais-Bourbon. Ces indications sont confirmées de source militaire, qui précise que ces dissolutions d'unités auront lieu en juillet de chaque année pour respecter le plan de mutations des personnels (et de leurs familles) concernés.

La réduction du corps de manœuvre commencera dès juillet 1991, avec la dissolution de la 3e division blindée stationnée dans la région de Fribourg, en Allemagne. L'année suivante, c'est la 5e division blindée, en garnison dans la région de Landau, en Allemagne, qui devrait être dissoute. La 1re division blindée, dans la région de Trèves, pourra être soit réinstallée dans l'est de la France, soit laissée sur place, totalement ou partiellement, outre-Rhin si le gouvernement allemand souhaite son maintien.

Après la dissolution de ces deux divisions blindées, l'armée de terre n'alignera plus que quatre divisions blindées (équipées du char de combat AMX-Leclerc) sur les six dont elle dispose actuellement, comme l'avait annoncé le ministre de la défense, M. Jean-Pierre Chevènement, lorsqu'il avait estimé à 35 000 la baisse des effectifs militaires avant 1995 (*le Monde* des 10 et 13 juillet). Ce changement de « format », qui est lié à l'application du plan de réorganisation « Armées 2 000 » et au retrait des forces d'Allemagne, devrait faire chuter, en quatre ans, l'armée de terre de 285 000 à 250 000 hommes.

Depuis 1976, l'armée de terre française avait été soumise à une déflation moyenne de 3 000 postes par an, à l'exception de 1981 et de 1987. La déflation annuelle à venir sera double.

Concrètement, MM. Fillon et Hollande considèrent que la réorganisation voulue par le gouvernement implique la dissolution, au total, de trente-cinq régiments en quatre ans, soit un régiment sur cinq puisque l'armée de terre compte aujourd'hui cent quatre-vingt-cinq régiments. C'est au rythme d'une dizaine de régiments dissous par an que cette refonte du corps de manœuvre français sera menée à bien avant 1994.



EXPOSITIONS

Le théâtre des grands sentiments

Simon Vouet (1590-1649) ressuscite au Grand Palais. Sa peinture était brillante et chamarrée. Profonde, c'est moins sûr

Simon Vouet, fondateur de l'*Ecole française dans la première* moitié du dix-septième siècle : tous les dictionnaires, tous les abrégés d'histoire de l'art l'affirment. Qu'il ait droit, pour le quatrième centenaire de sa naissance, à un hommage parisien, n'est donc que *justice et réparation* d'une longue ingratitude. De sa mort jusqu'à ce *siècle, la postérité ne l'a guère* favorisé, lui préférant Poussin, Champaigne ou Le Sueur, son élève devenu plus fameux que lui. Elle ne retenait de lui que ses charges de professeur, ce que Charles Perrault avouait tout uniment : *« Quelque habile qu'il ait été dans son art, on peut dire cependant que son plus grand mérite consiste dans le grand nombre d'excellents élèves qu'il a faits. »* Puis, peu à peu, son nom a regagné en réputation, à mesure que son œuvre – ce qui en demeure du moins – était reconstituée par des historiens minutieux. L'*hommage* d'*aujourd'hui marque* l'apothéose de leurs travaux d'archivistes et attributionnistes infatigables.

On peut donc enfin voir Vouet, *mieux que jamais, mieux même* que de son temps, puisque ses œuvres se dispersaient alors en Italie, où il vécut près de quinze ans, et en France, où il revint régner en novembre 1627. On pourrait assurément le voir dans un décor *moins hostile. Les décorateurs* d'exposition tenaient, l'an dernier, pour les mastabas en plâtre. Cette année, ils tiennent pour la simplicité néo-écologique et post-minimale, ce qui vaut à Vouet d'être hospitalisé dans des galeries ten*dues de la plus terne, de la plus* médiocre toile de jute brunâtre. On peut le voir cependant, suivant l'ordre chronologique, qui est aussi un ordre géographique : au rez-de-chaussée les années italiennes, de 1612 à 1627, l'épisode caravagesque et les débuts de la manière noble sous l'influence de tous ceux, *Corrège, Parmesan, Carrache*, dont il étudie les œuvres de Gênes à Venise et de Milan à Rome, visitant palais et collections avec un zèle admirable. Au premier étage : les années parisiennes, de 1628 à sa mort, les commandes religieuses et privées, les allégories, le grand style autrement dit, où références *et souvenirs servent à l'élaboration* d'une rhétorique du spectacle que son auteur veut éloquente et rare.

Pastiche et sincérité

Vouet ne goûte rien tant que l'effet. Il ignore ou méprise la simplicité. Peintre héritier de la Renaissance et du maniérisme, admirablement cultivé, il emploie *toutes les ressources de ses inspirateurs* en praticien supérieurement doué. Aussi renouvelle-*t-il* moins les procédés de la peinture qu'il n'exaspère ceux qu'il apprend dans les galeries qu'il visite. Sa *Diseuse de bonne aventure* de 1620, est ultra-caravagesque, les expressions des figures si outrées que l'on croi*rait des masques de comédie adroitement* fardés, les gestes d'une théâtralité qui finit en exhibition. Caravage est mort dix ans auparavant et Vouet le pastiche, comme vingt autres de ses contemporains : mais son pastiche sent l'effort et la *comédie à froid*, l'*insincérité pour* tout dire.

Un quart de siècle plus tard, la technique a varié, pas le fond d'artifice. Au clair-obscur dramatique, *Vouet préfère une lumière nacrée* qui met en valeur les tons. Des gris, des bruns, il ne veut plus, mais du jaune jonquille, du bleu lapis, du vieux rose et du carmin. Il joue des nuances de l'azur et de l'orpiment, de la pourpre et du cinabre. Les drapés, les plissés, les ondulations d'étoffes et de nuages, les boucles des chevelures et celle du serpent nacré qui s'enroule au bras de la déesse Prudence sont d'une virtuosité auprès de laquelle Poussin paraît emprunté, Champaigne besogneux. *Les figures de la* rhétorique picturale, les procédés de la composition en déséquilibre, de la contre-plongée et du tourbillon, les calculs adroits qui font fuir les colonnades en perspective et ceux qui répartissent les anges des décors plafonnants, Vouet les connaît par cœur. A les regarder de près, ses tableaux, quand ils n'ont pas été nettoyés avec une ardeur *trop indiscrète, démontrent* la sûreté de sa main et de son oeil. Qu'il ait été grand professeur ne surprend pas : nul ne possède mieux que lui l'histoire et les secrets de la technique.



David avec la tête de Goliath

Décorateur et chorégraphe

Son œuvre des années 30 et 40 abonde en peintures heureuses. La *Madeleine repentante, L'apothéose de saint Eustache, le Christ en croix* de la chapelle Séguier, l'extravagant *Saturne vaincu par l'Amour, Vénus et l'Espérance* sont ce qu'il est convenu de nommer des chefs-d'œuvre. Grâce à l'élégance du dessin courbe, aux dissonances délibérées des couleurs, à la *suavité des corps et des visages, ils* ne manquent pas de séduction. Mais ils manquent de substance, sinon de profondeur. Quand l'une des saintes femmes, agenouillée au pied de la croix, se cambre, un châle narcisse jeté sur une robe perle rehaussée d'une ceinture orange plissée, les doigts délicieusement effilés, la chevelure voluptueusement dénouée, est-ce d'effroi ou de plaisir d'être si tendrement représentée ? Sur le corps du crucifié, on chercherait en vain un signe de douleur. La Vierge est évanouie, certes, mais elle est si coquettement drapée de rose et blanc, elle a la joue si pleine, la lèvre si mignonne que son évanouissement n'émeut ni n'attriste. Pure représentation, pense-t-on, grand spectacle sur fond de crépuscule plombé largement déployé afin de faire ressortir robes et muscles. De cette toile aux crucifixions de Champaigne, s'étend la distance qui éloigne le maniériste du peintre réellement profond et *expressif*.

Vouet peint mais ne sent guère. Il met en scène des acteurs dans la pose qu'il faut pour *étonner*. Il dispose des épisodes tirés des Ecritures et de la mythologie en décorateur et *chorégraphe*. Sa peinture est un opéra, bouffe plus souvent que seria. Quand il figure, avec tapis et ange langoureusement éploré, la mort de Didon, on ne s'étonnerait *pas de voir* l'héroïne à l'agonie se redresser et chanter les airs de Purcell, écrits quarante ans plus tard. La même esthétique de l'ornement, vocal ou pictural, les anime. Esthétique *baroque* ? Le mot a trop servi pour qu'on le reprenne sans scrupule. Esthétique de l'effet, *en tout cas*. De quel Italien Vouet est-il le plus proche ? De Corrège, dont il a le penchant à la mièvrerie ? Ou d'un Beccafumi, d'un Pontormo, ces maniéristes *qui, avant lui, ont expérimenté* l'acidité des verts criards et des jaunes aigres ? Comme eux, il sacrifie au bizarre et au factice. Aussi surprend-il souvent, plaît-il parfois et ne convainc *jamais*. Charles Blanc, qui écrivit au siècle passé *L'Histoire des peintres de toutes les écoles* a donné de Vouet le meilleur portrait, et le plus bref sinon le plus aimable : *« Ce fut un grand talent, mais tout à la surface. »*

PHILIPPE DAGEN

► **Galeries nationales du Grand-Palais, place Clemenceau, tel. : 42-89-23-13 ; jusqu'au 11 février. L'exposition s'accompagne d'un catalogue scientifique de Jacques Thuillier, où toutes les œuvres présentées sont reproduites en couleur (550 pages, 380 francs).**

THÉATRE

Anouk Grinberg, ou le pied de la Chinoise

Elle est sur les écrans, elle arrive sur scène et, là où elle passe, elle ne se laisse pas oublier

Un regard intense, bizarrement mûr dans un visage encore enfantin : Anouk Grinberg, vingt-sept ans. Elle vient d'achever le film de Bertrand Blier Merci la vie. *On peut la voir dans celui de Jean-Pierre Gallepe,* les Matins chagrins. *On va la voir dans celui de Claudine Bories* la Fille du magicien, *et auparavant, au théâtre, à la maison de la culture de Bobigny dans* la Maman et la putain *de Jean Eustache – adaptation et mise en scène de Jean-Louis Martinelli. Depuis qu'elle est enfant, elle est comédienne au théâtre (avec Jacques Lassalle, Bernard Sobel, Alain Françon...), au cinéma (avec Michèle Rosier, Claude Goretta, Alain Tanner, Olivier Assayas...). Mais sa présence est si forte qu'on ne lui a jamais donné les rôles généralement attribués aux enfants. Sa personnalité la place à côté des filles de sa génération. Elle n'a jamais suivi de cours, son père est « cadre supérieur », il a même dirigé la filiale française de la multinationale Gillette. Mais il est en même temps et surtout un auteur important du théâtre français : Michel Vinaver.*

« Mon père, *raconte Anouk Grinberg*, menait en quelque sorte une double vie, je ne faisais pas attention à ses activités théâtrales. Je connaissais Planchon, Vitez, ils venaient parfois à la maison, mais ne me fascinaient pas. Et puis,à onze ans, dans un grand état d'inconscience, j'ai fait mes débuts au cinéma. Je me sentais écœurée : c'était plus nerveux que pensé, une sorte de dégoût à l'égard des menteries. Je ne savais pas encore que le vrai se trouve à partir du faux. Je parlais très peu, j'étais quasiment muette, je rêvais de m'exiler, de devenir nonne, d'observer le silence pour ne pas risquer de mentir. Faire l'actrice ne correspondait donc à aucune envie, je me laissais porter. *Je trimballais en moi une* bizarre histoire, apparemment attractive, comme tout ce qui est décalé, tant que ça ne prend pas une forme pathologique.

» Un peu plus tard, j'ai fait mes débuts sur scène avec Jacques Lassalle dans *Remagen*. Je travaille toujours avec des gens arrivés à un stade où ils ont envie de tordre le théâtre, *où ils adoptent un comportement* retors avec les traditions. Comme, moi, je n'ai pas fait d'école, j'arrive toute brute, sans stratégie, et ça les intéresse. J'ai commencé tordue comme le pied des Chinoises, il a fallu du temps *pour me délier. Le temps d'apprendre* l'humour, le rire.

» Ne pas avoir confiance est, au théâtre comme en amour, une chance. Si on déteste la « couplomachie », on peut trouver le vrai terrain où s'invente l'amour. De même, si on se débrouille avec son dégoût du mensonge, on peut établir des rapports incandescents avec ce qui nous attend. Le théâtre, oui, mais c'est le haut de l'iceberg. Avant, il y a la vie. La survie... Certains naissent avec le sens du plaisir, du bonheur, avec de la curiosité, de l'appétit, avec cette mentalité de vainqueur que tente de nous inculquer l'Eglise, ou n'importe quelle idéologie. Le manque d'appétit est également capable de vous rendre très fort : on n'a rien à perdre. Si le désespoir ne vous rétame pas, il vous offre la liberté.

« C'est pourquoi je m'entête à tant aimer le théâtre, comme une pauvre fille qui secouerait sauvagement un arbre pour en recueillir quelques rares fruits... Le cinéma est différent. Il se suffit à lui-*même. Au théâtre*, on ne cultive pas les stéréotypes du naturel spontané. On peut aller, comme disait Kleist au bout de la connaissance pour trouver l'innocence. Pourtant, l'âge d'or est fini. On rame. On se parle entre soi, car le monde *autour est si mou, si opaque qu'il* ne peut rien recevoir.

» Sur scène, on n'a pas son âge, à peine son sexe, on se fait matériau. Plus on exerce ce métier, plus on ressemble à *tout le monde*. Etre soi ne veut pas dire grand-chose. C'est juste une façon de cadrer son existence, alors qu'on peut élargir le cadre à l'infini. Mais rester acteur hors du plateau, je n'aime pas. Je n'aime pas le narcissisme, *ni cette manière de gérer son histoire* au lieu de se mettre au service d'une histoire très grande. Parfois j'ai le sentiment de me brûler. Mais, quoi, je ne vais pas me mettre à un petit régime pour durer.

» *Je ne sais plus dans quel bouquin*, j'ai lu que le cerveau est une boule ratatinée, avec des quantités de rigoles, et que s'il était déplié, il *prendrait la taille* d'un oreiller. Vous imaginez toute la déperdition nichée dans les pliures ? Je voudrais *le dérouler, plonger mes* mains dans les plis, retrouver ce qui est perdu, caché et qui serait *possible. Je sais* bien que ça fait peur. Je fais peur, mais de moins en moins, parce qu'en vieillissant, et c'est quand même ça qui m'arrive, je m'arrondis à la façon du vin. *Je me civilise. J'ai l'impression* d'être moins tendue, et du coup, au lieu d'aborder les situa*tions dans l'agressivité*, je les épouse. Avant, je voulais tellement que ça chante, que je provoquais un boucan infernal . Aujourd'hui, je veux seulement écouter. Soyons humble. Les choses ne se feront pas parce qu'on les fait : elles sont là. Le marin ne fait pas le vent, il le prend. »

Propos recueillis par
COLETTE GODARD

► **Bobigny (93), maison de la culture. *La Maman et la Putain*, jusqu'au 23 décembre, du mardi au samedi à 20 h 30. Tél : 48-31-11-45.**

□ **RECTIFICATIF.** – Contrairement à ce que nous écrivions dans *le Monde* du 8 novembre, le numéro de téléphone d'Ile de *Danses n'est pas le 45-65-06-58*, mais le 42-65-06-58.

Dans la chaleur des glaçons

Marcel Maréchal crée « l'Enfer et Compagnie » avec Françoise Fabian et Michel Duchaussoy, renversants

MARSEILLE

de notre envoyée spéciale

Il était une fois une Madame Foy et un certain *Barnabé. Ils* habitaient un bar chic tenu par un barman non moins chic : Martial, *féru dans l'art des glaçons et dans* celui de devancer le désir du client. Il y a aussi, passager fugitif, une môme un peu punky, prénommée à l'occasion Philomène Rateau. *Ce drôle de conte est* signé Jean-François Josselin, critique au *Nouvel Observateur* et *romancier. C'est d'ailleurs de l'un* de ses romans, *l'Enfer et Cie*, couronné par le prix Médicis, qu'est tirée cette première pièce au titre faussement sartrien. Car l'enfer, ici, ce n'est ni les autres ni les familles Ballantines, Chivas ou Johnny Walker, très courtisées *pourtant sur scène. Mais soi-même*. Peut-être.

Si le spectateur, lui, reste à jeun, les effets du spectacle de Marcel Maréchal sont assez similaires à ceux de l'alcool : on en sort ravi et troublé, tout y tangue très fort, y compris le rideau de scène, un velours piqueté d'étoiles façon night club, qui se referme d'une nuit l'autre. Ce que font Madame *Foy et Barnabé entre temps ? Peu* importe. Ils parlent pourtant de leur vie, ils ne font même que cela, elle de sa carrière déchue d'hôtesse de l'air, de son mari pilote d'avion, de ses nombreuses filles, et lui parle de sa femme, Cécile, qui se meurt tandis qu'il s'imbibe : un joli système de vases communicants très affectifs. Il y a, dans la pièce de Josselin, mille choses graves, formulées de manière pudique, sur le ton anodin des conversations mondaines. Ainsi cette réflexion de Madame Foy, rêveuse : *« Vous savez, il y a des phrases qui sont dans ma tête. Mais elles vont si vite que je n'arrive pas à les arrêter. Elles parlent de tout, de ma vie, de mes angoisses, de mes espoirs. Mais aussi du temps qui passe. Des objets. Un œuf à la coque... un peigne qui traîne. »*

Cette phrase, Françoise Fabian la prononce avec une dignité à toute épreuve, dont, sans cesse, on pressent les fissures. Elle est belle, magnifique, dosant à l'infini les *effets de l'alcool* – tanguer un peu, beaucoup, sombrer soudain dans *une sorte de violence dure, de désespoir* sans fond – avec une maîtrise absolue. Chacun de ses gestes est net, sa manière de croiser les jambes, d'allumer une cigarette, de tendre, son verre. Michel Duchaussoy est à l'opposé, un Barnabé non moins précis, mais *tout en petites finesses matoises*, en gestes esquissés, un peu ronds. Ils affabulent – peut-être – leur vie. En tout cas, ils descendent le grand escalier tapissé de photographies de stars comme s'ils étaient au Festival de Cannes.

Les identités se fondent

Leur antre, ce bar profond conçu par Alain Batifoulier, ressemble d'ailleurs à s'y méprendre à ces espaces clos, sans ciel, où répètent des nuits entières des *comédiens* : ici, il y a bien un peu du bleu du ciel, mais pris dans une porte à tourniquet, d'où surgit parfois la *môme, comme une* bouffée de quotidien, frais, un peu vulgaire. Parfois Martial, quand il cesse de parler de ses tantes bretonnes, fait tourner un vieux dis*que qui réveille, de très loin, la* voix de la Callas dans *Norma*. (Annie Le Youdec, la fille/Philomène et Richard Guedj, Martial, sont impeccables).

Parfois encore les lumières changent, on ne sait plus qui joue à quoi. Et pour finir les identités se fondent, *comme les glaçons* dans un verre de whisky. Car c'est un conte à l'amour à la mort une histoire délicate, trouble, bâtie sur des secrets aux fondations si profondes et si obscures qu'*une mer* de whisky n'arriverait pas à les réchauffer. Sur cette pièce toute en demi-teinte, en dialogues et réparties trop anodines pour être honnêtes (*« Il fait très beau pour la saison »* ou *« Je peux avoir quelques glaçons ? »*), Marcel Maréchal a fait patte de velours. L'Enfer ? Allons donc. Une soirée dans des limbes vertigineuses.

ODILE QUIROT

► **Dernière représentation samedi 10 novembre au Théâtre de la Criée à Marseille (91-54-74-54) et du 13 novembre au 20 décembre au Théâtre de l'Est Parisien (43-63-20-96).**







CULTURE

ARCHITECTURE

L'homme du vingtième siècle

Le CCI de Beaubourg présente un vaste hommage à l'ingénieur Jean Prouvé

Jean Prouvé (1901-1984) est l'homme d'un vingtième siècle dont il aura connu les plus spectaculaires avatars techniques. Né à Nancy, il commence comme ferronnier à Enghien après la première guerre, devient après la seconde une sorte d'artiste-industriel à Maxéville, s'en retire en véritable artiste quand l'industrie s'en mêle par trop, et finit comme conseiller de tout ce que les dernières décennies ont engendré de projets complexes. Il se sera, dans le même temps, lié avec tout ce que l'architecture moderne compte de noms prestigieux, de Mallet-Stevens à Le Corbusier, et, s'il faut aujourd'hui consacrer sa carrière, on rappellera qu'il présida le jury du Centre Pompidou, qui, juste retour des choses, l'expose aujourd'hui sous le titre « Jean Prouvé constructeur. »

Mais c'est par la monographie qui lui est consacrée, à l'occasion de l'exposition, qu'il faudrait commencer cette visite de l'univers de Jean Prouvé. Et, plus spécialement, par un article de Pierre Chemilier, *Rendez-vous manqués*. Un article remarquable : écriture claire, sans jargon, fondé sur une analyse serrée et qui donne à la fois le contexte et les limites de l'œuvre de l'ingénieur nancéien.

Comme le reste de l'ouvrage est d'excellente tenue, comme ce livre peut faire un cadeau de Noël idéalement pédagogique pour les ingénieurs des ponts et les polytechniciens, on ne regrettera pas le prix sans doute trop élevé qu'en demande le Centre de création industrielle.

Mais faut-il vraiment payer ce prix-là pour être convenablement informé de ce que représente une telle exposition ? Telle quelle, elle n'est en effet qu'un panégyrique plat de Prouvé, comme si toute la production de ce chantre de la tôle pliée était également acceptable, comme si l'idéologie qui sous-tend son travail ne posait pas de considérables problèmes. Jean Prouvé, avec beaucoup de talent, avec un sens des formes et de l'économie des matières, aura été un producteur d'objets. *Petits objets* au début de sa carrière, meubles et maisons *préfabriquées ensuite*, *mégastructures* enfin, d'acier et de verre, le *béton n'étant pas sa tasse de thé*. Et jamais la question du contexte architectural, celles de la *continuité* des villes ou encore de la spécificité des cultures ne semblent avoir effleuré ce grand idéaliste de la technologie. Il est à cet égard amusant de voir Prouvé occuper la même mezzanine du Centre Pompidou *qui* a accueilli, par exemple, « l'Architecture de terre », ou tant de manifestations issues de la crise de la modernité, de la brutalité vaudrait-il mieux dire, architecturale.

Prouvé était pourtant un grand *tourmenté, aussi inquiet* sur le sens de son œuvre que sur les aléas de sa postérité. Il se voyait « *mort en 1952* », mais sa lucidité et son intelligence lui *faisaient comprendre* que son histoire d'ingénieur ne s'arrêtait pas là, et que ces architectes dont il servait l'œuvre l'aimaient d'autant mieux qu'il restait dans leur ombre. Moyennant quoi, à force d'être présenté comme un artiste maudit, il a fini par occuper le devant de la scène dans les dernières années de sa vie.

C'est le Centre de création industrielle *qui produit cette exposition* mise en espace par l'atelier Renzo Piano, *comme* Le Corbusier avait servi d'exercice à Vittorio Gregotti. *Le CCI continue ainsi son lourd et* lent travail de débroussaillage du *vingtième siècle* architectural. Un travail indispensable, auquel il ne *manque* qu'un sourire et deux doigts d'irrespect.

FRÉDÉRIC EDELMANN

► « Jean Prouvé Constructeur », exposition du CCI, Centre Georges Pompidou, jusqu'au 28 janvier. Accompagnée d'une monographie 1991 de 248 p., 320 F.

ROCK

Les vacances de Dave Stewart

Avec les Spiritual Cowboys, le guitariste d'Eurythmics essaie de prendre les petites routes : résultat, le train-train

Dave Stewart, c'est une moitié d'Eurythmics, et il le restera aussi sûrement que Paul McCartney est à ce jour un quart de Beatles. Stewart est au chômage technique : Annie Lennox s'est retirée un temps de la scène. Mais Dave Stewart, lui, est un accro du travail. Producteur, compositeur de musique de films, la mise en sommeil d'Eurythmics lui laissait un tiers-temps de libre. Voici donc les Spiritual Cowboys, groupe de circonstance réuni pour l'enregistrement d'un disque sorti au début de l'automne chez BMG, et que les Cowboys ont joué sur scène le jeudi 8 novembre à la Cigale.

Stewart est un voleur, de la race *de ces touche-à-tout encyclopédiques* du rock, d'Elvis Costello à *Tom Petty, qui ne peuvent se retenir* d'emprunter un riff, un bout de *mélodie ou un plan de guitare pour* peu qu'ils leur plaisent.

Rien de répréhensible, il suffit de construire avec ces matériaux, comme Eurythmics les bons jours par exemple. Avec les Cowboys, en un album et un concert, Stewart a fait le portrait en creux d'Annie Lennox : c'est la chanteuse qui donne aux idées de Stewart une architecture, une identité.

Les Spirituals Cowboys, bande *de musiciens compétents et dont* le seul signe particulier est de compter deux batteurs dans leurs rangs, appliquent dans des salles moyennes les méthodes éprouvées dans les stades (lumières catégoriques, son pesant). Ce qui laisse un *peu de place à Dave Stewart . Il* peut rappeler à loisir qu'il est un excellent guitariste, tenter sans succès de faire oublier qu'il ne peut pas chanter. Dans un petit bric-à-*brac syncrétique (bouddha en* bronze, encensoir et cierges) il essaie d'embrayer sur ses pastiches de rock FM américain ou de funk légèrement dilué, mais les chansons glissent désespérément. Tel le salarié japonais de base, Dave Stewart *gagnerait peut-être à découvrir* les joies des vacances.

THOMAS SOTINEL

AGENDA

PHILATELIE

Nouveau départ pour l'ADP

L'Association pour le développement de la philatélie (ADP), association du type loi de 1901, est née le 16 mai 1986. Elle a pour but essentiel, à l'époque, la mise sur pied de Philexfrance 89, exposition mondiale de philatélie à Paris en juillet 1989... qui connut un large succès, dont peut témoigner son bilan financier *positif*.

Depuis, rien. Ce n'est pourtant pas faute de la volonté des membres de cette association : Poste, Fédération des sociétés philatéliques françaises, Chambre syndicale française des négociants et experts en philatélie (CNEP), Syndicat de la presse philatélique *française (SPPF), Croix-Rouge, et* de son président, Guy Lormand, *par ailleurs directeur du Service* national des timbres-poste.

A l'origine de cette suspension d'activité, *la mise en cause du* mode de financement de l'ADP *par les surtaxes des vignettes du* carnet de la Journée du timbre, *pourtant spécialement créé à cette* occasion, à un moment où la Croix-Rouge se débat dans des problèmes de trésorerie. En France, *les surtaxes sont systématiquement* reversées à la Croix-Rouge (et lui rapportent quelque 20 millions de francs par an...).

Sur le fond, le principe d'un reversement de surtaxe par la Croix-Rouge à l'ADP était contesté dans la mesure où cela pouvait tromper les donateurs philanthropes quant à la destination de leur don. De plus, l'association était accusée d'apparaître *comme un démembrement* de la Poste.

Une assemblée générale ordi*naire de l'ADP s'est réunie* le 31 octobre pour dresser un bilan *de la situation, la procédure de* contrôle ayant abouti à la réfutation de ces accusations.

Il a été constaté que la plus grande partie des timbres sur*taxés au profit de la Croix-Rouge* sont acquis par les seuls collec*tionneurs* (le Français *répugne, en* effet, à payer plus cher que la valeur faciale, même pour obtenir un « beau » timbre, tout en faisant un acte humanitaire). Une réforme en matière de versement de la subvention de la Croix-Rouge à l'ADP a été adoptée. Celle-ci avait auparavant un caractère d'automaticité. Elle sera désormais subordonnée à la mise au point d'actions à entreprendre en faveur de la philatélie *et* d'un projet de budget précis, puis à *son vote par l'assemblée générale.*

Ainsi, par exemple, le montant des surtaxes liées à la vente du carnet de la Journée du timbre 1989, connu seulement en 1990, ne générera une possibilité de subvention que pour le budget 1991, *après définition d'un programme d'actions et son adoption* *par la Croix-Rouge, qui voit son* rôle de banquier de l'ADP singu*lièrement renforcé. Les philaté*listes peuvent se réjouir de cette résurrection et attendent pour les prochains mois, avec impatience, une brochure de vulgarisation destinée aux plus jeunes ainsi que le financement d'une exposition à l'occasion des Jeux olympiques d'Albertville en 1992.

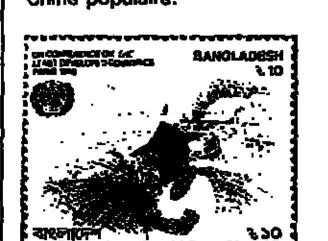
P. J.

► Une brochure intitulée *Entrez dans le monde de la philatélie*, gratuite, est disponible sur simple demande au *Monde des philatélistes*.

Rubrique réalisée
par la rédaction
du *Monde des philatélistes*
5, rue Antoine-Bourdelle
Tél. : 40-65-29-27

En filigrane

• *Conférence de Paris.* – La conférence des pays les moins avancés, qui s'est déroulée à Paris, a fait l'objet d'une émission de timbre au Bangladesh et d'un entier postal sur carte postale en République de Chine populaire.



• *Ventes.* – Les Offres marcophiles organisent leur 53e vente à prix nets. Plus de mille cinq cents lots de France toutes époques comprenant une intéressante sélection de marques anciennes (Offres marcophiles, A. Toutghalian, 6, rue des Couvaloux, 92150 Suresnes).

Vente sur offres Laroze (clôture des offres le jeudi 22 novembre). En couverture du très beau catalogue comprenant plus de trois mille lots, une bande de cinq du 20 c noir *Cérès* sur lettre, du 2 janvier 1849 (prix de départ 88 000 F). Classiques encore superbes ce bloc de huit du no 4 de France sur lettre (825 000 F) ou ce 1 F vermillon vif sur lettre du 27 octobre 1849 (93 500 F). Très riche sélection de variétés (Laroze, Saint-Andéol-le-Château, BP 69, 69702 Givors Cedex).

• *Manifestations.* – Souvenirs philatéliques pour le « premier jour » Maurice Genevoix, les 10 et 11 novembre à Decize (Nièvre), 15 F auprès de M. Nathié, 88, route Nationale, 58300 Saint-Léger-des-Vignes.

A l'occasion du premier anniversaire de la chute du mur de Berlin, la *coopérative scolaire* « Les Oursons » de l'école Victor-Hugo de Spandau *organise*, du 9 au 11 novembre, au Centre français de Wedding, à Berlin (RFA), une exposition philatélique franco-allemande. Bureau temporaire, souvenirs (25,70 F franco : Les Oursons, Philatélie Jeunesse, SP 69 031/E, 00662 Armées).

AGENDA

VENDREDI 9 NOVEMBRE

LES FILMS NOUVEAUX

L'AIGUILLON DE LA MORT. Film japonais de Kohei Oguri, v.o. : 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83).

LES CHEVALIERS DE LA TABLE RONDE. Film français de Denis Llorca ; Panthéon, 5e (43-54-15-04).

LA FEMME FARDÉE. Film français de José Pinheiro : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Pathé Wepler II, 18e (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

GHOST. Film américain de Jerry Zucker, v.o. : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; UGC Maillot, 17e (40-68-00-16) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Pathé Wepler, 18e (45-22-46-01).

TO SLEEP WITH ANGER. Film américain de Charles Burnett, v.o. : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77) ; Les Trois Balzac, 8e (45-61-10-60) ; La Bastille, 11e (43-07-48-60) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40).

CINÉMAS

LA CINÉMATHÈQUE

PALAIS DE CHAILLOT
(47-04-24-24)

Primary (1960, v.o.), de Richard Leacock et D.A. Pennebaker, J.F.K. in the White House (1960), de D.A. Pennebaker et Richard Leacock, Far from Dallas (1972), de Philippe Toledano, 16 h ; Hommage à Fritz Lang : le Docteur Mabuse (1922), de Fritz Lang, 19 h ; le Docteur Mabuse (1922), de Fritz Lang, 21 h.

CENTRE GEORGES-POMPIDOU

SALLE GARANCE
(42-78-37-29)

Le Cinéma des pays nordiques : le Pont de Storstrom (1950, v.o. traduction simultanée), de Carl Theodor Dreyer, la Quatrième Alliance de dame Marguerite (1920), de Carl Théodor Dreyer, 14 h 30 ; le Lien (1971, v.o. s.t.f.), d'Ingmar Bergman, 17 h 30 ; la Passion de Jeanne d'Arc (1928), de Carl Théodore Dreyer, 20 h 30 ; Studio 5 : Champs -Contrechamps : l'Autre Moitié du ciel (1986, v.o. s.t.f.), de Manuel Gutierrez Aragon, 14 h 30 ; Reefer et le Modèle (1988, v.o. s.t.f.), de Joe Comerford, 17 h 30 ; Heimat (1984, v.o. s.t.f. -1ère partie), d'Edgar Reitz, 20 h 30.

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

2, grande galerie,
porte Saint-Eustache,
Forum des Halles
(40-26-34-30)

Paris, le cinéma des **photographes** : Raymond Depardon : Sauf dimanches et fêtes (1977) de François Ode, Faits divers (1982) de Raymond Depardon, 14 h 30 ; Photo mémoire : Quai Bourbon (1987) de Luc Riolon, Peinture blanche (1985) de Francis Ullman, Ulysse (1982) de Agnès Varda, Rémy Duval, 28, place des Vosges (1986) de Claire Clouzot, l'Inconnu du Pacific Hôtel (1980) de Claude Ventura, 16 h 30 ; Robert Doisneau : Robert Doisneau (1987) de Françoise Prébois, Robert Doisneau badaud de Paris (1981) de François Porcile, 18 h 30 ; Varda et Marker : Ulysse (1982) de Agnès Varda, Si j'avais quatre dromadaires (1966) de Chris Marker, 20 h 30.

LES EXCLUSIVITÉS

A LA POURSUITE D'OCTOBRE ROUGE (A., v.o.) : Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94).

LES AFFRANCHIS (**) (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Bretagne, 6e (42-22-57-97) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; v.f. : UGC Opéra, 9e (45-74-95-40).

ALBERTO EXPRESS (Fr.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

LES ARMES DE L'ESPRIT (Fr.) : Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77).

ATTACHE-MOI ! (Esp., v.o.) : Latina, 4e (42-78-47-86) ; Lucernaire, 6e (45-44-57-34).

L'AUTRICHIENNE (Fr.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).

L'AVENTURE DE CATHERINE C. (Fr.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).

LES AVENTURIERS DU TIMBRE PERDU (Can.) : Latina, 4e (42-78-47-86) ; Epée de Bois, 5e (43-37-57-47) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).

BAD INFLUENCE (A., v.o.) : Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09).

BIENVENUE AU PARADIS (A., v.f.) : Pathé Français, 9e (47-70-33-88).

BOUGE PAS, MEURS, RESSUSCITE (Sov., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Cosmos, 6e (45-44-28-80) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; Les Trois Balzac, 8e (45-61-10-60).

CASTE CRIMINELLE (Fr., v.o.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).

LE CERCLE DES POÈTES DISPARUS (A., v.o.) : George V, 8e (45-62-41-46) ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).

LE CHATEAU DE MA MÈRE (Fr.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Rex, 2e (42-36-83-93) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Bretagne, 6e (42-22-57-97) ; Publicis Saint-Germain, 6e (42-22-72-80) ; La Pagode, 7e (47-05-12-15) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; La Bastille, 11e (43-07-48-60) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; UGC Maillot, 17e (40-68-00-16) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

CHÉRIE, J'AI RÉTRÉCI LES GOSSES (A., v.f.) : Denfert, 14e (43-21-41-01) ; Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).

CINÉMA PARADISO (Fr.-It., v.o.) : George V, 8e (45-62-41-46) ; Grand Pavois, 15e (45-54-46-85).

58 MINUTES POUR VIVRE (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86).

COMME UN OISEAU SUR LA BRANCHE (A., v.o.) : UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; Studio 28, 18e (46-06-36-07) ; v.f. : Hollywood Boulevard, 9e (47-70-10-41) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06).

CRY-BABY (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

CYRANO DE BERGERAC (Fr.) : UGC Triomphe, 8e (45-74-93-50) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

DADDY NOSTALGIE (Fr.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).

DE HOLLYWOOD A TAMANRASSET (Fr.-Alg., v.o.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65) ; Studio 28, 18e (46-06-36-07).

LA DÉSENCHANTÉE (Fr.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, 2e (47-42-72-52) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Escurial, 13e (47-07-28-04) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

DICK TRACY (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; UGC Triomphe, 8e (45-74-93-50) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95).

DO THE RIGHT THING (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

DOCTEUR PETIOT (Fr.) : Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; UGC Opéra, 9e (45-74-95-40) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

ETOILE CACHÉE (Ind., v.o.) : L'Entrepôt, 14e (45-43-41-63).

EXTRÊMES LIMITES (A.) : La Géode, 19e (46-42-13-13).

FULL CONTACT (A., v.f.) : Hollywood Boulevard, 9e (47-70-10-41).

LA GLOIRE DE MON PÈRE (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Wepler II, 18e (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

LE GRAND BLEU (Fr., v.f.) : Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14).

GREMLINS 2 (A., v.f.) : George V, 8e (45-62-41-46) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86).

HALFAOUINE (Fr.-Tun., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Saint-André-des-Arts II, 6e (43-26-80-25) ; Les Trois Balzac, 8e (45-61-10-60) ; UGC Opéra, 9e (45-74-95-40) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

HENRY & JUNE (*) (Fr., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; v.f. : Les Montparnos, 14e (43-27-52-37).

ILS VONT TOUS BIEN (It., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Latina, 4e (42-78-47-86) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

L'INSOUTENABLE LÉGÈRETÉ DE L'ÊTRE (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

JEAN GALMOT AVENTURIER (Fr.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

JOURS DE TONNERRE (A., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Wepler II, 18e (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

LES LIAISONS DANGEREUSES (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82) ; Grand Pavois, 15e (45-54-46-85).

LUNG TA (Fr.) : George V, 8e (45-62-41-46).

MADO POSTE RESTANTE (Fr.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34).

LE MARI DE LA COIFFEUSE (Fr.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37).

LES MATINS CHAGRINS (Fr.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).

METROPOLITAN (A., v.o.) : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Racine Odéon, 6e (43-26-19-68) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40).

NEUF SEMAINES ET DEMIE (*) (A., v.o.) : Studio Galande, 5e (43-54-72-71) ; Grand Pavois, 15e (45-54-46-85).

NIKITA (Fr.) : Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Hollywood Boulevard, 9e (47-70-10-41).

NON OU LA VAINE GLOIRE DE COMMANDER (Por., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00).

L'ORCHIDÉE SAUVAGE (*) (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Triomphe, 8e (45-74-93-50).

PEPI, LUCI, BOM ET AUTRES FILLES DU QUARTIER (Esp., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77) ; Les Trois Balzac, 8e (45-61-10-60) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40).

PREMIERS PAS DANS LA MAFIA (A., v.o.) : Pathé Impérial, 2e (47-42-72-52) ; Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; UGC Champs-Elysées, 8e (45-62-20-40) ; La Bastille, 11e (43-07-48-60) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; v.f. : UGC Opéra, 9e (45-74-95-40) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; Pathé Wepler II, 18e (45-22-47-94).

PRÉSUMÉ INNOCENT (A., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (45-44-25-02) ; UGC Maillot, 17e (40-68-00-16) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

PROMOTION CANAPÉ (Fr.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; Fauvette Bis, 13e (43-31-60-74) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

QUAND HARRY RENCONTRE SALLY (A., v.o.) : Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

RÊVES (Jap., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00).

ROGER ET MOI (A., v.o.) : Républic Cinémas, 11e (48-05-51-33) ; Denfert, 14e (43-21-41-01).

S'EN FOUT LA MORT (Fr.) : Républic Cinémas, 11e (48-05-51-33) ; Studio 28, 18e (46-06-36-07).

SAILOR ET LULA (*) (Brit., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Le Saint-Germain-des-Prés, Salle G. de Beauregard, 6e (42-22-87-23) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; La Pagode, 7e (47-05-12-15) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; Max Linder Panorama, 9e (48-24-88-88) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Escurial, 13e (47-07-28-04) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Kinopanorama, 15e (43-06-50-50) ; UGC Maillot, 17e (40-68-00-16) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

LE SOLEIL MÊME LA NUIT (It., v.o.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34).

TATIE DANIELLE (Fr.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

TAXI BLUES (Fr.-Sov., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Action Rive Gauche, 5e (43-29-44-40) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Gaumont Champs-Elysées, 8e (43-59-04-67) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (45-44-25-02) ; v.f. : Miramar, 14e (43-20-89-52) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

THELONIOUS MONK (A., v.o.) : Action Christine, 6e (43-29-11-30) ; George V, 8e (45-62-41-46).

TORCH SONG TRILOGY (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).

TOTAL RECALL (*) (A., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, 2e (47-42-72-52) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; v.f. : Rex (le Grand Rex), 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Fauvette Bis, 13e (43-31-60-74) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Pathé Wepler, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

UN MONDE SANS PITIÉ (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Triomphe, 8e (45-74-93-50) ; Grand Pavois, 15e (45-54-46-85).

UN WEEK-END SUR DEUX (Fr.) : Les Montparnos, 14e (43-27-52-37).

THÉATRES

SPECTACLES NOUVEAUX

(Les jours de première et de relâche sont indiqués entre parenthèses.)

COCO PERDU. Villejuif. Théâtre Romain-Rolland (47-26-15-02) (dim. soir, lun.) 20 h 30 ; dim. 15 h (7).

LE TOURMENT DE DIEU. Essaïon de Paris (42-78-46-42) (dim., lun.), 20 h 45 (7).

LE MIRACLE DES ROSES. Saint-Denis. Théâtre Gérard-Philipe (42-43-17-17) (dim. soir, lun.) 20 h 30 ; dim. 17 h (7).

SLOOP. Tourtour (48-87-82-48) (dim., lun.) 19 h (7).

LE SONGE D'UNE NUIT D'ÉTÉ. Théâtre national de Chaillot (47-27-81-15) (dim. soir, lun.) à 20 h 30 ; dim. 15 h (7).

LE MALADE IMAGINAIRE. La Bruyère (48-74-76-99) (dim. soir, lun.) 21 h ; dim. 15 h (7).

LÉONIE EST EN AVANCE. Le Funambule Théâtre (42-23-88-83) (dim., lun.) 22 h (7).

MADAME BOVARY, JE T'EMBRASSE PARTOUT, GUSTAVE. Nanterre. Théâtre par le Bas (47-78-70-88) (dim.) 21 h (7).

LA MAMAN ET LA PUTAIN. Bobigny. Maison de la culture (48-31-11-45) (dim., lun.) 20 h 30 (8).

LE MARCHAND DE VENISE. Cartoucherie. Épée de Bois (48-08-39-74). Jeudi, vendredi, samedi à 20 h 30 ; dimanche à 16 h (8).

MÉMOIRE DE LYCÉE. Grande Halle de la Villette. Salle Boris-Vian (42-49-77-22). Jeudi, vendredi, samedi à 20 h 30 (8).

LA CERISAIE. Épinay-sur-Seine. Maison des Presles (48-26-45-00) (dim. soir, lun.). Jeudi, vendredi, samedi à 21 h ; dim. à 15 h (8).

CHEMINS D'EXILS. Dunois (45-84-72-00). Jeudi, vendredi, samedi à 21 h (8).

KIKIU. Atalante (46-06-11-90) (mer., jeu., mar.) 22 h ; dim. à 19 h (9).

LE LABYRINTHE. Gennevilliers (Salle Youri-Gagarine) (47-90-35-07) (mar.) 20 h 30 (9).

MONTSERRAT. Boulogne-Billancourt. Théâtre de Boulogne (46-03-60-44) (dim. soir, lun.) 20 h 30 ; dim. 15 h 30 (9).

EMMANUEL ET SES OMBRES, LE PIÈGE. Cartoucherie. Théâtre de l'Aquarium (43-74-99-61) (dim. soir, lun.) 20 h 30 ; dim. 16 h (9).

L'ENFER ET COMPAGNIE. Théâtre de l'Est parisien (43-64-80-80) (dim. soir, lun.) 20 h 30 ; dim. 16 h (13).

LA FAUSSE SUIVANTE. Théâtre 13 (45-88-62-22) (dim. soir, lun.) 20 h 45 ; dim. 15 h (13).

GASPACHO, UN CHIEN MORT. Cithéa (43-57-35-13) (dim., lun.) 21 h (13).

L'HOMME INVISIBLE. Nouveau Théâtre Mouffetard (43-31-11-99) (dim., lun.) 18 h (13).

LE JOURNAL D'UN FOU. Centre Mandapa (45-89-01-60) 21 h (13).

CONVERSATION SUR L'INFINITÉ DES PASSIONS. Hôtel Lutétia. Salon Saint-Germain (45-44-05-05) 20 h 45 (13).

OR MICE AND MEN. Théâtre de la Main d'Or-Belle-de-Mai (48-05-67-89) (dim. soir, lun.) 20 h 30 ; dim. 15 h (13).

UNE DES DERNIÈRES SOIRÉES DE CARNAVAL. Châtenay-Malabry. Théâtre du Campagnol (46-61-33-33) (dim. soir, lun.) 20 h 30 ; dim. 16 h (13).

VOYAGE ENTRE REVE ET CAUCHEMAR. Saint-Maur-des-Fossés (43-83-47-22) 21 h (13).

AKTÉON-THÉATRE (43-38-74-62). Liebelei : 20 h 30.

AMANDIERS DE PARIS (43-66-42-17). Fen : 20 h 30.

ANTOINE - SIMONE-BERRIAU (42-08-77-71). Une journée chez ma mère : 21 h.

ARCANE (43-38-19-70). Anna Paulis Talia : 20 h 30.

ATALANTE (46-06-11-90). Monstre, va : 20 h 30. Kikiu : 22 h.

ATELIER (46-06-49-24). Partage de midi : 20 h 45.

ATHÉNÉE-LOUIS JOUVET (47-42-67-27). Salle C. Bérard. Théâtre yiddish en langue française : 20 h 30. Salle Louis Jouvet. Un jour, au début d'octobre... Festival d'automne à Paris : 20 h 30.

BATEAU-THÉATRE (FACE AU 3, QUAI MALAQUAIS) (42-08-68-89). Exercices de style : 19 h. Dracula-rock : 21 h.

BERRY (43-57-51-55). Les Amours de Jacques le fataliste : 20 h 30.

BOUFFES PARISIENS (42-96-60-24). Quelque part dans cette vie : 20 h 45.

CAFÉ DE LA GARE (42-78-52-51). Ce soir, c'est gratuit : 20 h. Les Femmes des gens : 21 h 30.

CARTOUCHERIE EPÉE DE BOIS (48-08-39-74). Le Marchand de Venise : 20 h 30.

CARTOUCHERIE THÉATRE DE LA TEMPÊTE (43-28-36-36). Salle II. Liliom : 21 h.

CARTOUCHERIE THÉATRE DE L'AQUARIUM (43-74-99-61). Emmanuel et ses ombres, le Piège : 20 h 30.

CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (42-78-44-45). Le fond de l'air effraie : 21 h.

CHATELET THÉATRE MUSICAL DE PARIS (40-28-28-40). 42nd Street : 20 h 30.

CINQ DIAMANTS (45-80-51-31). Les Justes : 20 h 30.

CITÉ INTERNATIONALE UNIVERSITAIRE (45-89-38-69). Grande salle. L'étau, pourquoi? Je rêve (mais peut-être que non) : 20 h 30. La Galerie. A quoi rêvent les vieux enfants? : 20 h 30. La Resserre. La Double Inconstance : 20 h 30.

COMÉDIE CAUMARTIN (47-42-43-41). Premières Armes : 21 h.

COMÉDIE DES CHAMPS-ELYSÉES (47-23-37-21). L'Officier de la garde : 20 h 45.

COMÉDIE ITALIENNE (43-21-22-22). La Comédie de l'amour : 20 h 30.

COMÉDIE-FRANÇAISE (40-15-00-15). Salle Richelieu. Huis clos : 20 h 30.

CRYPTE SAINTE-AGNÈS (EGLISE SAINT-EUSTACHE) (42-21-09-48). La Genèse, d'après la Bible : 20 h 30.

DAUNOU (42-61-69-14). Bon week-end Monsieur Bennett : 21 h.

DÉCHARGEURS (T.L.D.) (42-36-00-02). Lazare : 20 h 30.

DEUX ANES (46-06-10-26). L'Humour en coin : 21 h.

DUNOIS (45-84-72-00). Chemins d'exils : 21 h.

EDGAR (43-20-85-11). Les Babas-Cadres : 20 h 15. Nous on fait où on nous dit de faire : 22 h.

EDOUARD-VII SACHA GUITRY (47-42-59-92). Le Plaisir de rompre et le Pain de ménage : 21 h.

ELDORADO (42-49-60-27). Portorico : 14 h 30.

ESPACE EUROPÉEN (42-93-69-68). Bernard Mabille : 20 h.

ESPACE MARAIS (48-04-91-55). Le Jeu de l'amour et du hasard : 18 h 45. La Mouette : 20 h 30. Baudelaire : 22 h 30.

ESSAION DE PARIS (42-78-46-42). Le Tourment de Dieu : 20 h 45. Salle II. Leila et le Conteur : 20 h 30.

FONTAINE (48-74-74-40). Le Clan des veuves : 20 h 45.

GAITÉ-MONTPARNASSE (43-22-16-18). Coiffure pour dames : 20 h 45.

GTHE-INSTITUT (47-23-61-21). L'Allemagne un an après l'ouverture du mur : 19 h.

GRAND THÉATRE D'EDGAR (43-20-90-09). San Antonio : 20 h 15. Les Bidochons, histoire d'amour : 22 h.

GRANDE HALLE DE LA VILLETTE (SALLE BORIS-VIAN) (42-49-77-22). Mémoire de lycée : 20 h 30.

GUICHET MONTPARNASSE (43-27-88-61). Lettre d'une inconnue : 18 h 30. Lady Mai-Lien : 20 h 30. L'Azote : 22 h 15.

GYMNASE MARIE-BELL (42-46-79-79). Marcel Marceau : 20 h 30.

HOTEL DES MONNAIES (SALLE DUPRÉ) (42-81-23-44). Mascarade : 20 h 30.

HUCHETTE (43-26-38-99). La Cantatrice chauve : 19 h 30. La Leçon : 20 h 30. Les Chasseurs en exil : 21 h 30.

JARDIN D'HIVER (42-62-59-49). Tonkin-Alger : 21 h.

LA BRUYÈRE (48-74-76-99). Le Malade imaginaire : 21 h.

LE BOURVIL (43-73-47-84). Ça préserve de tout sauf du rire : 20 h 45.

LE FUNAMBULE THÉATRE-RESTAURANT (42-23-88-83). Léonie est en avance : 22 h.

LE RÉVERBÈRE (45-79-50-74). Soleil brisé : 20 h 30.

LIERRE-THÉATRE (45-86-55-83). La Profecia : 21 h.

LUCERNAIRE FORUM (45-44-57-34). Paroles : 18 h 30. Théâtre noir. Le Petit Prince : 18 h 45. La Comédie du paradoxe : 20 h. Le Cadavre vivant : 21 h 30. Théâtre rouge. Oh! Elle est ma-gni-fi-que : Andy Warhol : 20 h. Huis clos : 21 h 30.

MADELEINE (42-65-07-09). La Cerisaie : 21 h.

PARIS EN VISITES

SAMEDI 10 NOVEMBRE

« Les suiveurs de Delacroix », 9 h 30, Musée d'Orsay, accueil des groupes (Association Palette).

« La Cour des comptes et son fonctionnement », 10 heures, 13, rue Cambon (E. Romann).

« Paris vu par les peintres, du seizième au dix-huitième siècle », 14 h 30, 23, rue de Sévigné (Musée Carnavalet).

« Le Musée Clemenceau, souvenirs du Tigre », 14 h 30, 8, rue Franklin (Tourisme culturel).

« Hors du Marais battu », 14 h 30, fontaine, 2, rue des Haudriettes (Paris historique).

« De Richelieu à Philippe Egalité, de Camille Desmoulins à Buren, les jardins et passages couverts du Palais-Royal », 14 h 30, devant les grilles du Conseil d'Etat (C. Merle).

« Le Louvre, du donjon à la Pyramide », 14 h 30, grilles du Conseil d'Etat, place du Palais-Royal (Arts et caetera).

« Promenade dans le « quartier chinois » de Paris », 14 h 30, métro Porte-de-Choisy (M. Pohyer).

« Le Louvre, du donjon à la Pyramide, et les appartements royaux », 14 h 30, 2, place du Palais-Royal, devant le Louvre des Antiquaires (Connaissance de Paris).

« L'enclos tragique de Picpus et la place de la Nation », 14 h 30, métro Nation, sortie avenue du Trône (D. Fleuriot).

« La maison de Nicolas Flamel (1407) et autres vieux logis parisiens », 14 h 40, métro Rambuteau, sortie rue du Grenier-Saint-Lazare (Paris autrefois).

« Descente exceptionnelle dans un très ancien aqueduc souterrain » (aucun rapport avec les catacombes, lampe de poche), 14 h 30, métro Denfert-Rochereau, sortie principale (M. Banassat).

« Le dix-neuvième siècle au Musée Carnavalet », 14 h 30, 23, rue de Sévigné (visite pour les jeunes).

« L'hôtel d'Evreux, siège du Crédit foncier de France », 15 heures, 19, rue des Capucines (Monuments historiques).

« Académie française et Institut », 15 heures, 23, quai de Conti (P.-Y. Jaslet).

« Notre-Dame de Paris, fleuron de pierre. Jacques Cœur alchimiste. Le secret de la Table ronde, etc. », 15 heures, sortie métro Cité (I. Hauller).

« Les collections dix-huitième siècle du comte de Camondo », 15 heures, 63, rue de Monceau (Monuments historiques).

« La Mosquée, histoire de l'Islam », 15 heures, entrée, place du Puits-de-l'Ermite (P.-Y. Jaslet).

« L'hôtel de Bourbon-Condé et la maison de Brongniart », 15 heures, 12, rue Monsieur (D. Bouchard).

« Les salons du ministère de la marine », 15 heures, 2, rue Royale (Tourisme culturel).

« Les salons d'apparat du ministère de l'éducation nationale », 15 heures, 110, rue de Grenelle (I. Hauller).

« L'église Saint-Eustache et les Halles, d'hier et d'aujourd'hui », 15 heures, devant le portail principal (Connaissance de Paris).

« L'ancienne cour des Miracles et la rue Montorgueil », 15 heures, sortie métro Sentier (Résurrection du passé).

« Le Musée de Montmartre », 15 heures, 12, rue Cortot (Paris et son histoire).

DIMANCHE 11 NOVEMBRE

« Les fastes de l'Opéra Garnier », 11 heures, dans le hall, statue de Lulli (Arts et caetera).

« Sept des plus vieilles maisons de Paris », 10 h 30, 2, rue des Archives (Paris autrefois).

« La Conciergerie, de Philippe le Bel à la Terreur », 14 h 30, à l'entrée (M. Pohyer).

« Ascension au sommet de la colonne Vendôme » (lampe de poche), 14 h 45, métro Tuileries (M. Banassat).

« L'Institut de France et les curiosités de son quartier », 14 h 45, 23, quai de Conti (D. Fleuriot).

CONFÉRENCES

SAMEDI 10 NOVEMBRE

30, avenue George-V, 14 heures : Island in the Sky, film d'A. Souter et R. Lohr (en anglais) ; 14 h 30 : Tibet en exil, film de B. Dechet ; 16 heures : Sept femmes au Tibet sur les traces d'Alexandra David-Neel, film de M. Jaoul de Poncheville. Entrée libre (Espace Kronenbourg-Aventure).

Salle Psyché, 15, rue Jean-Jacques-Rousseau, 15 heures : « Le monde merveilleux des rêves », par C. Sabria (Usfipes).

82, rue Saint-Antoine, 16 h 30 : « Histoire du meuble. La Renaissance : l'invention d'un décor intérieur » (Monuments historiques).

Auditorium de la galerie Colbert, 6, rue des Petits-Champs et 2, rue Vivienne, 19 heures et 20 h 30 : Mémoire des autres, film de Roger Pic (Bibliothèque nationale).

Cité universitaire (maison de l'Inde), boulevard Jourdan, 19 h 30 : « Parapsychologie et science de l'éveil », par R. de Sirius (Groupement de recherches et d'études philosophiques).

DIMANCHE 11 NOVEMBRE

60, boulevard Latour-Maubourg, 14 h 30 : « L'Inde, le quotidien et l'histoire » ; 16 h 30 : « La Thaïlande » ; 18 h 30 : « Florence, ville d'art », par M. Brumfeld (Rencontre des peuples).

1, rue des Prouvaires, 15 heures : « Saint Martin, apôtre des Gaules », par Natya ; « L'architecture sacrée et ses principes », par C. Gion (Conférences Natya).

Salle Psyché, 15, rue Jean-Jacques-Rousseau, 15 heures : « Notre univers. La merveilleuse aventure de la vie » (projections), par A. Lasserre (Usfipes).

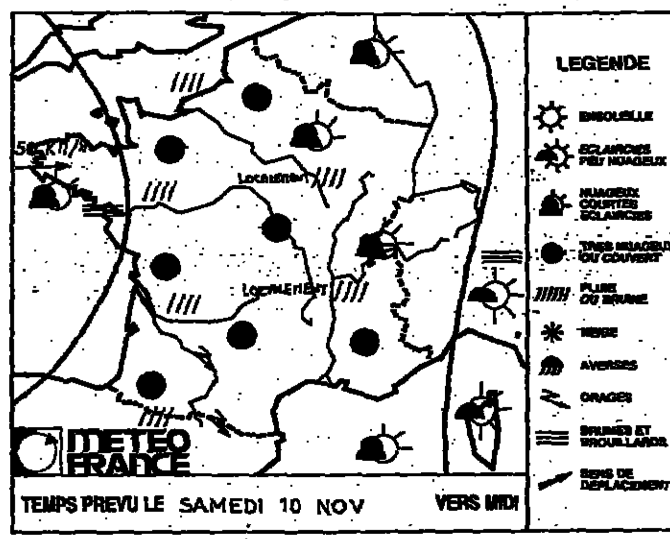
31, rue Jean-Goujon, 17 heures : « Réflexions sur la crise spirituelle », par J.-M. Bochenski (Institut polonais).

AGENDA

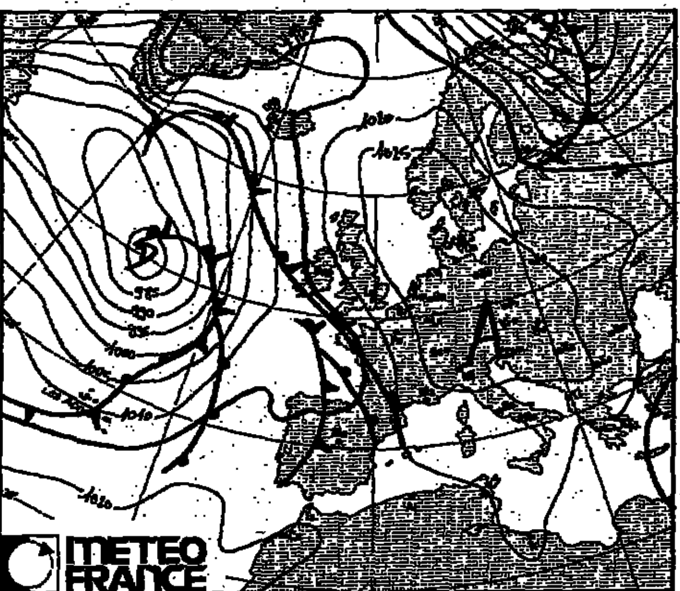
MÉTÉOROLOGIE

Prévisions pour le samedi 10 novembre

Doux mais perturbé.



SITUATION LE 9 NOVEMBRE 1990 A 0 HEURE TU



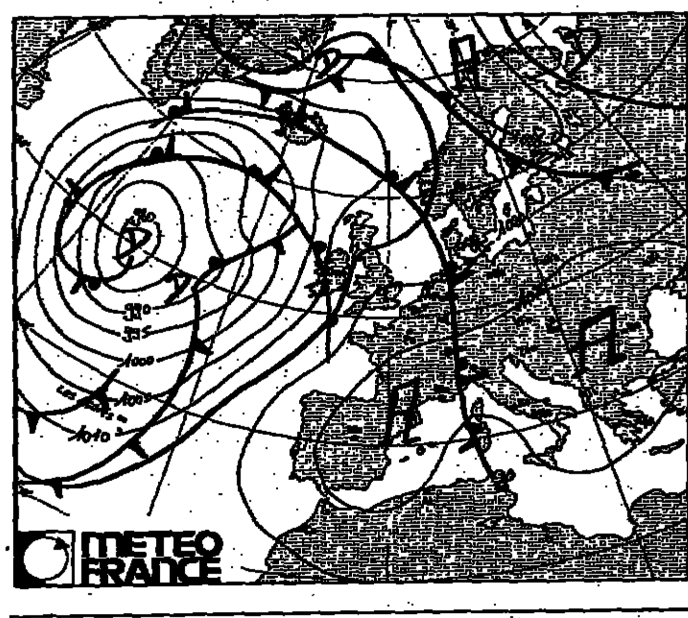
Dimanche 11 novembre. – Nuageux dans l'ensemble, petites pluies dans le Nord-Ouest. Dans le Nord-Est, la région Rhône-Alpes ainsi que sur la Côte d'Azur et en Corse, les nuages seront nombreux le matin. Quelques gouttes de pluies sont possibles en Corse. L'après-midi, le ciel se dégagera et le soleil fera de belles apparitions.

Sur le Nord-Ouest, c'est-à-dire de la Vendée au Bassin parisien et aux Ardennes, il ne faudra pas se fier aux éclaircies matinales. Le ciel se couvrira dès la fin de la matinée sur la Bretagne, les Pays de la Loire et la Normandie. Il pleuvra faiblement l'après-midi. Ces petites pluies gagneront vers la Normandie et le Nord en soirée. Les vents de sud-ouest souffleront assez fort sur les côtes vendéennes et près des côtes de Manche. Un vent de sud se fera également sentir de manière modérée dans l'intérieur.

Sur les autres régions, les nuages n'empêcheront pas le soleil de briller.

Les températures minimales seront comprises entre 2 degrés et 4 degrés sur le Nord, le Nord-Est, le Centre et le Centre-Est ; 6 à 8 degrés ailleurs. Les maximales se situeront entre 11 et 15 degrés dans l'ensemble, voisines de 10 degrés dans le Nord-Est. Elles atteindront 16 à 18 degrés sur les régions méridionales.

PRÉVISIONS POUR LE 11 NOVEMBRE A 12 HEURES TU



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé

Valeurs extrêmes relevées entre le 08-11-90 à 6 heures TU et le 09-11-90 à 6 heures TU — le 09-11-90

	Max	Min	Temps
FRANCE			
AJACCIO	17	5	D
BIARRITZ	19	14	C
BORDEAUX	16	12	P
BOURGES	11	5	C
BREST	10	8	P
CAEN	8	3	P
CHERBOURG	9	6	P
CLERMONT-FER.	13	6	C
DIJON	4	-2	D
GRENOBLE St M-H	9	-3	D
LILLE	7	-2	D
LIMOGES	14	10	P
LYON	10	1	N
MARSEILLE-MAR.	15	10	C
NANCY	6	0	B
NANTES	11	8	C
NICE	16	6	D
PARIS-MONTS	9	3	N
PAU	16	11	P
PERPIGNAN	18	10	N
RENNES	10	7	P
ST-ETIENNE	10	4	N
STRASBOURG	2	0	C
TOURS	6	6	C
TOULOUSE	16	13	C
POINTE-A-PITRE	32	23	D
ÉTRANGER			
ALGER	21	12	N
AMSTERDAM	9	2	D
ATHÈNES	14	9	D
BANGKOK	34	26	C
BARCELONE	18	14	P
BELGRADE	7	2	C
BERLIN	10	4	P
BRUXELLES	7	-1	D
LE CAIRE	28	19	D
COPENHAGUE	10	-1	B
DAKAR	31	26	D
DELHI	30	16	D
DJERBA	21	17	O
GENÈVE	6	0	C
HONGKONG	-	-	-
ISTANBUL	-	-	-
JÉRUSALEM	24	13	P
LISBONNE	18	12	A
LONDRES	9	3	N
LOS ANGELES	26	10	D
LUXEMBOURG	3	-4	D
MADRID	16	11	P
MARRAKECH	24	14	D
MEXICO	27	14	B
MILAN	11	-3	B
MONTRÉAL	2	-5	D
MOSCOU	0	-3	C
NAIROBI	24	15	C
NEW-YORK	12	3	D
OSLO	8	-3	B
PALMA-DE-MAJ.	20	15	O
PÉKIN	11	-4	D
RIO-DE-JANEIRO	27	22	N
ROME	15	2	D
SINGAPOUR	33	24	C
STOCKHOLM	10	1	D
SYDNEY	26	20	C
TOKYO	22	14	P
TUNIS	19	14	C
VARSOVIE	9	2	P
VENISE	11	1	D
VIENNE	5	5	C

A	B	C	D	N	O	P	T	*
averse	brume	ciel couvert	ciel dégagé	ciel nuageux	orage	pluie	tempête	neige

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

CARNET DU Monde

Décès

– Mme Marcel Aussage,
ses enfants, petits-enfants,
arrière-petit-fils,
Et toute la famille,
font part du décès de

M. Marcel AUSSAGE,
ancien combattant,
président des Artistes
du Vieux-Châtres,
chevalier *dans l'ordre*
des Palmes académiques,
chevalier du Mérite
culturel et artistique,
chevalier du *Mérite national français,*
médaille argent Arts-Sciences-Lettres,

survenu le 7 novembre 1990, à l'âge de quatre-vingt-deux ans.

La cérémonie religieuse aura lieu dans l'intimité, le 12 novembre, en l'église Saint-Clément d'Arpajon, suivie de l'inhumation dans le caveau de famille.

1, impasse du Docteur-Schweitzer,
91290 Arpajon.

– Goody et Christine Canivet-Piel,
ses enfants,
Jean-Claude Canivet,
son frère,
Ses amis,
ont la douleur de faire part du décès de

Michel CANIVET,

survenu le 2 novembre 1990.

La cérémonie religieuse et l'inhumation ont eu lieu le 7 novembre à Langrune-sur-Mer.

– *M. Pierre Cazenove,*
son époux,
M. et Mme Daniel Keller,
ses enfants, ses parents, ses frères et sœur, ses beaux-frères et belles-sœurs,
ses neveux et nièces,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme Pierre CAZENOVE,

survenu accidentellement le 24 octobre 1990 dans sa cinquante-septième année.

La cérémonie religieuse a été célébrée le samedi 27 octobre en l'abbatiale de Saint-Maixent-l'Ecole (Deux-Sèvres).

L'inhumation a eu lieu au cimetière d'Azay-le-Brûlé (Deux-Sèvres).

Cet avis tient lieu de faire-part.

– Nous apprenons le décès, survenu le mercredi 7 novembre 1990, du

général *(CR)* Robert CHAVATTE,
grand officier de la Légion d'honneur,

dont les obsèques seront célébrées le *lundi 12 novembre, à 10 h 30,* en l'église Saint-Louis des Invalides, à *Paris.*

(Né le 24 juin 1901 à Vincennes et ancien saint-cyrien, Robert Chavatte a longtemps servi en Indochine, dès avant la seconde guerre mondiale. Entre 1948 et 1950, il commande les forces aéroportées en Indochine et, en 1950, la zone de Tourane. En 1955, il préside, avec le grade de général de brigade, la délégation franco-vietnamienne à la commission militaire pour le Vietnam. En 1956, il commande la 32e division d'infanterie et, en 1958, le groupe des subdivisions de Perpignan.)

– Le docteur Anne-Marie Conte-Fontan, Robert Conte et Michel,
Christine Fontan,
Jacqueline Fontan,
Jacques, Ginette Fontan,
et leurs enfants,

font part du décès de

Michel FONTAN,
professeur honoraire
à la faculté de médecine de Lille,

survenu en sa soixante-seizième année *le 2 novembre 1990.*

L'incinération et la dispersion des cendres ont eu lieu le 7 novembre en *toute intimité.*

59120 Loos,
7, rue du Maréchal-Foch.
59551 Attiches,
hameau de Drumetz.

– On nous prie d'annoncer le décès accidentel, le 24 octobre 1990, de

***Madeleine* FROISSART-LABBÉ.**

6, *villa Domas,*
92160 Antony.
17, rue *Saint-Gilles,*
75003 Paris.

– M. et Mme Dominique Faivre-*Istria,*
M. et Mme Luc Mounier,
ses enfants,
Juliette, Hélène et Vivienne,
ses petites-filles,
Toute sa famille et ses amis,
ont *la douleur de faire part du décès de*

Mme Barberine ISTRIA,
chevalier de l'ordre national du Mérite,
officier des Palmes académiques,

survenu le 7 novembre 1990.

La levée du corps aura lieu le lundi *12 novembre, à 10 heures, 22, rue* Bruant, à Paris-13e.

Les obsèques religieuses auront lieu le mardi 13 novembre, à 10 heures, en l'église de Sarrola-Carcopino, Corse-du-Sud.

– Le président-directeur général, le conseil *d'administration et le personnel* de la Compagnie française de produits oxygénés,
ont le regret de faire part du décès de

M. Marcel LANGER,
ancien élève de l'Ecole polytechnique,
compagnon de la Libération,
commandeur de la Légion d'honneur,
titulaire
de la *Distinguished Flying Cross,*

survenu *le 4 novembre dernier dans sa* soixante-treizième année.

Les obsèques de M. Langer ont été célébrées le 6 novembre 1990 à Herret (Gers).

M. Marcel Langer, au cours d'une longue carrière dans le groupe L'Air liquide, a passé de nombreuses années à la Compagnie française de produits oxygénés en tant qu'administrateur-directeur général adjoint de la société. Sa grande compétence professionnelle et la richesse de ses qualités humaines y ont été unanimement appréciées et laisseront à chacun un souvenir vivace.

(Le Monde du 7 novembre.)

– Mme Bera Lissansky,
son épouse,
Mme Jacqueline Edinger,
sa sœur,
Mme Mytha Kantorovitch,
sa belle-sœur,
M. et Mme Bernard Edinger
et leurs enfants,
M. Daniel Edinger et Mme Françoise *Prébois,*
M. Charles Edinger,
ses neveux et nièces,
ont la douleur de faire part du décès de

Michel LISSANSKY,
lieutenant Michel André
des maquis FTPF de Corrèze,
chevalier de la Légion d'honneur,
président de l'Union française
des associations de combattants
de Paris,
président de l'Association républicaine
des anciens combattants (Paris),

survenu à Paris, le 6 novembre 1990, dans sa quatre-vingt-troisième année.

L'inhumation aura lieu le lundi *12 novembre, à 14 h 15, au cimetière* du Montparnasse.

14, rue Milton,
75009 Paris.

– Irène Morgenstern-Badarau,
son épouse,
Anne Morgenstern et Jean-David,
sa fille, son petit-fils,
Et Hertsel Adhoute,
Vincent Morgenstern,
son fils,
Et Catherine Baumann,
Solange Morgenstern,
sa sœur,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès du

docteur
Bernard MORGENSTERN,
psychiatre des hôpitaux,
médecin-chef
à l'Institut Marcel-Rivière
(MGEN),

survenu, le 7 novembre 1990, à l'âge de cinquante-six *ans, à la résidence* Denis-Forestier (MGEN) à La Verrière (Yvelines), après une longue *maladie* combattue avec un infini courage.

L'inhumation aura lieu le lundi 12 novembre, à 8 h 30, au cimetière du Mesnil-Saint-Denis (Yvelines).

Ni fleurs ni couronnes.

Des dons peuvent être adressés à l'Association pour la recherche thérapeutique en cancérologie du docteur Vannetzel, 40, rue de Sablonville, 92200 Neuilly-sur-Seine.

Cet avis tient lieu de faire-part.

20, place Mère-Angélique,
78320 Le Mesnil-Saint-Denis.

– Montpellier. Objat. Tarascon. Toulouse.

Renée Plessis,
ses enfants et petits-enfants,
Jean-Christian Plessis,
Danielle et Louis Colpi,
et leur fille,
Nicole et Oanh Ngô,
leurs enfants et leur petite-fille,
ont la douleur de faire part du décès *dans sa quatre-vingt-neuvième* année de

Marie, Louise PLESSIS,

leur nièce, belle-mère, grand-mère, arrière-grand-mère.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale le 9 novembre 1990.

– Marina Rodna,
Ainsi que sa famille et ses amis,
a la douleur de faire part de la disparition de son père,

Raoul RODNA,
phtisiologue, docteur en médecine,
diplômé de l'université de Paris,

né le 17 octobre 1909 à Bucarest,

survenu le 5 novembre 1990 au Plateau-d'Assy.

Il repose au cimetière de Passy (Haute-Savoie).

– Hélène et Thierry Salmona,
Isabelle, Juliette et Louise,
Et toute la famille,
ont *la douleur de faire part du décès de*

Charles,

survenu, à Paris, le 5 novembre 1990, à l'âge de cinq semaines.

Cet avis tient lieu de faire-part.

– Mme Stéphane Thieffry,
son épouse,
M. et Mme Michel Thieffry,
Le docteur et Mme Jean-Claude Thieffry,
Mme Philippe Hervé,
M. et Mme François Droin,
M. François Thieffry,
ses enfants,
Florence, Olivier et Eric Thieffry,
Christine (†), *Laurent,* Arnaud
et Etienne Thieffry,
Stéphane, Hugues, Christophe
et Delphine Hervé,
Guillaume, Nicolas et Matthieu Droin,
ses petits-enfants,
Mme Jean Legros,
sa sœur,
Le docteur Marie Legros,
sa nièce,
Les familles Thieffry, Dimou-Roosen, Mlle Suzanne Lafaye,
ont la douleur de faire part du décès du

professeur Stéphane THIEFFRY,
médecin honoraire
de l'hôpital Saint-Vincent-de-Paul,
membre de l'académie nationale
de médecine,
officier de la Légion d'honneur,

rappelé à Dieu, le 7 novembre 1990, *dans sa quatre-vingt-unième année.*

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Saint-Etienne-du-Mont, le mardi 13 novembre, à *10 h 30.*

L'inhumation aura *lieu* au cimetière du Père-Lachaise, dans l'intimité.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Ni fleurs ni couronnes. Vous pouvez envoyer vos dons à l'Ecole à l'hôpital (CCP 2 232 52 W Paris) et à Votre Ecole chez vous (CCP 10 703 54 J Paris).

21, rue Soufflot,
75005 Paris.
1, rue Hippolyte-Lebas,
75009 Paris.
20, rue du Pot-de-Fer,
45000 Orléans,
1, place Monge,
75005 Paris.

Remerciements

– M. René Moumaneix,
Ses enfants et petits-enfants,
profondément touchés par votre témoignage de sympathie, vous adressent leurs sincères remerciements.

Messes anniversaires

– « Près de lui nous étions plus nous-mêmes. »

A la mémoire de

Patrick IZERN,

messe-requiem célébrée le 12 novembre, à 18 heures, église Saint-Julien-le-Pauvre, Paris-5e.

Tél. : 43-26-56-95.

Anniversaires

– ***Annie***
GRAZIETTI-JEANBRAU,

Oran, 25 décembre 1942,
Montpellier, 11 novembre 1985.

Ce livre refermé que tu n'ouvriras plus garde encore ton parfum dans ses pages jaunies.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du jeudi 8 novembre :

DES DÉCRETS

– No 90-991 du 31 octobre 1990 pris en application du IV de l'article 9 de la loi no 90-449 du 31 mai 1990 visant à la mise en œuvre du droit au logement.

– No 90-993 du 7 novembre 1990 modifiant le code des assurances et relatif au Conseil national des assurances.

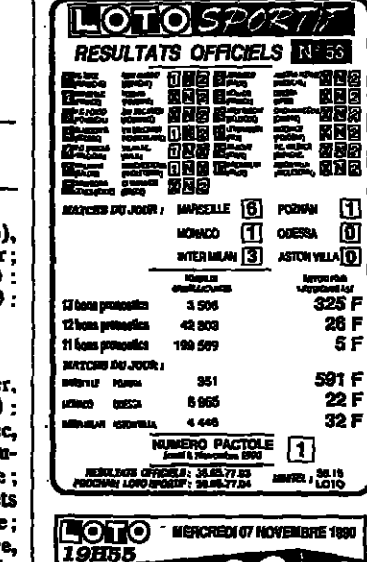
EN BREF

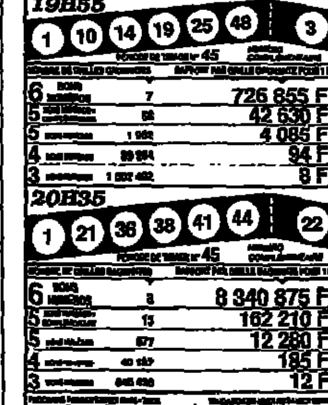
□ **Animations au Musée Carnavalet.** – Pour permettre une approche interactive des œuvres d'art et de l'histoire de Paris, le Musée Carnavalet organise un ensemble d'activités (visites-enquêtes, ateliers, reportages, etc.) pour les enfants, à partir de six ans, les mercredis et *samedis, à 14 h 30, ainsi que* pendant les vacances scolaires. Parallèlement se poursuivent les conférences et visites pour adultes, sur le thème : « Images de Paris ».

► **Renseignements au musée, 23, rue de Sévigné, 75003 Paris. Tél. : (1) 42-72-21-13.**

□ *Le sacré en spectacle.* – *La Croix-l'Événement* et l'Aumônerie nationale des artistes organisent, le 17 novembre, à Paris, au Théâtre Renaud-Barrault, un colloque sur ce thème. Assistons-nous à un retour spectaculaire du sacré dans l'art *« ou les » marchands du temple,* font-ils vibrer la corde sensible de l'âme contemporaine ? La volonté de délivrer un message spirituel est-elle garant de la qualité artistique ? Où en est le vieux contentieux entre le christianisme et l'art *sur la liberté de création ?* Telles sont quelques-unes des questions que voudrait éclairer ce colloque à l'aide d'exposés, de témoignages et de tables rondes.

► ***La Croix-l'Événement,* 3, rue Bayard, 75008 Paris. Tél. : 45-62-51-51. Aumônerie des artistes, 20, rue des Tanneries, 75013 Paris. Tél. : 43-37-14-52.**





WEEK-END D'UN CHINEUR

PARIS

Samedi 10 novembre

Drouot-Richelieu, 14 h : gravures, peintures, franc-maçonnerie, cannes de collection, vins, armes, tapis d'Orient, objets de vitrine, *fourrures.*

Drouot-Montaigne, 14 h 15 : bibliographie.

ILE-DE-FRANCE

Argenteuil, *14 h 30 :* affiches de cinéma ; **Gien,** 14 h : tableaux modernes ; **Sens,** *19 h :* vins.

Dimanche 11 novembre

Chartres, 14 h : armes, souvenirs historiques ; **Pavillon Royal (Bois *de Boulogne*),** 14 h 30 : arts nouveaux, arts déco, mobilier ; **Saint-*Germain-en-Laye,*** *14 h :* tableaux modernes, mobilier ; **Tonnerre,** 14 h 30 : vins ; **Verrières,** 10 h et 14 h : mobilier d'une propriété ; **Gien,** 14 h : tableaux modernes.

Samedi 10 novembre

Beaune, 14 h : mobilier d'un château ; **Dijon,** 14 h : automobiles modèles réduits ; **Lorient,** 14 h 30 : poupées, jouets ; **Lyon (Brotteaux),** 14 h : télécartes ; **Lyon (Sidoine-Apollinaire),** 14 h : jouets modèles réduits ; **Marseille (Prado),** 14 h 30 : objets d'art, mobilier ; **Marseille (Cantini),** 14 h 30 : *livres, affiches ;* ***Roubaix,*** 14 h 30 : livres ; Troyes, 14 h : livres.

Dimanche 11 novembre

Argentan, 14 h 30 : mobilier, bibelots ; **Avranches,** 14 h 30 : mobilier, objets d'art ; **Cognac,** *15 h : mobilier,* tableaux ; **Coulommiers,** 14 h 30 : archéologie ; **Dieppe,** 14 h 15 : mobilier, objets *d'art ;* **Douai,** 14 h : art moderne ; **Honfleur,** 15 h : vins ; **Issoire,** 14 h 30 : mobilier, objets d'art ; **Le Touquet,** 14 h 30 : tableaux modernes ; **Louviers,** 14 h 15 : *mobilier, objets d'art ;* **Mayenne,** 14 h : vins ; **Montreuil-sur-Mer,** 14 h 30 : tableaux, mobilier ; **Rouen,** 14 h : armes, livres ; **Soissons,** 14 h 30 : tableaux modernes ; **Tourcoing,** 15 h : tableaux modernes ; **Valence,** 14 h 30 : mobilier, objets d'art.

FOIRES ET SALONS

Paris, Trocadéro, Lyon, Toulouse, **Mantes-la-Jolie, Quimper, Orléans, Givors, La Couture, La Ferté-Alais, Marines.**

AGENDA

RADIO-TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ▶ signalé dans *le Monde radio-télévision* ; □ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Vendredi 9 novembre

TF1

20.35 *Variétés : Tous à la Une.* Avec Julien Clerc, Liane Foly, Philippe Lavil, Elsa, Murray Head, Tonton David.
22.40 Magazine : Le droit de *savoir*. Présenté par Patrick Poivre d'Arvor.
23.40 Feuilleton : La Mafia. De Damiano Damiani (1er épisode, *rediff.*).
0.45 Journal, Météo et Bourse.

A 2

20.40 Variétés : Avant que le ciel *ne nous tombe* sur la tête. Avec Charlotte de Turckheim, Pierre Palmade, Pauline Ester, Daniel Lavoie, Youssou *N'Dour*, Marc Lavoine, Christian Castel, Zouk Machine, *Michel Fugain.*
21.55 Caractères. Pouvoir. Invités : Pierre Goubert *(Mazarin)* ; Philippe Séguin *(Louis-Napoléon le Grand)* ; Benoît Yvert *(Dictionnaire des ministres)* ; Pierre Favier et Michel-Martin Roland *(la Décennie Mitterrand)* ; Christopher Andrew *(le KGB dans le monde - 1917-1990).*
23.15 Journal et Météo.
23.35 Cinéma : Carrie *au bal du diable.* ■■ Film américain de Brian De Palma (1976) (v.o.).

FR3

20.40 Magazine : Thalassa. *Métro sur l'eau : Les vapeurs* d'Istanbul, d'Olivier Guitton : Voile : la Route du rhum.
21.35 Feuilleton : Tendre est la nuit (5e épisode).
22.35 Journal et Météo.
22.55 Sport : Voile. La Route du rhum.
23.05 Magazine : Mille Bravo.
0.00 Magazine : *Musicales.*

CANAL PLUS

20.30 Téléfilm : Une drôle de danse.
21.55 Snooker. Finale du Grand Prix Norwich Union 1990.
22.55 Flash *d'informations.*
23.00 Cinéma : L'orchestre rouge. ■■ *Film italo-franco-belge* de Jacques Rouffio (1989).
1.00 Cinéma : *Sur la route* de Nairobi. ■ Film britannique de Michael Radford (1987) (v.o.).

LA5

20.40 Téléfilm : Les otages.
22.25 *Série :* L'inspecteur Derrick.
23.35 ▶ Magazine : Nomades.
0.00 *Journal de minuit.*

M 6

20.35 Téléfilm : Un sale boulot.
22.15 Série : Brigade de nuit.
23.10 Magazine : *La 6e dimension.* La pensée.
23.40 Magazine : Avec ou *sans rock.*
0.05 Capital.
0.15 Six minutes d'informations.

LA SEPT

20.59 Une minute pour une image.
21.00 *Feuilleton* : Napoléon et l'Europe (dernier épisode).
22.00 *Série : Time* code.
22.30 Mosaïque mathématiques.
22.45 Série : Portraits (La repasseuse). D'Alain Cavalier.
23.00 Danse : *Le sacre* du printemps.

FRANCE-CULTURE

20.30 Radio-archives. Spécial Gabrielle Dorziat (1re partie).
21.30 Musique : Black and blue.
22.40 Les nuits *magnétiques.* Le polar.
0.05 Du jour au lendemain.
0.50 Musique : Coda.

FRANCE-MUSIQUE

20.00 Concert *(en direct de* Coblence) : Divertissement pour orchestre en ré majeur K 131, Airs de concert, de Mozart ; Symphonie en ré majeur, d'Arriaga, *par l'orchestre* symphonique du Sudwestfunk de Baden-Baden.
23.07 Poussières d'étoiles.

Samedi 10 novembre

TF1

14.25 La Une est à vous.
14.50 *Téléfilm :* Le prévenu. De Noël Black.
16.35 Tiercé à Maisons-Laffitte.
16.40 La Une est à vous (suite).
17.25 Divertissement : Mondo dingo.
17.55 Magazine : Trente millions d'amis.
18.25 Jeu : Une famille en or.
18.55 Série : Marc et Sophie.
19.20 *Jeu :* La roue de la fortune.
19.50 Tirage du Loto.
20.00 *Journal, Tapis vert,* Météo et Loto.
20.40 Variétés : *Surprise sur prise.* Emission présentée par Marcel Beliveau et Patrick Sébastien.
22.20 Magazine : Ushuaïa. Présenté par Nicolas Hulot.
23.20 Magazine : Formule sport.
0.15 Journal et Météo.

A 2

14.50 Magazine : Sports passion. Judo : Trophée Konica ; Rugby : France-Nouvelle-Zélande (test-match).
17.00 Hit NRJ.
17.40 INC.
17.45 Club sandwich.
18.50 Magazine : Télé-zèbre. Présenté par Thierry Ardisson.
20.00 *Journal et Météo.*
20.40 Téléfilm : Les dessous *de Hollywood.* De Robert Day (1re partie).
22.15 Variétés : Etoile-palace. Présenté par Frédéric Mitterrand. Revue spéciale : *l'Autre Journal.*
23.50 Journal et Météo.
0.10 Série : La loi est la loi.

FR3

13.00 *Télévision régionale.*
14.00 Magazine : Rencontres.

— *De 15.00 à 19.00 La SEPT* —

19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.12 à 19.30, le journal de la région.

— *De 19.59 à 22.50 La SEPT* —

22.50 Sport : Voile. La Route du rhum.

— *De 22.55 à 0.05 La SEPT* —

0.05 Série rose : Augustine de Villebranche.
0.35 *Magazine :* L'heure du golf.

CANAL PLUS

15.30 Documentaire. Les mystères de l'Egypte ancienne. De Michel Marie.
16.15 *Sport : Handball.* Coupe d'Europe des clubs champions : *Nîmes-Benfica*, en direct de Nîmes.

— *En clair jusqu'à 20.30* —

18.00 Dessins animés : *Décode pas Bunny.*
19.30 Flash d'informations.
19.35 Top 50.
20.30 Téléfilm : Un amour de banquier. De Ian Toynton.
22.05 Les Nuls... l'émission. Invitée : Zabou.
22.55 *Flash d'informations.*
23.00 Cinéma : Génération perdue. ■ *Film américain de Joël* Schumacher (1987).
0.35 Cinéma : *Les derniers monstres.* □ Film italien de Dino Risi (1982). Avec Laura Antonelli.

LA 5

14.45 Série : *La belle et la bête.*
15.45 Série : La cinquième dimension.
16.15 Série : *Chasseurs d'ombres.*
17.10 Série : Superkid.
17.35 Série : *Happy days.*
18.05 Série : TV 101.
19.00 Journal images.
19.10 Jeu : *Télé-contact.*
19.45 Journal.
20.30 Drôles d'histoires.
20.40 Téléfilm : Deux flics à Miami, la dernière aventure. De Russ Mayberry.
22.25 Sport : Football. *Résultats du championnat* de France (et à 0.20).
22.30 Téléfilm : Hold-up en Californie. D'Armand Mastroianni.
0.10 *Journal de minuit.*
0.25 Magazine : Désir (rediff.).

M 6

14.45 Série : *Laramie.*
15.30 Série : Poigne de fer et *séduction.*
16.00 Documentaire : Chasseurs d'images. *Costa Rica (rediff.).*
16.15 Série : Le saint.
17.10 Série : *L'homme de fer.*
18.00 Six minutes d'informations.
18.05 *Variétés : Multitop.*
19.20 Magazine : Turbo.
19.54 Six minutes d'informations.
20.00 Série : Madame est servie.
20.30 Magazine : Sport 6.
20.35 Téléfilm : Ces enfants-là. *De Georg Stanford* Brown.
22.25 *Téléfilm :* Tu récolteras la tempête. De David Greene (rediff.).
0.00 Six minutes d'informations.
0.05 Musique : Rap line.
1.00 Musique : Boulevard des clips.
2.00 Rediffusions.

LA SEPT

14.30 Série : Time code.
15.00 Magazine : Dynamo.
15.30 Portraits scientifiques (Jean Dausset).
16.25 *Mosaïque* mathématiques.
16.40 Série : Portraits (La repasseuse).
17.00 Magazine : Anicroches. De Philippe Meyer.
18.00 Magazine : Mégamix.
19.00 Documentaire : Vladimir Ashkenazy.
19.59 Une minute pour une image.
20.00 Histoire parallèle.
21.00 Téléfilm : Trois amours (3e partie).
22.35 Soir 3.
22.55 Documentaire : *L'autre côté.* *Le pique-nique.*
23.00 Magazine : Lire et écrire.

FRANCE-CULTURE

20.30 Photo-portrait. Marc Haffen, médecin et écrivain.
20.45 Dramatique. Les poupées en noir, d'Eduardo Manet.
22.35 Musique : Opus. Dance Music.
0.05 Clair de nuit.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 *Concert.* (en direct du Corum à Montpellier) : La marseillaise, Le roi Lear *(ouverture op. 4)*, Les francs-juges (extrait), Te Deum pour ténor, chœur et Orchestre *op. 22, de Berlioz,* par la maîtrise, le chœur et l'orchestre philharmonique de *Radio-France*, dir. Marek Janowski ; sol. : Anne-Sophie Schmidt, soprano, *Magali Shalmeau-Damonte*, mezzo-soprano, Thomas Moser, ténor, Marcel Vanaud, *baryton*, Jean-Louis Gil, orgue.
23.05 Poussières d'étoiles.

Dimanche 11 novembre

TF1

10.50 Magazine : Les animaux *de mon cœur.*
11.20 Magazine : Auto-moto.
11.50 Jeu : Tournez... manège.
12.25 *Jeu : Le juste prix.*
12.55 Météo et Journal.
13.20 Série : Hooker.
14.15 *Série : Rick Hunter,* inspecteur choc.
15.10 Divertissement : *Vidéo-gag.*
15.40 Série : Côte Ouest.
16.35 Tiercé à Auteuil.
16.45 Dessins *animés :* Disney parade.
18.05 Magazine : Téléfoot.
19.00 Magazine : *7/7.* Invité : Alain Delon.
19.50 *Loto sportif.*
20.00 Journal, Météo et Tapis vert.
20.40 Cinéma : Le quart d'heure américain. ■ *Film français de Philippe* Galland (1982). Avec Anémone, Gérard Jugnot, Jean-Pierre Bisson.
22.20 Magazine : Ciné dimanche.
22.30 Cinéma : Psychose. ■■ Film américain d'Alfred Hitchcock (1960) (N.).
0.25 Journal et Météo.

A 2

11.00 Messe. Célébrée en la *paroisse* de Saint-Cloud, à l'intention des sourds et des malentendants.
12.05 Dimanche Martin.
13.00 Journal et Météo.
13.20 *Dimanche Martin.*
14.55 Série : Mac Gyver.
15.45 Dimanche Martin.
16.35 Série : *Allô ! Béatrice.*
17.35 Documentaire : L'odyssée sous-marine de l'équipe Cousteau. La légende du lac Titicaca.
18.30 Magazine : Stade 2. Canoë-kayak : *Marathon* de l'Ardèche ; Football : championnat de France ; Rugby : *résumé* des tests-matchs ; Basket-ball : championnat de France ; Les *résultats de la* semaine ; Judo : Trophée Konica ; Squash : championnat du monde ; Patinage artistique : Trophée Lalique ; *Natation : championnat* d'Allemagne : Haltérophilie : championnat du monde.
19.30 Série : Maguy.
20.00 Journal et Météo.
20.40 Cinéma : *Tendre poulet.* ■ Film français de Philippe de Broca (1977). Avec Annie Girardot, Philippe Noiret, Catherine Alric.
22.25 ▶ *Documentaire :* Les chants de l'invisible. De Bernard Martino. 2. *Incursion en* URSS.
23.25 Musique : Elisabeth Schwarzkopf. *Master Classes.*
0.25 Journal et Météo.

FR3

10.30 Magazine : Mascarines. *Présenté* par Glady Says.
12.00 Flash d'informations.
12.05 Télévision régionale.
12.45 *Journal.*
13.05 Magazine : D'un soleil à l'autre. De Jean-Claude Widemann.
13.30 Magazine : Musicales. D'Alain Duault. Debussy chez lui.
14.30 Expression directe. CDS.
14.40 *Magazine :* Sports 3 dimanche. Danse sur glace : 4e Trophée Lalique ; Basket-ball : Cholet-Antibes.
17.30 *Magazine* : Montagne. Zakopane, cité refuge de l'âme polonaise, de Jacques *Mouriquand.*
18.00 Amuse 3.
19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.12 à 19.30, le journal de la région.
20.10 Série : Benny Hill.
20.40 Série : Les grands. Charles Trenet.
22.05 Magazine : Le divan. D'Henry Chapier. Invité : Pierre Bergé.
22.25 Journal et Météo.
22.45 Sport : Voile. La Route du rhum.
22.50 Cinéma : Le bel Antonio. ■■ Film italien de Mauro Bolognini (1960). Avec Marcello Mastroianni, Claudia Cardinale, Pierre Brasseur (v.o.).
0.20 *Magazine :* Belles et bielles. *Présenté par Myriam Foss.*
0.50 Musique : Carnet de notes. *Mouvement lent du Quatuor,* de Ravel, par le Quatuor *Ysaïe.*

CANAL PLUS

10.20 Cinéma : L'orchestre rouge. ■■ Film italo-franco-belge de Jacques Rouffio (1989). Avec Claude Brasseur, Daniel Olbrychski, Dominique Labourier.

— *En clair jusqu'à 14.00* —

12.30 Flash d'informations.
12.35 Magazine : *Mon zénith à moi.* Présenté par Michel Denisot. Invité : Les Inconnus.
13.30 Magazine : Rapido. Présenté par Antoine de Caunes.
14.00 Téléfilm : De mémoire de rose. D'Yves Amouroux, avec Gabrielle Lazure, Nicolas Ferron.
15.30 Magazine : 24 heures (rediff.).
16.20 Magazine : Un œil sur elles. Présenté par Silvy Deschamps.
16.40 Série : Zorro.
17.00 Les Nuls... *l'émission* (rediff.).
18.00 Cinéma : Les agents 007 1/2. ■ *Film américain* de Worth Keeter (1986).

— *En clair jusqu'à 20.40* —

19.25 Flash d'informations.
19.30 Dessins animés : Ça cartoon. Présentés par *Philippe Dana.*
20.30 Dis Jérôme «...?». Présenté par Jérôme Bonaldi.
20.40 *Cinéma :* Le petit diable. ■ Film italien de Roberto Benigni (1988). Avec Walther Matthau, Roberto Benigni, Stefania Sandrelli.
22.15 Flash *d'informations.*
22.25 Sport : Tennis. Shoot out (1re édition), en différé de Milan. *Un tournoi disputé exclusivement en tie-break.*
0.40 Sport : Football américain.

LA 5

11.05 Série : Shérif, fais-moi peur.
12.05 Série : Wonder woman.
13.00 Journal.
13.35 *Série :* Deux flics à Miami.
14.35 Série : Simon et Simon.
15.35 *Série : Bergerac.*
16.30 Série : Lou Grant.
17.45 Série : *La loi de Los Angeles.*
18.45 Journal images.
18.50 Série : L'enfer du devoir.
19.45 Journal.
20.30 Drôles d'histoires.
20.40 Cinéma : *48 heures.* Film américain de Walter Hill (1982). Avec N. Nolte, E. Murphy.
22.30 Cinéma : *Taxi boy.* ■ Film français d'Alan Page (1986). Avec Claude Brasseur, Richard Berry, Charlotte Valandrey.
0.10 *Le journal de minuit.*

M 6

12.00 Informations : M 6 express.
12.05 *Magazine :* Sport 6 première.
12.15 Série : Mon ami Ben.
12.40 Série : L'ami des bêtes.
13.30 Série : Madame est servie *(rediff.).*
14.00 Série : Roseanne.
14.30 Série : *Dynastie.*
16.00 *Documentaire :* Chasseurs d'images. Patchwork *(rediff.).*
16.15 Série : Médecins de nuit.
17.10 Série : L'homme de fer.
18.00 Six minutes d'informations.
18.05 Série : Clair de lune.
18.55 *Magazine :* Culture pub. Comment la pub récupère l'art.
19.25 Série : La famille Ramdam.
19.54 *Six minutes* d'informations.
20.00 Série : *Madame est servie.*
20.30 Magazine : Sport 6.
20.35 Cinéma : *Opération intercine* (The intercine project). ■ Film *américain* de Ken Hughes (1974). Avec James Coburn, Lee Grant.
22.15 Six *minutes* d'informations.
22.20 Capital.
22.30 Cinéma : Femmes de personne. ■■ Film français de Christopher Frank (1983).
0.20 *Six minutes d'informations.*
0.25 Médecins de nuit (rediff.).
1.15 *Musique :* Boulevard des clips.
2.00 Rediffusions.

LA SEPT

12.30 *Cours d'italien* (6).
13.00 Série : Objectif amateur.
13.30 Documentaire : Histoire parallèle.
14.30 Documentaire : Les patients. De Claire Simon.
15.45 Cinéma d'animation : Images.
15.50 Documentaire : Palettes (Le retable en morceaux).
16.25 Documentaire : Préfaces (Jean Bousquet).
16.50 *Danse :* Le sacre du printemps.
17.50 Concert : Peter Schidlof.
18.40 Musique : Perahia joue Beethoven.
19.59 Une minute pour une image.
20.00 *Documentaire* : Histoire de la bande dessinée (10).
20.30 *Cinéma :* Bellissima. ■■■ Film italien de Luchino Visconti (1951).
22.30 Documentaire : Le bestiaire d'amour. De Gérard Calderon.
22.50 Court métrage : Sur les talus. De Laurence Ferreira.

FRANCE-CULTURE

20.30 Atelier de création radiophonique. Equipée - La tempête.
22.35 Musique : Le concert (donné le 4 mai au Grand Auditorium de Radio-France) : Les émigrés, *de Vinko* Globokar.
0.05 Clair de nuit.

FRANCE-MUSIQUE

20.05 Concert (donné le 18 août lors du Festival de Salzbourg).
23.05 Poussières d'étoiles. Kammerkonzert 1, Distanzen, Konigliches thema pour violon, *Musique pour sept instruments*, Kammerkonzert 2, de Yun, par l'ensemble 2E3M.

Audience TV du 8 novembre 1990

Le Monde / SOFRES NIELSEN

Audience instantanée, France entière 1 point = 202 000 foyers

HORAIRE	FOYERS AYANT REGARDÉ LA TV (en %)	TF1	A2	FR3	CANAL +	LA 5	M6
19 h 22	53,5	Roue fortune 17,2	Une fois... 5,6	Act. rég. 21,3	Nulle part 2,2	Pub 2,7	Magnum 4,3
19 h 45	59,6	Roue fortune 28,4	Une fois... 7,0	19-20 info 13,1	Nulle part 3,2	Journal 2,8	Magnum 4,6
20 h 16	71,6	Journal 27,2	Journal 19,3	La classe 10,3	Nulle part 3,6	Journal 5,1	Madame... 8,0
20 h 55	72,6	De Gaulle 22,1	Envoyé spéc. 17,3	Tess 12,7	Blue Jean 5,4	Richard... 6,8	Moutarde... 9,8
22 h 08	58,2	De Gaulle 19,0	L'effrontée 12,6	Tess 11,8	Flash 2,1	Richard... 5,9	Moutarde... 9,0
22 h 44	45,1	De Gaulle 18,0	L'effrontée 13,3	Tess 10,7	Maître... 0,8	Reporters 2,7	Affaire pers. 1,7

Le Monde
SECTION C

S A N S • V I S A

Allemagne le patrimoine réunifié

Un pays sort de prison. Avec la brèche dans le mur de Berlin, il y a tout juste un an, un terrain de découverte *mutuelle* s'est ouvert en Allemagne. Au premier mouvement de curiosité, d'Est en Ouest, répond aujourd'hui de la part des habitants de l'Ouest une soif de connaître, les hauts lieux de la culture germanique dont ils ont été tenus éloignés. En trois villes, Dresde, Weimar, Potsdam, des signes tangibles de cette autre et possible réunification. Sans oublier Berlin.

L'INCENDIE dura quatre jours. De Dresde, il ne restait rien. Dresde, qui n'avait pour elle que sa beauté, justement protégée jusqu'à cette nuit du 13 février 1945 où sur un ordre de Churchill l'aviation alliée jeta sur elle le feu du ciel, semant la terreur en trois passages, martyrisant femmes, enfants, vieillards, et ajouta cet acte d'implacable brutalité à une guerre dont on savait pourtant la fin proche, quelques semaines après la rencontre de Yalta.

La guerre allait finir. L'après-guerre vient seulement de se terminer. La brèche ouverte il y a tout juste un an dans le mur de Berlin a fait tomber les autres barrières, d'élections libres en élections gagnées, jusqu'à l'unification le 3 octobre dernier.

Checkpoint Charlie, porte étroite et barbelée entre l'est et l'ouest de Berlin, est célèbre; mais il y avait aussi checkpoint Bravo, grand péage douanier qui commandait l'autoroute d'accès à Berlin-Ouest, route canalisée qu'on ne pouvait parcourir que les yeux fermés. Désormais, celle-là aussi est «ouverte», même si les panneaux directionnels n'ont pas été adaptés aux nouvelles permissions et restent parfois assez obscurs.

Il n'y avait pas que le «ruban de la mort» (Todstreifel) sabrant Berlin de son glacis et de ses miradors; il y avait aussi l'autre frontière, celle des autorisations de visite administrativement décourageantes pour les Allemands, et pour les étrangers, le régime du voyage cadré (visa, étapes annoncées à l'avance, hôtels imposés, etc.). C'est fini. On circule désormais dans une Allemagne sans Vopos. Sans peur. Un pays qui respire enfin et dont les habitants aspirent à rencontrer les autres.



POTSDAM Panorama éclaté du centre de Potsdam, ville de garnison créée par les rois de Prusse. Le château a été rasé. Restent les écuries, à gauche, devenues Musée du film ; au fond, l'église Saint-Nicolas, de Schinkel. A droite, le chantier interrompu d'un nouveau théâtre.

BERLIN Vus du pont Marx-et-Engels, construit par Schinkel au tout début du dix-neuvième siècle les esplanades qui séparent l'Altes Museum, et, à droite, le palais de la République (aujourd'hui fermé), construit en 1976 à l'emplacement du château bombardé, puis rasé. Au fond, la coupole du Dôme, bombardé aussi, mais restauré.





DRESDE L'un des monuments du centre de Dresde, ville qui fut anéantie par le bombardement de 1945 : l'Opéra de Gottfried Semper, inauguré en 1869, reconstruit à l'identique et rouvert en 1985, quarante ans après la guerre.



SANS-SOUCI Le palais de Sans-Souci, à Potsdam, dessiné pour Frédéric le Grand par l'architecte Knobelsdorff, et chef-d'œuvre du style rococo.

PHOTOS DEIDI VON SCHAEWEN

En même temps que ces Allemands intrigués par leurs nouveaux Lander de l'Est, on pouvait être tenté de cibler trois villes, trois *moments forts de l'histoire culturelle* de ce pays et le patrimoine qui en témoigne, sans oublier Berlin. Curieux aussi d'observer, avant qu'il ne s'aligne plus ou moins rapidement sur les canons en vigueur à l'Ouest, un «paysage» où la couleur locale est le gris, et semble devoir le rester pour un moment encore.

Dresde, Weimar, Potsdam, et Berlin, des «villes d'art» où il apparaît que la RDA a su restaurer ou même reconstruire certains monuments parmi les plus marquants, mais qu'elle a laissé dans un grand abandon des pans de ville entiers, quand elle ne s'engageait pas dans leur éradication absolue, particulièrement dans les années 50 et 60, au bénéfice des palais tout marbre-inox et des Karl-Marx Allée du totalitarisme triomphant.

Ainsi Dresde, anéantie par le bombardement allié tardif et massif, se souvient-elle pourtant d'avoir été la brillante capitale de la Saxe et du baroque flamboyant. Ainsi Weimar, refuge des poètes et théâtre de la première et trop brève République qui porta son nom, est-elle prête à recevoir de nouveaux pèlerins au pays des «classiques» allemands. Ainsi Potsdam, après en avoir été séparée par le petit pont de Glienicke où s'échangeaient les espions, redevient-elle absolument proche de Berlin, et leurs très riches patrimoines architecturaux – les palais rococo, *du grand Frédéric de Prusse* mais aussi l'œuvre néoclassique d'un Schinkel – peuvent à nouveau se lire dans une continuité esthétique autant que territoriale.

Ceux de Dresde se sont dressés les premiers. L'ancienne capitale des grands électeurs de Saxe est la ville où l'action des militants chrétiens pour le renouveau démocratique a pris le plus tôt la forme de manifestations publiques, ces «marches» du lundi qui ont fait avancer la «révolution».

Peut-être faut-il en voir l'origine dans la permission que les habitants de la ville s'étaient accordée depuis des années de se diriger, chaque 13 février, en silence, vers les ruines de la Frauenkirche, murs calcinés et tas de pierres maintenus en l'état à titre de mémorial, et d'y déposer des vœux.

«En 1989, nous étions trente mille», nous dit Marianne qui, dans l'euphorie de la démocratie nouvelle, ne peut s'empêcher de désigner cet ancien palais sur la rive droite de l'Elbe, siège de la Stasi, et but des manifestations du lundi : les banderoles, les slogans, les caricatures des «grandes oreilles» de la police politique, sont déjà au musée d'histoire de la ville, non loin des vitrines qui évoquaient la guerre ou comment la révolution d'Octobre avait changé le sort des Dresdois.

On y voit aussi deux grandes maquettes, très parlantes : la ville avant les bombes, dense, ordonnée; la ville aujourd'hui (500 000 habitants), une immense ZUP bâtie sur la terre brûlée, à coup d'avenues rectilignes et sans rives, l'application en vraie grandeur de ce plan polémique tracé par Le Corbusier pour Paris, le plan Voisin, où ne subsistaient que Notre-Dame et le Sacré-Cœur...

Dresde vue du pont affiche une silhouette baroque qui paraît intacte, flèches, dômes... Passé le pont, le décor est sublime mais révèle qu'il ne commande plus ses arrières, qu'il n'y a plus de «ville» au-delà.

Le pont a retrouvé son nom, Augustus Brücke. La place aussi, Schloss Platz, place du Château. *Exit* Dimitroff. A gauche, l'ancien Parlement, *dont on ne voit pas qu'il* y manque le toit : le Landesrat, issu des dernières élections d'octobre, ne pourra pas s'y réunir. Une église tout juste reconstruite et restaurée, sur la rive droite de l'Elbe, abritera ses premières séances, en attendant un vrai Parlement.

A droite, la Hofkirche, magistralement posée de biais, magnifiquement baroque (reconstruite après la guerre). Au fond, la belle porte fortifiée n'arbore qu'un drapeau, l'européen. Sur la gauche s'en va une rue haute et sans fenêtres ornée d'une de ces «conduites du Prince», fresque d'avant la publicité qui affichait l'idée de la magnificence royale.

Michèle Champenois

Lire la suite page 22

AU SOMMAIRE



هكذا من الاصل

C'est où, ici ?

LES mots « Indien » et « Peau-Rouge » reposent sur une méprise. Pas plus que Christophe Colomb n'avait touché les Indes, les (désormais) Indiens n'avaient la peau rouge. Mais le malentendu fut flagrant quand les Espagnols rencontrèrent les Indiens Pimas : *« Comment vous appelez-vous ? »*, demandèrent-ils, et les autres de répondre compulsivement *« Pimac... pimac... »*

Du coup, le groupe des Indiens A'a'tam (les gens) se trouva baptisé *« Pima »* et, dans le sud-ouest des Etats-Unis, où ils vivent encore aujourd'hui, on les nomme toujours ainsi. Bel exemple de méconnaissance par ouï-dire, car, en langue a'a'tam, *pimac* signifie *« je ne comprends pas votre question »*.

Ce type de bévue est assez fréquent. Sans jouer au savant pointu, un simple survol de l'étymologie des noms de lieux et de tribus permet d'en mesurer l'ampleur. Nombre de montagnes, de lacs, de plaines et de rivières portent simplement pour nom le mot local qui veut dire « montagne », « lac », « plaine » ou « rivière ». *« Comment s'appelle cette montagne ? »* demande l'explorateur, *« montagne ! »* répond l'autochtone. Le fleuve Aa – si fréquenté par les cruciverbistes – dérive du haut-allemand *aha*, à savoir eau.

La drôlerie vient de ce que le procédé s'est répété des milliers de fois et, que, l'oreille attentive du linguiste, nos atlas semblent assez rustiques et un peu bègues. Topeka, par exemple, capitale du Kansas, centre administratif et commercial de 115 300 habitants, s'enorgueillit de porter un nom sioux, dont le sens littéral, à défaut de poésie, ne cache pas la vocation première : « Bon endroit pour cultiver les pommes de terre. »

Quelquefois, le dialogue de sourds touche au drame. Les Pimas n'ont pas été les seuls à mal comprendre les questions qu'on leur posait. Il en fut de même pour les Mayas, à qui les Conquérants, égarés dans la jungle, demandent : *« Où sommes-nous ? »*, et les Indiens rétorquent *« Yucatan ! »*, c'est-à-dire *« nous ne comprenons pas ! »*. Pour eux, la réponse a un double sens, car les Mayas ne comprenaient pas la question, mais ils ne comprenaient pas non plus l'attitude des Blancs qui répondaient à leur hospitalité par des massacres... *Yucatan* porte donc en filigrane à la fois la perplexité et la stupeur. La géographie a enregistré, naïvement, à son insu, un grave reproche moral.

Tout n'est pas aussi tragique dans la toponymie, tant s'en faut. Les indigènes saluent souvent les caravelles au cri de *« Amis ! amis ! »*, et le mot s'inscrit dans les portulans. C'est ainsi que *« Techas ! techas ! »*, mal entendu ou mal transcrit, devint le fameux Texas. Et lorsque les aborigènes de Nouvelle-Galles du Sud, en Australie, voient leur premier cargo, une rumeur court dans les rangs *« Nwoolyarngungli »*, *« Un monstre arrive ! »*. La ville de Wollongong, en reproduisant l'onomatopée, célèbre sourdement le souvenir de cette première rencontre.

Abidjan, Banjul et Dakar sonnent comme des messages plus énigmatiques encore. La traduction donne, dans l'ordre, « Je-reviens-de-couper-les-feuilles », « Nous-faisons-des-nattes-de-cordes » et « C'est-un-tamarinier ».



En fonction des anecdotes précédentes, nous nous doutons qu'un bas niveau de communication a dû aboutir à des pataquès. Manque le scénario complet. Dommage.

DU côté de Bornéo, l'histoire des nominations a pris un tour plus rigolo. Les envahisseurs malais avaient appelé les tribus de l'intérieur les Dayaks (ou Dyaks) et les Anglais, à l'affût de nouvelles peuplades à étudier, sont partis à leur recherche. En remontant le fleuve, ils s'arrêtent dans tous les villages et interrogent systématiquement les gens de rencontre. Ils sont sûrs de tenir le bon bout car les réponses sont invariables : *« Les Dayaks habitent plus haut. »*

En fin de parcours, à la tête du fleuve, alors qu'ils croient toucher au but, c'est la douche froide : *« Il n'y a plus de Dayaks ! »*, prétend un vieillard, absolument catégorique. Les hommes se frappent la poitrine en signe d'approbation. Les Anglais sont effondrés. Tant d'efforts pour découvrir qu'ils s'étaient mis aux trousses d'une périphrase : le mot dayak, en fait, voulait dire « ceux qui vivent en amont » ! Gustave Flaubert, dans le *Dictionnaire des idées reçues*, note à *Gulf Stream* : *« Ville célèbre de Norvège nouvellement découverte. »* L'énormité du propos fait sourire. N'empêche, à y regarder de près, la géographie semble parfois faire de savoureux pieds de nez. Les îles Baléares – si accueillantes – doivent leur patronyme aux Phéniciens qui les avaient surnommées « les îles *des jeteurs de pierres* ». Le bourg d'Eureka, en Californie, tient son nom d'un chercheur d'or qui y avait peut-être découvert un filon. Dans un registre différent : le pic Staline, sommet culminant de l'URSS, a été rebaptisé en 1962, pour devenir le pic du Communisme, et personne ne sait comment il se nommera demain.

Certains termes ont le don d'exciter l'imagination des lexicographes. Il suffit de prononcer le mot « gringo » dans tel cercle d'érudit pour, aussitôt, déclencher un colloque. Alors, si vous ne voulez pas être pris dans une tornade d'interprétations, mieux vaut sérier la question.

Sachez d'abord que « gringo », au sud du Rio Grande, s'applique principalement aux Nord-Américains. Il a nettement une nuance péjorative. Apprenez ensuite que le vocable n'est pas si vieux et qu'il date probablement de l'époque où les Mexicains et les Américains se disputaient le Texas. Tout le monde aura remarqué (?) que *gringo* contient *green*, qui évoque l'uniforme vert des troupes venues du Nord. Les expressions *green go out* ou *green go home* auraient eu cours à l'époque. D'autres invoquent une chanson de marche dont le refrain, bucolique, parlait de la verdeur de l'herbe qui pousse, *green grows the grass*.

Faisant intervenir l'espagnol, les dictionnaires rapprochent *gringo* de l'expression *hablar griego*. En effet, d'une personne qui s'exprime dans une langue incompréhensible, les Latino-Américains diront volontiers qu'elle *« parle grec »*. Partis de *« gringo »*, passant par *« grec »*, nous débouchons bizarrement sur la notion de *« barbare »* (celui qui ne parle pas le grec justement). Les hellénistes apprécieront la pirouette. Elle fait partie des mille et une facéties du vocabulaire.

Comme dans la fable de La Fontaine, *le Singe et le Dauphin*, il nous arrive trop souvent de prendre le Pirée pour un homme. A moins que ce ne soit le contraire : récemment, pendant le tournage d'un film, Jean-Marc Boivin, aventurier de l'extrême, s'est tué en exécutant un *base jump* du haut du Salto de Angel, au Venezuela. Les journaux télévisés ont repris la nouvelle en traduisant Salto de Angel par le Saut de l'Ange. L'amalgame était inévitable. En fait, Angel ne se traduit pas par « ange », car il s'agit du nom de l'aviateur qui, le premier, se posa sur le plateau d'où tombe la cascade.

Exemple rare d'imbrication d'un nom, d'une image choisie et d'une tragédie. La langue capte simultanément toutes les informations et, comme dans le lapsus, les synthétise en un raccourci fautif. *« La métaphore est un mythe en petit »*, disait Vico.

Jacques Meunier

ESCALES

La Russie de Sonia

Elle s'appelle Sonia Coumryantz et, assistée de Galia, de Bina et d'une autre Sonia, elle s'est vu confier la création de Voyageurs en URSS (12 rue Ste-Anne, 75001 Paris, tél. 42-86-17-71), la 12e déclinaison de la famille des Voyageurs du monde, dirigée par Claude Saulière. Une équipe de spécialistes, possédant une connaissance approfondie du pays dans lequel elle proposera, dès le printemps, une série de destinations plus ou moins inédites. Citons un circuit de 8 jours (de 5 650 F à 7 510 F par personne en chambre double et pension complète) qui, entre Leningrad et Moscou, permet de passer 3 jours à Yalta, d'y découvrir une architecture intéressante et d'y retrouver le souvenir de ceux qui, de Tchekov à Pouchkine, l'inscrivirent dans la littérature russe. Premier départ le 23 février. Le même circuit, concentré sur Moscou et Léningrad, coûtera 5 500 F avec un départ en février et quatre départs mensuels de mars à juin. Plus classique, une « Asie centrale des Mille et Une Nuits » permettra de découvrir en 8 jours (de 5 590 F à 7 710 F) Moscou, Tachkent, Boukhara et les coupoles turquoises de Samarcande.

La Turquie des neiges

Les coupoles d'Istanbul et les pentes d'une station de sports d'hiver. C'est l'un des paradoxes de la Turquie et du séjour qu'y organise le spécialiste Marmara (dans les agences de voyages). Deux jours pour approcher Istanbul, la mosquée Bleue, Sainte-Sophie, l'Hippodrome, le palais de Topkapi, le Grand Bazar et, après avoir franchi le Bosphore, le palais de Beylerbeyi, résidence d'été des sultans. Vient alors la traversée de la mer de Marmara et la seconde phase, sportive, de ce séjour. Uludag est à 36 kilomètres de Bursa, l'ancien mont Olympe de Mysie. Ses 2 325 mètres d'altitude expliquent beaucoup de choses. Notamment, ces téléphériques et ces remontées mécaniques sans lesquels il n'est pas de ski aujourd'hui. Pendant quatre jours, au coude à coude avec la bourgeoisie turque qui fréquente la station, on skiera. Au retour, visite de Bursa, première capitale de l'empire ottoman et à ce titre chère au cœur des Turcs. Bursa possède notamment une mosquée Verte, un tombeau Vert et de nombreux jardins. Nuit sur place et retour à Istanbul. De mi-décembre à mars, départs toutes les semaines, le vendredi soir et retour, dix jours plus tard, le dimanche soir : 4 270 francs par personne en chambre double, tout compris (vols, transferts, pension complète, visites, excursions et forfaits skis).

Les éléphants de Jaïpur

A dos d'éléphant, lente montée vers le fort d'Amber. Non loin de Jaïpur, la ville vieux rose. Au cœur du Radjastan. Le Radjastan des maharadjahs. Un projet d'Orients (29, rue des Boulangers, 75005 Paris, tél. : 46-34-29-00), dont Delhi est la porte. Delhi l'ancienne et la nouvelle, et Jama Masjid, la plus grande mosquée de l'Inde. Avant le mausolée du Grand Moghol à Sikandra. Avant la blancheur du Taj Mahal et la ville morte, en grès rose, de Fathepur-Sikri, éphémère capitale de l'empire musulman d'Akbar. C'est alors qu'interviendront les éléphants. Au Hawa Mahal du palais des vents de Jaipur, les femmes de la cour regardaient sans être vues. A l'observatoire astronomique, plongée sur les étoiles. Jaisalmer se lève dans le désert du Thar, limitrophe avec le Pakistan. Visite de la citadelle et des havelis, maisons fortifiées réservées au commerce, de la fin du dix-huitième siècle, où faisaient halte les caravanes. Les miniatures mogholes sont derrière les murailles de la forteresse de Mehrangarh, à Jodhpur, les soieries sont au bazar. Une très belle route conduit à Udaipur, qui passe par les temples jaïns de Ranakpur. Le palais du maharadjah d'Udaipur est devenu le Lake Palace : nuit de prince, promenade sur le lac Pichola, découverte du palais, des jardins et des temples. Retour à Delhi. Départs, pour douze jours et vingt voyageurs, les 22 décembre 1990 (17 850 F) et 11 janvier 1991 (16 850 F). Prix de Paris à Paris, par personne, en chambre double.


RAGHUBIR SINGH/ANA

Musiciens gourmands

Le 5 janvier prochain, au château d'Artigny, les Grandes Etapes françaises fêteront le 500e concert de leurs soirées musicales. Pour la vingt-septième année consécutive. Ces soirées associent musique de chambre et gastronomie dans le cadre raffiné d'hôtels membres de la chaîne des Relais et châteaux. Pour ce 500e concert, on écoutera, au salon Régence du château d'Artigny, voisin des châteaux de la Loire, un florilège de balalaïka classique comportant des œuvres de Glinka, Dvorak, Rachmaninov et Bach, sans oublier la musique traditionnelle russe. Anne Perchat sera au piano et Micha Makarenko à la balalaïka. Le 16 février, récital de violon de Hu Kun avec Patsy Toh au piano et, le 2 mars, œuvres de Haydn, Beethoven et Schubert par le Trio Ravel. Trois possibilités : le cocktail-concert (120 F), accompagné du dîner aux chandelles (415 F) ou inclus dans un forfait week-end (925 F chambre et petit déjeuner compris) auquel on peut ajouter le déjeuner du dimanche (310 F). Si l'on ne peut s'arracher à la magie des lieux : 510 F la nuit supplémentaire. Le château d'Esclimont, en Ile-de-France, annonce un récital de piano France Clidat (œuvres de Chopin et de Liszt) le 24 novembre, un récital de violon de Hu Kun (dans un programme différent de celui du château d'Artigny) le 8 décembre et le trio Franz le 2 mars. Au Prieuré, à 8 km de Saumur, récital de piano Anne Queffélec le 17 novembre, récital de guitare Alexandre Lagoya le 13 avril. Renseignements sur l'ensemble des programmes et les prix auprès des Grandes Etapes françaises, 140, rue de Belleville, 75020 Paris, tél. : 43-66-06-06.

L'Islam dévoilé

L'Islam ? *« Une masse énorme d'hommes s'en réclame, des Arabes, des Turcs, des Iraniens mais aussi et plus nombreux des Indiens, des Malais, des Indonésiens, des Philippins, des Balkaniques, des Africains... Dans nos relations internationales, sur notre sol même, nous ne cessons d'être confrontés avec lui, de recevoir à son sujet des informations médiatiques, nécessairement sommaires ou pseudo-scientifiques... Car il est difficile de percer à jour ses multiples facettes, ses idéaux parfois contradictoires, d'autant plus lorsqu'on l'aborde ou le côtoie, davantage avec passion qu'avec raison... »* Un texte écrit en juin dernier par Jean-Paul Roux, directeur de recherches au CNRS, pour introduire le Forum Islam organisé par l'association Arts et Vie, du 27 avril au 4 mai 1991, pendant les vacances scolaires de printemps, à Confolant, en Auvergne. L'actualité apporte aujourd'hui une justification supplémentaire à ce rendez-vous culturel de haut niveau qui, par le biais de conférences, d'ateliers, de films et de soirées, animées par les meilleurs spécialistes du monde islamique (dont notre confrère Paul Balta et André Miquel, professeur au Collège de France), entend *« donner une vision totalisante d'un univers à la richesse culturelle considérable, qui a maintes fois influencé le nôtre et cherche aujourd'hui tout autant à retrouver ses origines qu'à trouver sa place dans le monde contemporain non sans déchirements »*. Il en coûtera, pour la semaine, 1 750 F pour les adultes et les enfants de plus de 10 ans (un supplément de 250 F pour une chambre individuelle), en pension complète avec accès aux tennis. Confolant se trouve sur la commune de Miremont, à 460 km de Paris et à 45 km de Clermont-Ferrand.

Sélection établie par Patrick Francès et Danielle Tramard.

TELEX

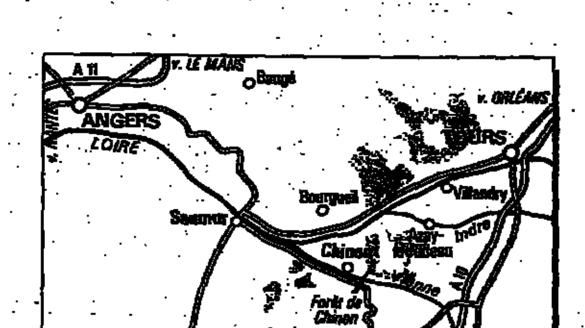
Le 5e Forum international des équipements de loisir se tiendra du 3 au 5 décembre au Palais des festivals de Cannes. Lieu de rencontre des professionnels du loisir, il offrira cette année plus de vingt-cinq forums (dont un sur les pays de l'Est) et ateliers, une participation accrue des collectivités locales, une forte représentation internationale (notamment japonaise) et des thèmes nouveaux tels que le port, la plage et la montagne. Renseignements : Euro-Convention / FIDEL 90, 17, rue d'Uzès, 75002 Paris. Tél. 40-41-05-50.

Premières liaisons en hélicoptère, de Val-d'Isère à l'aéroport Genève-Cointrin, de Noël à Pâques et du vendredi au dimanche : 1 520 F ou 1 890 F par personne. Une demi-heure de grand spectacle, du lac de Tignes au lac Léman, avec survol du mont Blanc et de la mer de Glace. Renseignements : Val-d'Isère Promotion. Tél. : 79-06-10-83.

« La Suisse en cinq étoiles » et « Swissair vous ouvre le monde des affaires » : deux brochures où la compagnie aérienne présente ses forfaits avion-hôtel. Quatre jours à Saint-Moritz : 14 150 F en demi-pension ; huit jours à Zermatt : 26 550 F en pension complète. Dans les agences de voyages.

Londres pas cher jusqu'au 16 décembre : 710 F aller-retour sur les 50 vols Air Europe au départ de Roissy-1. Réservations : 49-27-91-00.

Une idée de cadeau : les avances sur frais de voyages, sous forme de chèques de 100, 200 et 500 F, valables un an, à valoir sur tous types de prestations touristiques (circuits, séjours, locations, billets d'avion). Disponibles auprès des 90 agences Via Voyages.





Richelieu, ville nouvelle du Cardinal

Un délire symétrique, la rectitude poussée jusqu'à l'obsession : Richelieu, en *Indre-et-Loire*, reste le rêve d'un homme qui voulait surveiller ses courtisans, tous rassemblés dans une cité idéale et érigée à sa gloire.

ATTIRÉS par l'odeur du coq au vin, les voyageurs pénètrent dans le restaurant du Puits doré. Dans un ultime coup de pédale, l'ancien garde champêtre vire sous un porche de la route de Châtellerault en faisant un petit signe à la statue du Cardinal, toute moustache dehors. Richelieu s'est habillée de pourpre. La couleur automnale est ici cardinalice.

Ce fut une ville nouvelle au dix-septième siècle. Créée *« par ordre du Cardinal »*. Le résultat fut aussi sec que l'injonction : deux places *reliées par un axe central bordé* d'hôtels particuliers, quatre rues parallèles pour loger les bourgeois et les gens du peuple, le tout enfermé dans une enceinte rectangulaire. *La rectitude et la symétrie* poussées jusqu'à l'obsession. L'éloge de la ligne droite au siècle de la raison. Les constructions de Vauban, qui utilisaient toutes les ressources de la *géométrie*, seront, quelques décennies plus tard, de joyeuses fantaisies à côté de ce pensum janséniste.

Ces pierres trop bien ordonnées dégagent encore *aujourd'hui un* curieux sentiment d'étrangeté. Comme si les choses simples conduisaient à l'incertitude. Les hôtels de la Grande-Rue, à force de *répétitions*, donnent l'impression de s'étirer à l'infini. Le passant, à Richelieu, avance prudemment, comme le cavalier aux aguets dans une bourgade faussement déserte de western.

Le dessein du Cardinal était de *faire surgir une ville peuplée de* courtisans au pied du château familial qu'il était en train d'aménager en demeure princière. *« L'envie de consacrer les marques de sa naissance l'obligea de faire bâtir autour de la chambre où il était né »*, écrivit perfidement La Fontaine. Les plans furent confiés aux Lemercier, architectes du Louvre *et du palais Cardinal, qui* travaillèrent à l'ensemble du chantier de 1631 à 1642, année de la mort de Richelieu.

En réalité, à l'exception d'Henrichemont, tracée par *Sully, et de* Charleville, Richelieu est la première ville « pensée » où l'objectif est de faire de l'urbanisme et non plus seulement de l'urbanisation. *On pense même déjà à l'environ*nement. Des savants, perruques au vent, parcourent la campagne, traquant les miasmes et les mauvaises odeurs. Il faut lire leurs conclusions dans une langue admirable : *« Quant à l'air, il est très bon et très salubre. Le terroir étant sec et sablonneux, les vapeurs souterraines n'y peuvent croupir et se corrompre ; et comme elles s'exhalent aisément et qu'elles ont une libre issue par les pores de la terre, elles ne sauraient dégénérer en exhalaisons malignes »*...

Dans ce coin perdu du royaume aux confins du Poitou et de la Touraine, le Cardinal s'est offert *une cité idéale* – comme d'autres une basilique, – un modèle réduit de l'Etat fort et centralisé qu'il voulait instaurer. Construction purement artificielle, autoritaire, qu'il dirige depuis la capitale, dont il réglera tous les détails jusqu'au nombre des clous sur les portes cochères. Adolescent, Louis XIV visitera plus tard la ville et son château transformé, devenu l'égal des plus belles demeures royales : son maître y a englouti 14 millions de livres et a orné sa chambre à coucher de Titien, de Dürer, de Rubens *et de Caravage. Le jeune* roi retint la leçon et fit Versailles.

Si le roi est au sommet de la *pyramide de l'Etat*, son ministre tout-puissant – qui de plus est dans son fief – ne peut se trouver loin. *Cette dualité, qui* reflète la situation politique de l'époque, les architectes la résolvent en ouvrant deux places, aux dimensions farouchement identiques, dénommées Royale et Cardinale. Mais en accueillant les principales fonctions de la ville, la place Cardinale (aujourd'hui *place du Marché*) rétablit subtilement la prééminence du maître des lieux.

Richelieu y installe l'Eglise, dans une position non plus trop dominante et comme pour se faire par*donner le luxe tapageur de son* palais tout proche, appelle la communauté de Vincent-de-Paul pour *s'occuper de* la *paroisse*. L'église, un bel édifice de style jésuite, et les anciens locaux presbytériens où Vincent occupait une modeste chambre, sont aujourd'hui bien menacés.

En revanche, Richelieu fait ouvrir place Royale une Académie pour les jeunes nobles dont il confie la direction à des proches de Descartes – celui-ci d'ailleurs est *natif de La Haye, à quelques lieues* de là. Il est prévu d'y enseigner *« la pureté de la langue française »* considérée pour la première fois comme véhicule de la connaissance scientifique et philosophique.

La symétrie, qui exprime ce partage égalitaire du pouvoir, est utilisée à Richelieu jusqu'à l'épuisement. *« Le plan masse révèle une parfaite mécanique où parcelles et bâtiments s'inversent dans une rigoureuse symétrie transformant la ville en un jeu de miroirs qui se renvoient à l'infini »*, observe une spécialiste. Le même module (10 toises, la largeur d'une façade) répété autant de fois que nécessaire, va servir de base à toutes les constructions de la ville.

Jeu savant à rendre fou. Un voyageur qui passe en 1868 s'énerve presque devant *« ce labyrinthe inextricable à force d'uniformité, le spectacle abrutissant de cette unique maison que vous retrouvez partout, à droite, à gauche, devant, derrière, dans toutes les rues, et qui s'acharne après vous avec une obstination inexorable »*.

Aboutissement logique de ce délire symétrique : il faut que les pièces *habitées aient les mêmes* surfaces, les mêmes fonctions, la même cheminée, les mêmes ouvertures... mais en même temps – passe encore la valetaille et les *bourgeois – il va falloir faire entrer* les nobles, habitués aux grands espaces, dans cet univers un peu carcéral.

Le Cardinal, en effet, avait *décidé de* masser ses courtisans dans la Grande-Rue, allée triomphale pour se rendre au château. Tous devaient être logés à la même enseigne. Pas une tête ne devait dépasser. Les plans prévoyaient 24 pavillons rigoureusement iden*tiques, un vaste trois pièces-cuisine* donnant sur la rue comme si le Cardinal voulait voir ses gens *« au balcon »* et surveiller leur intimité. Si bien que la superbe perspective fut vite appelée *« la rue la vertu obligée »*.

Richelieu inventait le lotissement et l'habitat collectif. Et les architectes découvraient la *construction en série*. Mais la perspective de se faire « achélémiser », *comme disait Queneau, en plus de* s'exiler loin de la capitale pour faire la claque d'un ministre, certes tout-puissant, mais souffreteux, découragea les acquéreurs. Dix mille livres (c'est-à-dire 1 million de nos francs environ) : le sacrifice *était gros pour un trois-pièces-cuisine*. Et le placement spéculatif hasardeux. Il fallut faire la chasse aux clients comme un vulgaire promoteur. Ce fut un extraordinaire *feuilleton politico-immobilier* – les archives en témoignent – dont le Cardinal et ses hommes d'affaires ne sortent pas grandis.

Pour vaincre les réticences on fit donation des terrains puis on se mit à distribuer des exemptions d'impôt. Une fois le client *« ferré »* *un manieur d'argent* du Cardinal, Alphonse de Lopez, qui au passage s'était adjugé le meilleur emplacement, encaissait le gros de la vente et passait commande au maître d'œuvre. Mais las sans doute de solliciter ses proches, le Cardinal en vint à imposer aux adjudicataires des fermes un pot-de-vin supplémentaire, l'achat d'un lot. La recette miracle pour peupler sa ville était trouvée. Fidèlement, on retrouva à Richelieu la fine fleur des spéculateurs qui opéraient à Paris *dans l'immobilier* : le Cardinal leur faisait payer ici – et cher – l'argent qu'il leur permettait de gagner ailleurs.

Tout ce beau monde bien sûr déserta à la mort du Cardinal. Ce fut même la débandade. Vingt ans après, les bâtiments ne valaient *plus que* 2 000 livres. La Fontaine, qui voyageait partout, eut le mot de la fin : assurément, le Cardinal, dit-il, avait *« mal pris ses mesures »*. Le coup de grâce fut *donné par un propre* descendant du Cardinal qui bizarrement, craignant les affres d'un nouveau 1789, fit détruire le château en 1835, privant le village d'une mine d'or *touristique*.

Aujourd'hui, Richelieu (2 219 habitants), fruit d'une vanité, vivote *comme un aimable chef-lieu de* canton, ne sachant s'il faut blâmer *« l'homme rouge »* ou le porter au pinacle, rafistolant ici un bout de muraille, là un pan de toiture. Un office HLM s'est essayé à la réhabilitation. Décrétée *« secteur sauvegardé »* par Malraux, la ville n'a jamais été pourtant « classée » par les Monuments historiques. L'habitude veut qu'on classe une forme, pas une idée. On peut le regretter.

En réalité, personne n'a tranché *sur le parti de restauration* à adopter. Parce qu'on ne sait finalement si ce grand corps de pierre est une *ville ou un monument. « Un cas limite entre l'architecture et l'urbanisme »*, disent les spécialistes. L'ensemble évoque un immense édifice dont les demeures sont les appartements. Un monument reste figé, alors qu'une ville bouge, accepte les morsures du temps et ne vit que si sa forme évolue. A Richelieu, toute transformation ne peut être qu'agression. On ne touche pas à une utopie.

Régis Guyotat

Guide

• Le mieux encore pour se rendre à Richelieu (Indre-et-Loire) est de prendre sa voiture. On quitte l'autoroute A 10 au sud de Tours, à Sainte-Maure-de-Touraine. Il *reste tout juste* 25 km au milieu des premières collines du Poitou.

Il faut venir à Richelieu avec *l'idée de prendre* une bonne leçon d'urbanisme, de comprendre plus que d'admirer. Il n'est pas rare d'y voir des étudiants assis à même la chaussée crayonner dans la Grande-Rue. Si le mot tourisme culturel a un *sens, ce pourrait être ici*. Les classes du patrimoine, les séminaires d'architecture pourraient *s'y succéder*. La matière est inépuisable. L'urbanisme moderne est né aussi à Richelieu.

Plutôt que de conseiller tel ou tel établissement hôtelier – l'hébergement d'ailleurs est précaire, *un seul véritable hôtel*, le Puits doré, et quelques chambres d'hôte notamment chez Mme Leroy de Carasco, 15, Grande-Rue, où il vous est offert un lit à baldaquin pour 350 francs – on recommande *de partir* avec quelques bonnes lectures sous le bras : Richelieu, ville nouvelle, par *Philippe Boudon* (Dunod, 1978) ; un beau reportage de Jean-Paul Kauffmann, (*le Matin de Paris*, 30 juin 1979) ; ou la pertinente étude de Martine Allaman, dans la revue Diagonal 71 (juin 1988).

Les dernières découvertes concernant le bâti de la ville sont l'œuvre de Christine Toulier, chercheur à la direction régionale des affaires culturelles à Orléans. *La rareté des documents touristiques* (une page, il est vrai, dans le guide vert Michelin Poitou-*Charentes-Vendée, alors qu'ad*ministrativement Richelieu est rattachée à l'Indre-et-Loire et au Val-de-Loire) illustre bien l'oubli dans lequel est tombée la ville aujourd'hui. •

Allemagne, le patrimoine réunifié

Suite de la page 19

Vers la droite, sur le forum, l'opéra de Semper (1869) brille de tous les feux de sa restauration-reconstruction, lente mais aboutie. L'autre côté de la place est en travaux ; à deux pas, murs noircis, arbres parmi les ruines, viennent seulement de commencer ceux du château, qui semble démoli d'hier.

Reconstruit d'hier, en revanche, à l'identique (terminé en 1964), le Zwinger : d'abord Orangerie, un simple et vaste rectangle autour d'un jardin, des galeries et des pavillons d'un « baroque » qu'on daterait volontiers du début de ce siècle, *tant il est à la fois rigide et surorné*, mais qui est dû à un maître du genre (début dix-huitième), l'architecte Pöppelmann.

L'histoire architecturale de Dresde tient dans ce carré sacré, immédiatement juxtaposé aux espaces zupiens de la période ulbrichtienne. Mais quand on choisit bien son angle, par exemple, entre l'Albertinum, le grand musée, et l'Ecole des beaux-arts, romantiquement envahie par la végétation, et qu'une jeune fille joue de la flûte dans l'escalier qui mène au jardin en terrasse sur l'Elbe, on peut, à condition de ne pas se retourner vers les ruines de la Frauenkirche, croire *que Dresde respire encore.*

Weimar sera d'approche moins rude, plus classique, plus familière. Même si la présence aux environs du mémorial de Buchenwald, que l'on s'y arrête ou pas, jette pour toujours à *l'horizon de la petite ville de* Thuringe son ombre de deuil et de larmes. Même si, arrivant à la nuit tombée, le voyageur peut *se croire projeté dans un décor* d'avant-guerre, quand, dans un brouillard chargé de l'odeur oubliée des fumées de charbon et dans la lumière pauvre des rares réverbères, les statues équestres reprennent leur monologue interrompu devant les façades muettes des anciens palais.

Mais cette impression *« noire » était très exagérée :* Weimar est, au grand jour, une ville animée et sympathique qui montre à tout instant comment elle entend assumer son héritage et le mettre en valeur pour honorer ses visiteurs.

Ici, les « acquis du socialisme » ont pris des formes extrêmement fréquentables : des fenêtres de ce palais fraîchement *ravalé s'échappent des arpèges* et des gammes, c'est l'école de musique. Gloires nationales intouchables, Goethe, qui vécut *cinquante années* à Weimar, et Schiller, son ami, qui vint l'y rejoindre avec sa famille et fit construire une demeure où il mourut trois ans plus tard, ont eu droit à un traitement attentif : les maisons (quarante mille visiteurs en un mois, l'été dernier) sont impeccablement entretenues ; le musée construit ces dernières années pour Schiller est de la meilleure veine ; enfin, l'institution qui supervise les archives, coordonne études *et colloques*, déjà *en contact* avec les spécialistes étrangers, se réjouit, nous dit Angela Jahn, *« des nouvelles opportunités de rencontres et d'échanges »* offertes par la réunification.

Jack Lang, le ministre français de la culture, ne s'y est pas trompé, qui a, fort de l'admiration des poètes allemands pour la Révolution française, prestement jumelé Blois avec la cité de Goethe, de Schiller... et de Liszt.

Chaque jour, en Allemagne, un événement « historique ». Le jeudi 25 octobre, c'était, à Weimar, la première réunion du Landestag dans la salle du théâtre où fut votée, en 1919, la Constitution de la République qui sera connue sous le nom de cette ville, mais qui, en 1933, tombait sous les coups du nazisme.

Devant le théâtre, saisies, dans le bronze, les deux gloires amies,



comme une invitation à suivre leurs pas. On peut ainsi aller en compagnie de Schiller rendre visite à Goethe, par les rues piétonnes. Observer que dans les boutiques, de plus en plus, le superflu est en vente libre, que les librairies sont fort bien fournies et que des commerces nouveaux arrivent tout armés de l'Ouest. *Croiser des jeunes filles* qui expriment leur euphorie par un maquillage raffiné mais insistant, ou même acheter des pommes, petites mais goûteuses, aux paysannes qui découvrent avec peine, sur le marché, les lois de la concurrence.

On pourra aussi, sortant de chez Goethe, de la démonstrative et pourtant bourgeoisement *habitable demeure de ce collec*tionneur qui avait conscience, de son vivant, d'en faire un musée, prendre la ruelle qui passe devant « son » arbre, un gingko biloba, l'arbre aux feuilles d'or, et entrer avec lui (les peintures sont d'époque, il n'y a pas de chauffage) dans la bibliothèque que Goethe dirigea. Pour y découvrir dans un *décor blanc et or finement* rococo, une sorte de chapelle dédiée aux livres et à la lecture où veillent, saints laïques, les bustes des grands de l'époque..

Un parc à l'anglaise court dans la vallée. Goethe, encore lui, y avait sa maison de « campagne », à deux cents pas, une maison haute, rustique, carrée, qui a *servi de modèle incons*cient à toute une tradition de constructions allemandes. Pourtant, *c'est à Weimar aussi que* le vingtième siècle verra prendre naissance, à l'école d'art et d'architecture, une avant-garde déterminée à changer l'art et la vie, des cafetières aux automobiles, des petites cuillers aux logements : le Bauhaus. L'école est toujours là, et *dans les bâtiments* d'Henry Van de Velde, on enseigne l'art, et l'architecture.

Mais c'est à Dessau que Gropius, chassé de Weimar en 1925 après *une victoire* électorale de la réaction, fera construire, selon les canons de la modernité, une nouvelle école. Et c'est plutôt dans la banlieue verdoyante de Berlin (où un nouveau déplacement les conduira, avant la dissolution complète par les nazis en 1933) qu'on trouvera les meilleurs exemples de cette rationalisation du logement dont les élèves de Walter Gropius et du Bauhaus allaient poser les prémices.

Potsdam et Berlin. Les dirigeants de la RDA aimaient bien l'idée de la Prusse et du pangermanisme et n'ont visiblement pas négligé Potsdam, le parc et les palais de Sans-Souci.

La ville elle-même, ville de garnison créée *ex nihilo,* a subi cette *« guerre après la guerre »* qu'ont été les démolitions brutales de l'ère Ulbricht, la rénovation-bulldozer qui élimina le château bombardé au lieu de le restaurer, conserva son Orangerie du dix-huitième siècle (devenue Musée du film), créa une avenue pour les parades militaires, et posa au carrefour un insipide palais municipal au *chevet de l'église façon Pan*théon de Friedrich Schinkel. Collage chaotique et désespérant : les grandes villes d'Occi*dent ont connu de ces aberra*tions et elles ne sont le privilège d'aucun régime, d'aucun despotisme municipal. Aujourd'hui, à Potsdam, le panorama désolé de ce carrefour autoroutier est complété par le chantier interrompu d'un théâtre, et, l'incertitude grandissant, on ne sait plus qu'en faire.

La ville de garnison, rues *droites, et maisons basses,* a en revanche subi moins de dommages. Son quartier « hollandais » tout de briques rouges est même en cours de restauration. Ailleurs, les rues aux chaussées défoncées, les façades délabrées qu'illuminent, depuis peu, un coup de peinture fraîche et des enseignes publicitaires toutes neuves, sont à l'image d'un pays *en déroute qui n'avait pas les* moyens d'entretenir son patrimoine immobilier et urbain.

Sans-Souci, en revanche, n'a visiblement pas manqué d'égards budgétaires. Le parc des rois de Prusse qui prenaient modèle sur Versailles, ses châteaux, son orangerie, son pavillon chinois, ses allées et ses bassins, ses perspectives et ses *« folies », allant jusqu'à nommer* un endroit « Marly Park », sont maintenant à portée de promenade dominicale pour les Berlinois en liberté.

Tandis que les « Trabbi », surnom amical des Trabant, petites boîtes à quatre roues et moteur à deux temps, partent à la découverte des vitrines du Kurfürstendamm, et des beaux quartiers de Charlottenburg, on vient volontiers de l'Ouest s'extasier sur les salons et la bibliothèque où Frédéric le Grand recevait son ami Voltaire.

Le plus remarquable à Sans-Souci est la façon dont les styles *et les époques des différentes* constructions, assez éloignées les unes des autres, savent se répondre dans le paysage d'un parc lui-même composite (vignes en espaliers à la manière italienne, bosquets tracés façon Versailles, grands dégagements à l'anglaise) et comment le promeneur est attiré de l'un à l'autre, de l'extravagant pavillon chinois à l'orangerie, des pergolas du petit château de Charlottenhof, façon de Malmaison dessinée pour le prince héritier par Schinkel, aux *majestueux volumes, du Neues* Palais, à qui des spécialistes polonais s'attachent depuis des années, et sans doute pour des années encore, à refaire une santé.

Schinkel est l'architecte qui, à partir de 1826, met en forme, dans le parc de Sans-Souci, pour le roi Frédé*ric-Guillaume III, des « idées idylliques »,* un pittoresque savant et inspiré. Des exercices qui sont à la fois, pour ce bon peintre romantique et grand voyageur, des mises en perspective du décor et, pour ce précurseur de la modernité, des démonstrations *volumétriques qui* annoncent le rationalisme.

Schinkel, dessinateur virtuose, a laissé assez d'œuvres remarquables pour servir de fil conducteur au voyageur d'aujourd'hui de Potsdam à Berlin. Ce Berlin qui fut « de l'Est » et qui avait pris dans ses rêts la plupart des espaces urbains monumentaux, les grandes perspectives classiques de part et d'autre d'Unter den Linden et tous les grands musées. Ces esplanades, naguère vides, austères et policées, que la foule des dimanches envahit désormais sans retenue, parkings improvisés, déambulations croisées, appropriation sans réticence.

On entre ainsi sans façon, sur Unter den Linden, dans un petit temple au portique à la grecque que la RDA a élevé au rang de mémorial des victimes du fascisme et que des soldats gardaient avec le sérieux le plus *rigide. C'est la « Neue Wache »* de Schinkel, reconstruite après la guerre.

Tournant le dos aux façades en verre teinté du « palais » socialiste dégradé de ses insignes, on peut aujourd'hui comme hier, admirer *la colon*nade et les proportions de l'Altes Museum (de Schinkel) ou *prendre* le pont Marx-und-Engels (du même ; on l'appelait Schlossbrücke) qui témoignent de l'ampleur des commandes urbaines confiées *à l'architecte.*

En retournant vers ce qui fut la zone plus proche de l'ex-mur, un autre espace monumental n'a pas échappé à l'intervention schinkelienne : entre le Dom des français (église baroque transformée en musée huguenot) et le symétrique Dom des allemands (en cours de travaux) se dresse, nu, carré *et massivement pré*sent, le Schauspielhaus de Schinkel.

Pour avoir entendu prononcer le nom de l'architecte par un passant ordinaire devant la Neue Wache, peut-on avancer que son œuvre est, sinon en France, bien connue en Allemagne ? Werner Szambien,



PHOTOS DEIDI VON SCHAEWEN

Promeneurs du *dimanche,* à Berlin, sur les quais de la Spree et dans « l'île des musées ». Au fond, le Dom.
A Weimar, *les statues de* Goethe et de Schiller, devant le Théâtre (à gauche). Maisons anciennes (dont celle du peintre Crannach) *sur la place du* marché (à droite).

auteur du seul livre paru en français sur l'architecte (éditions Hazan) le dit bien : *« Au même titre que Goethe, Schiller et Lessing, pour un Allemand, Schinkel est un « classique », un artiste à forte tendance pédagogique qui se distingue par son savoir et sa curiosité universels. Le seul architecte admis dans ce panthéon. »*

Les Berlinois de l'Ouest n'avaient de lui que peu de chose, un petit château dans le parc de Glienicke, un kiosque et une terrasse à pergola néo-romaine, pour rêver devant les roseaux du Wannsee et le pont-frontière. Désormais, pour eux, l'œuvre de Schinkel, en même temps que l'Allemagne, est réunifiée.

De notre envoyée spéciale en Allemagne
Michèle Champenois

Guide

• L'Allemagne est unifiée, mais le voyage dans les Länder de l'Est conservera, un temps encore, ses particularités : paysages urbains où la publicité commence à « animer » les façades (les premières vantent les cigarettes blondes), librairies Karl-Marx dans le style kitsch des années 50, casernes soviétiques à l'entrée des grandes villes, autoroutes relativement étroites ou en travaux, manque d'hôtels.

Voyage

Le 28 octobre 1990 marque une date historique dans la desserte aérienne de Berlin. Assurée exclusi*vement depuis la guerre par les* compagnies nationales des puissances occupantes, elle a été, à l'ouverture de la saison d'hiver, *« normalisée ». Pour la première fois* depuis 1945, la compagnie Lufthansa s'est posée à Berlin-Tegel et assurera désormais des liaisons avec *Paris (12 vols directs par* semaine, 1 800 F AR en vol vacances). La compagnie allemande dessert aussi d'autres villes à l'Est notamment Paris-Dresde *via* Stuttgart ou Munich (2 550 F en vol vacances).

Air France a réorganisé, à la même date, ses vols en direction de l'Allemagne. Elle offre deux vols directs Paris-Berlin sans escale chaque jour (1 h 40), auxquels s'ajoutent des liaisons *via* Dusseldorf. La classe « club » sur les Airbus A 320 est accessible à tous les voyageurs qui paient le billet au tarif plein de la classe économique (4 370 francs aller-retour) ; le vol vacances (payé et réservé à l'avance) vaut 1 800 francs. Tarif jeunes : *1 380 francs. Le trafic sur cette* ligne a augmenté de 20 % en un an.

Séjour

On devait autrefois réserver les hôtels pour chaque étape avant d'entreprendre le voyage. On peut aujourd'hui se déplacer librement, mais on est moins assuré de trouver de la place.

On peut aussi loger chez l'habitant. Brochures et renseignements : Office allemand du tourisme, 9 bd *de la Madeleine, 75001-Paris, Tél. :* 40-20-01-88.

A Dresde, plusieurs hôtels modernes sont en service, notamment l'Hôtel Bellevue près du pont du Château et face à la ville baroque (tél. : 566-20).

A Weimar, il faut réserver longtemps à l'avance une chambre à l'Hôtel Elephant, sur la place du Marché (tél. : 614-71). L'Hôtel Russischer Hof, bien situé sur la Goetheplatz (Tél. 623-31), a été repris par une chaîne occidentale (140 DM pour une chambre double).

A Potsdam, l'Hôtel Potsdam, de pur style socialiste, domine l'échangeur et le centre-ville rénové (tél. : 46-31. Chambre double : 210 DM).

Il est du dernier chic de chercher à loger à Berlin-Est, et notamment dans les grands hôtels qui dominent la place Marx-und-Engels ou l'avenue Unter den Linden. Mais il faut *savoir que les prix sont alignés sur* ceux de l'Ouest.

Restaurants

La coexistence des buvettes et des cafés traditionnels à l'Est et l'ouverture de nouveaux établissements offrent une situation de relative abondance. Certains sont situés à proximité ou même à l'intérieur des monuments historiques. Par exemple à Potsdam, près du *parc de Sans-Souci.*

A Weimar, excellent et traditionnel restaurant à côté de la maison de Goethe, sur Frauenplan : Gasthaus Zum Weissen Schwan (tél. : 617-15).

Visites

A *Dresde, ne pas manquer* les collections de peintures du Musée Albertinum, l'extravagante collection de pierres précieuses et de bijoux. Ou passer une soirée à l'Opéra de Semper, rouvert depuis 1985.

A Weimar, plusieurs petits musées sont installés dans des maisons privées : maisons de Goethe (Frauenplan), de Schiller (Schillerstrasse), de Liszt (Marienstrasse) et le Wittumspalais, qui abrite le *Musée Wieland.*

Renseignements : Nationale Forschungs-und Gedenkstatten der klassischen deutschen Literatur in Weimar, Burgplatz 4, Schloss (tél. : 29-45).

Depuis quelques mois la bibliothèque baroque (place de la Démocratie) est ouverte au public le mercredi après-midi et le samedi matin.

A Potsdam, le parc de Sans-*Souci est ouvert toute l'année,* ainsi que le château de Frédéric le Grand, sommet de l'art rococo, et le Neuespalais (soixante pièces *ouvertes à la visite sur deux cents).* En revanche, les intérieurs des petits édifices de Schinkel (maison du jardinier et bains romains, petit château de Charlottenhof) sont fermés à partir de la mi-octobre et rouvrent au printemps.

La tour Einstein, par son aspect et sa situation, bâtiment exceptionnel construit par l'architecte Erich Mendelsohn en 1923, en style expressionniste, est située dans le parc de l'Observatoire qui dépend de l'académie des sciences à Potsdam, avenue Einstein. Visite possible chaque jour (le gardien est aimable).

Livres

Les guides de l'Allemagne en français ne sont pas encore prêts. A part un Berlin (Visa, Hachette, 69 F). Pour le reste du pays, le guide Actuel des pays de l'Est (Seuil, 79 F) est pour l'instant seul en rayon.

Sur *Karl Friedrich Schinkel,* la monographie de Werner Szambien (éditions Hazan, 140 p., 190 F.).

Sur *le Bauhaus,* l'ouvrage de Frank Whitford (collection « L'univers de l'art », Thames and Hudson, 216 p., 89 F.) et *le Bauhaus de Weimar* (1919 à 1925), d'Elodie Vitale (éditions *Mardaga,* 358,50 F).•

Retour au Flore

Citadins convenables, gens de la mode et du spectacle : le Café de Flore s'est refait une clientèle. Restent quelques grandes ombres pieusement recueillies par des miroirs entièrement d'après-guerre.

IL arrive que *« la stupeur oubliée de vivre »*, dont parle Octavio Paz, fasse une halte dans ce lieu où les paroles murmurées retrouvent la saveur du fruit partagé sous l'arbre. C'est un instant racheté à la nuit. C'est un moment où le temps passe comme l'ombre d'un nuage isolé. Qu'importe la raison. On ne s'engouffre pas dans un café par besoin de cohérence, encore moins pour être partenaire d'une énigme. Il y en a si peu.

Ce Café de Flore, qui n'est pas une brasserie mais une « limonade pure », apparaît à certains moments de la journée comme une antichambre de l'attente et de la solitude. Une attente sans but. Une solitude élue. On y entre masqué par ses peurs ou par l'ennui ; on y arrive poussé par le désir vacillant de vivre les retombées d'une passion, un mensonge, une partie de cartes imaginaire, puis on oublie pourquoi on est au café, on regarde autour de soi, on entend les clameurs de la ville et on se souvient du vent. On repère du regard les couleurs de la saison.

L'automne est tardif. Le ciel est paresseux. Autour de soi, des visages familiers. Vus sur un écran, petit ou grand. Certains ressemblent à leur image. D'autres la détournent avec légèreté et humour. Paris est là. Le rêve de Paris. L'image de Paris. Le reflet et le parfum. On nous dit que le monde change et que certains êtres de passage ne s'arrêteront plus au Flore.

Cette maison n'est plus ce qu'elle était. C'est vrai. Ce lieu centenaire a changé. Paul et Henriette Boubal en avaient fait, sans le savoir, un lieu mythologique dans l'euphorie de l'après-guerre. En 1984, lorsque M. Siljegovic prend leur succession, il ne change rien, mais maintient la tradition en entretenant les bois et les miroirs.

Le Flore n'est pas un café, mais des visages, une mémoire vive, mémoire du siècle, légère et nécessaire.

Est-il encore une maison pour le mythe ? Non, parce que les mythes aujourd'hui ont la vie courte ; ils sont vite avalés par la multitude des images. Alors le Flore se contente de son passé. Il le préserve avec discrétion. C'est une main sur le visage du jour quand apparaît dans le miroir du fond une ombre hésitante.

Ce lieu est une île bien ancrée dans la terre. Une maison de verre et de miroirs. Une maison habitée – peut-être hantée – par les images. Elle est fréquentée avec assiduité. Il y a ceux qui se mettent en avant, dans l'espace conçu comme une vitrine ; il y a ceux qui s'installent légèrement en retrait, moins pour être vus que pour voir ; et puis il y a ceux qui se réfugient au premier étage. Là, on est au-dessus du soupçon du paraître : on ne se montre pas, on se cache pour lire (le journal), écrire (des cartes postales, pas plus), parler avec l'ami complice, surprendre au fond un mannequin qui se change pour une série de photos.

Les fenêtres sont fleuries comme dans un décor de théâtre ; le garçon se tient en retrait, bien installé dans son rôle, attentif et aimable. A force de rappeler le texte de Jean-Paul Sartre dans *l'Etre et le Néant* sur le garçon de café qui joue jusqu'au bout son rôle de garçon de café correspondant à l'image que lui renvoient les regards des autres, on pense à une comédie de l'après-guerre où on tente de colmater les brèches du destin. Non seulement Sartre n'aurait écrit aucune ligne de son œuvre sur les tables de ce café, mais il n'avait rien fait pour fabriquer et entretenir une image devenue un cliché auquel ne croient que les touristes.


STANLEY GREEN

Vient-on dans un café pour consommer la trace d'une présence, l'ombre d'une rumeur, le fantôme d'une mode ? Seuls des étudiants américains viendraient en pèlerinage sur les lieux où une philosophie – réduite à un slogan – aurait été pensée. Le Flore en tira profit. Il est vrai que Sartre et certains de ses amis fréquentaient ce café dans les années 40. C'était un lieu de rendez-vous. Il l'est toujours.

La clientèle a changé. Moins d'intellectuels et plus de gens du spectacle et de la mode. Le Flore fut célèbre comme lieu de retrouvailles de penseurs. Il vaut mieux tirer sa célébrité d'une mode dans le domaine de la pensée que d'une histoire de règlements de comptes sanglants (comme au Bar du Téléphone). A voir la faune – surtout en fin de semaine, – qui s'installe derrière la vitrine du Flore, on n'y repère aucun caïd ou mauvais garçon. Ce sont en principe les gens qui prétendent à une certaine classe qui s'y montrent ; ce sont des citadins civilisés et souvent nantis. Ils se retrouvent entre eux sans le décider.

Ils ne se parlent pas mais se reconnaissent. Ce sont des Parisiens. Ils lisent les journaux qu'il faut lire et regardent le monde avec nonchalance. Comment maintenir cette catégorie de clients ? Certains trouvent que « ça se mélange un peu ». Est-ce un mauvais signe ? Où aller ? Aux Deux Magots ? Ce n'est pas un lieu concurrent. Il est plutôt complémentaire. Les gérants sont complices. Ils se consultent pour les dates de fermeture et pour refaire la carte des prix. Ils ne peuvent se permettre de partir en congé en même temps. Saint-Germain-des-Prés perdrait non pas son âme mais une partie de sa vocation.

C'est au Flore comme aux Deux Magots qu'on rencontre les plus belles femmes de Paris et d'ailleurs. Elles sont à peine maniérées, douées pour savoir être là avec aisance et naturel, donnant à ces lieux un peu de cette magie qui manque de plus en plus à Paris.

On disait, à l'époque sartrienne, que les chemins de la liberté passent par le Flore. Aujourd'hui ce sont les chemins de la société du spectacle qui passent tout naturellement par là : artistes, créateurs, spectateurs et acteurs s'installent moins pour se souvenir des clients illustres – Picasso ou Hemingway – que pour marquer l'époque par une présence légère, juste ce qu'il faut pour ne pas basculer dans l'indifférence ou l'oubli.

Valeur sûre, le Flore est toujours à la mode, c'est-à-dire classé dans une spécificité qui se voudrait tradition, incontesté dans sa manière d'être et de recevoir. Pour cela, les trois gérants et la vingtaine de garçons veillent. Ils ne filtrent pas l'entrée. Ce ne serait pas élégant. Ils sont au service du client ; efficaces et précis, ils ne donnent jamais l'impression d'être débordés. Ils ont comme on dit « du métier ».

La remarque sartrienne est non seulement confirmée mais justifiée. La tradition, c'est le maintien d'une exigence et d'une qualité ; ainsi, jamais moins de 12 grammes d'un mélange spécial de café pour un expresso : une précision d'horloger pour les fameux œufs coque ; une grande fidélité au vin de Loire pouilly-ladoucette ; une attention particulière à la préparation du welsh rarebit, un toast noyé dans du fromage, spécialité de la maison ; les principaux journaux sont à la disposition des consommateurs, etc.

On dirait que le Flore est là pour mieux faire respirer le quartier. Comme son voisin Les Deux Magots, il est, avec les librairies la Hune et le Divan, ce qui définit et donne son sens à un centre parisien, plus solide et plus résistant que toutes les modes.

Tahar Ben Jelloun

► Le Café de Flore, 172, boulevard Saint-Germain, 75006 Paris. Tél. : 45-48-55-26. Ouvert de 7 heures à 1 h 30 *du matin*. Mandarin, Picon (37 F). Ambassadeur, Guignolet (34 F), bourbon Jim Beam (55 F), Fernet-Branca, Chartreuse verte (45 F), Viandox (20 F), cocktail « Le Flore », Curaçao bleu, Cointreau, champagne (60 F). Buffet chaud : le welsh rarebit (45 F), la paire de Francfort (20 F), œufs au plat nature (30 F). Suggestion : crabe royal mayonnaise (160 F). « La direction regrette de ne pouvoir accepter les règlements par chèques », lit-on au bas de la rubrique « glaces », dans la très « gallimardesque » carte des consommations et des en-cas.

Cerdan, du ring au musée

Marcel Cerdan est actuellement la vedette du Musée national du sport où une exposition lui est consacrée. Tout sur le « Bombardier marocain » et la passion qu'il déclencha dans notre pays.

L'HOMME en smoking et nœud papillon sourit. A ses côtés, Louis Jouvet offre son éternel visage fermé. Cliché de fête, réunion pour un soir d'un boxeur et d'un acteur, cette image du bal des Petits Lits blancs, à l'Opéra en 1948, témoigne de la place prise par un sportif dans une société à la recherche d'évasion. L'homme, c'est Marcel Cerdan, l'enfant de Sidi-bel-Abbès, surnommé le « Bombardier marocain » ou « l'Homme aux mains d'argile », le héros d'une génération en quête de renouveau.

Cette photo, et des dizaines d'autres, orne les cimaises du Musée national du sport qui rend hommage, quarante et un ans après sa mort, à un champion devenu légendaire.

« Il s'agissait de retracer le parcours d'une vie de boxeur, faite de combats mais aussi d'amitiés, de fous rires, de contacts avec les foules, prise dans l'histoire d'un pays, dans la mémoire collective », explique Jean Durry, directeur du musée. Collectionneur passionné autant qu'admirateur du boxeur, il a su trouver les clichés qui retracent quelques moments de la vie de l'athlète.

Un voyage en cinq épisodes qui emmène le visiteur du premier ring de Casablanca, à l'aérogare d'Orly le 27 octobre 1949 pour un vol sans retour. Quelques années de succès, avant cette apothéose que fut la conquête du titre mondial en 1948, et l'hommage que Paris réservait à son héros. Photos, médailles, affiches, journaux et objets divers témoignent des moments forts d'une existence. Ils rendent compte d'un itinéraire où les combats devenaient des événements partagés par toute une population, par tout un pays.


D.R.

Le 13 mai 1945 à La Croix-de-Berny, Marcel Cerdan, devenu poids moyen, s'apprête à rencontrer Jean Despeaux, qu'il battra par KO au 5e round.

Les sept photos à la « une » de l'édition de *France-Soir* du 23 septembre 1948 et l'énorme titre annonçant *« Voici comment j'ai battu Tony Zale »* rappellent les soirées passées à l'écoute de la radio. La retransmission de la rencontre du Roosevelt Stadium de Jersey City semble toute proche. On croit encore entendre ce fameux appel de la douzième reprise, cet instant qui fit tout basculer. Alors revenu en arrière, le visiteur retrouve les images de Marcel Cerdan avec Edith Piaf ou la photo du héros le bras en écharpe après son combat contre le « méchant » Jake La Motta, « le Taureau du Bronx », voleur du titre.

« Marcel Cerdan a rencontré l'histoire. Il était, au sortir des années terribles, la personnification du courage et du renouveau », affirme Jean Durry en montrant les affiches de films et les ouvrages consacrés au boxeur. L'exposition permet de retrouver cette ambiance, de revivre ces moments de joie collective et de comprendre la tragédie qui a eu lieu aux Açores, lorsque les Français ont perdu leur pugiliste de trente-trois ans. Parti vers les Etats-Unis à la reconquête de son titre mondial des poids moyens, Marcel Cerdan a disparu le 28 octobre 1949 dans un accident d'avion.

Le parcours de l'exposition « Histoire d'un boxeur » est l'occasion pour le visiteur de gravir un étage supplémentaire des tribunes du stade du Parc des Princes, pour flâner dans les galeries permanentes du Musée. Sur 650 mètres carrés sont exposés quelques-uns des 40 000 objets et documents rassemblés depuis près de vingt ans par Jean Durry. Des trophées, des maillots, des pièces d'équipement ayant appartenu à de grands champions ou à des inconnus retracent l'évolution des sports, des records, des victoires.

Il faut admirer la précision des détails de la maquette du Gymnase des jeunes filles de l'Assistance publique de 1847. Ces demoiselles en jupe longue qui montent à la corde lisse ou qui s'entraînent aux barres parallèles, sous l'œil vigilant d'une bonne sœur, illustrent les premiers pas du sport. Elles sont les pionnières d'une activité qui va se généraliser avec l'apparition des sports athlétiques à la fin du dix-neuvième siècle, même si la pratique féminine a été longtemps controversée.

Au gré des vitrines, des objets ayant appartenu à la ravissante Suzanne Lenglen, une grande dame de la terre battue, ou la pipe de l'un des « Mousquetaires » : l'histoire du sport apparaît.

« Penser sport, ce n'est pas se cantonner au seul aspect événementiel ou technique, aime à rappeler Jean Durry, *c'est aussi traiter des rapports humains dans leur totalité à travers les multiples facettes d'un moyen d'expression spécifique. »* Les dessins, tableaux et sculptures qu'il a patiemment rassemblés sont là pour illustrer son propos. Comme des objets aussi divers que le maillot d'Emil Zatopek, la combinaison d'Alain Prost ou la montre de Maurice Herzog, ils montrent aux visiteurs comment les athlètes s'inscrivent dans leur époque.

Serge Bolloch

► Musée national du sport, stade du Parc des Princes, 24, rue du Commandant-Guilbaud, 75016 Paris. Ouvert de 9 h 30 à 12 h 30 et de 14 h à 17 h, tous les jours sauf les mercredis et samedis. Exposition temporaire *Histoire d'un boxeur*, jusqu'au 27 janvier 1991. Entrée : 20 francs. Tél. : 46-51-39-26.

Bridge

nº 1408

CHAMPIONNAT D'EUROPE JUNIOR

La Norvège a gagné cette année le championnat d'Europe junior, et l'artisan de cette victoire a été Geir Helgemo qui, à vingt ans, est le plus grand espoir du bridge mondial. Dans la donne suivante contre les Finlandais, il a gagné 3 SA, mais peut-être aurait-il pu jouer encore mieux ?

♠ V 3
♡ R V 8 5 4
◊ V 9 2
♣ 8 3 2

♠ 9 7 2
♡ D 9 7 6 3
◊ –
♣ R 9 7 5 4

♠ R D 10 8 5
♡ 10 2
◊ D 8 5 3
♣ D V

♠ A 6 4
♡ A
◊ A R 10 7 6 4
♣ A 10 6

Ann : S. don. N-S vuln.

Ouest Backstrom	Nord Flaat	Est Jouri	Sud Helgemo
-	-	–	2 ♣
2 SA	3 ♡	passe	3 SA...

Ouest ayant cru bon d'entamer le 5 de Trèfle, *comment Sud peut-il gagner* TROIS SANS ATOUT contre toute défense ?

RÉPONSE

Le déclarant prend avec l'As de Trèfle, tire l'As de Cœur, joue le... 6 de Carreau et met *le 9 de Carreau* du mort ! Est prend, mais *les Trèfles étant bloqués,* il ne pourra empêcher le déclarant de faire un Pique, deux Cœurs, cinq Carreaux et un Trèfle...

En fait, Helgemo, après avoir hésité, décida de ne pas prendre le Valet de Trèfle, et Est continua Trèfle ; mais, si Est avait contre-attaqué le Roi de Pique, Helgemo aurait eu beau jouer le 6 de Carreau à la première occasion, il aurait chuté...

A *l'autre table,* Sud avait ouvert de 1 Trèfle, et Est avait pu intervenir à 1 Pique. L'entame évidente à Pique fit alors chuter 3 SA...

DONNES PRÉPARÉES A GENÈVE

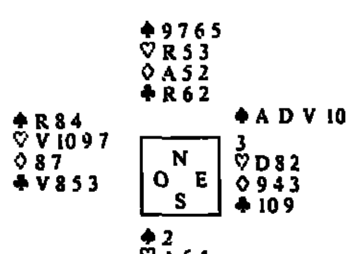
Créé en 1932 par Culbertson, un *tournoi en donnes préparées* fut organisé chaque année jusqu'en 1941. La formule fut reprise en 1961 et 1963 grâce aux Australiens Sullivan et William, qui organisèrent un championnat mondial. Malheureusement la difficulté de créer des donnes parfaites fit abandonner ce genre de compétition jusqu'aux récentes Olympiades de Genève où un « World Par Hands Contest » (championnat du monde en donnes préparées) eut lieu au début de septembre grâce au fameux champion et problémiste suisse Bernasconi, aidé par Besse et Walter.

Ils ont composé ainsi *douze* donnes à jouer en face d'un mort sur un ordinateur qui indiquait « Err » dès que le déclarant ne tapait pas sur la bonne touche.

Chaque donne avait droit à 1 000 points et *toute erreur coûtait 250 points.* Le temps imparti était de 100 minutes pour quatre donnes, sinon on était pénalisé.

Vingt des meilleurs champions dans le jeu de la carte avaient été sélectionnés et le classement des cinq premiers a été le suivant : 1. *Garozzo* 7 285 ; 2. Hamman 6 045 ; 3. Ghestem 5 735 ; 4. Martel 5 565 ; 5. Robson 5 075...

Dans les instructions délivrées aux participants, la donne suivante était présentée comme exemple :

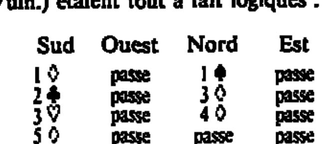

♠ 9 7 6 5
♡ R 5 3
◊ A 5 2
♣ R 6 2

♠ R 8 4
♡ V 10 9 7
◊ 8 7
♣ V 8 5 3

♠ A D V 10 3
♡ D 8 2
◊ 9 4 3
♣ 10 9

♠ 2
♡ A 6 4
◊ R D V 10 6
♣ A D 7 4

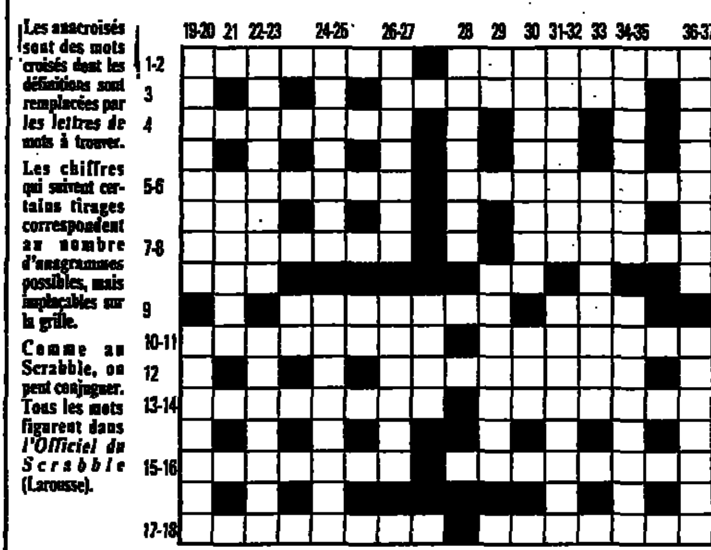
Les annonces (S. don. Tous Vuln.) étaient tout à fait logiques :



Sud	Ouest	Nord	Est
1 ◊	passe	1 ♠	passe
2 ♣	passe	3 ◊	passe
3 ♡	passe	4 ◊	passe
5 ◊	passe	passe	passe

Ouest ayant entamé le Valet de Cœur, *comment le déclarant doit-il jouer* pour gagner CINQ CARREAUX contre toute défense ?

Philippe Brugnon



Anacroisés (R)

nº 639

Les anacroisés sont des mots croisés dont les définitions sont remplacées par *les lettres de mots à trouver.*

Les chiffres qui suivent certains tirages correspondent au nombre d'anagrammes possibles, mais implaçables sur la grille.

Comme au Scrabble, on peut conjuguer. Tous les mots figurent dans *l'Officiel du Scrabble* (Larousse).

HORIZONTALEMENT

1. EEIIMPT. – 2. AEEIORTU. – 3. AEHINNTX. – 4. EINNPTT. – 5. AAAMRST. – 6. AEGIMOQU. – 7. BEEGINR (+ 1). – 8. EEEMNU. – 9. CELOORS (+ 1). – 10. ACDEELNO. – 11. FIIMOTV. – 12. EEEINRTT (+ 4). – 13. ACEGILOR. – 14. DEEEMOS. – 15. EEIMNOS. – 16. AEFINNTT (+ 1). – 17. AEEEGINS. – 18. EOPRSST.

VERTICALEMENT

19. EGIIMOPT. – 20. AADERRV. – 21. AIORST (+ 6). – 22. AAABENPR. – 23. AEGNLRY. – 24. EEEGMRR (+ 1). – 25. AACERSSS (+ 6). – 26. AEEISTX. – 27. CEELLO (+ 1). – 28. GLNNOOS. – 29. AEELLOV. – 30. AAAEHNST. – 31. AIMNOTU (+ 1). – 32. ADEIIMNS (+ 3). – 33. EEIILMNT (+ 1). – 34. BEEIQRU (+ 1). – 35. AEEMMSTT. – 36. EEEHSSTT. – 37. AEFSSTU (+ 1).

SOLUTION DU Nº 638

1. TOMBEAUX. – 2. RHETIEN (HIERENT). – 3. NIGAUDE (ENDIGUA INDAGUE). – 4. MINBAR, chaire d'une mosquée (BIRMAN). – 5. SMASHAS. – 6. IVOIRIN. – 7. NOBELIUM. – 8. GISELLE. – 9. TREMIERE. – 10. SENSEES. – *11. RAREFIER (FERRERAI).* – 12. DOLOIRE, outil à bois. – 13. ETALEES (ELEATES). – 14. OVULASSE (LOUVASSE SOULEVAS). – 15. TAXODIUM, conifère d'Amérique. – 16. GICLEES. – 17. FALAISES. – 18. SANICULE, plante à fleurs (ENCULAIS LUISANCE). – 19. SENATEUR (ETERNUAS). – 20. TIMINGS. – 21. SIROTER. – 22. OLIVAIE. – 23. ELEVATES (TAVELEES). – 24. SNOREAUX, espiègles. – 25. BOBINES. – 26. AROLES, pins montagnards (ORALES). – 27. STADIAS. – 28. RIBLEES, aiguisées (BELIERS LIBERES). – 29. DESUNIS. – 30. VITRIOLA (VIROLAIT). – 31. RASSURA (SARRAUS). – 32. POLYGALA, herbe à lait. – 33. *MERDOIE.* – 34. *BIFIDES.* – 35. HALEINE (INHALEE). – 36. ETAGERE. – 37. ROCHEES (CHOREES). – 38. SIDERES (REDISSE...). – 39. EUSSES.

Michel Charlemagne et Michel Duguet

Echecs

nº 1410

Championnat d'Allemagne par équipes, octobre 1990.
Blancs : Rajkovic (pour Sindelfingen).
Noirs : Nunn (pour Solingen).
Défense est-indienne.

1. d4	Cf6	18. h3	Fd7
2. ç4	g6	19. dxç6 (j)	bxç6
3. Cç3	Fg7	20. Ta-é1	Ta-d8
4. é4	d6	21. Ca4!	Dç7
5. Cf3	0-0	22. f4!	Cf5 (k)
6. Fé2	é5	23. ç5! (l)	éxf4
7. 0-0	Cç6	24. Dxf4	Cé5
8. Fé3 (a)	Cg4 (b)	25. çxd6	Cxd6 (m)
9. Fg5	f6	26. Db4	Ff5 (n)
10. Fç1 (ç)	f5 (d)	27. Fxf5	Cxf5
11. Fg5	Ff6	28. Txf5!!	Txf5 (o)
12. Fxf6	Cxf6 (é)	29. Cé6	g5 (p)
13. éxf5! (f)	Fxf5 (g)	30. Dg4	Da5 (q)
14. d5! (h)	Cé7	31. b4!	Cxb4 (r)
15. Cg5! (i)	ç6	32. Cxd8	h5 (s)
16. Fd3	Fg4	33. Té8+	abandon
17. Dd2	Db6		

NOTES

a) Avec 8. d5, Cé7 (« système Taimanov-Aronin »), une autre façon de maintenir la tension au centre.

b) Ou simplement 8...,Té8 et la menace de gain du pion é4 force les Blancs à la simplification 9. dxé5 (si 9. d5, Cd4! ; 10. Cxd4, éxd4 ; 11. Fxd4, Cxé4 ; 12. Fxg7, Rxg7 ; 13. Cxé4, Txé4 ; 14. Fd3, Td4 ; 15. Dç2, Df6 ; 16. Ta-é1, Fd7 avec égalité comme dans la partie Geller-Bronstein, Riga, 1958), dxé5 ; 10. Dxd8 ; Cxd8 ; 11. Cb5, Cé6 ; 12. Cg5, Té7 ; 13. Tf-d1, b6 ; 14. ç5, Cxç5 ; 15. Td8+, Ff8 ; 16. Cxa7, Txa7 ; 17. Txç8, h6! ; 18. Cf3, Rg7 ; 19. Fxç5, bxç5 ; 20. Fd3 avec égalité.

ç) 10. Fh4 arrive souvent : 10..., Rh8 (ou 10..., Ch6 ; 11. d5, Cé7 ; 12. Tç1, Cf7 ; 13. b4, a5 ; 14. a3, axb4 ; 15. axb4, h5 ; 16. Fg3, f5) ; 11. dxé5, dxé5 ; 12. Cd5, Fé6 ; 13. b4, Cé7 ; 14. Cd2, Ch6 ; 15. Dç2, ç6 ; *16. Cxé7, Dxé7 ; 17. ç5 et les* Blancs sont bien.

d) Un carrefour. Après 10..., Ch6 ; 11. dxé5 !, dxé5 (la suite 11..., fxé5 ; 12. Cd5, Cf7 ; 13. Fé3 menaçant ç5 ne semble pas meilleure) ; 12. Dd5+ !, Rh8 ; 13. Fé3, Dé8 ; 14. Ta-d1, fé6 ; 15. Db5, Tb8 ; 16. Da4, a6 ; 17. Fç5, Tf7 ; 18. Cd5 les Blancs dominent le jeu (Portisch-Spraggett, Moscou, 1990) et après 10..., Rh8 ; 11. h3, Ch6 ; 12. dxé5, dxé5 ; 13. Dxd8, Cxd8 ; 14. Cd5, Cé6 ; 15. Tf-d1, Cf7 ; 16. b4 les Blancs ont l'initiative (Garcia-Villareal, Mexico, 1978). A considérer est le sacrifice 10..., Cd4 avec la suite possible 11. Cxd4, éxd4 ; 12. Dxd4, f5 ; 13. Dd5+, Rh8 ; 14. Fxg4, fxg4 ; 15. Fé3, ç6 ou Df6.

é) Si 12..., *Dxf6 ;* 13. *d5, Cd8 ;* 14. Cd2!

f) Meilleur que 13. dxé5, dxé5 ; 14. Dxd8, Txd8 ; 15. Cd5 (si 15. éxf5, é4!), Cé4! ; 16. Cxç7, Tb8, bien que rien ne soit clair.

g) Après 13..., gxf5 ; 14. dxé5, dxé5 ; 15. Dxd8, Txd8 ; 16. Cd5!, Cé8 ; 17. Tf-d1 les Blancs sont mieux. Si 13..., é4 ; 14. Cé1, gxf5 ; 15. f3!

h) Ou 14. Dd2, Dé7 (si 14..., Cé4 ; 15. Cxé4, Fxé4 ; 16. Dé3!) ; 15. Ta-é1!

i) Récupérant la case é4 sans craindre l'attaque 15..., h6 ; 16. Cé6, Fxé6 ; 17. dxé6, ç6 ; 18. Dd3!, Rg7 ; 19. f4!

j) Fixant la faiblesse du pion d6.

k) Si 22..., ç5 ; 23. Cç3, Cç6 ; 24. fxé5, dxé5 ; 25. Txf6!, Txf6 ; 26. Cd5, Dd6 ; 27. Cé4! avec gain.

l) La supériorité positionnelle des Blancs est manifeste.

m) Si 25..., Dxd6 ; 26. *Dxd6,* Cxd6 ; 27. Cç5!

n) Ou 26..., *Fç8 ;* 27. *Cç5* et l'étau de resserre.

o) Que faire ? Si 28..., gxf5 ; 29. Cé6, Dd7 ; 30. Ca-ç5!

p) Sinon, la Td8 est perdue.

q) Si 30..., Cé3 ; 31. Txé3 attaquant D et deux T.

r) Si 31..., Dxb4 ; 32. *Dxb4,* Cxb4 ; 33. Cxd8 ; si 31..., Dxa4 ; 32. Dxf5.

s) Si 32..., Tf4 ; 33. Té8+, Rg7 ; 34. Dd7+, etc.

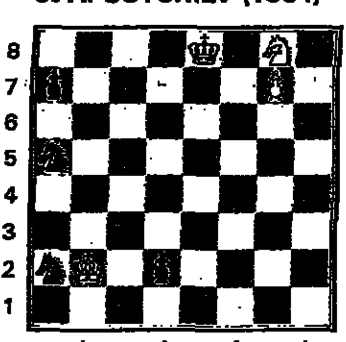
SOLUTION DE L'ÉTUDE Nº 1409
N. KRALIN (1988)

1 Rg3! (et non 1. Rxh3 ?), Rç3 ; 2. Cç6, Rxç2 ; 3. Cxd4+, Rb2! ; 4. a4, Rç3! ; 5.Cb3!, Rxb3 ; 6. a5, Rç4! ; 7. a6 et nous voyons ce qui se serait passé si les Blancs avaient commencé par 1. Rxh3. La suite serait 7..., Rd3! ; 8. a7, f2 ; 9. A1+D, f1=D avec échec.

Alors que maintenant si 7..., *Rd3 ; 8. Rxf3 et si 7..., h2 ;* 8. Rxh2, Rd3 ; 9. a7, f2 ; 10. a1=D, f1=D (sans échec) ; 11. Da6+ et 12. Dxf1.

Claude Lemoine

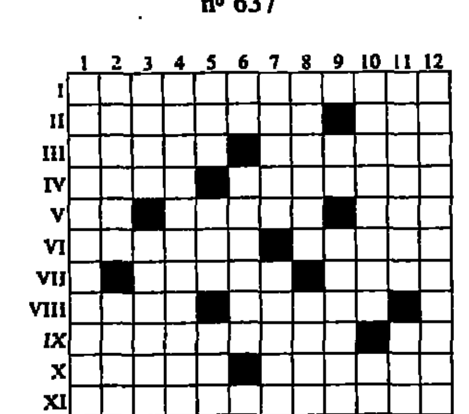
ÉTUDE Nº 1410
L. MITROFANOV et A. SOTCHIEV (1984)



Blancs (3) : Rb2, Cg8, Pg7.
Noirs (5) : Ré8, Ca5 et a2, Pa7 et d2.
Les Blancs jouent et gagnent.

Mots croisés

nº 637



HORIZONTALEMENT

I. Fait respecter l'individu. – II. Un genre d'individu. Monnaie. – III. Si on le veut blanc on ne le trouvera pas. C'est faire, peut-être, aussi bien qu'un autre. – *IV.* Calendrier. Fait respirer le feuillage. – V. Dans le calendrier. Ont fait l'accord. Un peu d'argent. – VI. Donne bon air. Sur le papier, peut gratter. – VII. Bien charpentés. Pour aujourd'hui, déjà. – VIII. Dans l'atome. Fait faire du chemin. – *IX. Ont* mené à des voies sans issue. Grecque. – X. En tubes. Ça fait beaucoup. – XI. Ne manque pas de prétentions.

VERTICALEMENT

1. Ancêtre. – 2. Leste. Dès l'entrée. – 3. Banque. Discours convenu. – 4. En mettent plein la vue, ce qui est désagréable au propre mais exaltant au figuré. – 5. Mesure. Sans rien. En mesure. – 6. Note. Feint. – 7. Après, il n'y a plus qu'à se coucher. *Un* mont tête *en bas.* – 8. *Influence. Un site bouleversé.* – 9. Note inversée. Ecume. – 10. Vient des jardins. Article. – 11. Canal. Nourrira. – 12. Donne une quasi-royauté.

SOLUTION DU Nº 636

Horizontalement

I. Livre sterling. – II. Enrôlé. Quasar. – III. Agate. Puisera. – IV. Décombres. Erm. – V. En. Rêveuse. Em. – VI. Ria. Nattent. – VII. Sévit. Elargi. – VIII. Huis. Ossa. Oir. – IX. Isobare. Napée. – X. Pénalisations.

Verticalement

1. Leadership. – 2. Ingénieuse. – *3.* Vrac. Avion. – *4.* Rotor. Isba. – 5. Elément. AL – 6. Se. BVA. Ori. – 7. Prêt. Ses. – 8. Equeutés. – 9. Ruisselant. – 10. Las. ENA. Ai. – 11. Isée. Tropo. – 12. Narre. Gien. – 13. Grammaires.

François Dorlet

Scrabble (R)

nº 358

Macduplicate

Jusqu'alors, votre ordinateur Macintosh était convivial, d'un abord facile, sinon abordable, présentant bien à l'écran, mais il avait *un gros défaut : il ne savait pas* jouer au scrabble. Cette lacune est maintenant comblée par le Franco-Québécois Jean-Pierre Sangin, deux fois champion du Québec, qui vous propose son logiciel Macduplicate (1). Comme son nom l'indique, il ne joue pas en partie libre ; il peut vous tirer lui-même une partie en duplicate, ce qui vous permet, à chaque coup, de comparer votre solution avec la sienne ; il peut aussi jouer avec des tirages que vous lui imposez, par exemple ceux d'une partie déjà jouée. Dans ce dernier cas, en tapant chaque tirage, vous effacez un tirage aléatoire affiché sur l'écran, procédure un peu déconcertante puisque la notice reste muette sur ce point.

Macduplicate n'est pas perfor*mant à 100 %, contrairement à son* grand frère Dupliscra (2), qui règne dans le domaine des ordinateurs compatibles IBM ; son listing ne dépasse pas les mots de 10 lettres et surtout il n'effectue pas de rajouts de plus de 1 lettre (*cf* le dixième coup de la partie d'aujourd'hui). Il est brillant cependant et remporterait la plupart des grands championnats s'il pouvait y participer. L'affichage à l'écran est particulièrement net et plaisant : à gauche, la grille, qui se remplit à mesure que la partie se joue ; en dessous, le chevalet garni, grandeur nature (ou presque) ; à droite, la « feuille de jeu », où la partie s'inscrit coup après coup et, en dessous, les tirages, puis les solutions proposées (mais vous pouvez imposer vos propres solutions). Si vous voulez jouer dans les règles, Macduplicate vous « sonne » au bout de deux minutes trente secondes, puis de trois minutes. Vous pouvez préférer jouer une partie « belge », c'est-à-dire avec un joker à chaque coup.

Malgré sa consonance écossaise, Macduplicate vous en offre plus : sa fonction *recherche* permet de calmer les affres des amateurs de jeux de lettres. Pour tout tirage de 7 lettres, il fournit en un clin d'œil toutes les solutions en 7 et 8 lettres (7 + 1), mais il pratique aussi bien le 2 + 1 ou le 9 + 1, par exemple. Il est enfin la providence des cruciverbistes : si l'on cherche un mot de 7 lettres commençant par un P avec un O en troisième et un B en quatrième position, Macduplicate offre les trois solutions : PROBANT, PROBITE et PHOBIES.

Michel Charlemagne

(1) J.-P. Sangin, 6223, rue d'Iberville, H 2 G 2 C 5 Montréal. Prix : 100 $ canadiens.

(2) G. Fillatre, BP 5011, 14021 Caen cedex 1000 F.

Scrabble Etoile, 7, rue Le Sueur, 75116 Paris. 15 octobre 1990
Tournois lundi 21 h, vendredi, 20 h 30, mercredi, vendredi et samedi à 14 h 30 et 17 h

Utilisez un cache afin de ne voir que le premier tirage. En baissant le cache d'un cran, vous découvrirez la solution et le tirage suivant. Sur la grille, les rangées horizontales sont désignées par une lettre de A à O ; les colonnes, par un numéro de 1 à 15. Lorsque la référence d'un mot commence par une lettre, il est horizontal ; par un chiffre, il est vertical. Le tiret qui précède parfois un tirage signifie que le reliquat du tirage précédent a été rejeté, faute de voyelles ou de consonnes. Le dictionnaire de référence est l'*Officiel du Scrabble* (Larousse).

Nº	TIRAGE	SOLUTION	REF.	PTS
1	ISAAVOL			
2	AIZMLNO	OVALISA	H 3	78
3	ML+RAECT	OZONAI	3 H	50
4	EECIDUN	RECLAMAT	5 D	94
5	QUISNET	ENDURCIE	D 1	76
6	ESSDAUY	ENQUITES (a)	1 D	95
7	D+WURRET	ESSUYA (b)	N 2	86
8	URR+VOGL	TWEED	8 A	45
9	–UUEID?L	VULGO	G 9	23
10	BAAEELP	*LUDI(Q)UE*	M 7	73
11	BALEE+PH	PALUDI(Q) UE (c)	M 5	26
12	AL+IRMN?	EPHEBE	C 8	32
13	FORINEJ	T(E)RMINAL(d)	A 8	77
14	ORNE+OGB	JUIF	8 L	82
15	ONOB+MST	ERG	I M	29
16	OM+IAAEF	BUTONS	10 F	27
17	*OMIA+TER*	MAFE(e)	I 5	25
18	NRRKHEE	FORMIATE	O 8	89
19	RRHE+ETX	NECK	F 3	35
20	RRH+OS	SEXTE	K 10	26
		HORS	15 H	36
			TOTAL	1 106

(a) ou ESQUINTE.
(b) LAYES, 6H, 70.
(c) Incapable de rajouter plus d'une lettre, Macduplicate trouve le sous-top : ALPAGE, 12C, 20.
(d) LAMIN(E)R, 19, 66.
(e) Ragoût africain.
* Paul Levart, 1 103.

Italiens de Paris

Rémus et Romulus se nourrissent à Rome. A Paris, les amateurs ont l'embarras du choix pour manger italien. Mais, justement, le choix est peut-être trop vaste. Alors, un peu d'ordre et quelques vraies adresses.

EN exergue du *Guide Dolmo* des *restaurants italiens de Paris* (signé de mon confrère Henri Gault et qui vient de paraître aux éditions Taillandier), je lis : *« L'Italie exerce sur nous un pouvoir fait de charme et de séduction, et nombreux sont les amoureux de la cuisine italienne. »* Ce n'est pas exactement mon cas (1). Ou, plus exactement, je me garde bien de considérer comme italienne la nouvelle cuisine de là-bas, tout autant que gastronomique la pizza, cet étouffe-chrétien dont se nourrissent, faute de mieux, les plus pauvres Napolitains.

Il est vrai qu'aujourd'hui (nouvelle cuisine oblige !) on raffine en proposant des pizzas aux cèpes, au saumon fumé... Pourquoi pas au caviar ? Ce guide, nonobstant, est bien fait et peut être utile : Paris-banlieue, *les restaurants italiens* ne se comptent plus, sans même les pizzerias. Henri Gault n'en présente heureusement que cent trente (*et encore là-dedans inclut-il les* Bistrots romains qui sont des ersatz !). Et, remarque-t-il, les meilleurs italiens de Paris sont français ou de chef français.

Mais la vraie cuisine italienne, ce ne sont pas seulement les pâtes, comme les Français l'imaginent à tort. Et chaque province a « ses » spécialités culinaires. C'est celles-là qui valent – ou vaudraient – la peine d'être signalées, servies. Passons...

Donc, sur ces cent trente maisons citées, on compte deux 16/20. Pour le *Carpaccio* (Hôtel Royal-Monceau, 37, avenue Hoche, Paris-8e ; tél. : 45-62-76-87), où eut lieu du reste la présentation du guide, et pour *Sormani* (4, rue du Général-Lanrezac, Paris-17e ; tél. : 43-80-13-91), on sera facilement d'accord, tout en constatant que les raviolis aux oursins et la pizza aux cèpes du second, tout comme le sabayon de prunes sont plus des créations du chef-patron français Pascal Fayet que des plats venus de la péninsule avec les cuisiniers de Catherine de Médicis au seizième siècle !

On serait alors tenté de leur préférer le gentil *Appennino* (61, rue de l'Amiral-Mouchez, Paris-13e ; tél. : 45-89-08-15), auquel l'auteur ne donne pas de note tout en reconnaissant qu'il propose une cuisine *« simple, plutôt paysanne »*.

C'est justement là ce qui m'intéresse et me fait apprécier les 14/20 de *La Main à la pâte* (35, rue Saint-Honoré, Paris-1er ; tél. : 45-08-85-73), où la *pastaccinta* est préparée par la « mamma » Ida Bassano, avec l'amour que toute cuisinière bien née sait mettre dans ses plats, et qui vaut bien le talent et l'imagination des chefs ! Par contre, les 14,5/20 du *Grand Venise* (176, rue de la Convention, Paris-15e ; tél. : 45-32-49-71) font sourire par rapport aux 13,5/20 du *Florence* (22, rue du Champ-de-Mars, Paris-7e ; tél. : 45-51-52-69), auquel Gault reproche les deux « c » d'osso bucco, lequel ne doit en comporter qu'un, *buco* voulant dire « trou » (mais alors combien de cartes où fautes d'orthographe et de français sont plus nombreuses même que les plats !), tout en reconnaissant que les desserts sont excellents, chose rare chez les italiens de Paris.

On ne reprochera pas à ce guide de n'être pas à l'heure : à Paris, la vie va trop vite. *Il Tiepolo*, par exemple, qu'il cite, n'existe plus. C'est pourquoi également il ne parle pas du petit dernier (*Bice*, 6, rue Balzac, Paris-8e ; tél. : 42-89-86-34), dans l'Hôtel Balzac, qui, sous la direction de Roberto Ruggieri et avec, en cuisine, Marta Pulini, propose, dans un cadre de qualité, neuf plats de pâtes variées, après les *antipasti* (hors-d'œuvre) et avant les plats du jour et des desserts typiques. Avec aussi une carte où ne figurent que des vins « de là-bas », dont certains vous seront, comme ce rubesco de l'Ombrie, millésimé 1987, une révélation.

J'ajoute que *Bice* est ouvert tous les jours et que vous pourrez, en apéritif, demander ce que j'appelle un « coquetel-digestif » et que, personnellement, j'aime beaucoup : moitié Campari, moitié Fernet-Branca sur glaçons et eau gazeuse.

La Reynière



(1) Je ne nierai point, pourtant, les plaisirs touristiques de l'Italie et signale au lecteur *l'Art de vivre à Venise*, magnifique ouvrage de Frédéric Vitoux, illustré de suggestives photos de Jérôme Darblay 260 pages, 380 francs (Flammarion).

Semaine gourmande

Chandouineau à Redon

L'hôtel de la gare d'une ville de province ? Eh bien, oui ! Mais, grâce au souriant Jean-Marc Chandouineau, c'est à présent une belle hôtellerie, aux chambres de grand confort, et une salle à *manger élégante et surtout* de bonne cuisine, ce qui n'étonnera point si l'on sait que Jean-Marc fut un élève doué d'Albert Augereau, le maître des Rosiers-sur-Loire. La cuisine bretonne vue par ce chef inventif, cela donne une charlotte de saumon fumé, un suprême de turbot au foie *gras, du bar au saint-émilion*, le pigeonneau rôti « entre terre et mer » (à vous d'imaginer !) et, avec le filet de bœuf, une tarte Tatin d'endives *sauce au bacon*. Menus à 110 F (en semaine), 150 F, 172 F, 220 F, et carte.

▶ Chandouineau, *10, avenue de la Gare*, 35600 Redon ; tél. : 99-71-02-04. Salon 20 couverts. CB, AE, DC. Chiens acceptés.

Hôtel Tirel à Saint-Méloir-des-Ondes

En fait, c'est au lieu-dit La Gouesnière, à 1,5 km de Saint-Méloir, que cette maison familiale nous propose la « cuisine à quatre *mains* » de MM. Tiral et Guérin, beaux-frères et amis. Classique mais fine, sans chichis mais de bons produits. Voici une *vinaigrette de cervelle* d'agneau, le filet de saint-pierre au beurre de cerfeuil, un ragoût fin de ris et rognon de veau, la bisque de homard aux asperges et langoustines, une minute de rouget poêlée à la citronnelle. Bonne cave et *bon service*. Nombreux menus de 98 F à 190 F, et carte.

▶ Hôtel Tirel, *35350 La Gouesnière* ; tél. : 99-89-10-46. Salons 30 couverts, CB, AE, DC. Chiens acceptés.

Le Bistrot de Paris

Il y a longtemps que je n'ai pas parlé *du fief de Michel Oliver*, dont le chef (lorsque le patron n'est point là) n'en mérite pas moins compliments pour ses plats du jour (115 F) : l'andouillette à *l'étouffée du lundi, puis, successivement*, la blanquette, le navarin, le cassoulet, le chou farci et la langue de veau gribiche. Mais les entrées (soupe d'étrilles, par *exemple*), *les poissons du jour*, le civet d'agneau pâtes fraîches ou la côte de bœuf rôtie, les desserts, enfin, témoignent de la pérennité de la cuisine de J.-P. Frelet. Et, bien entendu, Oliver oblige et bordeaux suit, la cave est de grande qualité. Compter 300-350 francs.

▶ Le Bistrot de Paris, 33, rue de Lille, 75007 Paris ; tél. : 42-61-16-83. Fermé samedi midi et dimanche. Salon 35 couverts. CB. *Chiens acceptés*.

Le Clos Longchamp

Toujours le vent en poupe, ce restaurant du *Méridien* de la porte Maillot, grâce à la cuisine *de J.-M. Meulien*. Des huîtres chaudes en nage de crémant aux mignardises, de l'embeurrée de coquillages au cari au steak de *canard aux épices d'Orient, sans* oublier le suprême de volaille à la crème de lentilles. A la carte, compter 450-600 F, mais noter un menu affaires à 230 F et un menu « Les découvertes du soir » à 420 F, café compris. L'excellent jeune sommelier vous guidera utilement.

L. R.

▶ Le Clos Longchamp, 81, boulevard Gouvion-Saint-Cyr, 75017 Paris ; tél. : 40-68-30-40. Fermé dimanche. Salon 20 couverts. Parking dans l'hôtel. CB-AE-DC.

Miettes

Produits nouveaux. – Testés, ces dernières semaines, les chocolats de J.-P. Hévin (meilleur ouvrier de France), installé 16, avenue de La Motte-Picquet, Paris-7e (tél. : 45-51-77-48) et qui vient d'ouvrir un second magasin 3, rue Vavin, Paris-6e (*tél.* : 43-54-09-85). *Egalement* le foie gras de canard artisanal de Jean Legrand (arrosé d'un amusant fumé blanc (de Ste-Michelle, aux Etats-Unis) au Verger de la Madeleine, 4, boulevard Malesherbes, Paris-8e (tél. : 42-65-51-99). Mais *ma grande découverte a été* le marbré de foie de lotte façon foie gras de Challenger Food (124, boulevard de Verdun, 92400 Courbevoie ; *tél.* : 43-34-57-98). Un vieux proverbe comtois assurait que, pour *un foie de lotte, « l'homme quitte sa culotte et la femme lève sa cotte »*. Ici, il s'agit de poisson de mer, mais le résultat est concluant.

Fromage de comté. – Nouvelle règlementation pour ces fromages qui auront désormais seulement deux étiquettes possibles : comté extra (meule dont la note aura été supérieure ou égale à *15 sur 20*) et *comté (pour une note entre* 12 et 15).

Bonnes et mauvaises adresses. – *Compliments de lecteurs* pour *L'Hostellerie des clos* (rue Rathier, 89800 Chablis ; tél. : 86-42-10-63), notamment pour ses huîtres pochées au chablis. Pour *La Porte Saint-Jean* (1, rue des Bains, 23300 La Souterraine ; tél. : 55-63-03-83). Par contre, il n'a pas été apprécié, au *Rallye* du Pouliguen, la mouclade jugée quelconque.

Anniversaire. – On fête, cet automne, les vingt-cinq ans de François Perret et sa famille à la barre du beau restaurant genevois *Les Eaux-Vives*, et la parution, à Bruxelles, de *l'Equilibre gourmand*, un bel ouvrage de Pierre Wynants (le *Comme chez soi*, de Bruxelles).

Sardines en boîte

On doit l'affaire à un certain Joseph Colin qui, vers 1820, imagina de stériliser les poissons et de les glisser dans du fer blanc. La fortune de la sardine était faite.

A la différence du hareng et de l'anchois, la sardine n'est responsable dans l'Histoire d'aucun de ces grands conflits Nord-Sud et n'est l'apanage exclusif d'aucune peuplade ni d'aucune *civilisation*. La sardine, qui donna son nom à la Sardaigne – *où on la pêchait* en abondance dès la haute Antiquité, – est à la fois polyglotte et polymorphe.

Les Anglais appellent pilchard la sardine adulte, alors que les continentaux réservent cette appellation à une seule variété, la *sardina pilchardus*. Là s'arrête la *querelle* sémantique. Allemands, Français, *Serbo-Croates*, Portugais, Danois et Norvégiens s'accordent *sur un patronyme* unique.

Les sardines de l'Atlantique, pourtant, sont plus grosses que celles de Méditerranée ; mais il n'est pas certain, pour autant, que la sardine qui boucha le Vieux Port fut ramenée de mer du Nord *par* Euthymènes ou Anarchasis, voyageurs marseillais qui exploraient les routes *maritimes* de l'ambre, au deuxième siècle avant Jésus-Christ.

Le triomphe de la sardine est récent. Il est dû, pour l'essentiel, à la magistrale invention d'un Nantais – au demeurant *bien mal nommé, Joseph Colin*, – qui imagina vers 1820 de stériliser les sardines, une fois frites, avec *de l'huile dans de petites boîtes* en fer blanc. Ainsi, au moment même où Antonin Carême codifiait ses recettes et faisait triompher partout en Europe la grande cuisine de création, l'industrie s'emparait de la modeste – *mais nourrissante* – sardine qui allait sillonner l'Europe et le monde entier.

Pêcheries et conserveries se développent bientôt à Lorient, puis sur la côte basque, au Portugal, à Sète, Marseille et jus*qu'en Norvège. Stavanger était*, comme Bergen, au début des années 70, un charmant port de pêche du sud norvégien, qui – en d'autres temps – enchanta et inspira le musicien Edouard Grieg. La découverte du pétrole et du gaz *naturel en mer* du Nord mit les sardiniers en cale sèche et précipita ces deux villes dans la modernité *industrielle*. Finie la criée aux sardines qui, aujourd'hui encore à La Turballe (Loire-Atlantique), au rythme des marées, maintient animation et prospérité – lorsque la pêche a été bonne.

Au début du vingtième siècle, les sardines à l'huile sont surtout le privilège du prolétaire et de l'étudiant. Le « sertissage », technique de fermeture mécanique qui remplace, après 1909, la *soudure manuelle, contribue* à accroître la diffusion de la sardine en boîte. Alberto Capatti, *auteur d'un essai passionnant* sur les origines de la modernité alimentaire (1), cite Georges d'Avenel, qui écrit, à la veille de la première guerre mondiale : *« La table du riche a changé de prix, celle du peuple a changé de nature. »* Il *illustre ce propos* par la description d'une affiche de la maison Saupiquet sur *laquelle on voit* – à l'époque – *« cinq personnages côte à côte, un émir, une jeune mondaine, Yvette Guilbert, un sosie du futur président Fallières et Aristide Bruant assis à la table devant des boîtes retroussées, une petite clé enroulée dans le couvercle »*.

C'est la guerre de 1939-1945 qui allait donner aux sardines à l'huile un supplément d'aristocratie lorsque Curnonsky lui-même déclara – nécessité fait loi : *« Un cassoulet ou des tripes en boîte, voire des sardines à l'huile, peuvent plaire aux plus difficiles. »* Notre époque perpétue ce jugement du prince des gastronomes. A côté d'une production de masse – les sardines aujourd'hui sont étuvées au four *et non plus frites, donc moins* savoureuses mais plus digestes, – on trouve aussi de nombreuses fabrications de qualités et de provenances variées. Le Monde des épices (30, rue François-Miron, Paris-5e), parmi *un choix assez large, propose* des « sardines au piment du Maroc », pour les estomacs à toute épreuve. Excellentes, au contraire, sont les Sidi Daoud (Tunisie) et d'assez originales sardines du Brésil, à *peau* et chair blanches, qu'il convient de déguster après plusieurs années de vieillissement. Chez le traiteur Vigneau Desmarest (105, rue de Sèvres, Paris-6e), bonne sélection des *marques* Rodel et Ménès. Hédiard limite son choix à ses propres productions de sardines « millésimées » – dont la date pourtant *reste mystérieuse* – à l'huile d'olive, sans peau et sans arêtes. *Un produit* sec, à chair rouge, cotonneux et épicé. *Une* mauvaise année sans doute !

Depuis la disparition *d'une boutique* spécialisée, rue Vignon, le choix le plus complet est sans doute celui de Fauchon, qui n'offre pas moins d'une vingtaine de spécialités : la « sardine des enfants » de Ménès, sans peau et sans arêtes, une agréable production portugaise, au vrai goût de poisson, et surtout la « Belle-Iloise », *à chair blanche*, avec peau mais également sans arêtes – ce que déplorent certains puristes. Chez Fauchon toujours, on trouvera des « Rodel aux achards et aux truffes », et surtout les incomparables « Sardines *Fauchon aux truffes* », sommet de toute dégustation, qui requiert le cépage savagnin d'un côte du *Jura* ! La truffe au « nez » ailleurs si puissant, allez savoir pourquoi, prend ici le goût de la sardine. Un « must ».

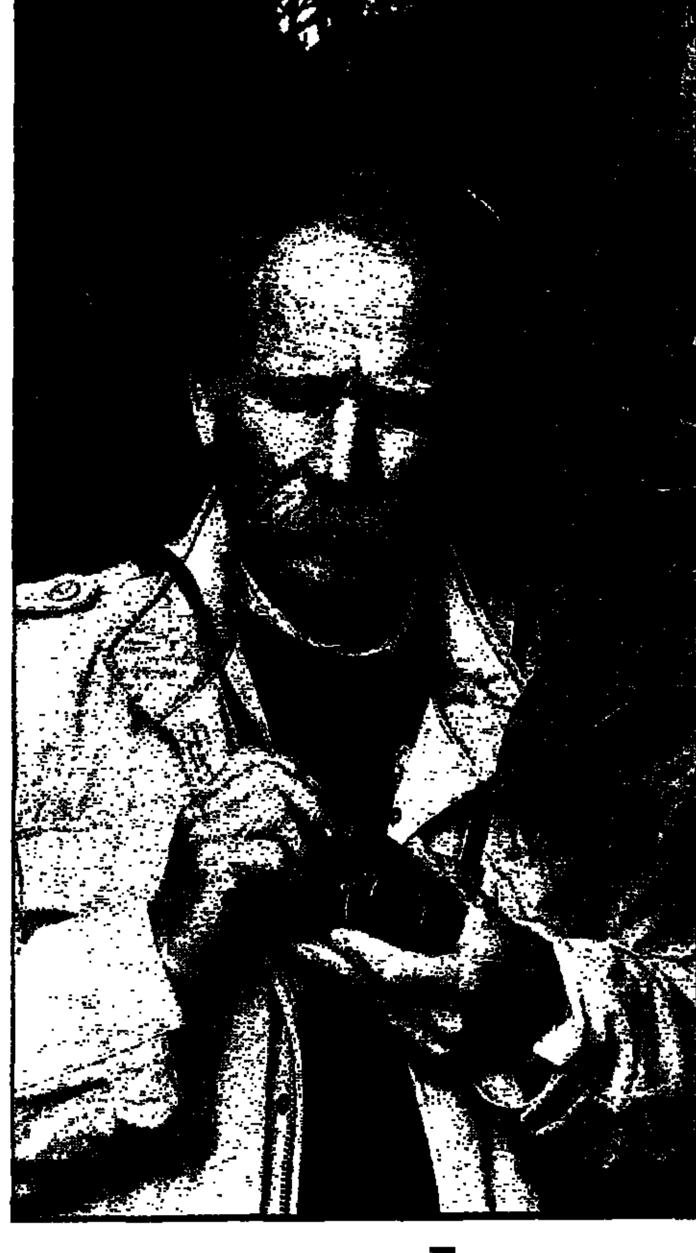
Jean-Claude Ribaut

(1) *Le Goût nouveau – Origines de la modernité alimentaire*, par Alberto Capatti, Albin Michel.

PARCOURS

Salgado en solo

Voyageur longue distance et longue durée, Sebastiao Salgado pousse les rencontres avec ses sujets jusqu'à un point encore rarement atteint par les photographes professionnels. Homme de l'extrême, il travaille toujours seul, mange, dort, boit, vit au rythme de ceux qu'il observe. Rencontre avec cet anti-touriste absolu, dialogue avec celui qui dit que le monde a changé et qu'il faut désormais l'appréhender avec davantage de perspicacité.


BRUNO BARBEY/MAGNUM

«Dans les années 30, la photographie avait pour fonction principale de faire découvrir les joies et les malheurs du monde. Les gens voyageaient peu et la télévision n'existait pas. Aujourd'hui, que reste-t-il de cette «photo-découverte»?

– Pas grand-chose. N'importe quel morceau de pierre de la terre entière a été montré. Plus rien n'est caché. On ne peut donc plus regarder et photographier le monde de la même façon. Un beau paysage, une belle montagne, je pense que ce sont des notions qui sont devenues absurdes pour un photographe. Ce qui compte aujourd'hui, c'est la cohérence et le sens de son travail. Voilà pourquoi je ne pars pas «à l'aventure». Si je pars, je sais ce que je veux faire, ce que je cherche, pourquoi je vais à tel endroit.

– Vous ne vous baladez pas?

– Je ne me rappelle pas être allé une seule fois dans un endroit, pour me promener et prendre des photos. J'ai toujours un appareil avec moi, mais je ne suis pas le genre à faire beaucoup d'images isolées, de «snap shots», comme disent les Britanniques. Faire «une» grande image, ce n'est pas un grand plaisir. Et un beau coucher de soleil sur la mer, je préfère le regarder et le sentir. En fait, il reste ma famille, mes enfants, dont je m'aperçois que j'ai pris beaucoup de photos en vacances ou ailleurs.

– Pourtant, la photographie est toujours étroitement liée au voyage, et vous-même ne cessez de parcourir le monde.

– Oui. J'ai dû traverser plus de cent pays mais ça ne veut pas dire grand-chose, tant les pays se ressemblent. Ce qui m'intéresse, ce n'est plus le paysage ou la découverte géographique, ce sont les gens. Rencontrer des gens. Que ce soit ceux qui récoltent le tabac à Cuba, tuent les bœufs aux Etats-Unis, ou se battent pour leur emploi à La Ciotat. Je ne cherche pas à faire découvrir le monde. Je ne veux pas montrer ce qui se *passe ailleurs, mais comment* ça se passe ailleurs.

Tous mes reportages en Amérique latine, ce n'était pas un voyage à travers un continent, mais à travers un peuple qui est là depuis quatre cents ans. Je n'avais rien à faire découvrir. A tel point que dans mon livre *Autres Amériques*, il n'y a pas de légendes. Il y a juste le pays et l'année parce que l'éditeur m'a obligé à le faire. La localisation géographique ne m'intéresse pas, mais la continuité dans la façon de vivre, du Mexique jusqu'au Brésil, de ces gens, qui vivent à un rythme très grave, lent, fort. Ce que j'essaie de montrer c'est la perte d'une dignité énorme *d'un continent*.

On dit que ces images, comme d'autres, sont misérabilistes. En fait, je montre des gens pauvres, dignes, nobles, mais pas misérables. Je veux simplement que celui qui regarde mes photos sente que l'homme est noble partout. Un exemple. Je viens de travailler sur la construction d'un canal d'irrigation au Rajasthan. Les matériaux sont les plus rudimentaires, Tout est fait à la main, depuis trente-huit ans par des familles qui se transmettent le savoir de père en fils, mais avec une telle perfection... Ils amènent des eaux de l'Himalaya sur le désert du Rajasthan. 3 000 km de long, 45 000 en comptant les canaux secondaires et tertiaires. Là, en photographiant je me rends compte qu'une culture en vaut une autre et que les hommes sont les mêmes partout.

– Vous avez déjà ressenti la frustration de voir des images sans pouvoir les prendre?

– Une seule fois, quand j'ai assisté à l'attentat contre Ronald Reagan en 1981. Ça s'est passé tellement vite... Ensuite je me suis aperçu que j'avais pris soixante-seize photos pour un événement qui avait duré un peu plus d'une minute. J'ai donc travaillé rapidement tout en ayant l'impression d'être complètement dépassé par le rythme. Mais je ne ressens pas cette frustration car seul compte le travail sur lequel je suis concentré. A Gdansk, lors d'un lancement d'un bateau, un photographe a confié un appareil à une personne en lui demandant de prendre une certaine vue, ce qui lui permettait de se placer ailleurs. Ce photographe est juste présent pour capturer des documents et s'en aller. Pour moi, ce n'est plus de la photo. La photo, c'est quand même le privilège énorme de la prendre. Elle doit permettre de trouver son rythme, de s'intégrer au monde.

– Y a-t-il un risque, par le fait d'aller loin, de ramener des images exotiques?

– Je ne me pose jamais cette question. C'est quoi l'exotisme pour un Brésilien habitant Paris? L'exotisme en photographie ça n'existe pas. C'est comme l'image «touristique». Ce sont des *concepts bien trop restrictifs* qui montrent que l'on ne connaît pas l'autre. Je déteste ces mots. Aujourd'hui, une mère avec ses enfants au fond de la Patagonie regarde la télévision et connaît le reste du monde. Alors l'exotisme...

– Beaucoup de vos photos sont prises dans des lieux qui semblent irréels : une mine d'or au Brésil, des casseurs de bateaux au Bangladesh...

– Je savais que ces scènes fantastiques existaient, en lisant beaucoup, en regardant les images des autres. Il suffit de bouger. Le problème, c'est que les gens bougent très peu. Ou alors ne savent pas s'arrêter. *Cette mine* d'or, *j'ai eu* des frissons quand je l'ai vue. Mais j'ai ressenti la même chose quand je me suis retrouvé aux chantiers navals de Gdansk, il y a quelques jours : c'est plus grand qu'une ville, *il* y avait un brouillard incroyable, et je voyais seulement ces grues. C'était presque des rêves. Là, on peut imaginer ce que l'on veut. Mais il a fallu que je passe trois semaines là-bas...

– Prendre son temps, c'est la clé de vos voyages?

– C'est primordial par rapport à ma photographie. Dans la photo, seule la vitesse de déclenchement doit être rapide. Prendre son *temps, c'est comprendre, écouter*, apprendre la culture qui est en face de moi avant de prendre l'appareil. Ma série de reportages sur l'Amérique latine a duré sept ans car c'est un continent lent. Je reste parfois deux heures en face d'une personne qui dort. Et puis je dors aussi. Ensuite, je vais lui parler pendant quatre heures. Et enfin je vais lui parler de l'histoire de mon grand-père pendant des jours.

Sur les quinze mois passés au Sahel en 1984, *j'ai* dû rester des semaines entières sans regarder ni voir. Jusqu'au moment où j'arrivais dans un endroit, où quelque chose se passait, où il fallait photographier. Toujours lors de cette *famine en Ethiopie, j'ai vu* des dizaines d'équipes de télévision du monde entier débarquer dans le désert et rester quelques heures. Je me suis aperçu alors que la photo donnait une immense liberté : trois appareils, *quatre objectifs*, un sac à dos, une centaine de pellicules me procurent une autonomie de deux mois. Pas de problème d'équipe, je voyage, je vole, je peux m'intégrer, je fais ce que je veux, et je reviens. Ça, c'est la grande force, la grande magie de la photo.

– Donc, vous prenez le rythme des gens que vous photographiez?

– J'essaie. Je me demande même *si le plus grand plaisir* c'est la photo elle-même ou m'intégrer à des groupes de gens en vivant des moments très forts. Parce que la photo, ce n'est pas moi qui la prends à 100 %, elle m'est offerte par ceux que je capte. Donc l'image, je l'aurai plus ou moins en fonction de l'intégration avec mon sujet. Je ne crois pas au photographe voleur, qui vient comme un papillon et s'en va comme il est venu. C'est tout le contraire de ma démarche.

– Mais avant d'entrer à Magnum, vous avez été reporter à l'agence Gamma, où vous deviez certainement travailler plus rapidement?

– Ce n'est pas un problème de faire des reportages rapides à condition de suivre la même histoire. A Gamma, je ne sais pas combien de fois j'ai dû aller en Afrique, *aux mêmes endroits*. Mais j'ai aussi réussi à partir quatre mois en Amérique latine pour prendre des photos d'Indiens qui n'ont pas intéressé la presse. D'où l'inévitable rupture avec l'agence. Mais j'aimais bien Gamma, cette époque, on rigolait bien, il y avait un esprit très «aventuriers». Il pouvait se passer des choses incroyables au bout du monde et on se disait : *«Merde, c'est pas possible d'arriver là-bas!»* Et on y allait. Cette merveilleuse sensation que tout est possible...

Mais je sens bien que la photo d'actualité est l'otage des médias. C'était flagrant lors de la révolution au Portugal en 1974. C'est *encore vrai aujourd'hui* pour la crise du Golfe. Je rigole quand j'entends parler d'otages français alors que le vrai sujet photographique est en Jordanie où il y a un brassage passionnant de communautés qui s'affrontent; ou dans les camps de réfugiés où s'entassent des milliers de Philippins, Indiens, Pakistanais, sans aucune aide de leurs gouvernements et aucun avion pour les sortir de leur misère.

– Comment se passe votre intégration. Elle n'est pas la même d'un pays à l'autre, d'une culture à l'autre?

– L'important, c'est de savoir *s'adapter. Je suis allé vivre dans* des communautés en Amérique latine. Dans un premier temps, j'ai dû m'expliquer devant le groupe, pourquoi j'étais là, pourquoi je faisais des photos, quel était mon intérêt, ce que je venais faire. Quand je suis obligé de vivre dans un village pendant des mois, je mange, je bois, je dors comme les gens de ce village, simplement parce que c'est la seule façon de pouvoir rester longtemps. En revanche, s'habiller comme eux, ce n'est plus un besoin, c'est une convenance. Sauf lorsque l'habit devient une protection contre les douleurs de la nature. Et puis il y a la langue. Je parle portugais, espagnol, anglais, français, mais il y a d'autres façons de se comprendre.

– Comment?

– Je crois que c'est très important d'être seul. J'ai horreur de partir accompagné. Un compagnon, ça peut être très rigolo, mais pour le travail c'est une catastrophe parce que les intérêts ne sont jamais les mêmes. C'est un métier très solitaire. Si j'avais été dans le tunnel sous la Manche avec un journaliste, j'aurais illustré les idées du journaliste, je n'aurais jamais vu le monde que j'ai vu, je n'aurais jamais pu accompagner les ouvriers anglais et les découvrir à la table d'un pub, jusque tard dans *la nuit, avec les filles qu'ils rencontrent*...

Et puis travailler à deux c'est créer un groupe qui va à la rencontre d'un autre. Or beaucoup de groupes sont exclusifs et l'intégration devient impossible. En venant seul, je suis assimilé, pris en charge. On m'écoute et on me raconte. C'est là que l'espèce humaine est fantastique car elle n'abandonne pas. Quand j'arrive dans un désert, tout seul, les bédouins m'accueillent, même si je ne parle pas la langue, même si j'ai quinze appareils sur le ventre.

– Au bout de l'intégration, il y a l'image...

– Oui, en sachant qu'on ne «rentre» pas dans les gens comme ça avec un appareil. Il *faut* être autorisé à prendre la photo. C'est une autorisation non écrite, même pas formulée, mais il y a un moment où je sens que je peux et d'autres non. Là, il y a comme un message dans l'air.

– Ces codes varient-ils d'un pays à l'autre?

– Pas tant que ça. Ce ne sont pas les mêmes, mais je les comprends vite. Sentir quand je peux travailler est un des grands plaisirs de la photographie. Ça ne peut pas s'expliquer, c'est comme marcher sur la lame d'un couteau. Je ne pense pas m'être trompé une seule fois. Il ne faut surtout pas se faire violence. Sinon, le photographe devient aussi violent. Jamais je n'ai caché mon appareil pour faire une image, je ne la dérobe jamais. Beaucoup de gens croient que la photo est par nature agressive alors qu'elle peut être si douce...

En URSS par exemple, la relation aux gens était forte, chaude. Je suis allé à Bakou, en Ukraine, Dans la région de Moscou. C'est un pays très intéressant à photographier. Les gens sont restés très purs, très humains, disponibles. Je me suis retrouvé dans un bal en province, la musique commençait à jouer, et j'ai vu des femmes de 110 kilos danser des rocks comme des enfants de quinze ans et qui n'avaient aucune appréhension face à l'appareil. Je n'ai pas senti l'importance des concepts de beau, de laid, ou de honte de se montrer. Pour un photographe, c'est merveilleux.

– Il n'y a pas de distance entre vous et votre sujet?

– Non, mon sujet c'est aussi moi-même. L'image, c'est une radiographie de soi, de son comportement. On peut voir l'homme à travers le travail du photographe. C'est mon cas, d'autant plus que la photo me hante jour et nuit, vingt-quatre heures par jour. Mes photos sont quelquefois très dramatiques, théâtrales car il y a un côté théâtral en moi, comme chez beaucoup de Latino-Américains. Quand Garcia Marquez décrit un massacre de 50 000 paysans dans les plantations de bananes, c'est tellement irréel. Mes images traduisent la vision du monde que j'ai dans la tête, ce qui me semble être la seule chose intéressante dans la photo. Qu'une image soit belle ou laide, peut importe, à condition qu'elle révèle la «maladie» du photographe...

– Est-ce que le fait de travailler en noir et blanc vous permet de mieux traduire votre vision du monde?

– Absolument. Le noir et blanc est très irréel. En fait, il n'y a rien de *noir* et de blanc, mais une gamme de gris qui laisse une marge énorme d'interprétation de l'image et offre au lecteur une capacité d'imagination bien supérieure à la couleur. Un jour, j'ai vu une personne et je me suis dit qu'elle était la représentation de la mort. Une autre fois, j'ai «vu» des ouvriers en train de jouer du violon dans les hauts-fourneaux. Ce sont des photos qui sont dans ma tête. Tout comme je rêve beaucoup. Parfois, je ne dors pas *la nuit et j'imagine* les images, les gens que je vais rencontrer. Et ça se réalise. Ça me permet d'avoir presque un monde enchanté devant moi. Il n'y a que le noir et blanc pour traduire tout ça. La couleur va ramener cet imaginaire à une réalité trop crue.

– Alors que la photographie va plutôt vers des petits sujets ciblés, vous vous êtes lancés depuis quatre ans sur un projet gigantesque et universel qui vous a amené dans plusieurs pays : la disparition des industries manuelles dans le monde. Pourquoi un sujet si fou?

– *C'était dans ma tête.* C'est tellement riche de fréquenter tant de métiers, de gens, de cultures. Je veux montrer la fin d'une époque. Pour un photographe, je trouve fantastique de suivre la création, le lancement en mer, la vie et la mort d'un bateau. Et de faire un lien entre tous ceux qui travaillent autour, à La Ciotat, Gdansk, ou dans un des cinquante-cinq ateliers de démolition du Bangladesh, où je me suis aperçu que c'est aussi dur de casser un navire que de le construire.

Ce qui m'a frappé, c'est que ces hommes et ces femmes ressemblent au produit de leur travail. Un homme qui casse un bateau à coups de massue ressemble à un bateau : les rides du visage, la forme de l'œil, tout. Et celui qui tue des cochons dans les abattoirs du Dakota-du-Sud ressemble à un cochon. Il en prend la couleur, l'odeur, la forme, c'est incroyable.

– Votre prochain reportage?

– Le cacao au sud de Bahia, au Brésil. La culture, la récolte, la fabrication. J'imagine plein de choses : de vrais prolos de l'agriculture, une région très humide avec de beaux fruits, une région très militante, racontée dans les premiers livres de Jorge Amado. Il y a un romantisme énorme sur le cacao. Enfin.. Nous allons voir...»

Propos recueillis par
Michel Guerrin

Profil

NÉ *au Brésil en 1944,* photographe à l'agence Magnum, passionné de football et de course automobile, Sebastiao Salgado est un photojournaliste atypique. Par sa formation d'abord. Après de solides études d'économie, à Sao-Paulo puis à Paris, il travaille à Londres pour l'Organisation internationale du café, et ne devient photographe qu'à 29 ans, un âge où la plupart de ses confrères ont déjà une solide expérience.

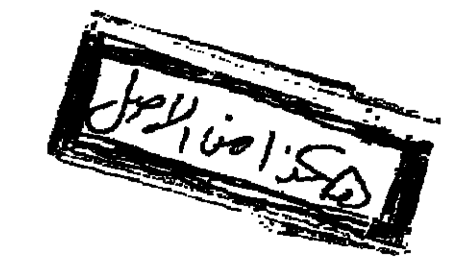
Atypique également par sa méthode de travail, n'hésitant pas à rester plusieurs mois sur un sujet alors que la rapidité est le maître-mot du métier. Atypique toujours par son choix du noir et blanc, qu'il a imposé à une presse magazine qui ne jure souvent que par la couleur.

Atypique enfin en s'engageant à *fond dans une photographie* documentaire, sociale, humanitaire et lyrique, bien dans la tradition d'un Eugene Smith ou d'un Werner Bischof (ses maîtres); une photographie peu prisée actuellement en France, où l'on préfère montrer des images plus positives (les riches, *les gagnants*, les entrepreneurs). Salgado connaît en revanche un énorme succès en Espagne, en Grande Bretagne, et surtout aux Etats-Unis – la photo documentaire y est en vogue – où il est considéré, depuis son célèbre reportage sur la famine au Sahel (1984-1985), comme le plus important photojournaliste vivant.

Sebastiao Salgado publie aujourd'hui un premier et beau recueil de ses reportages sous le titre *Une certaine grâce*. Mais le livre-événement est à venir : son travail «dantesque» sur la disparition des industries manuelles dans le monde, entrepris en 1987, devrait en effet être publié dans deux ans. La presse étrangère a montré de larges extraits de ces reportages. Pour l'instant, *Paris Match* – qui possède l'exclusivité française – les a distillés au compte-gouttes.

M. G.

► *Une certaine grâce*, photographies de Sebastiao Salgado, textes de Eduardo Galeano et de Fred Ritchin. Nathan Image, 156 p., 360 F.



Le Monde

ÉCONOMIE

SECTION D

Les effets de la baisse de l'activité mondiale sur les économies européennes

Le dollar, roi fou

Après avoir connu une longue période de croissance économique, le monde est entré dans une phase de ralentissement. Un ralentissement qui pourrait se transformer en véritable récession pour les Etats-Unis, le Canada, la Grande-Bretagne. Des pays comme l'Espagne et l'Italie, encore fringants il n'y a pas si longtemps, montrent eux aussi des signes d'essoufflement.

On aurait tort de croire que la crise du Golfe et la flambée des prix pétroliers qu'elle provoque sont à l'origine du retournement de conjoncture que nous vivons. Le ralentissement de l'économie mondiale était en cours bien avant le mois d'août, qui a vu les troupes irakiennes envahir le Koweït. Le nouveau choc pétrolier que nous vivons – et dont il est encore difficile de mesurer l'ampleur puisqu'on n'en connaît pas la durée – agit surtout comme un révélateur. Les déséquilibres que connaissent des pays comme les Etats-Unis et la Grande-Bretagne appelaient de toute façon des corrections. Des corrections qu'on commence à trouver dans le projet de budget britannique pour 1991 que vient de présenter M. John Major, le chancelier de l'Echiquier.

L'INSEE souligne un fait important : la croissance économique en France est plus freinée par l'environnement international que par les prix pétroliers. Et c'est peut-être la baisse excessive du dollar qui dégrade le plus l'environnement international. Dans presque tous les pays développés, les industriels éprouvent maintenant des difficultés pour vendre leur production, les prix américains étant devenus brusquement surcompétitifs.

M. Bérégovoy demande la réunion des sept plus grands pays industrialisés – le célèbre groupe des Sept – pour examiner une situation qui lui semble anormale. Il a écrit à ce sujet à M. Brady, secrétaire américain au Trésor, et a envoyé la même lettre à l'ensemble des autres membres du G7.

Pour l'instant, la demande du ministre français ne suscite aucun enthousiasme : préoccupations créées par la crise du Golfe, repliement allemand sur les problèmes nés de l'unification, volonté américaine d'exporter dans le monde des produits fabriqués aux Etats-Unis et de se sortir ainsi d'une récession qui menace ?

La demande française n'en paraît pas moins justifiée. L'accord du Plazza, conclu en septembre 1985 entre grands pays industrialisés pour stabiliser le dollar, s'il était renouvelé, pourrait faciliter la reprise économique.

AI. V.

INSOLITE

La guerre du kiwi

Le kiwi, ce petit fruit acidulé exotique, victime de son succès, déclenche une bataille commerciale entre les Européens et les Néo-Zélandais, producteurs traditionnels de ce fruit. Depuis cinq ans, la production et la consommation mondiales ont été multipliées par six. Les Français, qui ont démarré modestement, devraient arriver en masse l'an prochain. Un peu tard cependant : pour la première fois cette année, l'offre excédera largement la demande. Les producteurs français ont donc protesté officiellement contre l'intention de leurs confrères néo-zélandais de poursuivre leurs exportations vers l'Europe au-delà du mois de décembre.

L'INSEE prévoit une poursuite du ralentissement de la croissance

L'activité économique en France est plus influencée en cet automne 1990 par le ralentissement mondial que par la crise du Golfe et la flambée des prix pétroliers, selon une analyse de l'INSEE rendue publique le jeudi 8 novembre.

Comme *« l'activité mondiale s'est révélée moins dynamique que prévu »*, du fait notamment des Etats-Unis, dont la conjoncture *« apparaît plus ralentie malgré le point haut du troisième trimestre »*, la croissance de la demande mondiale serait plus faible qu'il n'était escompté. C'est surtout cet environnement défavorable qui fait dire à l'INSEE que, en France, le ralentissement de la croissance économique va se poursuivre.

La production de biens d'équipement, jusqu'à présent très dynamique, devrait se ralentir en fin d'année. Le rebond dont bénéficient les industries produisant des biens intermédiaires semble transitoire. Les entreprises produisant des biens de consommation pourraient bénéficier d'un certain regain dans la mesure où elles avaient largement réduit leurs stocks en début d'année. Mais là encore l'INSEE n'est pas optimiste au-delà des deux ou trois prochains mois.

Forte compétitivité du billet vert

Non seulement l'environnement international est moins favorable que prévu, mais la baisse du dollar depuis l'automne 1989, *« qui s'est accentuée à l'été, pèse directement sur l'activité de nos principaux partenaires en diminuant leur compétitivité »*. Bien évidemment, la France est également touchée par la forte compétitivité du dollar : *« Nos exportations de produits manufacturés ont sensiblement ralenti en 1990 après les fortes progressions enregistrées en 1988 et 1989 »*, même si ce phénomène est estompé par la reprise progressive des exportations d'Airbus.

Un autre phénomène diminue l'impact de la surcompétitivité de la monnaie américaine : les gains de termes de l'échange obtenus par la France grâce à la bonne tenue du franc (les prix des exportations augmentent plus vite que les prix des importations). Mais la France perd maintenant des parts de marché. Sur l'ensemble de 1990, le déficit du commerce extérieur serait un peu inférieur à 60 milliards de francs (45 milliards en 1989). Mais le déficit de la balance des seuls produits manufacturés se creuserait, atteignant presque les 65 milliards de francs après 52 milliards en 1989 (à partir de l'hypothèse d'un baril à 34 dollars et d'un dollar à 5,10 francs sur le dernier trimestre).

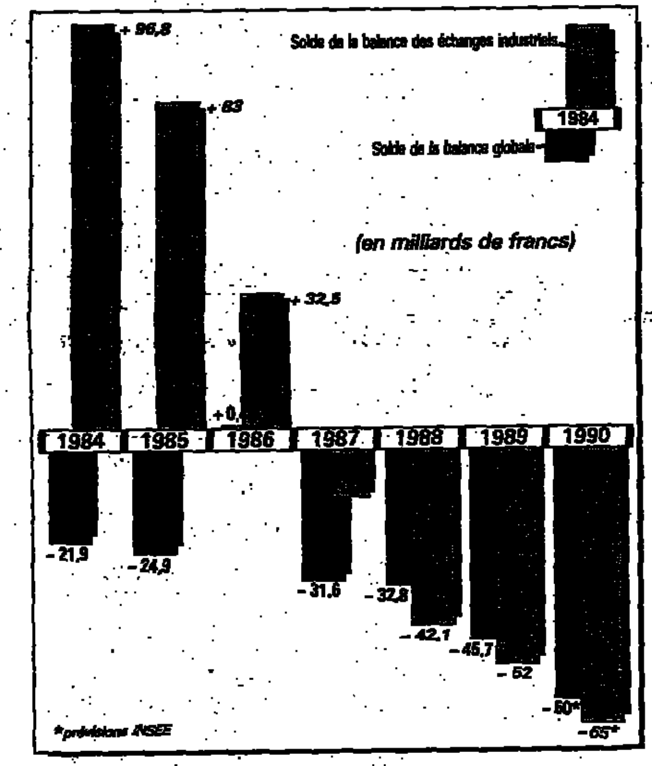
Pas de dérapage des prix

Une bonne nouvelle : l'INSEE ne prévoit pas de dérapage des prix de détail. La hausse des prix entre décembre 1989 et décembre 1990 serait limitée à 3,7 %, après 3,6 % en 1989 et 3,1 %, en 1988. Hors énergie, la hausse des prix serait même un peu inférieure à celle de l'an dernier : + 3,1 % après + 3,4 % en 1989. Cela grâce au net ralentissement des prix alimentaires, qui compenserait l'accélération des services privés.

Cette maîtrise de l'inflation serait surtout due à la sagesse des salaires. L'accélération enregistrée au 1er semestre ne semble pas durable à l'INSEE, qui prévoit tout de même une hausse annuelle de 5,2 % des salaires, laissant des gains appréciables de pouvoir d'achat. Ce sont ces gains, atteignant 0,5 % par trimestre en termes de revenu disponible (après 1 % par trimestre en 1988-1989), et le souci des entreprises de tenir leurs coûts et leurs prix, qui amènent l'INSEE à écarter l'hypothèse de dérapages inflationnistes par accélération des hausses de rémunérations.

Le ralentissement de l'activité entraînerait un ralentissement parallèle des créations d'emplois, qui seraient inférieures d'un tiers à celles de l'an dernier : 200 000 après 300 000 en 1989. L'industrie pourrait commencer à réduire ses effectifs en fin d'année. Mais le chômage *« n'enregistrerait qu'un alourdissement limité »*.

Des conséquences contradictoires sur le commerce extérieur



La flambée des prix pétroliers explique en grande partie la détérioration prévisible de la balance commerciale globale.

Si la baisse du dollar atténue d'environ 10 à 15 % le choc pétrolier, elle accroît en revanche le déficit de la balance des produits manufacturés, les industriels français éprouvant des difficultés grandissantes pour exporter.

Grande-Bretagne : budget serré malgré la récession

LONDRES

de notre correspondant

L'économie britannique est en récession et le gouvernement ne prévoit pas d'amélioration avant le début de l'année prochaine. Mais pas question de relancer l'activité par une augmentation, même légère, des dépenses publiques, lesquelles s'accroîtront moins vite que l'inflation. Telles sont les grandes lignes, plutôt moroses, de la « Déclaration d'automne » du chancelier de l'Echiquier, M. John Major.

Ce dernier a annoncé, jeudi 8 novembre devant les Communes, que le budget 1991-1992, qui commence le 1er avril prochain, comporterait des dépenses s'élevant à 200,3 milliards de livres (environ 2 000 milliards de francs). Les dépenses publiques augmenteront légèrement moins vite que l'inflation prévue (la hausse des prix atteint actuellement près de 11 %). M. Major ne prévoit en effet que 7,5 milliards de livres de dépenses supplémentaires par rapport à l'exercice en cours.

Les grands perdants sont le ministère de la défense, dont le budget n'augmente que de 6 %, soit nettement moins que l'inflation, ainsi que les programmes d'aide à l'emploi et de construction de nouvelles prisons. L'argent disponible va en priorité à l'éducation, au service national de santé et aux collectivités locales, pour permettre à ces dernières de réduire la Poll Tax, cet impôt égal pour tous dans une même commune, et dont la première collecte a suscité des émeutes. Deux milliards de livres supplémentaires sont consacrées au service national de santé, qui dispense des soins gratuits. Cette enveloppe devrait permettre de réduire le nombre de lits fermés dans les hôpitaux, faute d'argent.

Débat idéologique

M. Major n'a pas voulu employer, devant le Parlement, le mot tabou de « récession ». Mais il a admis la réalité de cette dernière lors de la conférence de presse qui a suivi sa « Déclaration d'automne », lorsqu'il a convenu que l'activité économique du pays était actuellement négative, et qu'elle le resterait pendant deux trimestres. Le chancelier estime que la situation s'améliorera au premier semestre de l'an prochain et prévoit, pour l'ensemble de l'année 1991, une croissance de 0,5 %. M. Major prévoit que l'inflation descendra à 5,5 % au dernier trimestre de 1991. La promesse d'une telle réduction a été accueillie avec circonspection.

La « Déclaration d'automne » a donné lieu, comme chaque année, à un débat idéologique sur la réalité du dépérissement de l'Etat proclamé, depuis 1979, par Mme Thatcher. Les dépenses publiques se maintiennent en effet depuis 1989 à 39,5 % du produit national brut. Cette proportion devrait rester la même jusqu'en 1993 selon les statistiques du Trésor.

DOMINIQUE DHOMBRES

La concentration dans les télécommunications

OPA de 19 milliards de francs de Northern Telecom sur STC

Le canadien Northern Telecom, qui détient déjà 27 % du britannique STC (Standard Telephones and Cables), a lancé une offre publique d'achat amicale sur cette entreprise (2,6 milliards de livres de chiffre d'affaires, soit 26 milliards de francs), particulièrement forte sur les câbles.

Northern Telecom, numéro cinq mondial dans le téléphone, propose de payer 317 pence par action, soit plus que ce que les analystes prévoyaient (300 pence), ce qui représenterait une mise de fonds de 1,9 milliard de livres (19 milliards de francs).

Il s'agit de la plus importante OPA lancée sur le marché britannique depuis le début de l'année. Le conseil d'administration de STC a recommandé aux actionnaires d'accepter cette offre, conditionnée à la conclusion définitive du rachat par le japonais Fujitsu de 80 % de la filiale informatique de STC, ICL. Cette opération avait provoqué un vif émoi cet été dans l'électronique européenne et suscité des rumeurs persistantes sur l'avenir de STC : le nom de plusieurs groupes avait circulé, notamment celui de l'américain ATT et du français Alcatel, lequel avait publiquement reconnu son intérêt. STC avait d'ailleurs admis qu'il était en négociation avec des « partenaires ».

La prudence était de mise, jeudi à Paris, au siège du groupe français, où l'on confirmait être *« vivement intéressé »* par STC, cet intérêt dépendant de deux éléments : le prix à payer et le caractère « amical » de toute opération. Car, outre ses positions intéressantes dans les câbles (également un des points forts d'Alcatel), STC est implanté sur un des marchés européens réputé pour son dynamisme, la Grande-Bretagne, où Alcatel (numéro un européen) occupe une position plutôt faible.

Avec près de 3 milliards de francs de pertes en 1990

Bull lance un plan de restructuration pour retrouver l'équilibre en 1992

Le constructeur informatique français Bull, qui prévoit une perte proche des 3 milliards de francs en 1990, a annoncé jeudi 8 novembre la suppression de 5 000 emplois d'ici à la fin 1991, supportée pour moitié par l'Europe, sur un effectif total dans le monde de 47 332 en 1989 (*le Monde* du 9 novembre). Des mesures qui, ajoutées à d'autres, doivent permettre un retour à l'équilibre en 1992.

Quelle ironie ! Le jour où le japonais Hitachi décidait l'ouverture en 1991 d'une unité de fabrication de disques magnétiques et de matériels pour l'informatique à Orléans, le champion tricolore Bull annonçait une perte de quelque 3 milliards de francs en 1990 (2,8 milliards), la suppression de 5 000 emplois (la moitié en Europe, dont 1 100 dans l'Hexagone), la fermeture de trois usines et la cession d'une autre consécutives à une réorganisation de l'outil industriel et la filialisation d'une de ses activités (les périphériques), dont le capital sera ouvert au privé.

Le *« plan de mutation »* de Bull prévoit de regrouper, sous la responsabilité de M. Didier Ruffat, les filiales italienne et britannique qui étaient restées sous la houlette de la branche américaine (Bull HN). Le directeur général de Bull International voit ainsi sa zone de compétence opérationnelle s'élargir à toute l'Europe (y compris celle de l'Est), sauf la France. A l'inverse, Bull HN élargit son territoire à toutes les activités des différentes composantes du groupe en Extrême-Orient.

Bull accélère, en outre, sa rationalisation industrielle, sous la responsabilité de M. Jean-Claude Albrecht, le transfuge d'ICL France devenu il y a six mois le patron de Bull SA (France). Bull ne sera plus installé que sur six sites au lieu de treize : deux de technologie et d'assemblage à Angers et Boston, deux d'assemblage de produits de grandes série (tels les micro-ordinateurs) à Villeneuve-d'Ascq (Nord) et à Saint-Joe (près de Chicago), un pour les petites imprimantes en Italie et l'unité de Bull Périphériques à Belfort (à filialiser). Seront donc fermés Chandler (80 salariés) aux Etats-Unis, Newhouse (300 personnes) en Grande-Bretagne, l'activité industrielle de Massy en France (environ 200). En 1991, Joué-lès-Tours (400 salariés) – qui fabrique des ordinateurs de taille moyenne, tranférés à Angers – sera cédé.

Espérant réduire de 10 % par an ses coûts de fonctionnement, afin d'apprendre à vivre dans une industrie dont les marges baissent (*le Monde* du 28 février), Bull a annoncé aux syndicats que ces réorganisations se traduiront par la suppression de 5 000 emplois *« entre aujourd'hui et le 31 décembre 1991 »*. Compte tenu des 2 500 réductions d'effectifs consentis au cours des dix premiers mois de l'année, Bull aura réduit de 15 % le nombre de ses salariés en deux ans... c'est-à-dire l'équivalent de l'effort annoncé en un an par le nouveau patron de Philips.

Atteindre la taille critique

Par ailleurs, le groupe a décidé de se concentrer sur les domaines où il peut atteindre la taille critique : il constituera *« en entité légale indépendante »* sa filiale Bull Périphériques (à Belfort, où 1 600 personnes sont salariées). Bull a aussi l'intention de faire reprendre par ses salariés sa filiale Prologue (applications et logiciels).

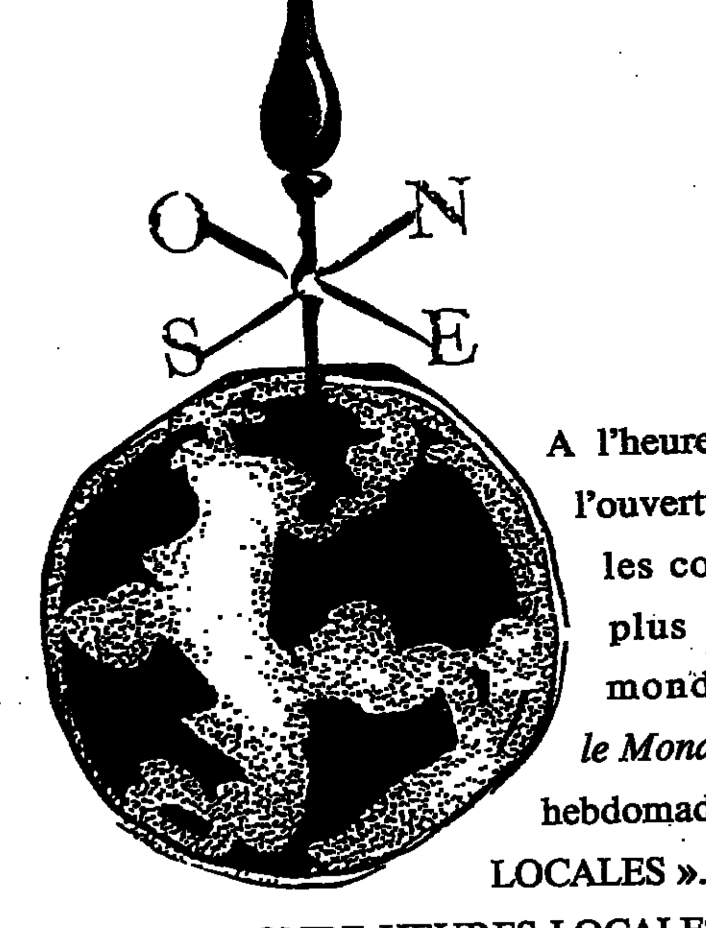
Plus généralement, M. Francis Lorentz, le président de l'ensemble du groupe Bull, a précisé sa position sur les alliances et les « mariages » européens souhaités par son ministre de tutelle, M. Roger Fauroux. Dans un entretien aux *Echos*, celui-ci avait déclaré (*le Monde* du 19 septembre) : *« Bull a intérêt à chercher une alliance avec d'autres opérateurs européens (...) Il n'y en a pas trente-six. Vous en avez deux : Siemens et Olivetti. »* *« Le choix des coopérations et des alliances ne saurait se limiter à un espace géographique donné* a répondu M. Lorentz. *Nous avons toujours été favorables au renforcement de nos liens avec des partenaires européens, et la période de crise actuelle peut constituer l'opportunité de faire prévaloir les solidarités sur les rivalités »*, en jugeant toutefois *« peu réalistes »* des mariages entre partenaires en difficulté. M. Lorentz a cité trois domaines d'activité pouvant *« impliquer d'autres partenaires que des fabricants d'ordinateurs »* : le génie logiciel, les bases de données et les microprocesseurs.

Le *« plan de mutation »*, destiné à juguler les hémorragies, n'en oublie pas pour autant l'avenir : un de ses volets importants est un programme d'investissement de 11 milliards de francs sur quatre à cinq ans en recherche-développement dans le cadre d'un contrat pluriannuel du type de celui que vient de signer Thomson avec l'Etat dans la TVHD. Ce programme visera à résoudre un des handicaps majeurs du groupe : l'hétérogénéité de sa gamme de produits qui le contraint à dépenser des sommes folles pour maintenir les développements sur ses différents matériels. L'intégration de l'architecture « maison » des ordinateurs Bull avec le standard Unix sera assurée.

M. Lorentz réussira-t-il, comme il l'espère, à améliorer sa marge opérationnelle de 3,8 milliards de francs en deux ans et à retrouver l'équilibre en 1992 ? Il y a tout intérêt puisqu'un an plus tard un changement de majorité parlementaire risquerait de relancer les tentations de privatisation du groupe. Et, plus largement, l'informatique française supporte peut-être le plan de la dernière chance. Car le montant des pertes de Bull culmine cette année à un niveau jamais atteint jusqu'ici : en 1982, la plus mauvaise année, on était tombé à 1,35 milliard de francs. Mais le Bull d'alors ne ressemblait en rien à celui d'aujourd'hui avec ses 8 milliards de francs de chiffre d'affaires et ses 21 864 salariés (contre 41 milliards et 47 332 personnes en 1989). Il n'occupait que le dix-septième rang mondial contre le huitième maintenant... Et le contexte actuel de crise n'épargne personne dans l'informatique, aux Etats-Unis et en Europe, même si IBM a réussi à redresser la barre.

FRANÇOISE VAYSSE

Les événements locaux sont souvent de taille à faire bouger le monde



A l'heure de la décentralisation et de l'ouverture des frontières en Europe, les collectivités territoriales sont plus que jamais les acteurs d'un monde qui bouge. C'est pourquoi *le Monde* a créé un nouveau supplément hebdomadaire : « LE MONDE HEURES LOCALES ».

Dans « LE MONDE HEURES LOCALES », vous trouverez des informations sur les villes, départements et régions, dont les activités et les initiatives nous concernent tous dans notre vie quotidienne. Reportages, enquêtes, débats, vous éclaireront sur les sujets qui se traitent maintenant à l'échelon local : équipements, transports, impôts, animation culturelle, environnement, emploi, etc.

Chaque week-end, avec *le Monde*, mettez-vous à l'heure locale.

Le Monde
HEURES LOCALES

Premier rendez-vous samedi 17 novembre

(numéro daté dimanche 18-lundi 19)

Le Monde

COMME SON NOM L'INDIQUE

ÉCONOMIE

INDUSTRIE

La réorganisation du géant allemand

Deutsche Aerospace veut être le chef de file d'un avion européen d'une centaine de places

M. Jürgen E. Schrempp, président du directoire de Deutsche Aerospace, avait plusieurs idées en tête en venant présenter, le 8 novembre, la réorganisation du groupe allemand gigantesque né, dans le secteur de l'aéronautique, de l'espace et de l'armement, du regroupement des sociétés Dornier, Messerschmitt-Bölkow-Blohm (MBB), Motoren und Turbinen Union (MTU) et Telefunken Systemtechnik sous la houlette de Daimler-Benz. Il a montré l'ambition européenne de son groupe en déclarant que *« Deutsche Aerospace veut être le chef de file d'un avion régional »*.

Officiellement il s'agissait, pour M. Jürgen E. Schrempp, président du directoire de Deutsche Aerospace, de décrire la nouvelle organisation d'un groupe qui pèse, désormais, 44,2 milliards de francs et emploie plus de soixante-dix mille salariés. Quatre divisions structurent le nouvel ensemble.

La division « aviation » est dirigée par M. Johann Schaffler. Elle fabrique tout ou partie des avions de combat Tornado, Eurofigther et Alpha Jet, des avions de transport régionaux ou utilitaires comme les Dornier 228 ou 328, des hélicoptères MO105, BK117, NH90 et Tigre. Elle est le partenaire allemand pour la construction des *fuselages des Airbus* A300, A310, A320, A330 et A340.

Remise en ordre

La division « espace », que dirige M. Helmut Ulke, est responsable des satellites, des stations spatiales (*Colombus*) et des sondes spatiales (Ulysses). Elle participe aux programmes des lanceurs Ariane et de la navette spatiale Hermès. Elle travaille à la définition du système de transport spatial du futur Sanger. La division « défense », que dirige M. Gerhard Jager, développe les missiles antichars ou anti-aérien, des installations de télécommunications, des installations radio des systèmes de guerre électronique, des radars et des systèmes de conduite de tir. La division « propulsion », que dirige M. Hubert Dunkler, fabrique tout ou partie de réacteurs d'avions civils (CF6, PW2000, V2500, RB199) et les remet en état.

Il s'agissait aussi pour M. Schrempp de dire que les premiers effets de cette remise en ordre et les suppressions des doubles emplois commencaient à être perceptibles, tant il est vrai que la productivité des sociétés aérospatiales du groupe étaient *« considérablement inférieures »* à celles auxquelles il est habitué dans l'automobile. La devise affichée par la maison est ainsi libellée : *« Nous sommes des entrepreneurs et pas des bureaucrates. »*

Pourtant, l'essentiel du message était ailleurs : M. Schrempp voulait d'abord calmer les esprits qui, en France, s'étaient effrayés de la renaissance de la puissance industrielle allemande dans le domaine aéronautique et de sa concentration alors que, en France, Aérospatiale, Matra, Dassault, Thomson, SNECMA ou Turbomeca avancent en ordre dispersé. M. Schrempp a donc surtout légitimé le regroupement – *« Notre industrie aéronautique était fragmentée et nous avions pris du retard de ce point de vue sur la Grande-Bretagne et la France »* – en expliquant qu'il n'était pas destiné à mettre fin aux nombreuses coopérations industrielles en vigueur. *« Le partenariat avec la France demeure essentiel »* que ce soit dans le domaine des Airbus, des fusées Ariane, de la navette Hermès ou au sein d'une filiale commune d'hélicoptères, que ce soit avec Aérospatiale ou avec Matra. Ce qui n'empêche pas de négocier avec l'américain Pratt and Whitney ou le japonais Mitsubishi...

Après cet hommage bien tourné et francophile, M. Schrempp n'en a pas moins laissé entrevoir le bout de ses ambitions. Il ne peut se satisfaire de ce que le montage des Airbus A321 soit, enfin, réalisé à Hambourg chez MBB. La France ayant, en Europe, la maîtrise d'ouvrage pour les Airbus (plus de cent trente places) et les avions de transport régional ATR (moins de quatre-vingts places), il déclare, sans ambages, que *« Deutsche Aerospace veut être le chef de file d'un avion régional dont les deux versions pourront emporter, l'une, quatre-vingt-dix passagers et l'autre, cent vingt »*, et comme le développement d'un tel appareil coûterait 11,5 milliards de francs, il discute avec l'Aérospatiale française et Aeritalia pour que ces deux avionneurs lui apportent leur concours. Il a bon espoir de les convaincre de lui reconnaître cette primauté qui symbolisera le retour sur le devant de la scène de l'aéronautique allemande.

ALAIN FAUJAS

Conséquence de la crise du Golfe

Le secteur parapétrolier français reprend espoir

La crise du Golfe ne fait pas que des victimes. En France, un secteur au moins a tout lieu de se réjouir de ce coup de semonce : le parapétrolier, mal connu et pourtant grand pourvoyeur de devises – derrière l'agro alimentaire mais devant l'automobile – qui, avec 350 entreprises et 38 000 salariés, fournit aux compagnies pétrolières du monde entier les équipements, les services et l'ingénierie nécessaires à l'exploitation du pétrole et du gaz.

Bien sûr, personne n'ose encore se réjouir ouvertement de l'envolée des cours du brut, trop récente et trop fragile pour avoir déjà relancé les budgets d'investissements des compagnies pétrolière. Mais, même si les prix du brut ne restent pas durablement aux niveaux fort élevés atteints depuis septembre, la crise actuelle rappelle fort à propos à l'Occident sa vulnérabilité pétrolière et ne peut en définitive que confirmer, sinon accentuer, la reprise d'activité constatée depuis un peu plus d'un an dans l'ensemble du secteur.

Numéro deux mondial

Car, après cinq ans de purge, le retournement du marché pétrolier, sensible depuis la fin de 1988, a fini par regonfler les carnets de commande. *« Après plusieurs années de vaches maigres, les investissements pétroliers repartent »*, constate M. Badour, de l'Institut français du pétrole. Après avoir été réduits de moitié de 1982 à 1987, les investissements de l'industrie pétrolière mondiale devraient progresser de 10 % en 1990 pour atteindre 59 miliards de dollars. Très loin encore des niveaux record atteints en 1982 (91,5 milliards), mais en nette amélioration notamment aux Etats-Unis et dans l'« offshore » britannique.

Une bouffée d'oxygène pour les sociétés françaises qui, pour la plupart restructurées, assainies – les effectifs ont été réduits de plus de moitié depuis 1982 – sont parvenues à maintenir leur rang de numéro deux mondial.

Preuve de la reprise et de l'avance technique française dans ce secteur : les contrats spectaculaires emportés depuis peu par des groupes nationaux, comme la reconstruction du terminal iranien de Kharg par ETPM, et surtout la conception de la future plate-forme du gisement d'Hibernia, au large de Terre-Neuve – un contrat de 5,5 milliards de francs – emporté de haute lutte par le groupe Doris, chargé de l'ingénierie de cet ouvrage gigantesque, qui sera d'ici cinq ans la plus grosse plate-forme en mer du monde par le poids.

Certes, la reprise du chiffre d'affaires global du secteur parapétrolier français reste encore timide, ne serait-ce qu'en raison du délai existant entre les commandes et la réalisation et de la chute du dollar qui pénalise les groupes hexagonaux. Après avoir chuté de 60 à 32 milliards de francs de 1982 à 1987, il a augmenté l'an dernier pour la première fois et devrait atteindre en 1990 36 à 37 milliards, dont 25 milliards à l'exportation. Mais elle conforte la profession dans la conviction que le plus dur est désormais passé. *« Nous sommes sortis de la phase de survie*, note M. Lamoure, directeur du groupe Forasol, *nous entrons dans une phase d'assainissement. »*

Si peu d'entreprises ont disparu, beaucoup restent en effet fragiles, notamment du point de vue financier, les groupes pétroliers comme les banques s'étant largement désengagés du secteur. Des regroupements sont donc nécessaires, ne serait-ce que pour offrir aux compagnies clientes des services intégrés, et lutter contre les grands groupes anglo-saxons.

VÉRONIQUE MAURUS

La première grande privatisation du gouvernement péroniste

La Compagnie argentine de téléphone Entel passe sous le contrôle de trois sociétés européennes

BUENOS - AIRES

de notre correspondante

C'est en grande pompe, à la Casa Rosada, que le président Carlos Menem a remis officiellement le jeudi 8 novembre la Compagnie nationale des téléphones Entel à ses deux adjudicataires, l'espagnol Telefonica et le consortium franco-italien STET-France-Télécom. Il s'agit de la première grande privatisation réalisée par le gouvernement péroniste dans un pays où l'essentiel de l'économie était passé aux mains de l'Etat avec le général Peron, il y a quarante-cinq ans.

L'affaire s'est conclue en quatorze mois. Elle fut menée tambour battant, malgré de nombreux coups de théâtre. Le plus spectaculaire fut le retrait in extremis de Bell Atlantique qui a permis l'entrée du consortium franco-italien STET-France-Télécom. Celui-ci s'est vu adjuger la zone nord du pays, alors que Telefonica a acheté la zone sud.

Les téléphones argentins se sont vendus 214 millions de dollars payables à la signature du contrat, 5 milliards de dollars au titre de la dette extérieure argentine à fournir dans les trois mois et 380 millions de dollars en obligations remboursables en cinq ans. Les détracteurs de la privatisation y voient une victoire à la Pyrrhus pour le gouvernement. L'entreprise transmise sans son passif, évalué à 1 milliard de dollars, est connue pour son déficit légendaire, mais elle devrait désormais offrir une rentabilité de l'ordre de 300 millions de dollars par an, qui couvriraient les investissements sur lesquels se sont engagés les deux adjudicataires. Ceux-ci s'élèvent à 400 millions de dollars sur deux ans en ce qui concerne le consortium franco-italien.

Le consortium a élaboré un plan d'urgence de six mois qui vise essentiellement, selon France-Télécom, à accroître l'efficacité d'Entel. Ainsi, certains centraux ne fonctionnent-ils qu'à 15 % de leur capacité. Télécom Argentine, la nouvelle société désormais en charge de la zone nord, envisage une profonde restructuration. Tout comme Telefonica, elle reprend l'ensemble du personnel, au total 39 000 personnes, qu'elle souhaite former et redéployer. Les adjudicataires sont satisfaits du marché conclu. L'exécutif est soulagé. Les Argentins découvrent que l'efficacité promise se paie au prix fort. Les tarifs ont augmenté de près de 40 % dans les mois qui ont précédé la privatisation.

EDITH CORON

ÉTRANGER

Réunis à Paris

Des dirigeants de l'Est évoquent un « grand espace économique européen »

Réunis à Paris jeudi 8 novembre à l'initiative du secrétaire d'Etat au Plan, M. Lionel Stoléru, des dirigeants économiques de cinq pays de l'Est (Bulgarie, Hongrie, Pologne, Roumanie, Tchécoslovaquie) et de l'URSS ont réfléchi au passage vers l'économie de marché avec les représentants des gouvernements français, allemand, italien ainsi que des organismes financiers internationaux et de la CEE.

Reprenant l'idée du président de la Commission européenne, M. Jacques Delors, des *« cercles concentriques »* autour de la CEE, ils ont évoqué la création d'un *« grand espace économique européen »* dans lequel les principaux Etats d'Europe de l'Ouest et de l'Est seraient représentés.

Au cours d'un discours prononcé à l'ouverture de la réunion, le premier ministre français, M. Michel Rocard, a déclaré que *« l'isolationnisme, qu'il soit politique ou économique, est porteur de malentendus, de crise. »* En attendant que les anciens pays socialistes européens soient véritablement intégrés à l'Europe, M. Stoléru a souligné l'importance de la préservation de courants d'échanges commerciaux entre eux.

Les ministres, qui ont convenu de se rencontrer informellement chaque année pour faire le point sur l'état d'avancement du passage au marché, ont rédigé un document de travail qui devrait être présenté lors de la réunion à Paris, le 19 novembre, de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE). Les délégations ont été reçues par M. François Mitterrand. *« Nous avons à imaginer comment nous vivrons entre nous au sein d'institutions communes »*, a déclaré le président de la République.

SOCIAL

La biennale « Europe et travail » à Saint-Etienne

Les partenaires sociaux attendent « un signe politique » des gouvernements

Les 6 et 7 novembre, la maison de la culture de Saint-Etienne accueillait la première biennale « Europe et travail », consacrée à l'évolution des relations sociales, en vue de la réalisation du marché unique. Cette initiative était due au laboratoire LASAIRE, créé par M. Pierre Héritier, ancien dirigeant de la CFDT.

SAINT-ETIENNE

de notre envoyé spécial

M. Pierre Héritier, ancien agent de la Lyonnaise de banque, alors en poste à Saint-Etienne, et M. Henri Moulard, président de l'établissement nationalisé, ont dû en découdre par le passé, celui-ci gardant même un souvenir ému d'une grande grève de 1974, organisée par celui-là. Pourtant, lorsque M. Héritier a été tenu à l'écart, en 1988, du nouvel état-major de la CFDT, la Lyonnaise de banque a largement contribué à la création, à Saint-Etienne, du Laboratoire social d'actions, d'innovations, de réflexions et d'échanges (LASAIRE), dans lequel elle voyait un de ses futurs « réservoirs d'idées ».

Deux jours durant, MM. Moulard et Héritier ont ouvert ensemble, à la maison de la culture de Saint-Etienne, un espace de dialogue étonnant, où l'on vit s'exprimer des représentants du patronat éclairé, des fonctionnaires, des syndicalistes, des chercheurs italiens, français, allemands, belges, britanniques, et deux ministres « d'ouverture », le Stéphanois Michel Durafour et M. Jean-Pierre Soisson, ministre du travail (*le Monde* du 9 novembre).

« Modèle allemand »

Une échéance s'impose à tous : à la mi-décembre, une conférence intergouvernementale doit évoquer, à Rome, les conditions de la révision partielle du traité qui institua la Communauté européenne. De ces échanges féconds, on retiendra un rejet unanime de l'attitude restrictive du gouvernement de Mme Thatcher et les tentations à l'égard d'un « modèle allemand » de relations sociales. M. François Staedelin ne mit pas son drapeau dans sa poche, en s'exprimant comme nouveau président du Comité économique et social européen : *« Plus la Communauté s'est élargie, plus la perspective d'une Europe sociale s'est éloignée. »* Selon lui, on n'a pas choisi la bonne méthode en rédigeant, voici un an à peine, une charte sociale sans valeur juridique, alors que, dans d'autres domaines, la Commission des Communautés agit par des voies plus contraignantes. Il ne s'agit certes pas d'en arriver à un code du travail européen, mais il ne faut pas s'arrêter à ce *« saucissonnage du social »*. Définir les droits fondamentaux de l'homme au travail nécessite des représentations transnationales des salariés dans les entreprises, elles-mêmes souvent en voie de restructuration. *« Un signe politique doit nous être donné dès le mois prochain à Rome »*, conclut M. Staedelin.

Ce propos rencontra peu de contradicteurs. M. Gaetano Zingone, s'exprimant au nom de la Commission des communautés observa, tout de même, qu'on faisait peu de cas du chemin déjà parcouru, grâce à *« l'accélérateur »* de l'Acte unique. Par ailleurs, M. Jean Lapeyre, secrétaire français de la Confédération européenne des syndicats (CES) devait souhaiter que le gouvernement français mette en harmonie son discours européen et ses actes, notamment en matière de protection sociale.

Plusieurs confédérations françaises avaient décliné l'invitation lancée par M. Héritier. Etait-ce en raison du passé de ce dernier, ou de sa tentative récente de « reconstruction » du mouvement syndical, avec des réunions départementales de militants de toutes obédiences ? Nul ne sait, mais on eut, par instants, le sentiment que les absents avaient tort.

GÉRARD BUÉTAS

— *AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS* —



BIMP Banque Industrielle & Mobilière Privée

SIEGE SOCIAL A PARIS 8e - 22, RUE PASQUIER

Les actionnaires de la BANQUE INDUSTRIELLE ET MOBILIERE PRIVEE - B.I.M.P., réunis en Assemblée Générale Extraordinaire sous la présidence de M. Charles FROISSART, Président Directeur Général, ont approuvé les résolutions qui leur étaient soumises et ont, en conséquence, constaté la fusion par voie d'absorption par la banque de ses filiales propriétaires des immeubles d'exploitation. Cette opération de simplification des structures internes, concernant seulement des sociétés détenues à 100 % par la B.I.M.P., s'effectue sans échange de titres. Elle dégage, immédiatement au niveau de la banque, une prime de fusion de 480,9 millions de francs, qui porte les capitaux propres de la B.I.M.P. à plus de 600 millions de francs.

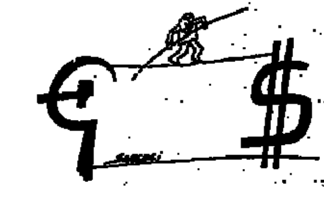
Le Conseil d'Administration, réuni à l'issue de cette Assemblée, a décidé d'augmenter le capital de la banque d'une somme de 220 078 600 F pour le porter de 31 439 800 F à 251 518 400 F par l'incorporation directe au capital social de cette somme prélevée sur la prime de fusion. Cette augmentation de capital, qui prend effet immédiatement, est réalisée par voie d'élévation (de 12,50 F à 100 F par action) de la valeur nominale des 2 515 184 actions existantes (le montant nominal des demi-actions, encore incluses dans ce chiffre, étant élevé dans les mêmes proportions).

PEUGEOT S.A.

CHIFFRE D'AFFAIRES CONSOLIDE AU 30 SEPTEMBRE 1990

Le chiffre d'affaires consolidé du groupe PSA pour le troisième trimestre 1990 s'est établi à 35 631 millions de francs, en progression de 8,7 % par rapport à la même période de 1989.
Pour les neuf premiers mois de l'année, le chiffre d'affaires consolidé s'élève à 121 361 millions de francs, et il a progressé de 6,6 %. Celui réalisé par la branche Peugeot a atteint 70 766 millions de francs (+ 6,5 %), celui réalisé par la branche Citroën 45 117 millions (+ 6 %), celui des activités mécaniques et de services 5 294 millions (+ 9,7 %).
Par zones géographiques, le chiffre d'affaires a été réalisé en France à hauteur de 55 381 millions, en augmentation de 9,5 %, et sur les marchés étrangers pour 65 980 millions, en hausse de 4,3 %.
Enfin, le chiffre d'affaires réalisé à l'exportation par les sociétés françaises du groupe PSA s'est élevé au cours de ces neuf premiers mois à 54 485 millions de francs, en hausse de 19,5 % ou de 8 891 millions de francs sur la période comparable de 1989.

ÉCONOMIE



L'Est un an après

Sous les regards américains

Un an après la chute du mur de Berlin, « l'europhorie » suscitée par le vent de liberté qui, à l'exception de l'Albanie, a balayé tous les pays de l'ex-bloc socialiste, a fait place à une vision beaucoup plus raisonnée de l'avenir de ces nouvelles démocraties. L'ampleur des réformes – radicales – à opérer, la détérioration de la conjoncture, la désintégration des relations commerciales obligent à revoir les schémas de développement. De leur côté les pays occidentaux cherchent comment optimiser leur soutien à cette région en difficulté (*le Monde* des 7, 8 et 9 novembre). Aux Etats-Unis, comme l'explique dans ce dernier article notre correspondant, des hommes d'affaires ex-socialistes viennent s'informer en espérant attirer les capitaux américains.

NEW-YORK
de notre correspondant

« La dernière fois que je suis venu aux Etats-Unis, raconte M. Mieczyslaw Wilczek, *c'était déjà pour convaincre les Américains de coopérer avec la Pologne, pour faire des affaires, au nom de mon gouvernement. Maintenant j'y reviens dans les mêmes intentions. Mais pour m'occuper de mes propres affaires... »* Entre-temps, cet industriel de l'agroalimentaire qui a abandonné sa fonction de ministre de l'industrie dans le gouvernement polonais en 1988, après s'être notamment opposé à la fermeture des fameux chantiers navals de Gdansk, a repris ses activités lucratives. Une série d'entreprises spécialisées dans les produits agricoles, les aliments pour animaux et les engrais font de cet ingénieur, devenu avocat puis consultant, l'une des fortunes les mieux assises d'Europe de l'Est.

« Aujourd'hui, la Pologne veut retrouver la prospérité au sein du monde occidental, mais il est vrai qu'il est presque plus facile de changer le système politique que les mécanismes économiques. » Parfaitement à l'aise au milieu de banquiers et d'hommes d'affaires venus écouter la bonne parole lors d'une conférence récemment organisée par la Bourse de Philadelphie (Pennsylvanie), M. Wilczek énumère les bonnes recettes de l'économie de marché. Il commente tour à tour la nécessaire liberté des prix et la convertibilité progressive du zloty, l'avantage des joint-ventures (sociétés mixtes) et l'atout remarquable que possède son pays sous la forme de 800 000 (petites) entreprises privées – au côté des mastodontes étatisés – qui représentent tout de même 15 % du PNB polonais.

« Retour sur investissement »

Justement. C'est en créant une PME avec des partenaires étrangers que cet entrepreneur entreprenant (il a déposé une vingtaine de brevets après avoir breveté le détergent le plus populaire dans les cuisines de Varsovie) a réalisé son plus beau « retour sur investissement » : 8 millions de dollars de mise de fonds (environ 40 millions de francs), 40 millions de chiffre d'affaires au bout de la première année et 8 millions de bénéfice fin décembre. Du 100 %!

Interrogé sur ce nouvel eldorado, M. Sanford Henry semble impressionné par les performances de l'ex-ministre rapidement converti au privé. Avec l'organisme qu'il dirige à New-York, le Hungarian-American Enterprise Fund, lui, ne peut offrir que du 50 %. Et au bout de trois à cinq ans. Pour l'instant ses deux fonds de 60 millions de dollars investis en Pologne et en Hongrie, en attendant une prochaine ouverture sur la Tchécoslovaquie, se comportent bien. A condition de répartir les risques. Pour l'heure, M. Henry saupoudre son capital-risque entre la vente de logiciels, une entreprise de disques et... de la fabrication de miel. Son slogan est simple : *« Au bout du risque, la récompense. »* Et parfois simpliste : *« C'est un moyen de soutenir la démocratie à l'Est. »*

L'entrepreneur venu du froid et le businessman new-yorkais sont tout à fait caractéristiques – et caricaturaux – de l'attrait que continuent à susciter les nouveaux marchés d'Europe centrale alors que, sur place, tout est à rebâtir, des structures de production et de commandement aux circuits de commercialisation, en passant par le cadre législatif, fiscal, social, jusqu'aux rouages de l'Etat peu ou prou convertis au multipartisme. *« Pendant plusieurs mois, on a régulièrement entendu le même message : il faut aller à l'Est, car c'est en Europe que se fera la croissance dans la perspective du marché unique »*, se souvient un haut fonctionnaire récemment implanté sur le sol américain. *« A l'exception des Allemands qui avaient pris leurs marques, tous les Européens étaient en retard à l'égard d'un marché et d'un commerce jusque-là essentiellement inter-COMECON. Depuis ils y sont allés, mais les désillusions ont été rapides et les hommes d'affaires américains ne vont pas tarder à refléter le même désenchantement qu'ont éprouvé nos industriels »*, estime-t-il.

Potentiel à long terme

« Pourtant, en dépit de lourds handicaps, ces pays disposent d'un niveau de développement général, d'éducation, et de richesses naturelles qui les mettent loin devant les PVD. Mais il s'agit d'un potentiel à long terme. Pour l'instant, tous les systèmes économiques se cherchent, quand ils ne sont pas en plein désarroi comme dans le cas de l'Union soviétique. Essayer de faire des affaires, c'est bien joli, mais encore faut-il pouvoir passer un coup de fil, ce qui est souvent impossible... », s'exclame M. Joseph Duncan, vice-président et chef économiste de Dun and Bradstreet (New-York), la première banque de données mondiale, de retour d'un voyage en terre ex-socialiste. *« Longtemps, la Hongrie a eu la réputation d'être en avance au chapitre des réformes économiques. Mais 90 % des entreprises contribuant au PNB sont encore étatisées, et c'est plutôt la Pologne qui fait preuve d'agressivité en matière de sortie drastique du socialisme. »*

« L'économie hongroise est sous la pression de sa dette extérieure », se défend M. Marton Tardos, chef du département de recherches à l'Institut d'économie de l'académie des sciences de Budapest et par ailleurs membre du Parlement – où il siège dans l'opposition, – de passage aux Etats-Unis. *« La discipline monétaire est sans doute une bonne chose, de même que la privatisation, mais cette dernière, par exemple, risque de désintégrer la société agraire si l'on n'y prend garde*, explique ce spécialiste de macroéconomie. *Je comprends parfaitement que, lors d'un changement radical de cette nature, des chocs ne puissent être évités, mais si l'on veut éviter le chaos, il faut un pouvoir politique fort doté de moyens financiers lui permettant de mener à terme le programme annoncé. »*

A Washington, au siège du FMI et de la Banque mondiale, les nouveaux élèves est-européens sont maintenus sous étroite surveillance. L'exemple de la dette monumentale de l'Amérique latine est encore dans toutes les mémoires. Depuis septembre dernier, la Bulgarie et la Tchécoslovaquie sont adhérentes de l'institution, rejoignant ainsi la Pologne (admise en 1986), la Hongrie (en 1982), la Roumanie (en 1972) et l'ancêtre, la Yougoslavie (dès 1945). Seule l'URSS n'a pas encore été admise. Son éventuelle adhésion est actuellement examinée à haut niveau.

« Les situations que nous rencontrons sont très constrastées », souligne ce responsable du Fonds. La première des conditions de réforme réussie réside dans un environnement de stabilité macroéconomique. *« C'est ce que la Pologne et avant elle la Yougoslavie ont entrepris en faisant diminuer l'inflation par une stricte politique monétaire. La Tchécoslovaquie et la Bulgarie ont encore des progrès à faire dans ce domaine »*, estime-t-il. Viennent ensuite la libéralisation des prix, la privatisation des entreprises, l'ouverture des échanges et la convertibilité de la monnaie. *« Les réformes entreprises en Yougoslavie et en Pologne ont contribué à rétrécir considérablement l'écart entre le cours officiel et le marché noir mais en Bulgarie, en Tchécoslovaquie et en Roumanie, cette fourchette est encore de 70 % à 80 % dans le meilleur des cas »*, constate M. Erb.

L'autre faiblesse de ces économies, dans leur ensemble, est l'absence de véritable système bancaire et financier susceptible de financer les entreprises et d'utiliser au mieux la très importante épargne en devises étrangères que possède la population dans des pays comme la Pologne, la Tchécoslovaquie ou la Hongrie, souligne le directeur général adjoint du FMI. Pour l'heure, en dépit des nombreuses missions envoyées sur place par les autorités américaines ou européennes, une seule Bourse de valeurs a été créée à Budapest et encore ne fonctionne-t-elle qu'au ralenti. *« Quand je l'ai visitée il y a peu de temps, j'ai dû faire très vite car l'ouverture coïncide pratiquement avec la fermeture »*, plaisante M. Sanford Henry.

« Avant de songer à établir une place boursière, il faut d'abord un bon système bancaire, des organismes de régulation et de compensation », fait valoir de son côté M. Richard Breeden, président de la Securities and Exchange Commission, l'équivalent de la Commission des opérations de Bourse à Paris. *« Mais il ne suffit pas de rénover un immeuble et d'installer une batterie d'ordinateurs. Pour avoir une Bourse qui fonctionne, il faut aussi d'autres éléments primordiaux tels qu'une politique fiscale et un contrôle de l'inflation, ce qui n'est pas le cas dans l'ensemble des pays de l'Est »*, estime le patron de la SEC.

Un choc majeur et imprévisible

A ces considérations qui ont de quoi refroidir plus d'un investisseur étranger s'ajoutent une inconnue – les conséquences des nouvelles conditions de commerce au sein du COMECON à partir de janvier prochain – et les effets d'un choc majeur et imprévisible sur des économies déjà très affaiblies : la crise du Golfe. *« Les perspectives de réforme dans ces pays dépendent certes de la capacité des individus et des gouvernements mais aussi de la situation de l'économie mondiale »*, reconnaît M. Erb. Pour essayer de pallier en partie les effets de l'embargo pétrolier appliqué à l'Irak, les instances monétaires internationales vont accentuer les efforts financiers avec les pays qui font déjà l'objet d'arrangements avec le FMI et la Banque mondiale. *« Mais la Tchécoslovaquie et, dans une moindre mesure, la Bulgarie et la Pologne devront procéder à des ajustements pour tenir compte de cet environnement nouveau »*, avertit ce responsable du FMI.

L'URSS, elle, subit un traitement à part. Dossier politiquement trop risqué pour s'engager dans l'immédiat. Les hésitations de M. Mikhaïl Gorbatchev à appliquer des réformes radicales à l'Union de plus en plus désunie font mauvais effet à Washington. *« Gorbatchev veut un Etat moderne. Nous aussi, mais pas avec quinze banques centrales, quinze politiques monétaires et autant de politiques de privatisation ou de liberté des prix »*, fait valoir un administrateur du Fonds. *« L'attribution éventuelle de fonds du FMI ira de pair avec l'état d'avancement des réformes. Or, pour l'instant, le programme économique des « 500 jours » apparaît bien creux. »*

Sur ce dernier chapitre, M. Stanislav Menshikov est plus catégorique. *« La liberté des prix en URSS, la privatisation sur une large échelle, la création de marchés financiers, la convertibilité du rouble, tout cela est effectivement important. Mais ce qui reste primordial, c'est l'approvisionnement de la population en nourriture et en biens de consommation. Si, au printemps prochain, la situation ne s'est pas améliorée, elle échappera à tout contrôle »*, affirme cet économiste soviétique, devenu consultant international entre l'Est et l'Ouest. *« Jouant la carte du mécontentement, l'opposition fait monter la pression. Et elle s'est trouvée quelques leaders, notamment en la personne de M. Yvan Polozkov, l'actuel secrétaire du parti communiste de Russie, qui attend son heure. Dans ce cas, Gorbatchev restera une grande figure de l'Histoire, celui qui aura permis, parfois malgré lui, le plus profond bouleversement de société de ce siècle. Sans pouvoir le contrôler jusqu'au bout. »*

SERGE MARTI

FIN



L'Est un an après

MARCHÉS FINANCIERS

En s'implantant à Luxembourg
Le CCF se renforce dans la banque privée internationale

En inaugurant jeudi 8 novembre sa filiale à Luxembourg, le CCF achève la constitution d'un réseau spécialisé dans les activités de banque privée internationale dont le centre est en Suisse.

LUXEMBOURG

de notre envoyé spécial

Dernière des grandes banques françaises à ne pas disposer d'implantation à Luxembourg, le CCF vient de combler cette lacune en s'y établissant. *« Nous ne prétendons pas faire de la banque universelle mais nous comptons apporter des services bien précis à une clientèle privée étrangère »*, a précisé à cette occasion M. Charles de Croisset, administrateur directeur général du CCF, avant d'expliquer la stratégie du groupe en ce domaine. La décision de constituer un pôle de banque privée internationale a été prise en 1986 et s'est traduite par la réorganisation du CCF-Suisse.

Destiné à être le centre du dispositif, cet établissement genevois a stoppé toutes ses activités autres pour se concentrer sur la gestion privée. Deux axes prioritaires étaient définis ensuite : s'implanter sur les autres places importantes pour ce type de métiers (Monaco et Luxembourg) et se renforcer en Helvétie. En 1988, pour s'installer dans la principauté, le CCF rachetait la filiale de l'Européenne de banque spécialisée dans l'immobilier et la gestion de patrimoine. La décision de venir dans le grand duché remonte à 1989 et seize mois auront été nécessaires pour mener à bien cette entreprise.

Cette cent soixante-seizième banque luxembourgeoise se spécialise dans la gestion de fortune, l'ingénierie financière et l'administration de fonds de placements. D'ores et déjà, elle dispose de vingt-cinq OPCVM (organisme de placements collectifs en valeurs mobilières) du groupe, d'un montant estimé à 3 milliards de francs, et qui étaient jusqu'alors gérés sur place par un des actionnaires du CCF, le belge Kredietbank.

Enfin, pour augmenter sa taille en Suisse, le groupe a acquis au mois de juin dernier une filiale de la Midland Bank, la Handelsfinanz implantée à Genève, Zurich, Lugano et aussi à Nassau. Le réseau du CCF en matière de banque privée internationale étant maintenant constitué avec près de quatre cent cinquante personnes, l'heure est désormais à la pause dans la croissance pour le rentabiliser.

DOMINIQUE GALLOIS

Usinor-Sacilor reprend l'activité forge d'estampage de Hoesch

Usinor-Sacilor et Hoesch ont bouclé leurs négociations. Le sidérurgiste français va reprendre l'essentiel des activités dans la forge du groupe allemand. Aux termes de l'accord conclu cette semaine mais qui doit encore être examiné par les instances sociales des deux groupes, Ascométal, la filiale produits longs spéciaux d'Usinor-Sacilor, va acquérir un ensemble de deux unités : la société sarroise Schwinn et l'usine d'Eckesey de Hoesch Rothe-Verde située dans la Ruhr, produisant au total 30 000 tonnes de pièces de forge pour un chiffre d'affaires d'environ 136 millions de deutschemarks (soit 450 millions de francs).

Ces capacités de production viendront s'ajouter aux 90 000 tonnes de pièces fabriquées pour la construction mécanique et l'industrie automobile. L'accord permet à Usinor-Sacilor d'acquérir une taille plus confortable dans cette activité. Sa portée est également symbolique. Après la reprise par British Steel d'une partie du négoce du sidérurgiste Kloeckner, la coopération technique mise en place entre Usinor-Sacilor et Thyssen ou le partenariat noué par le français avec Mannnesmann dans les tubes, elle reflète une nouvelle volonté d'ouverture des aciéristes allemands jusqu'ici peu disposés à nouées des alliances européennes.

Philips échangerait Polygram contre les ampoules de Thorn EMI

Des rumeurs insistantes ont circulé jeudi 8 novembre au London Stock exchange sur un vaste échange d'actifs entre la firme britannique Thorn EMI (électricité, électronique de loisirs) et le puissant groupe néerlandais Philips. Selon ces rumeurs nées à la suite de très gros échanges de titres Thorn EMI, cette entreprise pourrait céder sa division lampes d'éclairage à Philips, en contrepartie de quoi la firme d'Eindhoven abandonnerait sa participation de 80 % dans Polygram, deuxième maison d'éditions musicales du monde (12,3 milliards de francs de chiffre d'affaires).

L'opération, affirmait-on dans la City, permettrait à Thorn EMI de se débarrasser d'une activité mise en vente sans succès il y a quelques mois, tout en permettant à Philips de renforcer sa suprématie mondiale dans la lampe d'éclairage. L'information surprend dans la mesure où M. Jan Timmer, le nouveau président de Philips, avait récemment indiqué qu'il n'était pas question d'abaisser en dessous de 80 % la participation du groupe dans Polygram. La direction du groupe Philips à Eindhoven s'est refusée au moindre commentaire.

CERUS cherche à vendre sa participation dans Arnault

L'effondrement de l'action CERUS en Bourse (moins 72 % depuis le début de l'année) amène MM. Carlo De Benedetti et Alain Minc à envisager de délester la holding qu'ils contrôlent de ses actifs les plus attractifs. Le Crédit lyonnais et la BNP seraient ainsi sur les rangs pour racheter les 18 % que CERUS détient dans la holding Arnault et associés, l'une des sociétés-clés de Louis - Vuitton-Moët Hennessy (LVMH).

M. Alain Minc a confirmé voici quarante-huit heures que *« les participations minoritaires »* de CERUS sont cessibles. Seules les exigences de prix de CERUS semblent retarder l'aboutissement de négociations apparemment engagées depuis plusieurs mois. Parmi ces participations minoritaires, il y a bien sûr la Société générale de Belgique (SGB), dans laquelle CERUS est bloquée depuis longtemps. Ce n'est pas l'effondrement des cours de la SGB qui favorise un reclassement au meilleur prix.

La dette de l'Etat pourra être gérée sur le MATIF

M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie et des finances, a annoncé jeudi 8 novembre que la dette de l'Etat pourra être gérée également sur le MATIF. La direction du Trésor qui, depuis quelques années, travaillait à contenir la dette publique autant que possible par une utilisation généreuse des nouvelles techniques financières, verra son arsenal élargi au marché à terme.

L'article dit d'équilibre de la loi de finances pour 1991 autorise le Trésor à intervenir lui-même sur le MATIF. Début septembre, le Trésor avait déja échangé (swap) une partie de la dette à taux fixe contre une autre dette à taux variable. Opération qui avait dû, faute d'autorisation légale, être pilotée par le Fonds de soutien des rentes. Dès le vote de la loi de finances, le Trésor pourra agir directement, notamment sur la dette en devises. L'ensemble de ces opérations aura pour but de lisser les échéances très lourdes du milieu des années 1990.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

NEW-YORK, 8 novembre ↑

Essai de reprise

Après deux jours de forte baisse, une tentative de reprise a été enregistrée jeudi à la Bourse de New-York. Elle n'a cependant pas revêtu une ampleur suffisante pour faire basculer complètement la tendance, restée assez irrégulière une bonne partie de la séance. A la clôture, l'indice Dow Jones des industrielles s'établissait à 2 443,81, soit à 2,97 points seulement au-dessus de son niveau précédent.

Le bilan général a été un peu plus expressif. Sur 1 980 valeurs traitées, 829 ont progressé et seulement 647 ont baissé, tandis que 504 reproduisaient leurs cours de la veille.

Ajoutons que les opérateurs attendaient la publication vendredi de l'indice des prix à la production des biens finis pour octobre afin de se faire une idée du niveau actuel d'inflation. L'activité a continué d'augmenter lentement, et 155,57 millions de titres ont changé de mains contre 149,13 millions la veille.

VALEURS	Cours du 7 novembre	Cours du 8 novembre
Alcoa	52	50 1/2
ATT	33 5/8	33 1/8
Boeing	44 1/4	44 3/4
Chase Manhattan Bank	10 1/8	10 1/4
Du Pont de Nemours	33 3/4	33 5/8
Eastman Kodak	39	39 7/8
Exxon	48 1/4	48 1/2
Ford	25 5/8	25 5/8
General Electric	52	51 3/4
General Motors	38 1/2	38 1/2
Goodyear	14 7/8	14 5/8
IBM	106 1/2	107 3/8
ITT	46	46
Mobil Oil	57 1/4	58 3/8
Pfizer	74 3/4	74 3/4
Schlumberger	57	57 3/4
Texaco	57 3/4	57 7/8
UAL Corp. ex-Allegis	97 1/8	96 3/4
Union Carbide	16	15 7/8
USX	30 3/4	31 1/4
Westinghouse	25 3/8	25 3/4
Xerox Corp.	31 1/8	31 3/8

PARIS, 9 novembre =

Peu animé

Après le regain d'animation de la veille, la Bourse de Paris est retombée vendredi dans l'ennui, et l'indice CAC 40 fluctuait autour de l'équilibre, affichant un recul de 0,28 % en fin de matinée après avoir ouvert en légère baisse (– 0,11 %). Avant l'ouverture de la Bourse américaine, le baromètre de la place parisienne revenait à + 0,38 %. Le marché était tout aussi indécis que la plupart des grandes places internationales. La Bourse new-yorkaise avait clôturé jeudi soir sur un léger gain de 0,12 %, tandis que Tokyo terminait vendredi sur un modeste – 0,2 %, à la veille d'un long week-end, les marchés nippons étant fermés lundi.

Les intervenants « digèrent » les grosses pertes de mercredi et jeudi, affirmait un gestionnaire. Les investisseurs américains tablaient pour leur part sur un nouvel assouplissement de la politique monétaire et attendaient avec attention la publication en début d'après midi des prix à la production. Au Palais Brongniart, l'activité était plus modeste que la veille. Il est vrai que l'agitation autour de quelques titres, comme Auxiliaire d'entreprise (SAE), Cerus ou Valeo, avait contribué à animer le marché sans pour cela toutefois le réveiller. Cerus, très attaqué ces derniers jours, se réappréciait, après la confirmation jeudi que le groupe avait l'intention de vendre sa participation dans Arnault et Associés.

Le Crédit lyonnais s'est dit intéressé par le dossier. Arjomari se dépréciait vivement, et à sa suite Saint Louis, après la prise de contrôle de Wiggins Teape Appleton, premier papetier britannique. Enfin la SAE évoluait peu après les mouvements importants de la veille. M. Michel Pélège a indiqué jeudi qu'il était prêt à céder sa participation de 23 % dans le capital de ce groupe de BTP après avoir affirmé ne pas être à l'origine des mouvements de la veille sur le capital du groupe.

LONDRES, 8 novembre ↓

Poursuite de l'alourdissement

Les cours des valeurs ont clôturé en forte baisse jeudi au Stock Exchange, affectés par les craintes grandissantes d'une guerre dans le Golfe et la faiblesse de Tokyo et de Wall Street. L'indice Footsie des cent principales valeurs a cédé 23 points, à 2 036,2, soit un repli de 1,1 % par rapport à la veille. Le volume des transactions s'est amélioré par rapport à la veille, avec 418,6 millions d'actions échangées contre 371,8 millions mercredi.

Le discours d'automne du chancelier de l'Echiquier, M. John Major, n'a pas eu d'impact sur la tendance, ont indiqué les courtiers. De nombreux secteurs se sont affaiblis, notamment les bancaires, les magasins, les alimentaires et les assurances.

La compagnie électronique STC s'est envolée après le lancement d'une OPA amicale de 1,9 milliard de livres par le groupe canadien Northern Telecom.

TOKYO, 9 novembre ↓

Inertie générale

Pour la quatrième journée consécutive, la tendance a continué de s'alourdir vendredi au Kabuto-cho. Mais à la faveur d'une légère reprise survenue en fin de journée, la baisse a tout de même plus ou moins marqué le pas. A la clôture, l'indice Nikkei s'établissait à 22 931,80, soit avec une perte minime de 38,01 points (– 0,17 %).

Les professionnels faisaient état d'une reprise de quelques achats à terme sur indices. Mais tous soulignaient la maigreur de ces courants. A la veille d'un long week-end de trois jours – le lundi 12 novembre est férié au Japon, – les investisseurs restent sur une prudente réserve.

VALEURS	Cours du 8 nov.	Cours du 9 nov.
Akai	566	528
Bridgestone	1 080	1 110
Canon	1 270	1 260
Fuji Bank	1 910	1 940
Honda Motors	1 330	1 340
Matsushita Electric	1 590	1 630
Mitsubishi Heavy	693	689
Sony Corp.	5 800	5 770
Toyota Motors	1 780	1 780

FAITS ET RÉSULTATS

□ **Ecco achète Asepro (sécurité).** – Ecco, un des premiers groupes français de travail temporaire, vient d'acquérir, par l'intermédiaire de sa filiale Ecco-SPS, la société espagnole Asepro, numéro 7 de la sécurité en Espagne. Asepro, entreprise familiale créée en 1978 et installée à Madrid, Barcelone et Bilbao, emploie 460 personnes, avec un chiffre d'affaires de 53 millions de francs en 1989 et un bénéfice net de 2,8 millions. Ecco a réalisé en 1989 1,52 milliard de francs de chiffre d'affaires dans la sécurité et 30,3 millions de francs de bénéfice net et vient de créer au Danemark High Sec International pour de nouveaux produits anti-intrusion et anti-incendie.

□ **Groupe VEV : fusion des sociétés Prouvost, Vitos-Etablissements Vitoux et SAFIT.** – M. Christian Derveloy, président des sociétés Prouvost, Vitos Etablissements Vitoux (VEV) et SAFIT, a décidé de regrouper l'ensemble de ses sociétés pour simplifier l'organigramme de son groupe. Cette transformation se fera par le biais d'une fusion-absorption des firmes VEV et SAFIT par Prouvost, dont la dénomination sera modifiée et deviendra VEV. Les parités retenues sont d'une action Prouvost pour une action Vitos et cinq actions Prouvost pour deux SAFIT.

□ ***Storehouse : chute de 56 % du bénéfice imposable semestriel.*** – Le groupe britannique Storehouse, propriétaire de plusieurs chaînes de magasins dont Habitat, a annoncé jeudi 8 novembre une baisse de 56 % de son bénéfice avant impôt au premier semestre de l'exercice courant (avril 1990 - mars 1991). Celui-ci n'atteint que 3,8 millions de livres (37,4 millions de francs), contre 8,7 millions pour la période correspondante de l'exercice précédent. Le chiffre d'affaires s'est légèrement amélioré : 540,1 millions de livres (5,3 milliards de francs par rapport aux 535 millions réalisés précédemment. Ce résultat est cependant légèrement supérieur aux prévisions les plus optimistes des analystes boursiers. – *(AFP.)*

□ **Hausse de 5,7 % du résultat semestriel de Bernard Tapie Finance.** – La holding Bernard Tapie Finance a enregistré au premier semestre 1990 un résultat net part du groupe de 16 millions de francs, en hausse de 5,7 % par rapport aux 15,2 millions de francs réalisés sur la même période de 1989. Le chiffre d'affaires réalisé au cours du premier semestre 1990 s'élève à 523,2 millions de francs, en repli de 6,8 % par rapport aux six premiers mois de 1989. Terraillon (balances domestiques) et La Vie Claire (diététique) affichent pour le premier semestre 1990 des pertes respectives de 11,8 et 1 millions de francs. A 12,7 millions de francs sur les six premiers mois de l'année, le résultat net consolidé de Testut (pesage industriel) est en diminution de 20 % par rapport au premier semestre 1989. En revanche, Donnay International (articles de sport) achève ce demi-exercice comptable sur un bénéfice net de 13 millions de francs, en très forte progression (+ 900 %) par rapport à la même période de 1989.

□ **Hausse du salaire minimum dans le nettoyage.** – A la suite d'un accord signé entre la Fédération nationale des entrepreneurs de nettoyage et les syndicats CGT, CFDT, FO et CFTC, le salaire horaire minimum va être porté à 32,60 francs au 1er janvier 1991, soit 5 509 francs par mois à temps plein (+ 4,5 %). Au 1er juillet 1991, il sera porté à 32,93 francs, soit 5 565 francs par mois (+ 1 %). La branche compte 190 000 salariés et a réalisé un chiffre d'affaires de 20 milliards de francs en 1988.

PARIS :

Second marché (sélection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Arnault Associés	393 90	391
Asystel	105	....
B.A.C.	175	173
B.I.C.M.	850	849
Boiron (Ly)	410	410
Boisset (Lyon)	201	....
Câbles de Lyon	2960	2965
C.A.L.-de-Fr. (C.C.I.)	930	900
Calberson	328 90	320
Cardif	440	449
C.E.G.E.P.	190	185
C.F.P.I.	257 60	258
Ciments d'Origny	450	439 50
C.N.I.M.	879	860
Codetour	289 90	290
Comareg	280	285
Conforama	790	792
Creeks	295	....
Dauphin	427 20	415
Delmas	590	595
Demachy Worms Cie	540	541
Desquenne et Giral	240	237
Devanlay	810	795
Deville	405	405
Dolisos	188	187
Editions Belfond	230	231
Europ. Propulsion	390	395
Finacor	128 70	130
Frankoparis	184 80	180
GFF (group.fon.f.)	357	364 90
Grand Livre	409	396
Gravograph	175	180
Guintoli	830	830
I.C.C.	234	236

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
IDIA	310	307 50
Idianova	123	118 o
I.M.S.	934	935
IN2	335	335
I.P.B.M.	118	118
Loca investis.	289	....
Locamic	81	80
Matra Comm.	128	125
Molex	180	....
Olivetti Logabax	590	599
Presbourg	90	90
Publ.Filipacchi	314	301 40 o
Razel	680	670
Rhone-Alp.Eco (Ly.)	318	318
St-H. Matignon	190	....
Select Invest (Ly)	93	....
Serbo	420	419
S.M.T. Goupil	174	170
Sopra	180 50	185
Supra	114 90	111 50
Thermador H. (Ly)	245	245
Unilog	167 10	162 50
Union Fin. de Fr.	342 80	329 10
Vial et Cie	117	112 30 o
Y. St-Laurent Groupe	901	901

Marché des options négociables le 8 nov. 1990

Nombre de contrats : 29 068

VALEURS	PRIX exercice	OPTIONS D'ACHAT Déc. dernier	OPTIONS D'ACHAT Mars dernier	OPTIONS DE VENTE Déc. dernier	OPTIONS DE VENTE Mars dernier
Bouygues	440	5	–	62	–
CGE	560	16	34	26	32,80
Elf-Aquitaine	600	42,50	–	12	23
Eurotunnel SA-PLC	40	4	7	2,50	3,50
Euro Disneyland SC	80	–	–	1,50	–
Havas	520	–	38	–	–
Lafarge-Coppée	360	7	–	34	–
Michelin	70	2,80	6,11	9,50	11,49
Midi	1 000	3	16	–	–
Paribas	400	–	–	4	10
Pernod-Ricard	1 200	4	–	–	–
Peugeot SA	520	15	–	50	–
Rhône-Poulenc CI	240	–	–	10	–
Saint-Gobain	340	–	61	5	–
Source Perrier	1 200	–	–	85	–
Société générale	400	11,65	–	–	–
Suez Financière	280	18	30	9,50	14,75
Thomson-CSF	90	6	–	5	–

MATIF

Notionnel 10 %. – Cotation en pourcentage du 8 nov. 1990

Nombre de contrats : 54 260

COURS	ÉCHÉANCES Décembre 90	ÉCHÉANCES Mars 91	ÉCHÉANCES Juin 91
Dernier	97,90	97,80	97,68
Précédent	98,30	98,16	97,94

Options sur notionnel

PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT Déc. 90	OPTIONS D'ACHAT Mars 91	OPTIONS DE VENTE Déc. 90	OPTIONS DE VENTE Mars 91
98	0,64	1,40	0,68	–

INDICES

CHANGES

Dollar : 5,0105 F =

Le dollar était stable vendredi 9 novembre, s'échangeant à Paris à 5,0105 francs contre 5,0180 francs jeudi à la cotation officielle. Le cours de la monnaie américaine a été soutenu par les déclarations de M. Pierre Bérégovoy demandant la tenue d'un G 7 pour remédier à la faiblesse du dollar.

FRANCFORT	8 nov.	9 nov.
Dollar (en DM)	1,4944	1,4955

TOKYO	8 nov.	9 nov.
Dollar (en yens)	129,50	130,50

MARCHÉ MONÉTAIRE (effets privés)

Paris (9 novembre) .... 9 7/8 - 10 %
New-York (8 novembre) .... 7 11/16 %

BOURSES

PARIS *(INSEE, base 100 : 29-12-89)*

	7 nov.	8 nov.
Valeurs françaises	74,20	72,30
Valeurs étrangères	76,60	76,10
(SBF, base 100 : 31-12-81)		
Indice général CAC	426,75	417,99
(SBF, base 1000 : 31-12-87)		
Indice CAC 40	1 583,46	1 569,86

NEW-YORK *(Indice Dow Jones)*

	7 nov.	8 nov.
Industrielles	2 440,84	2 443,81

LONDRES *(Indice « Financial Times »)*

	7 nov.	8 nov.
Industrielles	1 590,80	1 574,90
Mines d'or	167,70	166,10
Fonds d'Etat	80,32	80,13

TOKYO

	8 nov.	9 nov.
Nikkei Dow Jones	22 969,81	22 931,80
Indice général	1 721,91	1 707,44

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR + bas	COURS DU JOUR + haut	UN MOIS Rep. +	UN MOIS ou dép. –	DEUX MOIS Rep. +	DEUX MOIS ou dép. –	SIX MOIS Rep. +	SIX MOIS ou dép. –
$ E.-U.	5,0165	5,0185	+ 75	+ 85	+ 145	+ 165	+ 480	+ 540
$ can.	4,2931	4,2985	– 97	– 71	– 183	– 145	– 408	– 327
Yen (100)	3,8426	3,8456	+ 52	+ 68	+ 93	+ 121	+ 279	+ 342
DM	3,3551	3,3580	+ 34	+ 52	+ 54	+ 79	+ 154	+ 217
Florin	2,9745	2,9775	+ 38	+ 42	+ 56	+ 75	+ 155	+ 205
FB (100)	16,2926	16,3097	+ 85	+ 207	+ 206	+ 377	+ 577	+ 982
FS	3,9956	3,0004	+ 44	+ 65	+ 80	+ 116	+ 283	+ 369
L (1 000)	4,4651	4,4668	– 52	– 4	– 89	– 32	– 264	– 153
£	9,8223	9,8312	– 361	– 311	– 667	– 598	– 1446	– 1281

TAUX DES EUROMONNAIES

$ E.-U.	–	–	7 7/8	8	8	8 1/8	7 15/16	8 1/16
Yen	–	–	8 1/16	8 3/16	8 5/16	8 7/16	8 1/16	8 7/16
DM	7 15/16	8 3/16	8 3/16	8 5/16	8 5/8	8 3/4	8 7/8	9
Florin	8 5/16	8 9/16	8 3/8	8 1/2	8 9/16	8 11/16	8 3/4	8 7/8
F.B.(100)	8 1/4	8 1/2	8 3/4	9	8 7/8	9 1/8	9 3/16	9 7/16
F.S.	7 7/8	8 1/8	8 3/16	8 5/16	8 7/16	8 9/16	8 7/16	8 9/16
L(1 000)	8 5/8	9 5/8	10 3/8	10 7/8	10 5/8	11 1/8	10 7/8	11 1/2
£	14 7/8	15 1/8	14 1/8	14 1/4	13 7/8	14	13 1/8	13 1/4
Franc.	9 11/16	9 15/16	9 3/4	9 7/8	9 13/16	9 15/16	10	10 1/8

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 9 NOVEMBRE

Cours relevés à 13 h 49

Règlement mensuel

[illegible]

COMPTANT (sélection)

Obligations

[illegible]

Actions

[illegible]

Etrangères

[illegible]

Hors-cote

[illegible]

SICAV (sélection) 8/11

[illegible]

Cote des Changes

MARCHE OFFICIEL	COURS préc.	COURS 9/11	COURS DES BILLETS achat	COURS DES BILLETS vente
Etats-Unis (1 usd)	5 018	5 010	4 790	5 240
Ecu	6 932	6 932	....	....
Allemagne (100 dm)	335 450	335 870	324 500	345 500
Belgique (100 F)	16 291	16 300	15 750	16 800
Pays-Bas (100 fl)	297 480	297 750	287	307
Italie (1000 lires)	4 464	4 461	4 250	4 750
Danemark (100 krd)	87 700	87 730	84	92
Gde-Bretagne (1 L)	9 834	9 842	9 450	10 250
Grèce (100 drachmes)	3 286	....	4 060	4 050
Suisse (100 f)	399 170	....	387	412
Suède (100 krs)	89 920	....	88 500	94 500
Norvège (100 k)	86 060	....	82 500	90 500
Autriche (100 sch)	47 710	....	46 100	49 250
Espagne (100 pes)	5 339	....	5 100	5 650
Portugal (100 esc)	3 617	....	3 400	4 200
Canada (1 $ can)	4 288	....	4 150	4 550
Japon (100 yens)	3 860	....	3 660	3 660

Marché libre de l'or

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 9/11
Or fin (kilo en barre)	62600	62350
Or fin (en lingot)	62400	63300
Napoléon (20f)	395	400
Pièce Fr (10 f)	424	....
Pièce Suisse (20 f)	436	436
Pièce Latine (20 f)	367	362
Souverain	466	470
Pièce 20 dollars	2185	2190
Pièce 10 dollars	1230	1210
Pièce 5 dollars	820	....
Pièce 50 pesos	2385	2400
Pièce 10 florins	376	375

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ■ : marché continu

Le débat sur l'avenir de l'île

Mobilisation des anti-nationalistes en Corse

Un Mouvement d'action Corse française, inconnu jusqu'à présent, a revendiqué, jeudi 8 novembre, l'incendie criminel qui avait ravagé le garage d'un militant nationaliste, détruisant vingt-trois voitures neuves, le 30 octobre, près d'Ajaccio. Depuis cette date, deux autres attentats ont été commis contre le garage de M. Gilbert Casanova, qui a reçu le soutien de plusieurs dirigeants nationalistes.

D'autre part, une autre organisation, le Mouvement anti-séparatiste corse (MASC), a lancé, jeudi, *« un appel à la résistance »* contre le projet de M. Pierre Joxe en opposant un *« front du refus absolu à toute réforme institutionnelle »*. Cette organisation, qui a revendiqué dix-neuf attentats contre des biens de nationalistes depuis le 24 avril 1988, demande également *« aux patriotes corses de s'organiser, chacun à sa place, en franc-tireur et partisan français, individuellement ou en groupe collectif autonome prenant en compte toute initiative adéquate »*.

Au Sénat, le groupe RDE, auquel appartient M. François Giacobbi, sénateur de Haute-Corse, a jugé jeudi que, *« malgré les quelques dispositions utiles qu'il contient »*, le projet du ministre de l'intérieur prévoyant un nouveau statut pour la Corse est *« inopportun, inadapté et à certains égards inconstitutionnel »*. Le groupe RDE, *« autour du sénateur François Giacobbi, se déclare en totale opposition avec la lettre et l'esprit de ce projet »* et *« s'opposera avec détermination à son aboutissement »*.

De son côté, M. François Bayrou, délégué général de l'UDF et député UDC des Pyrénées-Atlantiques, a mis en garde, jeudi sur France-culture, contre *« le risque d'éclatement du tissu national »* que contiennent en germe, selon lui, à la fois le projet de loi sur la Corse et la déclaration d'un collaborateur de M. François Mitterrand évoquant une *« entité administrative convenable »* pour le Pays basque français.

Lors de l'audition par la commission des lois de l'Assemblée nationale de M. Joxe à propos du texte sur la Corse, le rapporteur UDF du projet, M. José Rossi (*le Monde* du 9 novembre) a, notamment, souhaité une avancée supplémentaire dans le domaine des transferts de compétence et des moyens financiers.

M. Rossi a également jugé que le mode de scrutin prévu par le projet ne permettrait pas suffisamment de garantir l'émergence d'une majorité stable. Enfin, M. Rossi a approuvé, pour son compte, l'existence d'une définition juridique du *« peuple corse »* dans le projet, mais il s'est demandé si les précautions juridiques qui entourent cette définition sont suffisantes pour rassurer le Parlement sur la garantie de l'unité de la République.

En revanche, M. Jean-Pierre Michel, député PS de Haute-Saône (membre du courant Socialisme et République), a émis de fortes réserves sur la philosophie même du projet en assurant que l'existence d'un statut particulier pour les îles européennes ne suffit pas à justifier le texte du ministre.

Ce projet devrait, selon toute probabilité, être débattu à l'Assemblée nationale en première lecture les 21, 22 et peut-être 23 novembre.

Le RECOURS, mouvement de rapatriés, a demandé, mercredi 7 novembre, la suppression de la mention du *« peuple corse »* dans le projet en considérant que cette définition exclut de la communauté insulaire les autres habitants, notamment les pieds-noirs. Si cette définition n'est pas supprimée, le RECOURS *« se considérerait en droit de réclamer à son tour la reconnaissance des « peuples pied-noir » et « harki »*.

IRLANDE

Mme Mary Robinson est bien placée pour devenir présidente de la République

DUBLIN

de notre correspondant

Le décompte des voix n'était pas encore achevé vendredi matin 9 novembre, mais l'élection de Mme Mary Robinson à la présidence de la République d'Irlande paraissait certaine. Au premier tour, elle a obtenu 39 % des voix, M. Brian Lenihan (Fianna Fail, nationaliste) 44 % et M. Austin Currie (Fine Gael, centriste) 17 %. Selon un système électoral compliqué, les suffrages de M. Currie seront en grande partie transférés – vendredi, lors du deuxième tour de dépouillement – à Mme Robinson, ce qui doit lui permettre de dépasser son rival le plus proche, M. Lenihan.

Le Fianna Fail, la plus grande formation politique du pays, devra donc céder la place à une candidate proposée par les deux mouvements de gauche : le Parti travailliste de M. Dick Spring et le Parti des ouvriers de M. Proinsias De Rossa. C'est une élection historique : pour la première fois, une femme, mère de famille, exercera la fonction suprême en Irlande. Mme Robinson, avocat libéral, âgée de quarante-six ans, avait fait notamment campagne en faveur du planning familial, du divorce et pour la défense des droits des homosexuels.

J. M.

SUR LE VIF — CLAUDE SARRAUTE

Qui suis-je ?

J'ETAIS écroulée de rire en voyant ce matin sur Canal Plus Dan Rather, le présentateur vedette de la CBS annoncer, imperturbable, entre une conférence de presse de Bush et une nouvelle tuerie en Israël, la condamnation à dix ans de prison d'un Américain, coupable d'avoir *violé quarante-six bonnes femmes* en un quart d'heure sur le siège arrière de sa bagnole ! Pas mal, non ?

Remarquez, il y en avait une qui était consentante, mais quand même ! Vous le verriez en plus : un petit mec, un peu bouffi, cheveux rares et grosses lunettes, c'est à ne pas croire ! *A juste titre.* S'agit, en fait, d'une nana, souffrant de ce qu'on appelle là-bas le SPM, le syndrome des personnalités multiples. Un peu schizo sur les bords, ces malades répondent à une kyrielle de noms, prénoms, âges, professions. Grâce à quoi, la victime a pu appeler à la barre des témoins un certain nombre de ses... copines.

C'est Jennifer, farouche secrétaire, militante au Women's Lib, qui a fait la plus grosse impression en racontant comment la vieille Sarah, une mamie Nova, très collet monté, tout ça, était venue lui raconter, *hors d'elle*, les odieux sévices infligés à cette malheureuse Franny, vingt-sept ans, la seule à figurer à l'état civil.

Quand on pense à tous les risques que court chacune de nous, s'il faut les multiplier par vingt, trente ou cinquante, selon les cas, *où on va?* A des cours d'autodéfense. Ils dispensent de précieux conseils. C'est dans le Reader's Digest que je les ai piqués. Ne sortez jamais dans la rue sans être armée. Parapluie, ongles, poudrier, dents et trousseau de clés. Mordez la main ou le gras du bras de votre agresseur, tout en lui pinçant les lèvres et le nez pour lui couper le souffle. Plantez-lui les doigts dans les yeux et agitez-les. Accompagnez un coup de coude dans le plexus d'un coup de genou dans les parties. Enfin, fracturez-lui la mâchoire du tranchant de la main.

Vous me direz, c'est bien joli mais si ça avait été Sarah au lieu de Franny, je vois pas comment... Facile ! Les personnes retombant en enfance remplaceront la sucette par un sifflet. Pensez à le leur attacher au cou avant de les envoyer à la banque.

L'ESSENTIEL

La télématique du *Monde* :
3615 LEMONDE
3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 9 novembre 1990 a été tiré à 552 416 exemplaires.

Plusieurs personnalités d'Europe et d'Amérique du Nord participent à la préparation du sommet de la CSCE

Un groupe de personnalités *d'Europe et d'Amérique du Nord* se réunit vendredi 9 et samedi 10 novembre à Paris, à l'initiative de la France, pour formuler des suggestions sur l'architecture de la nouvelle Europe dans la perspective du sommet de la CSCE, qui se tiendra dans la capitale française du 19 au 21 novembre. Elles devaient être reçues vendredi par M. Mitterrand.

M. Roland Dumas, à l'origine de cette initiative, a souhaité recueillir l'avis de personnalités qui ne représentent pas des gouvernements mais des milieux sociaux, économiques et culturels. Ce sont : MM. *Giovanni Agnelli (Italie)*, président de FIAT, Robert Badinter (France), président du Conseil constitutionnel, Zbigniew Brzezinski (Etats-Unis), ancien conseiller pour la sécurité nationale du président Jimmy Carter, Jacques Freymond (Suisse), professeur d'histoire, Max Jakobson (Finlande), diplomate, Lord Jenkins of Hillhead (Grande-Bretagne), ancien ministre, V. N. Koudriatsev (URSS), juriste, Gyorgi Konrad (Hongrie), écrivain et figure de la dissidence, Lazar Mojsov (Yougoslavie), ancien président, Geoffroy Pearson (Canada), diplomate, Michael Stürmer (Allemagne), professeur et spécialiste des relations Est-Ouest, Petr Uhl (Tchécoslovaquie), ancien dissident et directeur de l'agence de presse tchécoslovaque CTK, et Mme Maria de Lourdes Pintasilgo (Portugal), ancien premier ministre.

A Nouméa

Des collégiens canaques font la grève de la faim pour protester contre des « injustices racistes »

Deux élèves canaques d'un collège de Nouméa ont entamé, lundi 5 novembre, une grève de la faim pour dénoncer *« les injustices racistes et discriminatoires subies par les élèves de couleur »*. Ils affirment que, depuis plusieurs mois, les élèves reçoivent en guise de punitions *« des corvées ménagères qui n'ont rien à voir avec les punitions éducatives prévues par les règlements scolaires »*. La direction de l'établissement, soutenue par les professeurs du collège, a assuré que cette affaire résultait d'une *« simple punition à l'encontre de deux élèves, prise en dehors de toute considération ethnique et de toute discrimination »*.

Les deux jeunes grévistes de la faim ont été relayés, jeudi 8 novembre, par deux lycéens d'autres établissements. Un comité de soutien a été constitué. Il a appelé à une manifestation qui devait avoir lieu, vendredi 9 novembre, avec le soutien des élus du FLNKS et de l'Union océanienne, ainsi que de la section locale de SOS-Racisme. Une délégation du FLNKS a rencontré, mercredi 7 novembre, M. Bernard Grasset, haut-commissaire de la République. Elle a reçu l'assurance qu'une *« enquête sera rapidement effectuée sur cette affaire, et que les punitions non pédagogiques seront désormais interdites »*.

D'autre part, M. Jacques Lafleur, président du RPCR, a dénoncé la *« politisation de cette affaire »* et laissé entendre que son mouvement pourrait, lui aussi, appeler à une manifestation de soutien à la direction de l'établissement.

L'OVNI du 5 novembre est... identifié

L'objet lumineux observé dans la soirée du 5 novembre en Europe a été identifié par le Service d'expertise des phénomènes de rentrée atmosphérique (SEPRA) du Centre national d'études spatiales (CNES). Il s'agit de la désintégration, lors de la rentrée dans l'atmosphère, de morceaux d'une fusée soviétique *qui avait lancé un satellite de télécommunications*, Gorizont-21, le 3 octobre dernier. Grâce aux données fournies par la Nasa, le SEPRA a vérifié depuis Toulouse que cette rentrée, survenue à 19 heures (heure française), concorde avec la trajectoire et l'heure de passage du phénomène au-dessus de la France.

M. Roland Dumas invité du « Grand Jury RTL-*le Monde* »

M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères, sera l'invité de l'émission hebdomadaire, « Le grand jury RTL-*le Monde* », dimanche 11 novembre, de 18 h 30 à 19 h 30. Le chef de la diplomatie française qui revient d'un voyage au Maroc répondra aux questions d'André Passeron et de Jacques Amalric, du *Monde*, et de Pierre-Marie Christin et d'Isabelle Dath, de RTL, le débat étant dirigé par Olivier Mazerolle.

EN BREF

□ **AFGHANISTAN : attaques de moudjahidins contre Kaboul et Hérat.** – Au moins vingt et une *personnes ont été tuées mercredi* 7 novembre et une soixantaine blessées à la suite d'attaques à la roquette lancées par les moudjahidins contre les villes de Kaboul et de Hérat. – *(AFP.)*

□ **HONGRIE : M. Imre Pozsgay quitte le Parti socialiste.** – M. Imre Pozsgay, membre du présidium du Parti socialiste hongrois (ex-communiste) et chef du groupe parlementaire socialiste, a décidé de quitter le parti, a-t-il confirmé dans une interview publiée, jeudi 8 novembre, par le quotidien *Nepszabadsag*. Ancienne figure de proue des réformateurs au sein du Parti communiste qui avait donné le coup d'envoi de la libéralisation du régime, M. Pozsgay a cependant démenti qu'il envisageait la création d'un nouveau parti ou l'adhésion à une autre formation. M. Pozsgay fut le premier dirigeant hongrois à dire publiquement que la révolution de 1956 contre le régime communiste était *« un soulèvement populaire »* et non une *« contre-révolution »*, terme officiel utilisé pendant trente-trois ans. – *(AFP.)*

□ **ÉTHIOPIE : arrivée en Israël de cent falachas.** – Un groupe de cent immigrants falachas (juifs éthiopiens) est arrivé en Israël jeudi 8 novembre, a-t-on appris à Jérusalem. Un *« arrangement spécial »*, conclu avec le gouvernement du président Menguistu, permettra à cinq cents autres de suivre d'ici à la fin novembre. – *(AFP.)*

□ **Visite en France du ministre estonien des affaires étrangères.** – M. Lennart Meri, ministre estonien des affaires étrangères, est arrivé à Paris, jeudi 8 novembre, pour une visite de deux jours.

□ **L'association France-Libertés occupée par des Kurdes et des Turcs.** – Une cinquantaine de Kurdes et de Turcs ont occupé pendant une demi-heure, jeudi après-midi 8 novembre, les locaux de l'association de Mme Danièle Mitterrand, France-Libertés. Ces militants entendaient protester contre des mesures du gouvernement d'Ankara telles que *« la suspension de la ratification de la convention européenne des droits de l'homme, le 3 octobre dernier »* et *« la déportation des Kurdes de Turquie qui concerne deux cent cinquante villages »*. Une délégation a été reçue par Mme Mitterrand.

□ **La compagnie aérienne belge Sabena va être privatisée.** – L'Etat belge, qui contrôle 53 % de la compagnie aérienne nationale Sabena, va céder une partie de cette participation, la privatisant. Mais il conservera une minorité de blocage de 25 %, a annoncé vendredi 9 novembre le ministre des communications belge, M. Jean-Luc Dehaene. Des investisseurs étrangers pourraient se porter candidats en cas d'absence d'investisseurs belges. – *(AFP.)*

□ **Pierre Dux malade.** – Victime d'une grippe infectieuse, Pierre Dux interrompt les représentations de *Quelque part dans cette vie* qu'il interprétait aux Théâtre des Bouffes parisiens en compagnie de Jane Birkin. Le spectacle, qui devait être joué jusqu'au 31 décembre, sera remplacé à partir du 20 novembre par la reprise du duo que Roger Pierre et Jean-Marc Thibault présentent actuellement à l'Olympia. La direction des Bouffes parisiens annonce que Pierre Dux assurera normalement sa place dans la tournée prévue à partir du 3 janvier avec le Théâtre *Actuel*.

□ **Exposition philatélique Charles de Gaulle à Paris-Est.** – Une exposition philatélique est organisée, du 9 au 18 novembre, en gare de Paris-Est, à l'occasion du vingtième anniversaire de la mort de Charles de Gaulle. Elle présente un ensemble de pièces prêtées par l'Association des collectionneurs de timbres de la Libération et de la seconde guerre mondiale.

► **Salle d'exposition de la gare de l'Est (face à la voie 20), sauf samedi et dimanche).**

□ **FOOTBALL : Girondins de Bordeaux-AS Roma, AS Monaco-Torpedo de Moscou en coupe de l'UEFA.** – Le tirage au sort des huitièmes de finale de la Coupe de l'UEFA (match aller 28 novembre sur le terrain du premier nommé, retour le 12 décembre), effectué vendredi 9 novembre à Zurich, a donné les résultats suivants : AS Roma (Ita.)-Girondins de Bordeaux (Fra.), Torpedo Moscou (URSS)-AS Monaco (Fra.), Brondby (Dan.)-Bayer Leverkusen (All.), FC Cologne (All.)-Atalanta Bergame (Ita.), RSC Anderlecht (Bel.)-Borussia Dortmund (All.), Inter Milan (Ita)-Partizan Belgrade (You.), Admira Wacker (Aut.)-FC Bologne (Ita.), Vitesse Arnheim (P.-B.)-Sporting Lisbonne (Por.).